

CLASSE DE TERMINALE.....	7
COURS D'HISTOIRE.....	7
ES/L.....	7
PREMIERE PARTIE : Le Monde de 1945 à nos jours.....	8
Introduction : le Monde en 1945 (2 ou 3 heures).....	8
I. Un monde bouleversé.....	8
1. Le bilan humain et matériel.....	8
Les victimes de la Seconde Guerre Mondiale.....	8
Militaires.....	8
Pologne.....	8
2. Le bilan économique et social.....	8
L'engagement économique.....	8
Les bouleversements sociaux.....	9
3. Le bilan moral, et les procès de Nuremberg.....	10
Les procès de Nuremberg.....	11
II. La naissance d'un nouvel ordre mondial.....	11
1. Les conférences entre alliés et la nouvelle carte du Monde.....	11
Les changements territoriaux en Europe.....	12
2. L'Organisation des Nations Unies.....	12
Histoire rapide de l'organisation.....	12
Les institutions Onusiennes.....	13
3. Un nouvel ordre économique.....	14
Chapitre 1 : De la Société industrielle à la société de communication (4-5 heures).....	15
I. Les "trente glorieuses".....	15
1. Les facteurs de la croissance.....	15
Les facteurs démographiques.....	15
La formation.....	15
L'investissement.....	15
La compétition scientifique.....	15
2. La croissance des échanges.....	16
Bretton Woods, ou les facteurs monétaires.....	16
Le G.A.T.T.....	17
3. La croissance de la production.....	17
L'agriculture.....	17
L'industrie :.....	18
4. Bouleversements sociaux et naissance d'une société de consommation.....	18
Naissance de la société de consommation.....	18
La baisse du nombre de paysans.....	18
Le déclin du prolétariat ?.....	19
De nouvelles classes moyennes.....	19
La transformation de la famille.....	19
II. La "crise" : épisode ou mutation ?.....	20
1. La crise monétaire des années 1960-1971.....	20
2. La crise pétrolière : 1973-1981.....	20
Le premier choc pétrolier :.....	21
Le second choc pétrolier :.....	21
3. Une crise d'un type nouveau.....	22
4. Des réponses différentes.....	22
III. Naissance d'une société de la communication ?.....	24
1. La révolution de l'information.....	24
De la révolution informatique à la mise en réseau de la planète.....	24
L'usine nouvelle.....	24
2. Une « nouvelle économie »?.....	25
Le rôle croissant des investisseurs.....	25
3. La connaissance, principale richesse économique ?.....	25
4. Une société post industrielle ?.....	25
Le village planétaire.....	26

Chapitre 2 : les grands modèles idéologiques et la confrontation Est-ouest jusqu'aux années 1970 (5-6 heures).....	27
I. le modèle soviétique.....	27
1. une référence idéologique : le Marxisme Léninisme.....	27
La primauté de l'idéologie.....	27
Un régime issu de la « révolution » d'Octobre.....	27
Un Etat Fédéral.....	27
L'U.R.S.S., Mecque du communisme.....	27
2. L'apogée du régime sous Staline : 1945-1953.....	28
Un régime totalitaire.....	28
L'U.R.S.S. sous la botte de Staline.....	28
3. Les limites du modèle.....	29
Les craquements dans le bloc soviétique.....	29
Khrouchtchev (1953-1964).....	29
II. Le modèle américain.....	30
1. Les institutions.....	30
Avant toute chose, un Etat fédéral :.....	30
Une des plus vieilles constitutions.....	31
a : L'exécutif :.....	31
Donald Rumsfeld.....	32
b: Le Pouvoir législatif :.....	33
c : Le Pouvoir judiciaire :.....	33
d : La vie Politique :.....	34
e : Le "quatrième pouvoir" : la Presse.....	34
2. Les "leader du monde libre".....	34
L'hégémonie économique, technique, culturelle.....	34
3. Les limites du modèle américain.....	36
La chasse aux sorcières.....	36
La persistance de la pauvreté.....	37
La lutte pour les droits civiques.....	37
III. Les débuts de la guerre froide : 1945-1953.....	38
1. Origines d'une rupture (1945-47).....	38
L'escalade de la méfiance.....	38
L'URSS avance ses pions.....	38
2. L'année 1947 : La rupture en Europe.....	40
La doctrine Truman (mars 1947) : le "containment" (l'endiguement).....	41
La doctrine Jdanov : 22 septembre 1947.....	42
La doctrine Jdanov (sept.-oct. 47) : une réponse idéologique.....	42
Le bloc occidental et le bloc socialiste :.....	42
3. Le dénouement en Allemagne : la rupture consommée.....	43
4. L'extension du Communisme en Asie : 1949-53.....	44
Avènement de la Chine Populaire :.....	44
La guerre de Corée (1950-53).....	44
Les conséquences de la guerre de Corée.....	46
IV. Les deux blocs jusqu'en 1962.....	47
1. L'évolution du bloc de l'Est de 1953 à 1962.....	47
Le pacte de Varsovie.....	47
Les révoltes dans les pays de l'Est.....	48
La rupture avec la Chine et l'Albanie (1960-61).....	49
2. Le bloc de l'Ouest : 1949-62.....	49
Les alliances.....	49
Le pacte de l'Atlantique et l'O.T.A.N.....	49
Les autres traités d'alliances régionales.....	50
3. Le sommet de la guerre froide 1960-62.....	51
Khrouchtchev et Kennedy : deux "colombes"?.....	51
La nouvelle crise de Berlin.....	51
Cuba et la crise des fusées.....	51
V. De nouveaux rapports de force : De la coexistence pacifique à la détente : 1962-1973 : Equilibre des puissances et conflits périphériques.....	52
1. L'équilibre des puissances de 1962 à 1973.....	53
Les négociations sur les armements.....	53
Les crises dans le bloc de l'Ouest.....	54
Ruptures à l'Est.....	54
Le tournant de l'année 1968.....	54

2. Le plus important des « conflits périphériques » : le Viêt Nam.....	54
3. Doctrine Brejnev, doctrine Nixon.....	56
Le « printemps de Prague » et la « doctrine Brejnev ».....	56
La doctrine Nixon.....	56
Chapitre 3 : Le Tiers-Monde : indépendances, contestation de l'ordre mondial, diversification.....	58
1. 1945 : un monde colonial ébranlé par la guerre.....	58
2. La "vague" asiatique (1946-54).....	59
3. La conférence de Bandung.....	59
Respect des pays issus de la décolonisation, légitimité de l'ONU.....	60
Soutien de la poursuite du mouvement de décolonisation, en Afrique.....	60
En filigrane : le non alignement.....	60
4. La "vague" africaine (1954-75).....	61
5 Les dernières colonies.....	61
6. Les lendemains difficiles.....	62
7. L'émergence du Tiers Monde de Bandung au dialogue Nord-Sud.....	62
Chapitre 3 bis La question du Proche et du Moyen Orient.....	64
Introduction : Qu'est-ce que le Proche et le Moyen Orient ?.....	64
I. Les conflits du Moyen-Orient : de 1945 à 1962.....	64
Fin de la guerre, fin des mandats.....	64
1. les origines historiques du conflit.....	64
La Diaspora juive.....	65
Naissance du Sionisme.....	65
2. La naissance d'Israël et les premières guerres israélo-arabes.....	66
3. La renaissance du nationalisme arabe, l'affaire de Suez.....	67
II. Le Moyen Orient dans la Guerre Froide 1962-1973.....	68
1. La guerre des six jours : juin 1967.....	68
2. La guerre du Kippour : octobre 1973.....	69
3. La "détente" au Moyen-Orient : 1973-1979.....	70
III. Le Moyen Orient après la révolution iranienne : 1979-1999.....	70
1. De la guerre du Liban à la première guerre du golfe (1980-1988).....	70
La guerre du Liban (1975-...).....	71
La révolution iranienne (1979) et la première guerre du Golfe (1980-1988).....	71
1. Les conflits israélo-arabes de 1980 à 1990.....	71
3. La seconde guerre du Golfe (1990-1991) et ses conséquences : le début du "processus de paix" (1991-1993).....	71
Conclusion : Le Moyen-Orient Aujourd'hui.....	72
Apaisement et tensions au Moyen-Orient 1993-1999.....	72
Chapitre 4 : L'Europe de 1945 à nos jours (10 heures).....	75
I. L'Europe de l'Ouest en construction jusqu'à la fin des années 1980 (2 ou 3 heures).....	75
Introduction.....	75
1. Le contexte de la Guerre Froide.....	75
2. La fondation de la communauté économique européenne (1950-1957 : CEE).....	75
Fondation.....	75
La CECA.....	76
L'échec de la CED.....	76
Le Traité de Rome.....	77
3. La réussite économique et les premières candidatures.....	77
L'échec de la candidature britannique.....	77
4. Les premiers élargissements.....	77
Les élargissements successifs.....	77
Les difficultés et l'euro pessimisme.....	77
II. Le temps des démocraties populaires (4 ou 5 heures).....	78
1. La prise du pouvoir par les communistes.....	78
Au début, une réelle popularité.....	78
La prise du pouvoir.....	78
La mise au pas des communistes nationaux.....	79
2. Les régimes de l'Est : des régimes autoritaires.....	79
Des dictatures.....	79
L'économie.....	79
Le contrôle social.....	80
Des forces de résistances.....	80
3. La mainmise soviétique.....	80
La déstalinisation.....	80
Le Comecon.....	80

Le pacte de Varsovie.....	80
4. Certains pays affirment leur indépendance.....	81
La Yougoslavie.....	81
L'Albanie.....	81
La Roumanie.....	81
5. L'effondrement économique des années 1970 et la libération des années 1980.....	81
Pologne et Hongrie :	81
RDA et Tchécoslovaquie.....	82
Roumanie et Bulgarie.....	82
III. Les enjeux européens depuis 1989 (2 ou 3 heures).....	82
1. Une Europe enfin réunifiée.....	82
L'aspiration à l'unité.....	82
La voie vers l'économie de marché.....	82
2. La guerre, à nouveau, en Europe.....	83
La Yougoslavie va se déchirer.....	83
L'impuissance de l'Europe.....	83
3. La relance de la construction européenne.....	83
La relance de la construction des institutions.....	83
Les acquis de Maastricht.....	84
L'eurosepticisme.....	84
4. Les nouveaux élargissements et le problème des limites géographiques de l'Europe.....	84
La question de l'adhésion de la Turquie.....	85
5. Le projet de Constitution européenne.....	85
Le problème de la politique étrangère.....	85
SECONDE PARTIE : La France de 1945 à nos jours.....	87
Chapitre 1 : Bilans et mémoires de la Seconde Guerre Mondiale (4 ou 5 heures).....	87
I. Bilan et mémoires de la seconde guerre mondiale.....	87
I. L'ardeur et la nécessité (1944-47).....	87
1. Les tâches du gouvernement provisoire.....	87
a : Gagner la guerre.....	87
b : Rétablir l'autorité de l'Etat.....	88
c : à l'intérieur : épurer.....	88
d. Redresser la France.....	89
2. Reconstruction et nationalisations.....	91
3. La renaissance de la vie politique.....	91
II. Les mémoires de la Seconde Guerre Mondiale.....	93
« Un passé qui ne passe pas ».....	93
1. Deuil et déchirements 1945-1954.....	93
Deuils et célébrations.....	93
La diversité des mémoires particulières.....	93
Mémoire gaullienne, mémoire communiste.....	94
2. Le temps du refoulement 1954-1969.....	94
Chapitre II : la Quatrième république.....	95
I. Du tripartisme à la troisième force 1946-52.....	95
1. Le tripartisme et les nouvelles institutions.....	95
Naissance du tripartisme.....	95
L'échec du premier projet : 5 mai 1946.....	95
L'adoption de la Constitution, le 13 octobre 1946.....	95
2. Une politique coloniale incohérente.....	96
a : l'Algérie :	96
b : en Indochine :	97
c : au Maroc et en Tunisie :	98
d : à Madagascar :	98
3. La fin du tripartisme et la naissance de la troisième force : la "terrible année 1947" (de Gaulle).....	98
4. Le chemin de Washington : la France dans la guerre froide.....	100
5. Les succès économiques.....	100
6. La fin de la troisième force.....	101
II. De Pinay à Mendès : 1952-1955.....	101
1. Pinay ou le retour de la droite.....	102
2. L'aventurisme colonial en Afrique du nord et en Indochine.....	102
3. L'"expérience" Mendès France.....	103
III. La chute de la IVème République : 1955-1958.....	105

1. Les débuts de la guerre d'Algérie.....	105
La Toussaint Rouge.....	105
La situation sociale et ethnique de l'Algérie en 1954 :	105
2. Le malaise politique.....	106
3. L'enlèvement en Algérie.....	107
4. La crise de mai 1958.....	108
Chapitre II : LA CINQUIEME REPUBLIQUE.....	110
I. Les nouvelles institutions et la fin de la guerre d'Algérie (1958-62).....	110
1. La mise en place de la Vème République.....	110
a : élaboration et adoption.....	110
b : le pouvoir exécutif :	111
c : le pouvoir législatif :	111
d : le Pouvoir Judiciaire :	111
e : le général impose une pratique présidentielle des nouvelles institutions.....	112
2. Le dénouement de la guerre d'Algérie.....	112
II.L'évolution de la vie politique et des institutions depuis 1962.....	114
1. Une politique étrangère marquée par une volonté d'indépendance.....	114
2. Mais une implication majeure dans la construction européenne.....	114
3. Les évolutions dans les rapports politiques.....	114
4. L'évolution de la pratique des institutions.....	117
5. Les réformes sociales et économiques.....	117
3. La politique extérieure.....	117
Décolonisation "en douceur" de l'Afrique Noire.....	117
La France et l'Atlantique.....	118
La France et les Anglo-Saxons.....	118
La France et l'U.R.S.S.....	118
La France et le Monde.....	118
4. La montée de l'opposition : 1965-1967.....	118
5. Mai 1968 en France.....	119
La crise étudiante.....	119
La crise sociale.....	120
La crise politique.....	120
6. Le départ du général : 1968-1969.....	121
7. Bilan des années gaulliennes.....	121
L'œuvre économique :	122
L'échec moral et social.....	122
II. La France de 1969 à 1981.....	123
1. Les forces politiques en présence : 1969-1973.....	123
La recomposition de la Gauche.....	123
Droite et gaullisme.....	123
Le Centre.....	123
2. Le mandat de G. Pompidou : 1969-1974.....	123
3. La recomposition politique à gauche et à droite entre 1973 et 1974.....	124
A gauche : le programme commun de gouvernement.....	124
A droite : la fin des barons du gaullisme.....	125
Autres enseignements de ce scrutin.....	125
4. Les réformes du septennat de V.G.E.....	125
Un changement de style ?.....	125
De réelles réformes.....	126
Bilan économique du septennat et causes de la défaite de 1981.....	127
III. La France de F. Mitterrand (1981-95).....	127
1. La rupture (1981-84).....	127
L'alternance politique.....	128
L'échec économique.....	128
2. La "conversion" ? (1984-93).....	128
La conversion des socialistes : 1984-1986.....	128
La première cohabitation 1986-1988.....	129
3. 1988-93 Le second septennat de François Mitterrand : 1988-1993.....	130
Les forces politiques.....	130
L'œuvre des socialistes : 1988-1993.....	130
La seconde cohabitation : 1993-1995.....	131
IV. Le mandat de Jacques Chirac : 1995..	132
1. Les débuts de la présidence de Jacques Chirac : 1995-1997.....	132
La campagne présidentielle de 1995.....	132

Le gouvernement Juppé : 1995-1997.....	133
2. La troisième cohabitation : 1997-.....	134
La divine surprise de la gauche : la dissolution de 1997.....	134
Chapitre 3 : l'évolution économique et sociale de la France durant la IVème et la Vème républiques.....	
I. Les trente glorieuses et la crise.....	136
1. Les bases de la croissance.....	136
Le plan.....	136
L'ouverture sur le monde.....	136
2. Les aspects de la croissance.....	136
Des chiffres.....	136
Des symboles.....	137
Des limites.....	137
La crise à la française.....	138
Aujourd'hui, une France qui se normalise.....	138
II. L'évolution démographique et sociale.....	138
1. Le bouleversement démographique, du Baby Boom au Papy Boom.....	138
« Baby Boom ».....	139
Exode rural.....	139
Immigration.....	139
Accroissement de la durée de la vie et « Papy Boom ».....	140
2. L'urbanisation.....	140
3. L'évolution des mœurs.....	140
III. L'évolution culturelle.....	141
1. la crise des pratiques religieuses.....	141
Un catholicisme largement majoritaire mais en crise.....	141
L'essor des autres religions.....	141
2. Une société de consommation.....	142
3. De nouvelles pratiques culturelles.....	142
4. L'accentuation des différences sociales.....	143

CLASSE DE TERMINALE
COURS D'HISTOIRE
ES/L

Lycée André MALRAUX

2005-2006

Jean Michel MUYL

PREMIERE PARTIE : Le Monde de 1945 à nos jours

Introduction : le Monde en 1945 (2 ou 3 heures)

I. Un monde bouleversé¹

1. Le bilan humain et matériel

Il a été assez long de faire ce bilan.

Commenter le tableau :

Les victimes de la Seconde Guerre Mondiale			
	Militaires	Civils	% population 1939
Pologne	320 000	5 500 000	14 %
U.R.S.S.	7 500 000	10 000 000	12 %
Yougoslavie	410 000	1 400 000	10 %
Allemagne	3 850 000	3 810 000	7 %
Japon	1 220 000	700 000	3 %
Pays-Bas	10 000	200 000	2,5 %
Grèce	74 000	500 000	2,4 %
Chine	3 500 000	10 000 000	2,2 %
France	211 000	330 000	1,5 %
Royaume-Uni	245 000	150 000	1 %
Italie	230 000	150 000	1 %
Canada	42 000	0	0,4 %
Etats-Unis	298 000	0	0,2 %

Sachez qu'il a fallu plusieurs années pour décompter et arriver à un ordre de grandeur de 50, puis 60 millions de victimes; c'est-à-dire le bilan le plus lourd de l'histoire de l'humanité. 6 fois plus de victimes qu'en 14-18 donc, mais aussi beaucoup plus de victimes civiles (50% contre 5%).

Tous les pays n'ont pas été touchés au même chef. Les pertes sont dramatiques en URSS (12%), en Pologne (14%), en Yougoslavie (10%) et en Allemagne (7 %). Elle sont très grandes en Chine et au Japon, elles sont nettement plus faibles en Europe de l'Ouest et insignifiantes en Amérique.

Les destructions sont gigantesques : l'Europe, et une partie de l'Asie sont couvertes de champs de ruines : les grandes villes allemandes, polonaises, soviétiques, mais aussi un certain nombre de villes (cf. *Uranus*) françaises (Caen, le Havre), des villes chinoises (Shanghai) ou japonaises (Tokyo, Hiroshima...) sont complètement détruites. Dans les zones de combats et d'occupation Allemande, des dizaines de milliers de villages ont été massacrés, pillés, incendiés (des milliers d'Oradour en URSS, en Pologne, en Yougoslavie). Le bétail a été abattu, les voies ferrées et les ouvrages (*On ne franchit pas la Loire entre Nevers et l'océan*) d'art détruits, les ports démolis ou minés, encombrés parfois durablement d'épaves témoins des combats)

2. Le bilan économique et social

L'engagement économique

Construction d'avions de 1940 à 1945

Ce tableau donne une idée de l'effort industriel fourni par les belligérants. On trouverait les mêmes ordres de grandeur pour d'autres productions : chars, camions, navires...

¹ Carte, page 22-23

La croissance de la production aéronautique durant la guerre								
	1939	1940	1941	1942	1943	1944	1945	TOTAL
Etats-Unis	5856	12804	26277	47838	85898	98318	49761	324750
URSS	10382	10565	15735	25436	34900	40300	20900	158218
Royaume-Uni	7940	15049	20094	23672	26263	26361	12070	131449
Commonwealth	250	1100	2600	4575	4700	4575	2075	19875
Allemagne	8295	10247	11776	15409	24807	39807	7540	117881
Japon	4467	4768	5088	8861	16693	28180	11066	79123
Italie	1800	1800	2400	2400	1600			10000

Les bouleversements sociaux

Même dans les pays ayant relativement peu de victimes et a fortiori dans les autres, les bouleversements sociaux ont été immense.

Le niveau de vie de la population s'est effondré du fait des privations. En France on peut dire qu'il a baissé de moitié. Dans certains autres pays (URSS, Grèce au cœur de la guerre, Allemagne à la fin) c'est la famine qui s'installe et les civils tombent par milliers. Cette situation ne se rétablit pas par miracle après 1945, il faudra de longues années pour que l'on revienne à un niveau alimentaire décent. En Allemagne les jeunes filles font la chasse aux G.I.'s pour manger. Les campagnes s'en sortent mieux que les villes, certains paysans ayant même pu (cf.. Grenadou) se constituer, grâce au marché noir, une confortable épargne, qui est d'ailleurs une des raisons du décollage de l'agriculture après la guerre dans les pays d'économie de marché comme la France ou l'Allemagne.

En ville, où les privations furent les plus (cf.. *Au Bon Beurre*) grandes et où souvent on connaît encore un rationnement jusqu'à la fin des années 40, (cf.. *Le troisième homme*) toute une classe de gens sont parvenu à la richesse grâce au Marché Noir. Plus encore qu'après la PGM, on a l'impression que les valeurs sociales sont bouleversées, que des fortunes peuvent se faire ou se défaire, que rien n'est stable.

En Pologne, les élites ont été systématiquement exterminées par l'occupant qui voulait réduire le peuple polonais à l'état de peuple esclave : il n'y a plus d'aristocratie, de bourgeoisie, d'intellectuels, d'artistes ou même de sportifs.

Dans cette ambiance, la jeunesse essaie de rattraper le temps perdu pendant l'occupation pour les uns, les combats pour les autres. La musique qui triomphe, c'est le Jazz, qui inonde les pays d'Europe, vaincus comme alliés.

On a eu recours au travail des femmes et leur émancipation se poursuit et s'achève, elles accèdent au droit de vote dans les pays qui ne leur reconnaissait pas encore, comme la France, en raison en particulier de la place des femmes dans la Résistance.

Dans certaines régions les populations ont été déplacées par les combats, ou, plus encore par les accords modifiant les frontières

50 millions de personnes encombrant les routes :¹

Les 9 millions de travailleurs étrangers que le Reich entretenait, de gré ou de force.

Les millions de prisonniers de guerre, les millions de déportés survivants des camps de concentration ou d'extermination.

Entre 6 millions et 13 millions d'Allemands des territoires de l'est qui ont fui devant l'armée Rouge.

- 4,5 M de Silésie
- 2 M de Prusse Orientale
- 2,5 de Pologne
- 1,75 M de Poméranie
- 3,5 M des Sudètes

¹ Voir carte page 68-69

0,2 M de Hongrie

0,25 de Yougoslavie etc.

Des centaines de milliers de Baltes qui fuient vers l'ouest (env. 300 000) ou qui sont déportés vers l'est (env. 300 000).

Des centaines de milliers de Finlandais (400 000) qui fuient la Carélie.

3 millions de Polonais qui prennent la place des Allemands en Poméranie et en Silésie. 1,5 millions de Polonais qui évacuent les territoires attribués aux soviétiques, tandis que des millions de soviétiques (2,3 M) occupent ces territoires polonais, la Prusse Orientale, et les Etats baltes.

Ailleurs, les Italiens (140 000) quittent l'Istrie et la Dalmatie.

On peut parler aussi des Tatars de Crimée, des Allemands de la Volga, des Tchétchènes ; on peut parler des Grecs expulsés par les Bulgares et qui reviennent, les Turcs qui quittent la Bulgarie, les va et vient des populations Roumaines, Hongroises, Allemandes, Bulgares en Roumanie....

En Asie, les mouvements de populations sont au moins aussi importants (des millions de "colons" japonais fuient les territoires de l'ancien Empire : Corée, Mandchourie, Formose...) tandis que la guerre qui continue de faire rage entre nationalistes et communistes chinois se traduit aussi par des afflux de réfugiés.

3. Le bilan moral, et les procès de Nuremberg¹

Bien plus que pendant la première Guerre Mondiale, qui paraît à ce titre presque la dernière guerre chevaleresque, la seconde Guerre Mondiale a été marquée par un recul du droit : on n'a pas utilisé les gaz asphyxiants, mais c'est bien là le seul progrès : on a bombardé systématiquement des populations civiles (*Londres, Dresde, Hiroshima...*). On a foulé au pied les accords de Genève sur les prisonniers de (*Prisonniers russes*) de guerre (Massacres par les soviétiques d'officiers polonais à Katyn, massacres par les Allemands de millions de prisonniers de guerre soviétiques). On a déporté pour le travail des millions d'hommes et de femmes. On a pratiqué la torture et encouragé les haines ancestrales (*Belgique, Yougoslavie*).

Les Allemands, avec le génocide, sont allés au comble de l'horreur : massacres d'enfants, expériences "médicales" inhumaines, récupération des cadavres à des fins industrielles, déshumanisation de l'individu. Il est caractéristique que ceux qui ont vécu les camps en sont sorti brisés, et pas seulement du fait des sévices et des privations, mais surtout à cause de la désintégration de l'individu dont ils ont été l'objet. On a, a contrario des exemples remarquables parmi des détenus chrétiens ou communistes.

La Bombe Atomique, telle un bouquet final, parachève ce tableau édifiant : la civilisation humaine est désormais mortelle. (*la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie. Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif ou l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques.* Albert Camus, *Combat*, 8 Août 1945)

¹ Voir page 71

Les procès de Nuremberg

Crimes contre la paix : direction, préparation, déclenchement ou poursuite d'une guerre d'agression ou d'une guerre de violation des traités...

Crimes de guerre : violations des lois et coutumes de la guerre : assassinat, mauvais traitements, déportations pour travaux forcés des populations civiles, des prisonniers de guerre, exécutions d'otages, pillage, dévastations non justifiées militairement

Crimes contre l'humanité : Atrocités et délits y compris mais sans être limités à l'assassinat, à l'extermination, la mise en esclavage, la déportation, et tout autre acte inhumain commis contre toutes populations civiles, avant ou pendant la guerre, ou bien les persécutions pour des motifs politiques, raciaux ou religieux lorsque ces actes ou persécutions, qu'ils aient constitué ou non une violation du droit interne des pays où ils ont été perpétrés, ont été commis à la suite de tout crime rentrant dans la compétence du Tribunal Article 6 c du statut du tribunal militaire international de Nuremberg

A Nuremberg, puis à Tokyo, les vainqueurs vont juger les vaincus.

Quatre types de crimes sont jugés à Nuremberg :

- la conjuration
- le crime contre la paix
- le crime de guerre
- le **crime contre l'humanité**

Cette dernière notion est nouvelle

A Nuremberg, une vingtaine de dirigeants nazis sont jugés. Ils sont frappés de condamnation à mort (Goering, Ribbentrop) ou à la prison à

vie (Hess) pour certains, à des peines de prison pour d'autres (Speer...)

Cette épuration nécessaire laisse partout un goût amer, insuffisante selon les uns, anarchiques et trop rudes selon d'autres, elle crée à son tour des cicatrices durables dans bien des pays.

II. La naissance d'un nouvel ordre mondial

1. Les conférences entre alliés et la nouvelle carte du Monde

Terre Neuve : (Etats-Unis - Royaume-Uni) : 9-12 VIII 41 : Rencontre à bord d'un navire britannique (Charte de l'Atlantique) entre Roosevelt et Churchill, alors que les Etats-Unis ne sont pas encore en guerre, mais qu'ils marquent ici une sorte d'engagement moral à aider les Britanniques et les Soviétiques et à préparer la paix future.

Washington : (26 pays dont l'Union Soviétique) : 1942 : Déclaration des Nations Unies : chaque peuple sera libre après la guerre de choisir son gouvernement, les armements seront réduits, un système de sécurité international sera fondé et on ne modifiera aucune frontière sans l'accord des pays intéressés.

Téhéran : (Etats-Unis, Royaume-Uni, Union Soviétique) : 27 XI 43 - 1 XII 43 : "conférence à trois". Les soviétiques réclament l'ouverture d'un front en Europe Occidentale. On décide l'extension de la Pologne aux dépens de l'Allemagne.

Moscou : (Royaume-Uni, Union Soviétique) : 9-18 X 44 : "conférence à deux"(sans Roosevelt). Le Royaume uni et l'URSS se partagent les Balkans.

Yalta : (Etats-Unis, Royaume-Uni, Union Soviétique) : 5-12 II 45 : "conférence à trois". La carte de guerre avantage Staline. Roosevelt épuisé a fait le voyage pour obtenir, au prix d'énormes concessions (sur la Pologne notamment), l'entrée en guerre de l'URSS contre le Japon. L'Allemagne est amputée de ses territoires de l'Est. La France, qui n'a pas été autorisée à participer à la conférence (on y parle de liquider son empire colonial) se voit attribuée une zone d'occupation en Allemagne.

Roosevelt meurt le 12 IV 45

Potsdam : (Etats-Unis, Royaume-Uni, Union Soviétique) : 17 VII 45 : "conférence à trois" (Truman, Churchill puis Attlee, Staline). Un contentieux se fait jour entre les Etats-Unis dont les forces sont entrés profondément en Allemagne, et l'URSS dont on sait qu'elle traite durement les territoires conquis, écartant en particulier du pouvoir tout ceux qui ne sont pas communistes.

Les changements territoriaux en Europe

Staline parie sur la lassitude des puissances occidentales. De fait Truman et Attlee se résigne à respecter le nouveau *statu quo* créé par la victoire :

L'Allemagne est démilitarisée, dénazifiée, morcelée et occupée.

La Pologne reçoit les territoires situés à l'est de la ligne "Oder-Neisse".

L'URSS reçoit les territoires polonais de Biélorussie et d'Ukraine.

Aucun accord ne se fait sur les pays d'Europe Centrale.

La France reçoit l'administration de la Sarre à titre de gage mais s'estime lésée par la médiocrité des réparations exigées de l'Allemagne.

Les Etats-Unis, excédés, en la personne de Truman, du cynisme de Staline, refusent l'idée d'une grande négociation au sujet du Japon.

2. L'Organisation des Nations Unies

26	6	1945	Conférence de San Francisco : adoption par 50 états fondateurs de la Charte des Nations Unies : naissance de l'O.N.U.
1	2	1946	Trygve Lie est élu secrétaire général de l'O.N.U.
29	11	1947	Approbation par l'O.N.U. du partage de la Palestine (33 pour, 13 contre, 10 abstentions)
31	3	1953	Dag Hammarskjöld est élu secrétaire général de l'O.N.U.
27	9	1957	Dag Hammarskjöld est réélu secrétaire général de l'O.N.U.
18	9	1961	Mort accidentelle de Dag Hammarskjöld, secrétaire général de l'O.N.U.
30	11	1962	U Thant désigné secrétaire général de l'O.N.U.
2	12	1966	Réélection de U Thant comme secrétaire général de l'O.N.U.
25	10	1971	La Chine populaire retourne à l'O.N.U. et récupère son siège au conseil de sécurité
22	12	1971	Election de Kurt Waldheim au poste de secrétaire général de l'O.N.U.
9	1973		Entrée de la R.F.A. et de la R.D.A. à l'O.N.U.
13	11	1974	Yasser Arafat est reçu à l'O.N.U., l'O.L.P. reçoit le statut d'observateur
31	1	1992	La Russie remplace l'URSS comme membre permanent du Conseil de sécurité de l'O.N.U.

Histoire rapide de l'organisation

Cf.. Charte des Nations Unies, signée en 1941 par Churchill et Roosevelt, qui prend acte de la faillite de la S.D.N. et jette les fondements d'une nouvelle organisation. Elle est contresignée en janvier 1942 par 25 nations alliées contre l'Axe. La conférence de Moscou en 1943, puis de Dumbarton Oaks en 1944, enfin celle de Yalta en 1945 travaillent aussi : l'URSS obtient 3 sièges, et la France, absente au début, finit par le biais de la France libre et grâce à

l'insistance de Churchill par se faire attribuer un siège de membre permanent du Conseil de sécurité. (Staline et Roosevelt ont accepté par "pure bonté")

La conférence constitutive se réunit à San Francisco d'avril à juin 1945. La Charte de l'O.N.U. est signée le 26 juin 1945, elle est ratifiée par 51 nations.

Les institutions de l'O.N.U. se mettent en place durant l'année 1946 :

En 2005, l'O.N.U. compte 181 membres. Soit la quasi totalité des Etats de la planète.

Les institutions Onusiennes

L'Assemblée générale siège à New York : elle est composée de représentants de tous les Etats membres. Elle élit le secrétaire général et les membres des autres organismes. Elle peut voter des recommandations à la majorité des deux tiers. Elle peut adopter de grands principes, comme la déclaration universelle des droits de l'Homme (décembre 1948). C'est une tribune, comme le montre par exemple l'intervention, en uniforme, du leader palestinien Yasser Arafat à sa tribune, le 13 novembre 1974.

Le conseil de sécurité est en quelque sorte l'exécutif de l'organisation. Son rôle est de maintenir la paix mondiale. Il compte 11 membres à l'origine et quinze aujourd'hui. Dix sont élus pour une période de deux ans. Cinq sont des membres permanents. Ce sont les vainqueurs de la guerre. Il apparaîtra plus tard que ce seront les principales puissances nucléaires : Etats-Unis, URSS (aujourd'hui Russie), Chine, Royaume-Uni et France. Chacun de ces 5 pays dispose d'un droit de veto. Cela peut sembler contestable, mais c'est du simple réalisme, sans cela l'O.N.U. n'aurait jamais survécu aux crises que le monde a traversé, et en particulier à la guerre froide. Il faut par ailleurs une majorité de 9/15 pour qu'une résolution soit adoptée. Une fois adoptée, une résolution peut être utilisée pour justifier le recours à la force, en lui donnant une légitimité internationale, comme la résolution 678 en novembre 1990, qui légitima l'intervention d'une coalition internationale au Koweït, contre l'Irak de Saddam Hussein.

Le Conseil de sécurité a un pouvoir que jamais la S.D.N. n'a eu : il peut disposer de la force armée. Cela remonte en fait à la guerre de Corée. Quant aux fameux casques bleus, ou forces de maintien de la paix, leur création remonte à l'affaire de Suez en 1956.

En 2005, les forces déployées par l'ONU représentent 60.000 hommes, et quinze missions, de la Palestine à l'Inde, au Congo, à la Côte d'Ivoire...

Le Secrétariat, et son secrétaire général assure l'administration de l'assemblée pendant 5 ans

Trygve Lie (Norvège)	1946	1953		
Dag Hammarskjöld (Suède)		1953	1961	(mort accidentelle, au Congo, durant la révolte du Katanga)
U Thant (Birmanie)	1961	1971		
Kurt Waldheim (Autriche)	1972	1981		
Javier Perez de Cuellar (Pérou)	1982	1991		
Boutros Boutros-Ghali (Egypte)	1992-1996			
Kofi Annan (Ghana)	1997-			

Le conseil économique et social dirige un certain nombre d'institutions spécialisées et doit veiller à la coopération internationale dans ces domaines précis :

U.N.I.C.E.F. : fonds des nations unies pour l'enfance (N.Y.C.)

O.I.T. : Organisation internationale du Travail (Genève)

F.A.O. : Organisation des Nations Unies pour la pêche et l'agriculture (Rome)

¹ F.A.O., 16 octobre 1945, le siège se trouve depuis 1951 à Rome

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Paris)

F.M.I. : Fonds monétaire international (Washington)

B.I.R.D. : Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Washington)

G.A.T.T. (aujourd'hui : **O.M.C.** ou **W.T.O.**) : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (Genève)

O.M.S. : organisation mondiale de la santé (Genève)

Le Conseil de tutelle doit gérer les anciens territoires sous mandat de la S.D.N., et les colonies enlevées à l'Italie, son rôle, important durant la phase de décolonisation, sera transitoire. Le dernier territoire en relevant (Palau) est devenu indépendant en 1994. Le Conseil de tutelle est appelé à disparaître.

La Cour internationale de justice de la Haye a pour but de régler les litiges entre les Etats membres (exemples des essais nucléaires français). Elle est composée de 15 magistrats indépendants des états, élus pour neuf ans par l'Assemblée générale et par le Conseil de Sécurité. Ils sont rééligibles.

3. Un nouvel ordre économique

Conférence de Bretton Woods, en juillet 1944. 44 pays décident la création d'un Fonds monétaire international (FMI) et la définition de la valeur de sa monnaie par rapport à l'or et au dollar. Le dollar lui-même étant fixé par rapport à l'or (Gold Exchange Standard). Plus tard sera créée la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD).

Les Etats-Unis dominent largement ces institutions, auxquelles l'URSS, qui a participé au tout début, refusera finalement de se joindre.

Chapitre 1 : De la Société industrielle à la société de communication (4-5 heures)

I. Les "trente glorieuses"¹

1. Les facteurs de la croissance

C'est cette période que l'on appelle en France les "Trente Glorieuses" : 1945-1975
(Jean Fourastié : *les Trente Glorieuses*, 1979)

Les facteurs démographiques

Pendant un quart de siècle à peu près, les pays industrialisés connaissent une croissance démographique soutenue. Cela se traduit bien sûr par un accroissement de la population et donc de la consommation, mais aussi par un rajeunissement, et par l'arrivée de classes d'âges plus ouvertes au progrès.

La formation

Ceci d'autant plus que ces classes d'âges sont les premières à bénéficier pleinement de l'effort de formation entamé avant guerre, mais maintenant dans un climat de stabilité et de sérénité inconnu jusqu'alors.

L'investissement

Après la guerre, les pays industrialisés consacrent une part importante de leur revenu à l'investissement : 20% en moyenne, mais 30% au Japon. Les entreprises, grâce à la prospérité, peuvent largement puiser dans leurs bénéfices et autofinancer ces investissements, mais l'Etat également joue un rôle important, hérité de celui qu'il joua dans la guerre, et des nationalisations de l'après-guerre dans certains pays. Les dépenses publiques dans les pays de l'O.E.C.E.-O.C.D.E. varient, durant la période de 28,5% à 39,7% (43,3% au R.U. et 33,9% aux Etats-Unis), c'est un moteur essentiel de l'économie.

La compétition scientifique

1	1942	Roosevelt lance le projet Manhattan, de construction de la bombe atomique
12	1942	Mise au point, à Chicago, de la première pile nucléaire
	1948	Invention du Transistor
12	4	1961 Premier vol habité (Gagarine) dans l'espace
25	7	1978 Naissance du premier "bébé éprouvette"

La Guerre, puis la Guerre Froide, ont contribué à intensifier la compétition scientifique. Ce sont, en général, les Etats-Unis qui mènent la danse.

L'attribution des prix Nobel donne une idée de cette compétition et de la place prééminente des Etats-Unis : de 1945 à 1975, ce pays a raflé :

46 % des prix Nobel de Physique,
40 % de Chimie et
48 % de médecine.

¹ Page 42

Il est vrai que cela s'est fait en partie par l'utilisation de savants étrangers naturalisés, en particulier en provenance de l'Europe de L'Ouest

L'U.R.S.S. et les pays de l'Est ne figure pas aussi bien, c'est le moins que l'on puisse dire, mais l'académie Nobel n'est peut-être pas très objective, et elle ne couronne pas les travaux mathématiques (cf.. médailles Fields).

Exemple particulier de cette compétition : la course à l'espace qui voit en 1957 les (*The Right Stuff : l'Etoffe des Héros*) Soviétiques mettre en orbite un petit satellite de 83 kg (*Spoutnik*), en 1961 ils envoient le premier homme dans l'espace (*Youri Gagarine*) J.F.K. relève le défi et il lance les programmes Mercurey, Gemini, Apollo qui aboutit en 1969 à l'envoi des premiers hommes sur la Lune.

L'informatique avance également à grand pas, (*Mark 1 : 30 t & 18000 lampes*) née durant la guerre avec la première génération de calculateurs états-uniens destinés à travailler sur le programme Manhattan, elle profite des progrès de l'électronique : invention des transistors en 1948 par Brattain et Bardeen, puis des circuits intégrés (1956) (*30000 transistors sur 5 cm²*) et des microprocesseurs (1972).

Les progrès de l'informatique sont rapidement appliqués, en particulier dans l'industrie : en 1947, Ford commence à automatiser une chaîne de montage, en 1973 apparaissent les premiers "robots", et en 1980 les premiers systèmes experts. C'est un des facteurs de la crise qui débute dans les années 1970 (voir [infra](#))

Nous aurions pu développer d'autres exemples, comme le développement de l'industrie nucléaire civile ou des biotechnologies.

2. La croissance des échanges

10	1947	Création du G.A.T.T. : accord général sur les tarifs douaniers
5	5	1964 Ouverture à Genève du Kennedy Round dans le cadre du G.A.T.T.
16	5	1967 Fin du Kennedy round dans le cadre du G.A.T.T. : baisse des tarifs douaniers de 40% pour 50 pays

De 1950 à 1975 : **Croissance de la production** **: 5% / an**
Croissance des échanges **: 7% : an**

Bretton Woods, ou les facteurs monétaires

1	7	1944	Conférence de Bretton Woods : création du FMI et de la Banque Mondiale par 44 états alliés (1-22 juil. 1944)
---	---	------	--

La conférence de Bretton Woods consacre la suprématie monétaire des Etats-Unis.

Elle met en place un système monétaire stable : la parité existe entre \$ et or (35\$=31g). Les Etats-Unis possèdent alors 2/3 des stocks mondiaux d'or. Les banques centrales maintiennent entre elles la possibilité de conversion or. Les monnaies ont donc un cours relativement fixe (+ou- 2%). Le F.M.I. est une caisse mutuelle permettant de garantir la stabilité de l'ensemble. Tout ceci fonctionne bien jusque vers 1960 malgré la pénurie de \$ (*dollar gap*).

La Banque internationale pour la reconstruction et le développement (B.I.R.D.) complète ce dispositif.

La réunion de Bretton Woods devait déboucher sur la création d'une organisation internationale du commerce (O.I.C.), mais les Etats-unis s'y opposeront finalement, c'est une structure "provisoire" qui va se mettre en place, ... pour plus de 40 ans, le G.A.T.T.

Le G.A.T.T.¹

La suprématie du \$ instaurée par Bretton Woods, ainsi que les signatures, lors du Kennedy Round, dans les années 1960 d'accords sur le commerce international : General Agreement on Tariffs and Trade (G.A.T.T.) assurent l'essor du commerce international dans une proportion jamais vue jusqu'alors. Pendant le même temps, la part relative des Etats-Unis passe de 37% en 1950, à 15% des échanges mondiaux en 1970. (13% aujourd'hui).

Genève	1947	
Annecy	1949	
Torquay	1951	
Genève	1956	
Dillon Round	1960-1961	
Kennedy Round	1964-1967	accord antidumping
Tokyo Round	1973-79	barrières non tarifaires
Uruguay Round	1986-93	Création de l'O.M.C.

Le G.A.T.T. est créé à Genève (23 pays) après l'échec de la conférence de la Havane en 1947 qui prévoyait une organisation internationale du commerce (I.T.O.) qui ne verra pas le jour immédiatement. Le G.A.T.T. consiste en une série de négociations commerciales qui

portent le nom de "rounds", comme en boîte. (Huit rounds). Tous ces "rounds" portent sur la réduction des droits de douanes, certains abordent d'autres aspects en plus.

C'est ainsi que les droits de douane, qui s'élevaient vers 1950 à 25 %, tombent progressivement à 12,5% en 1970, et autour de 4% aujourd'hui.

La conférence de Marrakech de 1993² décidera la création en 1995 de l'organisation mondiale du commerce : O.M.C. en français, W.T.O. en anglais.

A la fin de l'année 1999 doit commencer dans le cadre de l'O.M.C. le « millenium round ».

3. La croissance de la production

La croissance concerne tous les secteurs de l'économie :

L'agriculture

On parle parfois de révolution agricole. Elle avait déjà eu lieu aux Etats-Unis, mais elle gagne l'ancien continent. En quelques années, l'Europe, de déficitaire, devient autosuffisant, malgré la croissance de la population à et des les années 70, elle devient largement excédentaire, remettant ainsi en cause la suprématie états-unienne. Cette croissance se fait par le biais d'une intense transformation du monde agricole : agrandissement des exploitations (et donc disparition des plus petites), remembrements, mécanisation, usage de semences nouvelles, etc.

Les grands pays du Tiers-Monde connaissent leur révolution agricole : la « Révolution Verte », qui permettra aux géants démographiques de l'Asie : Chine, Inde, Indonésie... d'échapper à la famine, malgré leur forte croissance démographique.

¹ lire *Le commerce international - du G.A.T.T. à l'O.M.C.*, Chantal Buhour, *Le Monde* Editions Marabout, 1996

² Entré en vigueur le 1er janvier 1995 : 77 états membres, siège à Genève.

L'industrie :

C'est le moteur de la croissance : de 1938 à 1973 :

3 M à 29 M	Automobile	X 10
110 Mt à 700 Mt	Acier	X 6,5
464 TWh à 5834 TWh	Electricité	X 12
271 Mt à 2728 Mt	Pétrole	X 10

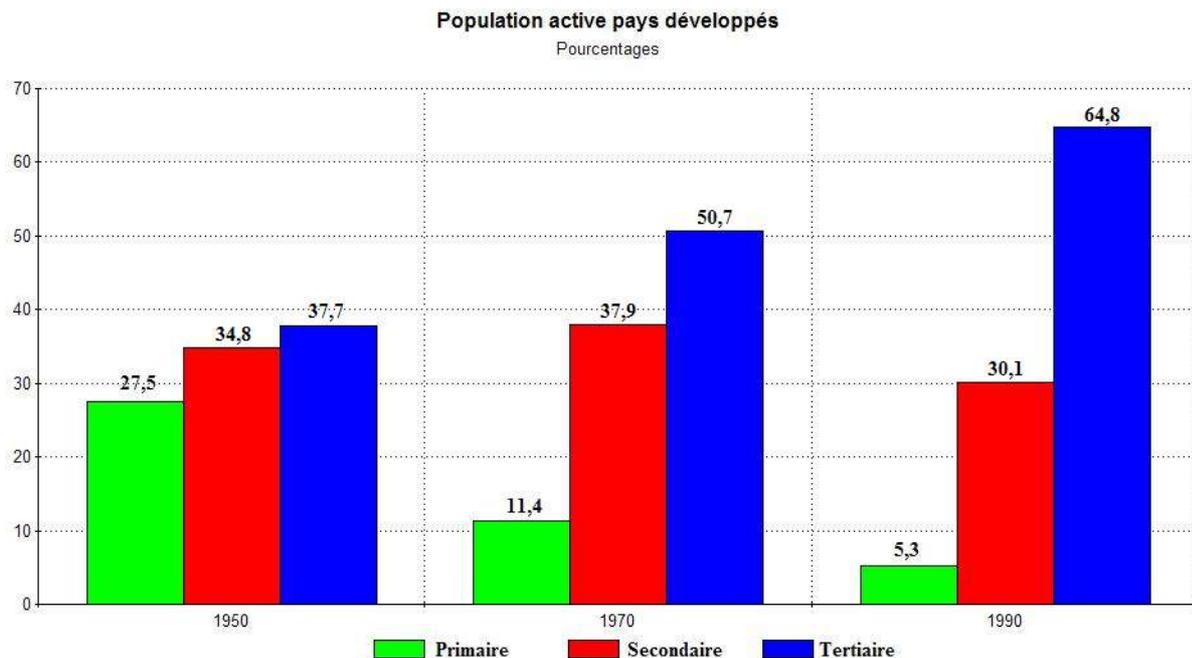
Parler aussi de l'essor des firmes multinationales

4. bouleversements sociaux et naissance d'une société de consommation

Si on observe la répartition des actifs par secteur (manuel page 95), on se rend compte des grands bouleversements sociaux que connaît cette période.

Naissance de la société de consommation

La croissance de la consommation est aussi un moteur puissant de cette croissance. Nos sociétés deviennent des sociétés de consommation, avec la diffusion d'un certain mode de vie, né entre les deux guerres aux Etats-Unis, et contre lequel une partie de la jeunesse va s'insurger (très provisoirement) dans les années 1965-75)

***La baisse du nombre de paysans¹***

Au fur et à mesure que se développe la révolution agricole de l'après-guerre, ce secteur se concentre d'une manière très forte. La poursuite de l'exode rural, le remembrement, la modernisation entraînent une diminution du nombre d'exploitation. La mécanisation fait pratiquement disparaître le salariat agricole.

Plus largement on assiste dans les pays développés à une baisse d'influence du monde rural, à une désertification des campagnes, phénomènes dont les conséquences, notamment

¹ Voir pour la France : *la fin des paysans*, Henri MENDRAS, 1967 et éditions ultérieures

psychologiques, écologiques, culturelles, sont immenses. Dans tous ces pays, les ruraux représentent désormais moins de 10% de la population active. Le changement a été d'autant plus rapide dans les pas qui avaient conservé jusqu'à 1945 une population rurale et agricole relativement importante : la France, l'Italie, par exemple.

Dans ces pays, l'exode rural prend un caractère massif (s'ajoutant, en France, à l'immigration), qui entraîne à la fois une crise du logement et une transformation massive, en l'espace d'une génération à peine, des modes de vie.

Le déclin du prolétariat ?

La part de l'industrie dans la population active augmente dans les pays développés jusqu'aux années 1960, puis commence, avant même la crise, à diminuer.

En tous les cas, la classe ouvrière se transforme. A côté d'ouvriers professionnels de plus en plus nombreux se développent les ouvriers "spécialisés", en fait sous formés, employés à des tâches répétitives. Ce sont souvent des immigrés ou des femmes.

De nouvelles classes moyennes.

Depuis les employés, en fait assez mal rémunérés, jusqu'aux techniciens, aux cadres moyens ou supérieurs, voilà des catégories qui se développent très fortement. Elles privilégient généralement la consommation sur l'épargne, et sont la base de la société de consommation.

La transformation de la famille

Valeurs

Augmentation du nombre de divorces

Augmentation de l'union libre (concubinage)

Chute du taux de fécondité (divisé par deux dans les pays développés, par exemple en Allemagne ou dans les pays nordiques)

Naissances hors mariage

Evolution des droits des individus : divorce, contraception, avortement.

Et en particulier du droit des femmes, dans un climat de revendication

Ces évolutions se propagent parmi les élites du Tiers-Monde, y compris musulman.

II. La "crise" : épisode ou mutation ?

1. La crise monétaire des années 1960-1971

La crise du système monétaire : Après 1960 le *dollar gap* se résorbe et le phénomène s'inverse. A la pénurie de \$ succède désormais sa surabondance, mettant ainsi en péril le système de Bretton Woods : la raison en est le déficit commercial des Etats-Unis : celui-ci est financé par des prêts consentis aux Etats-Unis par des banques européennes ou asiatiques. C'est là un véritable retournement de situation par rapport à l'Après Guerre. Ces prêts sont rédigés en \$, mais des \$ sur lesquels le gouvernement états-unien n'a pas de prise. A partir de 1960 ces "eurodollars" représentent une somme plus importante que la valeur du stock d'or des Etats-Unis et la spéculation commence à s'attaquer à la monnaie américaine. Le Mark et le Yen se réévaluent constamment.

Le général de Gaulle met en valeur cette fin de la prééminence du \$ par un geste inamical : il demande en 1965 la reconversion en or des réserves en \$ de la Banque de France.

En 1968, le \$ devient partiellement inconvertible. Il ne garde sa convertibilité que pour les échanges entre banques centrales, l'or industriel et joaillier répond lui aux lois du marché. Ce n'est qu'un sursis.

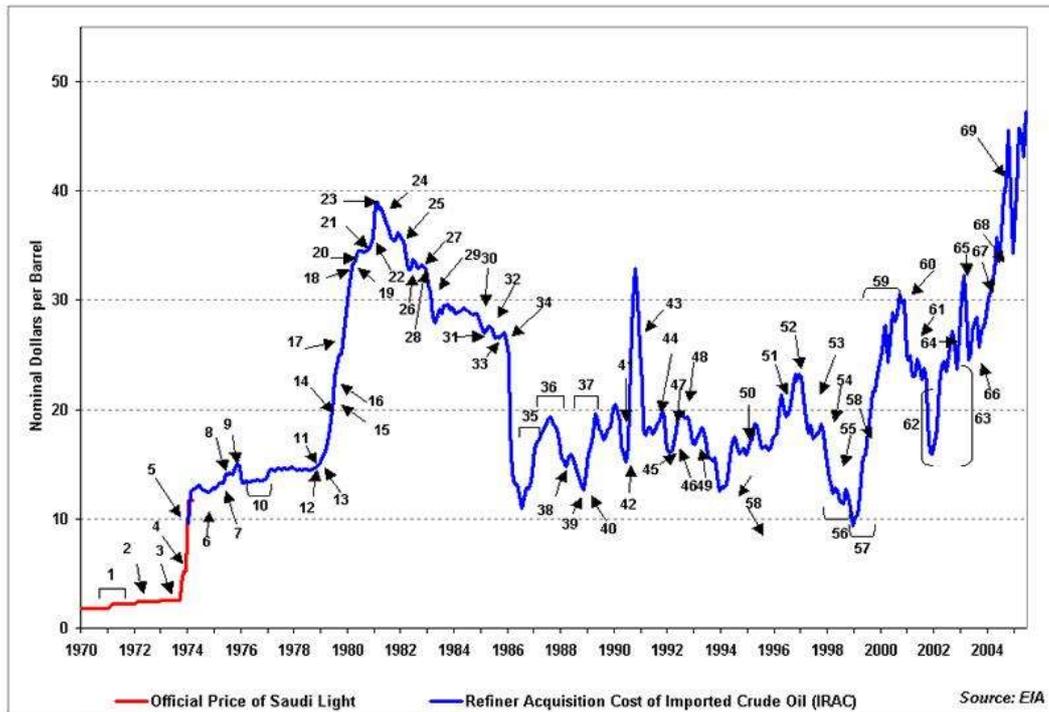
En 1971, le 15 août, c'est la fin du *Gold Exchange Standard*, le président Nixon supprime cette convertibilité entre \$ et or. Le système de Bretton Woods est mort, les monnaies flottent. La conférence de Washington établit un "tunnel" de 4,5% entre les limites duquel les monnaies flottent.

En 1972, la conférence de Bâle fait de la C.E.E. un bloc monétaire solidaire (fluctuations réduites à 2,25%).

La crise pétrolière de 1973, qui s'annonce maintenant va remettre encore en cause la stabilité monétaire, les gros surplus commerciaux que les pays de l'OPEP dégageront après l'augmentation des prix créant maintenant une masse énorme de "pétrodollars" avec les mêmes effets que les eurodollars des années 1960.

2. La crise pétrolière : 1973-1981

World Nominal Oil Price Chronology: 1970-2005



Le premier choc pétrolier :

Guerre du Kippour en octobre 1973, les pays de l'O.P.A.E.P. décident un embargo pétrolier en direction des pays favorables à Israël. En outre la nervosité des prix pétroliers sur les marchés libres (Rotterdam), sensible dès avant la guerre, pousse l'O.P.A.E.P. à profiter de la situation et à multiplier les prix du pétrole brut, de 3\$ à 12\$ le baril (159 l).

Cela revient à une ponction de 1,5% sur le PNB de chaque pays de l'O.C.D.E., cela n'est pas énorme, mais avec la crise monétaire, cela suffit à déclencher une crise économique mondiale.

La balance des paiements de l'O.C.D.E. passe de +5 Md \$ en 1973 à -33 Md \$ en 1974.

L'inflation bondit : de 7,9% en 1973 à 13,4% en 1974.

La récession : le taux de croissance (5%/an de 1960 à 1973 en moyenne) devient négatif (-1,3%) en 1975.

Le chômage réapparaît, on passe d'un quasi plein emploi à un chômage de 4% de la population active en 1975.

Pour caractériser cette crise étrange qui voyait cohabiter inflation et croissance modérée, on invente le terme de « **stagflation** ».

Le second choc pétrolier :

La situation s'était tassée : le pétrole restait abondant, la croissance repartait (2,3%/an). les prix correspondait en fait assez à ce qu'ils auraient du être depuis longtemps, et la manne pétrolière obtenue par les pays producteurs les entraînaient en fait à des investissements et des dépenses dont le reste du monde profitait.

Là dessus intervient la révolution iranienne en 1979 et la guerre Iran-Irak à partir de 1980.

Les prix s'envolent à nouveau : jusqu'à 31 \$ le baril en 1981, avec un dollar refuge, dont la valeur a grimpé (plus de 11F). La crise est encore plus marquée : inflation, récession, chômage.

Le milieu des années 80 va voir au contraire chuter les prix pétroliers, c'est le "contrechoc pétrolier". Mais la crise continue. Cela montre que ce n'est plus une crise de l'énergie. Elle a pris des aspects nouveaux.

3. Une crise d'un type nouveau

Le phénomène de la **stagflation**, net en 1974, l'est encore plus dans les années 81-82.

La croissance du chômage continue : 8% pour les pays de l'OCDE au début des années 1980. les catégories de chômeurs touchés les premiers sont les emplois non qualifiés. les femmes les jeunes. Au fur et à mesure que se font les restructurations, le phénomène du chômage touche d'autres catégories, plus qualifiées, en particulier les cadres. Surtout, le chômage n'est plus perçu par les sociétés occidentales comme l'effet d'une crise passagère, un mauvais moment à passer, mais comme un élément structurel du pausage socio économique. Aucune société n'envisage une disparition du chômage. Cela crée dans ces sociétés d'abondances que sont les sociétés occidentales un phénomène d'exclusion tout à fait insupportable.

La crise s'explique maintenant en fait surtout par une nouvelle révolution industrielle : certains ont pu parler de troisième révolution industrielle voire de désindustrialisation. Elle se traduit par l'importance des informations, et du traitement de l'information (un aspect d'ailleurs de l'époque actuelle est sans doute l'extraordinaire vitesse de réaction des économies, comme on le constate lors du crash boursier de 1987 ou après l'invasion du Koweït par l'Irak en 1990-1991). Par le remplacement de l'homme pour les tâches les plus simples par des machines, mais aussi, du fait de la mondialisation de l'économie, par un redéploiement et une nouvelle répartition spatiale des activités, avec l'apparition de nouveaux pays industrialisés, qui ne connaissent d'ailleurs pas de stagnation de leurs activités

4. Des réponses différentes

Dans les années trente, l'Union Soviétique, épargnée par la récession, s'était posée comme modèle. Difficile de le faire dans les années 70-80. En effet, l'U.R.S.S., engoncée dans une pénurie chronique, en particulier pour les biens de consommation, a une économie qui en "bonne santé", est moins prospère que l'économie "malade" de l'occident.

Après des tentatives keynésiennes, dans la plupart des pays, à la fin des années 1970, les pays anglo-saxons adoptent une politique économique libérale, voire ultra libérale :

Aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, c'est le retour au libéralisme le plus dogmatique, marqué par l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher et Ronald Reagan. Le Thatchérisme, ou Reaganomics, c'est l'abandon de l'Etat providence, les dénationalisations (800 000 emplois en Grande Bretagne : lutte contre les mineurs (mars 1984 – mars 1985) qui conforte à Mme Thatcher son surnom de « dame de fer »). Ce sont enfin les déréglementation. L'économie repart rapidement dans ces pays, mais au prix d'un net accroissement des inégalités sociales.

En France, après une hésitation durant les années Giscard, la France persiste dans les années 1981-83 dans une politique de relance keynésienne, et de nationalisation socialiste qui va à contre courant de ce que font les autres grands pays. Le résultat sera assez catastrophique : reprise de l'inflation, creusement du déficit commercial (la période coïncide avec le second choc pétrolier) et en fin de compte aggravation du chômage. A partir de 1983, le gouvernement s'engage dans une politique d'austérité imposée par les circonstances, mais qui verra s'accroître le mécontentement envers un gouvernement qui avait été élu pour "changer la vie".

L'Allemagne et le Japon présentent des situations encore originale. Le modèle allemand, n'est pas très loin de l'état providence français, mais il s'appuie sur une puissance économique supérieure et sur une pratique du dialogue social assez peu commune. Le Japon connaît un capitalisme assez dur, mais les employés des grandes sociétés bénéficient de statut finalement

assez comparable à ceux des employés des compagnies publiques occidentales, tandis que l'Etat n'hésite pas à encadrer l'économie, en accord d'ailleurs avec les dirigeants du privé (cf.. M.I.T.I.).

Ces modèles sont aujourd'hui remis en cause, autant par la crise japonaise que par la réunification allemande.

III. Naissance d'une société de la communication ?

1. La révolution de l'information

	1924	Tabulating Machine Corporation, est renommée en International Business Machine ou IBM.
	1943	Création du ASCC Mark I (Automatic Sequence-Controlled Calculator Mark I) à Harvard par Howard Aiken et son équipe (avec le soutien d'IBM).
15	2	1946 Inauguration d'ENIAC, premier calculateur géant
	1946	Création de l'ENIAC (Electronic Numerical Integrator and Computer) par P. Eckert et J. Mauchly. La programmation de ce calculateur s'effectue en recablant entre eux, ses différents éléments. Composé de 19000 tubes, il pèse 30 tonnes, occupe une surface de 72 m ² et consomme 140 kilowatts. Horloge : 100 KHz. Vitesse : environ 330 multiplications par seconde.
	1962	Philippe Dreyfus invente le mot informatique pour désigner la science du traitement de l'information et des ordinateurs.
	1965	Gordon Moore écrit que la complexité des circuits intégrés doublera tous les ans. Cette affirmation qui s'est par la suite révélée exacte est maintenant connue sous le nom "Loi de Moore".
	9	1969 Création d'Arpanet, ancêtre de l'internet, entre un ordinateur de UCLA et un autre à Stanford, quelques mois plus tard, ils sont 4 (avec Santa Barbara et Utah)
	1975	Création par Bill Gates (19 ans à l'époque) de la société Microsoft, spécialisée dans le développement de logiciels
	8	1980 Connexion d'arpanet et de CSNET, naissance du réseau internet
	1981	Lancement par IBM du PC, un ordinateur personnel
4	6	1982 Présentation par la France du "Minitel"
25	1	1985 Lancement du plan informatique pour tous
	1991	Naissance du World Wide Web (WWW), la toile de l'Internet, qui ouvre ce réseau au grand public
16	5	1998 Le gouvernement des Etats-Unis s'inquiète du "monopole" de Microsoft en matière informatique

<http://histoire.info.online.fr/>

De la révolution informatique à la mise en réseau de la planète

La création de l'ordinateur accompagne presque tout le XXème siècle. Elle est marquée par les progrès et les « percées » en matière d'électronique, qui permettent progressivement d'augmenter la puissance et la rapidité des machines.

Dans les années 1960, l'Américain Gordon Moore constate que chaque année, la puissance des circuits intégrés est multipliée par deux. Sa « loi » ne sera pas démentie depuis.

A la fin des années 1960, le premier réseau d'ordinateur relié à distance est créé, Arpanet. Il relie 2, puis 4 machines. En 1980, ce réseau devient l'internet, il compte quelques centaines, puis quelques milliers de machines. C'est dans les années 1990 qu'il va littéralement exploser, couvrant toute la planète de sa « toile » (web). Entre-temps, le micro ordinateur, né du génie des fondateurs de la marque Apple, est repris par les

L'usine nouvelle

Le Fordisme a atteint son apogée dans les années soixante. Production de masse, standardisée, recours à un emploi peu qualifié... Avant même la crise pétrolière, les limites du modèles se firent sentir lorsque les marchés commencèrent à être saturés.

De nouvelles organisation du travail se font jour, en particulier au Japon, où est né le « Toyotisme ».

Les consommateurs demandent des produits plus sophistiqués, voire plus différenciés. L'usine doit s'adapter en améliorant sans cesse ses processus de fabrication : zéro stocks, zéro délais, zéro défauts.

Il est fait appel à une main d'œuvre de plus en plus qualifiée. Le Japon inaugure une politique de recrutement dont le niveau minimal est le bac, les autres pays suivront. L'organisation du travail dans l'entreprise est modifiée, le travail en équipe est à nouveau mis en valeur au détriment du travail à la chaîne. Les « cercles de qualités » sont encouragés, ainsi que les initiatives personnelles des employées.

L'informatique pénètre l'entreprise à tous les niveaux. Les machines s'automatisent, envoyant bien souvent des quantités de travailleurs non qualifiés au chômage. La mise en réseau informatique va révolutionner les processus de fabrication, permettant des gains considérables de temps. Mais on va également assister à une mise en réseau des employés, grâce aux intranets, et à l'internet.

2. Une « nouvelle économie »?

Le rôle croissant des investisseurs

La fin du siècle a vu croître encore le rôle de la bourse et des investisseurs dans le fonctionnement des entreprises.

Le développement de grands groupes industriels, auxquels nombre d'entreprises, même petites sont liées, la place des actionnaires dans les conseils d'administration, la montée des fonds de pensions, notamment anglo-saxons (dans un contexte démographique qui est l'arrivée à l'âge mûr de la génération du baby-boom) concourent à imposer aux entreprises la plus grande rentabilité. Les entreprises cherchent donc à économiser des postes de travail même quand elles dégagent des profits.

3. La connaissance, principale richesse économique ?

La course à l'innovation, constante au cours du siècle, s'est encore accélérée.

Les pays européens ont construit, après guerre une base de recherche fondée sur des instituts publics (CNRS, Max Plank). Les pays anglo-saxons privilégient la recherche militaire et privée, mises en synergie.

Les Etats-Unis, un temps menacés, en particulier par le Japon, ont repris la tête de cette compétition.

La recherche a privilégié d'abord l'aéronautique, l'espace, l'informatique. Elle se développe aujourd'hui en direction des sciences de la vie : biotechnologies, travail sur le génome humain, thérapies géniques.

4. Une société post industrielle ?

La baisse du nombre d'emplois dans le secondaire (autour de 20% aujourd'hui dans les pays les plus tertiairisés) s'accompagne d'une baisse des emplois de type industriel dans les entreprises industrielle elle-même. (cf le patron d'Air liquide, expliquant que la plus grande partie de ses activités étaient maintenant du domaine des services...). L'augmentation du secteur R et D dans les entreprises industrielles va dans le même sens.

On peut donc rêver à une société « post-industrielle », d'autant plus que les activités qui paraissent les plus rentables immédiatement sont les activités financières. Cet espoir a suscité, à la fin des années 1990 et en 2000 le gonflement d'une bulle spéculative consacrée à la « nouvelle économie ».

Mais la vraie richesse ne vient-elle pas de la production et de la consommation de biens tangibles ? La bulle a crevé en 2001.

Le village planétaire¹

Le terme de village planétaire « global village » est tiré du titre d'un ouvrage du sociologue canadien Marshall McLuhan Guerre et Paix dans le village planétaire. Mac Luhan explique que l'on est passé de la galaxie Gutenberg, celle de l'écrit, à la galaxie Marconi, celle de la télévision et de la radio, où l'information arrive immédiatement, ou presque, sous forme d'images. Mac Luhan pressentait-il l'internet ? Ce n'est pas sûr. Il n'en reste pas moins que l'irruption des réseaux de communication personnelle dans la vie quotidienne fait irrésistiblement penser à sa prophétie.

WORLD INTERNET USAGE AND POPULATION STATISTICS

World Regions	Population (2005 Est.)	Population % of World	Internet Usage, Latest Data	Usage Growth 2000-2005	% Population (Penetration)	World Users %
Africa	896,721,874	14.0 %	16,174,600	258.3 %	1.8 %	1.7 %
Asia	3,622,994,130	56.4 %	323,756,956	183.2 %	8.9 %	34.5 %
Europe	731,018,523	11.4 %	269,036,096	161.0 %	36.8 %	28.7 %
Middle East	260,814,179	4.1 %	21,770,700	311.9 %	8.3 %	2.3 %
North America	328,387,059	5.1 %	223,392,807	106.7 %	68.0 %	23.8 %
Latin America/Caribbean	546,723,509	8.5 %	68,130,804	277.1 %	12.5 %	7.3 %
Oceania / Australia	33,443,448	0.5 %	16,448,966	115.9 %	49.2 %	1.8 %
WORLD TOTAL	6,420,102,722	100.0 %	938,710,929	160.0 %	14.6 %	100.0 %

NOTES: (1) Internet Usage and World Population Statistics were updated on July 23, 2005. (2) For regional information, click on each world region. (3) Demographic (Population) numbers are based on data contained in the [world-gazetteer](#) website. (4) Internet usage information comes from data published by Nielsen//NetRatings, by the International Telecommunications Union, by local NICs, and by other other reliable sources. (5) For definitions, disclaimer, and navigation help, see the [Site Surfing Guide](#). (6) Information from this site may be cited, giving due credit and establishing an active link back to [www.internetworldstats.com](#). ©Copyright 2005, Miniwatts International, LLC. All rights reserved.

<http://www.internetworldstats.com/stats.htm>

Il n'en reste pas moins que les progrès techniques liés à ces innovations pénètrent en force dans notre vie courante, modifiant encore les rapports humains :

Le téléphone mobile

L'internet

La mobilité par rapport aux points fixes des réseaux : téléphonie mobile, wifi...

Dans cette évolution, le Japon est encore un laboratoire.

Cela rend-il les gens plus heureux, cette communication est-elle une véritable communication ? C'est un autre problème.

Chapitre 2 : les grands modèles idéologiques et la confrontation Est-ouest jusqu'aux années 1970 (5-6 heures)

I. le modèle soviétique¹

1. une référence idéologique : le Marxisme Léninisme

La primauté de l'idéologie

Le régime soviétique s'inspire des théories de Karl Marx², et de la pratique instaurée par le chef historique de la révolution russe : Lénine³.

Marx a développé au XIX^{ème} siècle une analyse des rapports de force historiques. Selon lui, l'histoire est régie par une constante lutte des classes, entre les possédants et les classes populaires. Cette lutte des classes existe depuis que l'homme existe. Durant des siècles elle a opposé l'aristocratie et le peuple, mené par la Bourgeoisie. Lors de la révolution de 1789, la bourgeoisie française a renversé l'aristocratie. Mais la bourgeoisie, à la faveur de la révolution industrielle, a mis en place une domination encore plus féroce, une exploitation de l'homme par l'homme, qui ne peut aboutir qu'à une révolution nouvelle, celle des nouvelles classes laborieuses, le prolétariat. Suite à cette révolution, Marx propose la mise en place d'une dictature du prolétariat, le socialisme, qui verra la disparition de la propriété privée, et l'instauration progressive d'un véritable régime d'égalité, une société sans classes : le communisme.

L'Union soviétique est donc un régime « en marche » vers un but, le communisme.

Un régime issu de la « révolution » d'Octobre

Grâce à Lénine, la Russie a connu en moins d'un an ses deux révolutions, bourgeoise et prolétarienne. C'est ainsi que la révolution d'Octobre 1917, en fait un véritable coup d'Etat mené par le parti Bolchevique de Lénine, est l'acte fondateur du régime, la guerre civile qui s'en est suivie fondant auprès de la population russe la légitimité du régime. La nature "soviétique" du régime tient à l'histoire de cette révolution, qui avait vu la formation spontanée, à travers le pays, d'assemblées populaires, les soviets.

Un Etat Fédéral

Ceci fait de l'Union Soviétique un Etat fédéral. Composé de 15 républiques peuplées chacune d'un peuple majoritaire, et de dizaines de petites « républiques autonomes », l'Union Soviétique respecte et promeut les nationalités qui la composent. Mais il est clair que les Russes sont favorisés, ils détiennent les échelons supérieurs du pouvoir, y compris dans les républiques non russes. Certains peuples, enfin, ont payé cher leur opposition réelle ou supposée au pouvoir central : Tatars, Allemands, Tchétchènes... Enfin, comme sous les Tsars, les autorités communistes ne dédaignent pas, de temps en temps, de canaliser le mécontentement populaire sur la minorité juive.

L'U.R.S.S., Mecque du communisme

De 1917 à 1941, l'Union Soviétique est le seul pays communiste. Les partis communistes existent, et même sont puissants dans d'autres pays (France, Allemagne, Italie...), mais n'arrivent au pouvoir que dans des coalitions avec des partis démocratiques ("Front

¹ Page 77

² Karl Marx : 1818-1883

³ Vladimir Illitch Oulianov, dit Lénine : 1870-1924

Populaire par exemple). Ils sont toutefois rassemblés dans une "Internationale Communiste", le Komintern, qui prend tout ses ordres à Moscou.

La victoire sur l'Allemagne Nazie, l'occupation par l'armée rouge de plusieurs pays d'Europe centrale, va permettre aux soviétiques d'imposer des régimes communistes dans d'autres pays.

Pour les soviétiques, la primauté de l'U.R.S.S. est une évidence, elle montre la voie du communisme à des "frères" moins avancés, qui ne méritent que le qualificatif de "pays socialistes".

Le Komintern, disparu à la demande des alliés anglo-saxons, est alors remplacé par le Kominform.

L'Union soviétique, à cette époque a une réelle influence sur la vie intellectuelle de certains pays de l'Ouest, et en particulier en France et en Italie. Certains intellectuels (Sartre, Beauvoir... sont des « compagnons de route » du Parti communiste de leur pays, à moins que l'on ne préfère le terme inventé par Lénine : « idiots utiles ».

2. L'apogée du régime sous Staline : 1945-1953

Un régime totalitaire

Le régime de Lénine était déjà de nature totalitaire. L'idée, longtemps caressée, que Staline avait perverti un régime beaucoup plus démocratique a quelque peu volé en éclat depuis les travaux menés ces dernières années sur la nature du régime léniniste.

Le totalitarisme tient au rôle de l'Etat. Celui-ci contrôle tout. Un seul parti est autorisé, le Parti Communiste. Il ne vise pas à rassembler tous les soviétiques, mais seulement une élite, qui détient bientôt tous les rouages du pays, formant une sorte d'oligarchie. Il y a des élections, mais elles sont contrôlées à tous les niveaux par le P.C.U.S., qui nomme les candidats.

En matière économique règne la propriété collective des moyens de production. Tout appartient à l'Etat : usines, moyens de transports, magasins... ou au moins à des coopératives (Kolkhozes). Comme il n'y a pas de marché pour réguler l'économie, il existe une planification très stricte de la production. Les prix sont fixés. Ce système a permis un décollage rapide de l'économie soviétique, qui est devenue la seconde du monde, il s'est fondé sur une priorité donnée aux industries lourdes, et à l'armement¹. Mais il génère une énorme bureaucratie, et ne permet pas de suivre les besoins de la population soviétique.

L'U.R.S.S. sous la botte de Staline

L'URSS est donc, selon une expression consacrée "la Mecque du communisme". Le pays est tout entier plié sous la botte de Staline, mais celui-ci aggrave dans les années 45-53 la poigne avec laquelle il domine les peuples de l'Empire. Il s'agit de reconstruire le pays épuisé par la guerre, mais pour cela, au lieu d'adoucir le régime comme beaucoup de soviétiques l'espéraient, Staline le durcit en revenant aux pires méthodes des années trente.

L'apogée du culte de la personnalité.

Sur le **plan économique**, c'est le renouveau de la planification (4ème plan : 1946-1950) : la priorité absolue est donnée à l'industrie lourde et aux industries d'armement.

L'économie soviétique se reconstruit rapidement, et se hisse au début des années 50 au second rang des industries mondiales : les productions lourdes continuent de croître, la mise en valeur de l'Asie soviétique se poursuit, les soviétiques mettent au point dès 1949 leur première bombe atomique ; mais le sort quotidien des millions de soviétiques ne s'améliore guère, la pénurie, les difficultés de logement, le rationnement et le marché noir se poursuivent.

¹ Documents 5 et 6 page 121

Le **verrouillage politique** s'accroît : la dictature stalinienne se renforce : la constitution de 1936 ne sert qu'à masquer une dictature personnelle où Staline décide à peu près de tout. Le culte de la personnalité est porté à son comble (en particulier lors de son 70ème anniversaire en 1949), le "petit père des peuples" a toujours raison, c'est le plus grand homme de tous les temps. Le dogme officiel touche tous les domaines : politiques, mais aussi culturels, artistiques, où règnent le réalisme socialiste, et même scientifique, où règne le Lyssenkisme, qui récuse les théories de Mendel sur l'hérédité pour des raisons idéologiques. (cf. Galilée et Einstein, déjà victimes de l'obscurantisme en leurs temps)

La **répression**, menée par la police de Beria, le N.K.V.D¹ (700 000 policiers, 400 000 gardes frontières, 350 000 miliciens et une multitude d'indicateurs) (puis le M.V.D.), en particulier sous la forme des camps de travail avait quelque peu reculé durant la guerre sous la nécessité de dégager un maximum de forces contre l'occupant nazi. Elle reprend de plus belle et s'attaque en particulier aux populations nouvellement intégrées dans l'URSS et à celles soupçonnées d'avoir collaboré avec les Allemands.

Le **Goulag** (*Gulag : Glavnoe Oupravlenie Laguerèi*) : *administration principale des camps* (créé dès 1918) est divisé entre camps de travail et colonies spéciales, il est contrôlé par le N.K.V.D. : après la grande époque de l'avant guerre (8 millions de détenus en 1938) il connaît au début des années 1950 une deuxième heure de gloire : il comprend environ 2,5 millions de personnes auxquelles il faut rajouter environ 2,7 millions de colons spéciaux, qui sont en fait de véritables exilés de l'intérieur, transportés avec toute leur famille dans les coins les plus inhospitaliers du pays.. Les chiffres ici cités sont très nettement inférieurs à ceux qui ont été acceptés durant longtemps en Occident et cautionnés par des dissidents aussi prestigieux que Alexandre Soljenitsyne² et Andréï Sakharov qui avançait des chiffres compris entre 10 et 20 millions de personnes. Quant aux victimes de ces camps, les estimations varient beaucoup, plusieurs millions, certains disent 20 millions au total.

Les camps de travail forment un ensemble disparate, géographiquement d'abord (l'archipel du goulag) mais aussi quant à l'origine des détenus : on y trouve une majorité de droits communs auquel on mélange des politiques le plus souvent condamnés pour "trahison" ou activités contre révolutionnaires. Les colons spéciaux, autrefois anciens koulaks, sont après guerre souvent des populations déportées par Staline sous le prétexte d'une collaboration réelle, supposée ou potentielle avec les Nazis : ce sont les Allemands de la Volga, les Tatars de Crimée, les Tchétchènes, et autres Baltes, Polonais de Biélorussie, Moldaves, et même Coréens (170 000)... L'importance de leurs contingents (2,7 millions en 1953) s'est accrue du fait de l'annexion de vastes territoires après la guerre.

L'existence de ce goulag, connue depuis longtemps, sera niée par un certain nombre d'intellectuels occidentaux jusque vers la fin des années soixante.

3. Les limites du modèle

Les craquements dans le bloc soviétique

Certains pays vont, tout en restant communistes, se détacher de l'influence soviétique. C'est le cas de la Yougoslavie de Tito, pour de raisons idéologiques, dès la fin des années 1940, puis, pour des raisons géostratégiques, de la Chine, suivie de la petite Albanie, autour de 1960.

Khrouchtchev (1953-1964)

¹ N.K.V.D. : Commissariat du Peuple aux Affaires Intérieures (1934-1946), remplacé par le M.V.D (1946-1960)

² *Une journée d'Ivan Dennissovitch*, 1962.

Dès les années 50, après la mort de Staline, les dirigeants soviétiques essaient de réformer le système, à moins qu'ils n'essaient de le faire croire.

En effet, l'échec, surtout économique du modèle soviétique devient de plus en plus patent. Il est aggravé par l'épuisante lutte pour rester au niveau militaire des Etats-Unis. Près de 20 % du budget de l'U.R.S.S. passe dans ce budget militaire, au détriment des produits nécessaires au bien-être des populations. La bureaucratie, les magouilles des dirigeants achèvent de désorganiser l'économie. A la résignation de peuples qui ont l'habitude de souffrir succède un sourd mécontentement, que les dirigeants essaient parfois de canaliser par la propagande, mais aussi de résoudre.

7	9	1953	N. Khrouchtchev est nommé 1er secrétaire du PCUS
10	1	1959	Refus occidental d'un nouveau statut de Berlin proposé par Khrouchtchev
15	9	1959	Voyage de Khrouchtchev aux Etats-Unis (15-28 sept)
28	10	1962	Khrouchtchev annonce le démantèlement des armes offensives installées à Cuba
15	1	1963	Fin de la deuxième crise de Berlin : Khrouchtchev renonce à signer une paix séparée avec la RDA
15	10	1964	Eviction de Khrouchtchev et élection de Leonid Brejnev comme secrétaire général du PCUS

L'aire Khrouchtchev est une première phase de tentatives de réformes. Il y avait là une véritable chance. La différence de niveau de vie entre soviétiques et occidentaux (en tous cas européens) n'était pas si grande dans les années 1960. Mais Khrouchtchev, malgré sa dénonciation courageuse de Staline, et quelques réformes engagées, est écarté du pouvoir après son échec lors de la crise des fusées à Cuba.

II. Le modèle américain¹

1. Les institutions

Abandonnez d'abord l'idée reçue selon laquelle les Etats-Unis sont un pays neuf et la France un vieux pays. C'est vrai sur le plan historique, mais assez faux en matière d'institutions. Alors que la France, de 1787 à nos jours, a connu pas moins de 14 régimes différents, les Etats-Unis ont connu un seul régime, une république née de la guerre d'indépendance et modernisée depuis à diverses reprises.

Avant toute chose, un Etat fédéral :

La vie politique états-unienne s'exprime d'abord au sein de chacun des Etats. On connaît en général mal les grandes figures politiques de chaque parti, si ce sont des politiciens de l'autre bout du pays. Les candidats aux élections présidentielles ont donc tout d'abord à se faire connaître ; et le vote local a une très grande importance (on en tient soigneusement compte dans la constitution des tickets...).

Chaque Etat dispose d'institutions disposant des trois pouvoirs :

Un gouverneur, chef de l'exécutif

Une ou deux chambres qui votent les lois et le budget local.

Une cour suprême

La capitale de l'Etat, souvent une petite ville (Annapolis, Juneau...) possède fréquemment des bâtiments officiels dont l'architecture est calquée, en plus petit sur celle des immeubles abritant les institutions fédérales de Washington D.C.

Beaucoup de fonctions (police, justice...) qui sont du ressort des Etats, sont des fonctions électives : shérifs, district attorney, coroner...

¹ Page 76

Une des plus vieilles constitutions

Mise en place en effet en 1787 dans un pays rural de 3 millions d'habitants, elle régit aujourd'hui la vie politique d'une superpuissance de plus de 270 M hab.

Au départ, malgré de grands principes, cette constitution ignorait le suffrage universel, la citoyenneté des femmes, considérait les Noirs comme 3/5ème d'humains, et les Indiens comme des étrangers.

Elle a évolué grâce aux **amendements**. 26 ont été votés à ce jour.

Les dix premiers ont été adoptés dès 1791¹. Les deux premiers portent sur la liberté d'expression et sur le port d'arme, ils sont encore aujourd'hui très connus.

13ème	1865	Abolition de l'esclavage
15ème	1870	Droit de vote aux Noirs
19ème	1920	Droit de vote aux femmes
22ème	1951	Réduction à deux mandats présidentiels.
26ème (et dernier)	1971	Majorité civique à 18 ans

La séparation de pouvoirs est très poussée aux Etats-Unis :

a : L'exécutif :

Les Etats-Unis ont un régime présidentiel.

Election² tout les quatre ans (année bissextile) du Président et du vice-président, au Suffrage universel indirect, le mardi suivant le premier lundi de novembre.

Le président entre en fonction en janvier qui suit l'élection.

Le Président n'est rééligible qu'une fois.

Il ne peut être démis de ses fonctions que par la procédure de *l'impeachment*. C'est une procédure initiée par la Cour suprême et effectuée par le Sénat qui ne juge que les cas de haute trahison. C'est pour échapper à cette procédure que R. Nixon a démissionné en 1974.

Le gouvernement porte aux Etats-Unis le nom d'**administration**. Il est composé de **secrétaires** qui ne peuvent être renvoyé que par le Président lui-même. C'est donc un gouvernement stable qui ne peut être renversé par le pouvoir législatif. cela fait du système états-unien un des plus présidentiel du monde.

¹ Page 151, doc. 5

² Page 151

Les principaux secrétaires d'Etat aux Etats-Unis		
Présidents	Secrétaires d'Etats aux Affaires Etrangères	Secrétaires d'Etat à la Défense
Truman	George Marshall	
Eisenhower	John F Dulles	Charles Wilson
Eisenhower	John F Dulles	
Kennedy-Johnson	Dean Rusk	Robert McNamara
Johnson	Dean Rusk	Robert McNamara
Nixon	William Rogers	
Nixon-Ford	Henry Kissinger	James R Schlesinger
Carter	Cyrus Vance	Harold Brown
Reagan	George P Schultz	Caspar Weinberger
Reagan	George P Schultz	
Bush	James Baker	
Clinton	Warren Christopher	
Clinton	Madeleine Allbright	
Bush	Colin Powell	Donald Rumsfeld
Bush 2	Conleeza Rice	Donald Rumsfeld

En revanche ce pouvoir exécutif est strictement contrôlé et limité par les autres pouvoirs

b: Le Pouvoir législatif :**Les élections aux Etats-Unis (1952-2004)**

	Présidentielle						Chambre		Sénat	
	Démocrates	Républicains	Indépendant	Démocrates	Républicains	Indépendant	Démocrates	Républicains	Démocrates	Républicains
1952	Stevenson	Eisenhower		27 314 000	33 936 000		213	221	48	47
1954							232	203	49	47
1956	Stevenson	Eisenhower		26 022 000	35 590 000		233	200	49	47
1958							283	153	64	34
1960	Kennedy	Nixon		34 221 000	34 108 000		263	175	65	35
1962							258	176	66	34
1964	Johnson	Goldwater		43 130 000	27 178 000		295	140	68	32
1966							247	158	63	37
1968	Humphrey	Nixon	Wallace	31 275 000	31 785 000	9 906 000	234	192	58	42
1970							255	177	55	45
1972	Mc Govern	Nixon		29 170 000	47 170 000		244	190	57	43
1974							291	144	61	37
1976	Carter	Ford	Mc Carthy	51 %	48 %	1 %	292	143	61	38
1978							277	158	58	41
1980	Carter	Reagan	Anderson	41 %	51 %	7 %	243	192	46	53
1982							267	168	45	55
1984	Mondale	Reagan		41 %	59 %		253	182	47	53
1986							260	175	55	45
1988	Dukakis	Bush		46 %	54 %		262	173	55	45
1990							267	167	56	44
1992	Clinton	Bush	Perot	43 %	38 %	19 %	256	178	56	44
1994							204	230	47	53
1996	Clinton	Dole	Perot	50 %	42 %	8 %	207	224	45	54
1998							211	233	45	55
2000	Gore	Bush	Nader	48 %	48 %	4 %	212	221	50	50
2002							205	229	48	51
2004	Kerry	Bush	Nader	48 %	51 %	1 %	200	231	44	55

C'est le Congrès, composé de deux chambres :

la Chambre des représentants : 435 membres élus pour deux ans, toutes les années paires, au mois de novembre. Le nombre des représentants par Etat est conforme à la répartition de la population, il est recalculé tout les dix ans, lors des recensements. Actuellement c'est la Californie qui envoie le plus de représentants.

Le Sénat est composé de 100 membres élus pour 6 ans : c'est à dire 2 par Etat, ce qui favorise les Etats les plus petits. Il a des attributions spécifiques, outre le travail législatif qu'il partage avec la Chambre. En effet, il est chargé de confirmer les nominations faites par le Président dans l'administration et à la cour suprême. Il ratifie les traités à la majorité des deux-tiers. C'est donc un contre pouvoir très important.

Les deux chambres préparent les lois et les votent. Il n'y a pas de discipline de vote aux Etats-Unis, ce qui fait qu'un président n'est jamais assuré de trouver une majorité, même si son parti a la majorité au Congrès. Cela favorise en outre le Lobbying :

La "troisième chambre". En 1994, 5 Américains sur 6 considèrent que les lobbies contrôlent la vie politique américaine en partie ou en totalité. Les lobbies, ce sont les groupes de pressions, plus ou moins officiels qui animent les "couloirs" du pouvoir (d'où le nom).

c : Le Pouvoir judiciaire :**La Cour Suprême :**

Ce sont neuf juges inamovibles, nommés par le Président. Ils ne sont remplacés qu'en cas de décès ou de démission. Ils ont donc une durée de vie bien plus longue que les Président qui les ont nommés. A tel point que leur nomination est un événement politique de première grandeur, qui marquera l'histoire de l'institution.

"Le chef de l'exécutif ne bénéficie pas d'une immunité lui permettant de suspendre une action judiciaire engagée contre lui jusqu'à son départ de la Maison Blanche". Décision de la cour suprême dans l'affaire Paula Jones, en janvier 1997. C'est cette décision qui aboutira durant l'été 1998, au "Monica gate"

Ils sont d'abord chargés de juger de la constitutionnalité des lois. Ils doivent donc interpréter la constitution qui du fait de son ancienneté est souvent assez peu

précise. Ils doivent juger des différents entre Etats, ou entre un Etat et l'Etat fédéral. Ils doivent juger aussi de différents entre les citoyens et l'Etat fédéral.

Ils doivent juger des grands problèmes de société : légalisation de l'avortement en 1973, mais plus tard liberté laissée à chaque Etat de juger différemment.

d : La vie Politique :

La vie politique aux Etats-Unis est originale. Elle est dominée par deux partis :

Le Parti Démocrate

Le Parti Républicain.

A côté de ces deux partis existent des milliers d'autres, mais qui sont incomparablement plus petits. L'extraordinaire liberté politique dont jouissent les Etats-Uniens leur fait accepter l'expression de toutes les opinions politiques. C'est ainsi que les extrémistes religieux (de toutes religions) et les Nazis ont droit de cité aux Etats-Unis.

Selon un bon mot, Démocrates et Républicains peuvent pour des Français sembler aussi différents que le Pepsi et le Coca. Ils partagent en effet les mêmes valeurs fondamentales qui font l'Amérique et le "rêve américain". Ils ont cependant une tradition et une implantation différente. Le parti démocrate est le parti des cols bleus du Nord Est et des minorités, mais c'est aussi le parti des petits blancs du sud profond qui reprochent au parti républicain d'être celui de Lincoln. C'est le parti de Roosevelt, et en cela il est peut-être plus à gauche que son homologue, car il est attaché à un rôle régulateur de l'Etat dans l'économie, dans la lignée du New Deal. c'est ainsi que M. Clinton fait de l'aide sociale, le cheval de bataille de sa campagne. Le Parti républicain est bien implanté dans le Middle West et l'Ouest. C'est aussi le parti du Big Business, et des classes moyennes.

e : Le "quatrième pouvoir" : la Presse

Depuis les années 70, qui ont vu la fin de la guerre du Vietnam et surtout l'affaire du Watergate, les Etats-Uniens, et en particulier les journalistes eux-mêmes, se sont plu à comparer le pouvoir de la Presse à un "quatrième pouvoir" (après l'exécutif, le législatif, et le judiciaire). Cette assertion peut sembler exagérée, mais est compréhensible dans un pays où la liberté d'expression fait l'objet d'un amendement important de la Constitution (le premier) et où les *media* disposent effectivement d'une très grande puissance : journaux de presse écrite, mais aussi journaux radiophoniques et télévisés, et depuis une quinzaine d'année réseaux d'information tels que C.N.N. ont un réel pouvoir d'influence. Le cinéma et les séries télévisées se font l'écho de cette réalité (*Les hommes du président*).

Il ne faut toutefois pas faire du journaliste un "chevalier blanc" de la politique états-unienne ; la Presse peut avoir des effets pervers, et les puissances politiques et d'argent ont les moyens de la manipuler.

2. Les "leader du monde libre"

L'hégémonie économique, technique, culturelle

- 7 1944 Conférence de Bretton Woods : création du F.M.I.
- 16 7 1945 Explosion de la première bombe atomique aux Etats-Unis
- 5 6 1947 Plan Marshall (discours de Harvard)
- 10 1947 Création du G.A.T.T. : accord général sur les tarifs douaniers
- 31 10 1952 Bombe H états-unienne

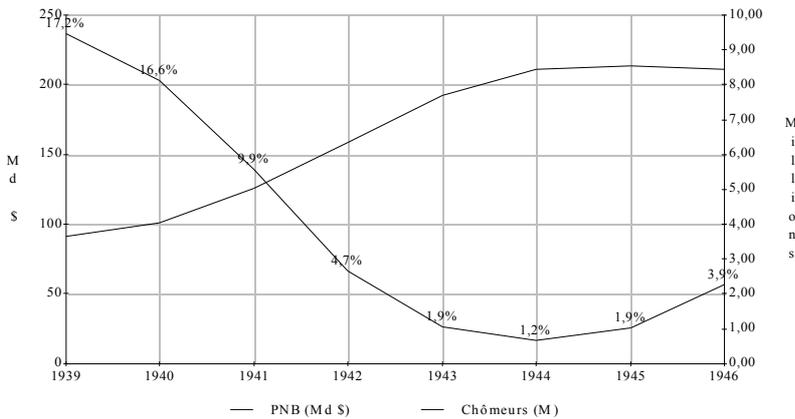
Revenus annuels par habitant						
	1958		1963		1968	
	\$ et % E.U.A.		\$ et % E.U.A.		\$ et % E.U.A.	
Etats-Unis	2115	100	2560	100	3580	100
France	1005	48	1270	50	1925	54
Allemagne	840	40	1255	49	1670	47
Grande Bretagne	1015	48	1300	51	1445	40
Brésil	185	9	245	10	250	7
Birmanie	55	3	60	2	60	2

Jamais dans l'histoire un seul état n'a dominé le monde que les Etats-Unis en 1945. Rarement aussi peut-être une Nation a eu autant confiance en elle même et en son avenir. En 1945, si cet ordre de grandeur peut vous servir, sachez que les Etats-Unis

"confisquent" la moitié de la puissance mondiale ; j'insiste lourdement , ils sont donc aussi puissant que tous les autres états du monde réunis.

L'économie étatsunienne et la guerre

1939-1946



Ils se sont enrichis pendant la guerre, et n'ont connu que peu de pertes militaires, aucune pertes civiles et matérielles. Il possèdent la moitié du PNB mondial, mais les deux tiers des réserves d'or. En juillet 1944, ils ont imposé à leurs alliés un système monétaire mondial, lors des accords de Bretton Woods, selon les principes libéraux, qui consacrent le \$ comme première monnaie du monde, sur la base

de l'étalon or (une once pour 35 \$)

Le plan Marshall symbolise bien cette domination

Sur le plan économique, l'avance américaine est énorme, tant du point de vue quantitatif que, et c'est peut-être le plus important, du point de vue qualitatif : la productivité est 4 fois plus élevée qu'en Europe, par exemple, les universités et les centres de recherches américains dominent le monde, les sociétés multinationales américaines se développent, y compris en Europe, où la main d'oeuvre est moins chère. Ces grandes sociétés investissent dans tout le monde occidental, relais et aspect de la domination américaine.

Le mode de vie américain (*the american way of life*) sert également de modèle de référence est fait rêver le monde, c'est *the american dream*, la cause d'un regain d'immigration , inconnu depuis 1914.

Ce mode de vie américain, c'est le Baby Boom : plus de 23^{°/°°} de natalité pendant les années 50 ; c'est la maison individuelle 1 million puis 1,5 millions (après 1955) sont construites chaque année, la voiture (60% des ménages américains ont deux voitures dès 1950), l'abondance des biens de consommation : téléviseurs déjà, mais aussi réfrigérateurs (frigidaire), machines à laver, etc. On comprend que cela fait rêver une Europe qui sort du rationnement.

Sur le plan culturel, c'est l'apogée du Jazz (avec les big bands qui jouent en direct à la radio et qui sillonnent le monde, et en particulier la France (Duke Ellington, Count Basie, Louis Armstrong...)); le Rock 'n Roll apparaît lui dans le milieu des années 50 (Bill Halley, Elvis Presley, Little Richard...), c'est également la révélation de grands écrivains comme Faulkner (prix Nobel 1950), Hemingway (prix Nobel 1964) et Steinbeck (prix Nobel 1960), c'est l'âge d'or du cinéma, avec le Technicolor, les comédies musicales, l'apogée du grand Western hollywoodien.

3. Les limites du modèle américain

La chasse aux sorcières

12	4	1945	Mort de Roosevelt, remplacé par Harry Truman (D)
2	2	1947	Truman Loyalty Program : début des enquêtes sur les infiltrations communistes dans l'administration états-unienne
11	1948		Election de Truman (D) comme président des Etats-Unis
9	2	1950	Premières accusations de McCarthy, accusant le département d'Etat d'être infiltré par les communistes
22	4	1952	Première bombe atomique tactique américaine
31	10	1952	Bombe H états-unienne
4	11	1952	Election de Eisenhower (R) comme président des Etats-Unis
19	6	1953	Exécution des Rosenberg

Truman lance (dès mars 1947) une enquête sur la loyauté des fonctionnaires : 2000 démissions et 378 révocations sont prononcées sur 4 millions de fonctionnaires fédéraux.

En 1948, le procès Hiss (Alger Hiss) permet à un jeune représentant de Californie : R. Nixon, de s'illustrer en faisant condamner pour espionnage l'ancien président de la dotation Carnegie pour la paix.

Mais il est vite dépassé par un démagogue, le sénateur (Wisconsin) Joseph MacCarthy (1908-1957) (R), qui lance sa "chasse aux sorcières " (référence sans doute aux sorcières de Salem) En effet en février 1950, Joe McCarthy annonce à Wheeling (Virg Oc) "J'ai ici dans la main une liste de 205 personnes qui sont connues du département d'Etat comme membres du Parti Communiste et qui néanmoins travaillent pour le département d'Etat et en déterminent la politique."

MacCarthy est intéressant par les méthodes qu'il emploie pour arriver à ses fins : aplomb et approximation (la liste de 205 devient de 57, puis de 81 noms) manipulation des media, utilisation d'un discours populiste, insultes, accusations sans preuves (posséder un ouvrage de géographie sur l'URSS dans sa bibliothèque est le signe d'une appartenance, ou au moins d'une sympathie procommuniste), citations tronquées, amalgame (*libéral = démocrate = communiste = juif = homosexuel...*) C'est une véritable hystérie anticommuniste qui s'empare des Etats-Unis, qui instituent le délit d'opinion, on n'a pas le droit d'être communiste, ni même de connaître ou d'apprécier des communistes. Autre méthode : l'attaque tous azimuts ; rien n'échappe aux accusations : Truman, Marshall, Y.M.C.A., voire la déclaration d'indépendance.

Surtout, si on considère le nombre dérisoire de communistes effectifs aux Etats-Unis à cette époque, on est frappé par disproportion des moyens mis en oeuvre : des millions de dossiers de fonctionnaires et de particuliers soumis à enquête, vérifiés par le F.B.I., déferés pour un certain nombre à des commissions, ou à des sous commissions (sur les activités antigouvernementales). Les résultats sont faibles : deux condamnations à mort (et exécutions) :

celles des époux Ethel et Julius Rosenberg, exécutés en 1953 pour livraison à l'ennemi de secrets atomiques. Quelques peines d'emprisonnement, quelques dizaines de condamnations pour outrage au Congrès ou faux témoignage, quelques milliers de révocations sur une quinzaine de millions de cas étudiés. Les vrais victimes du Maccarthysme sont en fait les millions d'Américains progressistes, souvent rooseveltiens, victimes d'une sorte de revanche de la middle class blanche. Ce sont les milliers de réputations ternies par le soupçon, en particulier dans les médias : Victimes célèbres du maccarthysme : Charlie Chaplin, Jules Dassin, Joseph Losey qui choisissent l'exil en Europe ; Robert Oppenheimer, qui avait exprimé son opposition à la bombe H.

Lorsque MacCarthy s'attaque à l'armée, en 1952, et que Eisenhower est élu, il est lâché par ses soutiens, et disparaît de la scène politique, il mourra alcoolique deux ans plus tard.

Le destin de McCarthy est donc surtout significatif d'une Amérique saisie par ses fantasmes ; plus peut-être que les délires de ce petit bonhomme mythomane, on doit peut-être s'inquiéter de l'extraordinaire résonance que la presse lui a accordée.

La persistance de la pauvreté

Malgré l'extraordinaire prospérité des Etats-Unis, surtout par rapport au reste du monde, de nombreux Etats-Uniens vivent en dessous du seuil de pauvreté : 40 millions en 1962. C'est une des raisons qui explique la victoire de John Fitzgerald Kennedy à l'élection présidentielle de 1960. Il propose à ses concitoyens d'affronter une "nouvelle frontière", celle de l'espace, mais aussi de la pauvreté et de la ségrégation.

Son successeur, Lyndon Johnson lancera la "Grande Société" un projet d'Etat providence, qui abaissera à 24 millions le nombre de pauvres officiels, et mettra en place des systèmes d'aide aux plus démunis (*Medicare...*)

La lutte pour les droits civiques

25	2	1948	Martin Luther King est nommé pasteur baptiste
	5	1954	premier jugement de la Cour Suprême des Etats-Unis contre la ségrégation dans les écoles
	5	12	1955 Début d'un boycott des bus de Montgomery contre la ségrégation, suite à l'affaire Rosa Parks. Le boycott durera 381 jours
	2	1956	l'Université d'Alabama est contrainte d'accepter sa première étudiante noire, Autherine Lucy, mais celle-ci ne pourra pas suivre les cours
13	11	1956	La Cour Suprême des Etats-unis juge la ségrégation dans les bus contraire à la constitution
	3	1961	Les mouvements pour les droits civiques organisent des "marches" et des convois à travers les Etats du Sud, malgré des réactions violentes des populations blanches
	3	4	1963 Débuts de mouvements contre la ségrégation dans les établissements publics en Alabama. King est arrêté, la police utilise la violence (les chiens...) contre les écoliers grévistes (avril-mai 1963)
28	8	1963	Gigantesque marche pour les droits civiques à Washington. discours de M.L. King : "I have a dream"
	2	7	1964 Adoption aux Etats-Unis du Civil Rights Act
	7	11	1966 Election à Cleveland (Ohio) du premier maire noir d'une grande ville états-unienne
12	7	1967	Début de violentes émeutes dans les quartiers noirs de Chicago, durant l'été, les émeutes gagnent Detroit (40 morts) et d'autres villes
	4	4	1968 Assassinat de Martin Luther King à Memphis

L'Amérique des années 50 et 60 est encore celle de la ségrégation. Dans le sud des Etats-Unis existent encore des législations faisant des Noirs des citoyens de seconde catégorie.

Il faudra de longues années de lutte, dans un climat de haine extrême, attisée par les extrémistes racistes du Ku Klux Klan, pour imposer une législation sur les droits civiques des minorités, notamment noires aux Etats-Unis.

Les méthodes utilisées par les militants des droits civiques, le charisme de certains dirigeants, tel Martin Luther King, font de cette décennie de lutte un grand moment de l'histoire récente des Etats-Unis. Toutefois la fin des années soixante voit un essoufflement du mouvement, le découragement de ses chefs. Malgré les victoires institutionnelles, la situation, en particulier économique des Noirs reste très inférieure à celle des Blancs. Martin Luther King assassiné par un raciste fanatique, le mouvement noir lui-même va sombrer dans la violence (les Panthères Noires, Malcolm X...)

III. Les débuts de la guerre froide : 1945-1953

Le terme de Guerre Froide, déjà utilisé par les historiens pour désigner certaines périodes des guerres de la Reconquista entre chrétiens et musulmans en Espagne, fut repris par un conseiller de Truman dans les années 1945-47. Utilisé rapidement par la Presse, il s'est imposé aussitôt. Pour certains historiens, la Guerre Froide s'achève en 1962, mais on l'utilise de plus en plus pour désigner l'ensemble de la période 1947-1989.

1. Origines d'une rupture (1945-47)

L'escalade de la méfiance

Les divergences idéologiques :

L'Alliance (la "Grande Alliance") entre les Etats-Unis et l'URSS était dictée par les circonstances et ne survivrait pas à la chute de l'Allemagne nazie. Les divergences étaient trop nombreuses : même si la "Grande Alliance" se voulait l'alliance des démocraties contre le Fascisme, les alliés ne donnaient pas au mot démocratie le même sens.

A l'Ouest : la démocratie est perçue comme un épanouissement des libertés **individuelles** s'appuyant sur la pluralité politique.

A l'Est : elle relève d'un **égalitarisme** aboutissant à la répression des libertés individuelles et au monolithisme politique.

Les systèmes économiques sont également très différents, au libéralisme des Etats-Unis s'oppose le système soviétique planifié

Compétition hégémonique : Explication plus générale, mais conjecturale : deux grandes puissances, en Histoire, ne peuvent que s'affronter.

Effondrement de l'Europe : Un appel d'air terrible : l'Allemagne anéantie, la France effondrée, le Royaume Uni épuisés, les Etats-Unis qui se retirent : l'Europe Continentale se trouve livrée à l'Armée Rouge (où elle se trouve) et ailleurs, à l'influence grandissante des partis communistes, dans une situation économique dégradée. La situation économique en 1945-1947 est en effet très dégradée, et une crise post conflit éclate et touche jusqu'aux Etats-Unis, analogue à ce qui s'était passé après la Première Guerre Mondiale

L'URSS avance ses pions

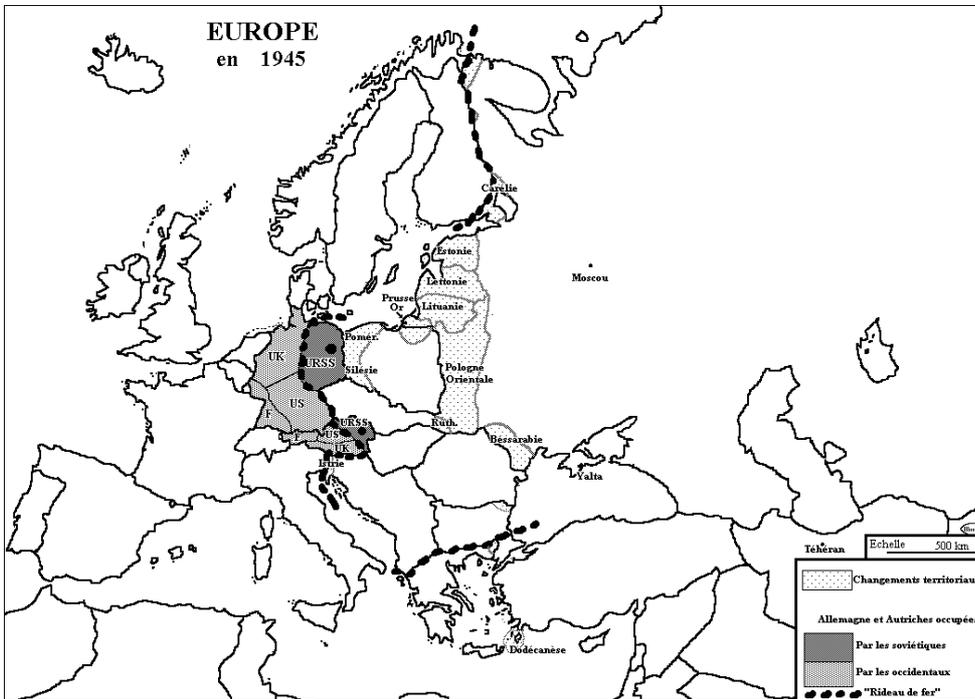
C'est l'Union soviétique qui agit, les puissances occidentales, malgré les appels désespérés de Churchill, entre autre, se contentent de répondre au cas par cas.

L'Union Soviétique en profite.

Elle annexe, on l'a vu, les Etats baltes, l'Ukraine polonaise, la Ruthénie subcarpatique, et la Bessarabie

Ses troupes occupent 10 capitales ou anciennes capitales : Varsovie, Bucarest, Sofia, Budapest, Prague, Vilno (Vilnius), Riga, Tallinn, Vienne, Berlin

Les Partis communistes sont faibles dans ces pays (*Pologne*) . Mais ils participent, même minoritairement, aux gouvernements de l'Après-guerre; ils choisissent les ministères clé : Intérieur, Justice, Police.



La politique de Staline est partout dictée par la Realpolitik, c'est à dire par le réalisme et le pragmatisme le plus cynique : il pousse partout ses ions aussi loin qu'il le peut. Son objectif :

Constituer à l'ouest de l'URSS un véritable glacis défensif, en maintenant l'Armée Rouge.

La soviétisation de l'Europe Centrale : 1945-1948			
1945	1946	1947	1948
Pologne juin : gouvernement "d'Union Nationale"		janvier : 80 % des voix au "bloc démocratique" lors d'élections truquées.	
Tchécoslovaquie			38 % au P.C. "Coup de Prague" juin : "démocratie populaire".
Hongrie 17 % au P.C.		août : 37 % au P.C. qui dirige la "coalition démocratique ; procès contre les opposants	août : "République Populaire"
Yougoslavie 90 % au "Front National dominé par le P.C.			
Roumanie février : coup de force communiste	novembre : 71 % au "bloc démocratique dominé par le P.C.	Procès des opposants politiques ; abdication du roi Michel	avril : "république populaire roumaine"
Albanie 93 % à la liste (unique) "démocratique du P.C.	janvier : République populaire d'Albanie		
Bulgarie novembre : 75 % à la liste (unique) du "Front Patriotique dominée par le P.C.	octobre : 55% des voix au seul P.C.		

En Europe centrale, les partis communistes étaient traditionnellement faibles, car il s'agissait de pays ruraux, qui en outre s'étaient dotés dans l'entre-deux-guerres de pouvoirs fermement anticommunistes. Les P.C. y disposaient donc de troupes bien faibles et durent composer avec d'autres forces.

Dans quelques pays toutefois, les communistes, auréolés de la victoire contre les nazis, purent accéder au pouvoir des 1945 (Yougoslavie, Albanie,

Bulgarie).

Ailleurs, il fallut introduire les partis communistes dans des alliances avec d'autres forces (c'est la "stratégie du salami"¹), le P.C. demandait alors peu de ministères, mais des ministères clés : intérieur, justice.... Ces partis allèrent bientôt dominer et contrôler à leur profit ces alliances, quitte à semer le discrédit sur les opposants politiques, par des manifestations, des provocations, des procès truqués... Jusqu'à ce que le P.C. obtienne un pouvoir sans partage, en 1947 en Pologne, en Hongrie, en Roumanie.

En Tchécoslovaquie les Communistes forcent les Socialistes à l'unité puis s'approchent et s'emparent du pouvoir, éliminent les libéraux, puis obtiennent le pouvoir par un véritable coup d'Etat en février 1948. (*Coup de Prague II 48*). Le Président Bénéš² est forcé de nommer un premier ministre communiste : Klement Gottwald.

En Allemagne, on introduit dans la zone soviétique les réformes propres à organiser l'économie sur le mode communiste, en attendant le dénouement de 1948-49.

Que font les occidentaux ?

Dès 1944, les Britanniques réagissent en Grèce, la Grèce fait en effet partie historiquement de la sphère d'influence britannique, puis le relais sera (1947) pris par les États-Unis.

Dès 1945, Churchill dénonce la création d'un rideau de fer³ ("*Iron curtain*") par les soviétiques : "*Nous ignorons tout de ce qui se passe derrière. Il semble probable que l'ensemble des régions situées à l'est de la ligne Lübeck-Trieste-Corfou sera bientôt entre leurs mains*" (*lettre à Truman le 12 mai 45*). Il préconise une union européenne. Mais Churchill, battu aux élections, démissionne en juillet 1945.

Début 1946 : Truman écrit à propos de Staline : "*Une autre guerre éclatera si on ne lui oppose pas une poigne d'acier et un langage dur... J'en ai assez de pouponner les Soviétiques*".

En mars 1946, c'est le fameux discours de Fulton qui popularisera le terme de rideau de fer:

2. L'année 1947 : La rupture en Europe⁴

	1	1947	Mise en place de la bizone
Grèce	28	2	1947 Les Britanniques demandent de l'aide aux Américains pour la guerre civile en
	10	3	1947 Echec à Moscou d'une conférence des quatre sur l'Allemagne, la France rejoint la
			position des Etats-Unis et du Royaume-Uni (10 mars-5 avril)
	12	3	1947 Doctrine Truman énoncée à propos de l'aide états-unienne en Grèce
juin 1952	5	6	1947 Plan Marshall (discours de Harvard), l'aide sera distribuée du 1 avr 1948 au 30
	2	7	1947 l'URSS refuse le plan Marshall : fin de la conférence de Paris (27 juin-2 juil)
Pologne (30 sept-5 octobre)	22	9	1947 Doctrine Jdanov exposée ensuite lors de la réunion de Szlarska-Poreba en
	11	1947	Début des grèves insurrectionnelles en France

¹ Terme hongrois désignant la tactique communiste consistant à éliminer successivement (par tranches) les alliés politiques.

² Edvard Bénéš, 1884-1948. Président de la République Tchécoslovaquie 1935-1938, Président en exil 1941-1945. Rentre en Tchécoslovaquie en mai 1945.

³ Terme inventé dès le 12 mai 1945, mais repris dans le célèbre "discours de Fulton en mars 1946.

⁴ Page 193

18 12 1947 Echec de la conférence "de la dernière chance" à Londres sur l'Allemagne (25 nov-19 déc.)

La doctrine Truman (mars 1947) : le "containment" (l'endiguement).

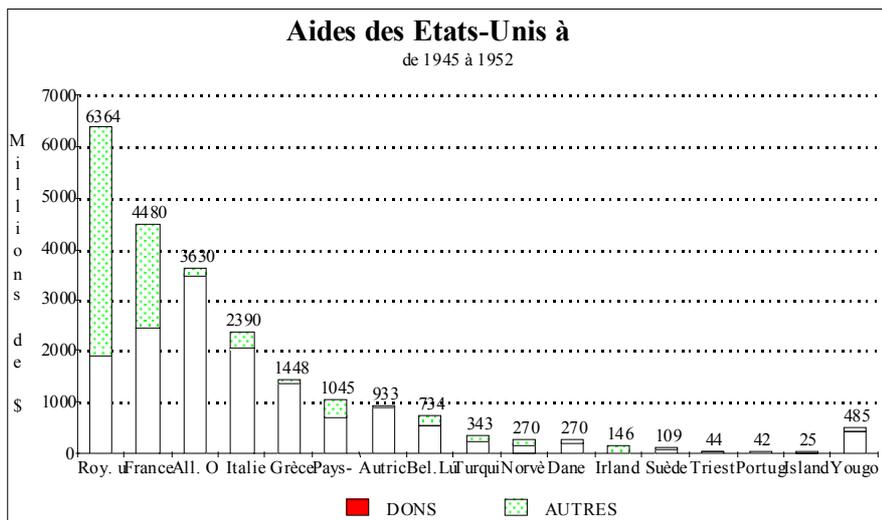
"Je crois que la politique des Etats-Unis doit être de soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement, qu'elles soient le fait de minorités armées ou de pressions étrangères. (...) Je crois que notre aide doit consister essentiellement en un soutien économique indispensable à la stabilité économique et à une vie politique cohérente (...). Les semences des régimes totalitaires sont nourries par la misère et le dénuement. Elles croissent et se multiplient dans le sol aride de la pauvreté et du désordre."

Les Etats-Unis, après un flottement (en 1945 ils ne pensent qu'à rapatrier les "boys", et seul le manque de tonnage empêche l'ensemble des troupes US de rejoindre l'Amérique avant la fin 1945), abandonnent les tentations isolationnistes et décident d'assumer leur rôle de première puissance mondiale. Ils remplacent, on l'a vu, le Royaume Uni en Grèce et en Turquie. Truman est l'artisan de cette évolution. La doctrine Truman affirme que la misère fait le lit du communisme. Elle propose donc de lutter contre la misère en aidant les peuples d'Europe à se développer. La doctrine Truman est donc le préalable au plan Marshall.

Le plan Marshall :

(George C. Marshall)

Les Etats-Unis transportent l'action sur le plan économique. Ils avaient déjà affirmé leur suprématie dans ce domaine par les Bretton Woods en juillet 1944. Accords de Bretton Woods



qui consacrent la suprématie du \$ en faisant de la monnaie états-unienne le seul étalon or de la planète (*Gold Exchange Standard*). La puissance économique du pays (50% du PNB mondial à l'époque), lui permet une politique que l'Union soviétique ne pourrait jamais suivre.

Les Etats-Unis se proposent donc de remédier aux difficultés économiques de l'Europe grâce au Plan Marshall.

Celui-ci est proposé à tous les pays, vaincus comme vainqueurs, pays alliés des Etats-Unis de même que l'URSS et ses (*Tchécoslovaquie*) satellites, à condition qu'ils organisent le partage de l'aide américaine (d'où l'O.E.C.E.). Ces derniers, après hésitation parfois sont contraints par Staline de rejeter l'aide américaine.

L'O.E.C.E. est créée le 16 avril 1948 pour répartir l'aide américaine, mais aussi pour préfigurer une future construction européenne dont les Etats-Unis espèrent qu'elle fera contrepoids au bloc de l'est. Cette organisation deviendra en décembre 1960 l'O.C.D.E.

Formes de l'aide Marshall :

Une aide sous formes de Prêts, souvent très attractifs (0%!)

Des aides directes sous forme de dons

En Nature (Blé, Maïs, Conserves, Charbon, Pétrole, Navires, Matériel ferroviaire ou agricole...)

En argent

Des aides militaires pour les pays luttant contre des factions communistes
(Grèce, Turquie...)

Au total, ce sont plus de 20 Md \$ de l'époque qui seront versés par les Etats-Unis à une quinzaine de pays d'Europe

Effets de l'aide Marshall :

Aux Etats-Unis, elle a permis de maintenir à un haut régime une machine économique qui avait tendance à s'essouffler depuis la fin de la guerre. Elle a donné à Truman une grande popularité qui est, avec sa fermeté dans l'affaire de Berlin une des raisons essentielles de sa victoire électorale de 1948.

En Europe : ce sont dans l'ordre, le Royaume-Uni, La France et l'Allemagne qui ont le plus profité de cette aide. Mais si on s'en tient aux seuls donc, c'est l'Allemagne qui arrive en tête, ce qui montre sa place dans les préoccupations stratégiques des Etats-Unis en Europe. Dans tout les pays ayant accepté le plan Marshall, l'année 1947 est l'heure du choix. Accepter cette aide, c'est s'aligner sur la diplomatie états-unienne. C'est ainsi que les ministres communistes en exercice en France, Italie, Belgique... quittent le gouvernement ou en sont chassés.

La doctrine Jdanov : 22 septembre 1947

"Plus nous nous éloignons de la fin de la guerre et plus nettement apparaissent les deux principales directions de la politique internationale de l'après-guerre : le camp impérialiste et antidémocratique, le camp anti-impérialiste et démocratique.

Les Etats-Unis sont la principale force dirigeante du camp impérialiste. L'Angleterre et la France sont unis aux Etats-Unis (et) marchent comme des satellites (...)

Les forces anti-impérialistes et antifascistes forment l'autre camp. L'URSS et les pays de la démocratie nouvelle en sont le fondement. (...) Le camp anti-impérialiste s'appuie (...) sur les partis communistes frères, sur les combattants des mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants, sur toutes les forces progressistes et démocratiques.

Le Plan Marshall est depuis devenu l'archétype d'une aide efficace. Dès qu'on se propose d'appliquer une politique analogue, on parle d'un plan Marshall (pour les territoires occupés, les banlieues...)

***La doctrine Jdanov (sept.-oct. 47) :
une réponse idéologique***

Une nécessité pour les soviétiques : **justifier leur refus du plan Marshall.**

Les Soviétiques rejettent dans le "camp impérialiste", soupçonné de vouloir ramener le fascisme et le nazisme, tout ceux qui ne suivent pas l'Union Soviétique et les partis communistes. Cette "doctrine" n'est donc pas l'annonce d'un plan concurrent du plan Marshall, dont les soviétiques sont bien incapables, mais une vision idéologique du monde, formulée par Jdanov à Varsovie en octobre 1947, et que les soviétiques imposeront de gré ou de force à leurs satellites et aux partis communistes du

monde non communiste.

Le Kominform (oct. 47) : ("bureau d'information des partis communistes")

Cette structure, qui rappelle le défunt Komintern (supprimé en 1943 par Staline pour faire plaisir à Roosevelt) est l'expression de la politique extérieure de l'URSS, et commande l'attitude des partis frères partout dans le Monde.

Elle leur demande par exemple de lutter en occident contre les pouvoirs bourgeois et leurs complices sociaux-démocrates, par des grèves révolutionnaires. En France, la fin de l'année 1947 sera ainsi marquée par des grèves à caractère insurrectionnel.

L'année 47 marque donc bien la scission entre les anciens alliés. Elle est décisive dans tous les pays : Les deux conférences qui réunissent ces anciens alliés à Moscou en avril et à Londres en décembre sont des échecs qui annoncent la rupture et la naissance de deux blocs:

Le bloc occidental et le bloc socialiste :

A l'ouest, les communistes sont écartés des gouvernements (*France, Italie, Belgique, Danemark*). Les gouvernements basculent parfois durablement à droite. Les syndicats, dans certains pays, explosent (*France : C.G.T. & C.G.T.-F.O.*). Les communistes déclenchent même par endroit (*France*) des grèves insurrectionnelles. L'alliance atlantique s'annonce (1949).

A l'est, la prise du pouvoir par les communistes s'accélère, les pays refusent le plan Marshall et le Kominform est créé. L'échec des deux conférences organisées entre les alliés au sujet de l'Allemagne entérine la rupture, à Moscou (avril 1947), puis à Londres (décembre 1947) lors de la "conférence de la dernière chance".

18	12	1947	Echec de la conférence de Londres sur l'Allemagne
----	----	------	---

3. Le dénouement en Allemagne : la rupture consommée

8	5	1945	Capitulation de l'Allemagne
17	7	1945	Conférence de Potsdam (17 juill. - 2 août.)
1	1	1947	Mise en place de la bizonie
	3	1947	Echec à Moscou d'une conférence des quatre sur l'Allemagne, la France rejoint la position des Etats-Unis et du Royaume-Uni
18	12	1947	Echec de la conférence de Londres sur l'Allemagne
23	6	1948	Début du Blocus de Berlin
4	4	1949	Pacte Atlantique : création de l'OTAN
8	5	1949	Vote de la loi fondamentale allemande
12	5	1949	Levée du blocus de Berlin
23	6	1949	Echec de la conférence des 4 sur le traité de paix allemand

Les avis sur l'Allemagne différaient d'une manière radicale : les Anglo-Saxons désiraient une Allemagne "normalisée", retrouvant rapidement sa place dans le concert des nations, et dans les échanges économiques.

Les Soviétiques désiraient une Allemagne unie, mais affaiblie économiquement et militairement, et où ils auraient eu en quelque sorte des gages de tranquillité, comme une participation du parti communiste allemand à la gestion du pays. Ces visées ne sont d'ailleurs pas tant idéologiques que géostratégiques, c'est la vieille préoccupation de la Russie éternelle : obtenir du côté de l'Allemagne une tranquillité absolue

Les Français ont une vision ambiguë et sont souvent divisés : certains veulent une Allemagne affaiblie, et espèrent pour certains des réparations, voire une mainmise sur la Sarre. D'autres tirent les conclusions de l'abîme auquel l'intransigeance du traité de Versailles de 1919 a mené l'Europe et espèrent fonder une union européenne sur une réconciliation franco-allemande. Mais le ralliement aux vues américano britanniques s'explique surtout par la pression des événements et parce que la France n'a guère les moyens, depuis la débâcle de 1940 et l'occupation, de faire valoir ses options.

Après l'échec de Londres, les occidentaux réorganisent en février 1948 leurs zones d'occupation en Allemagne : il existait déjà depuis janvier 1947 une "bizonie" anglo-américaine, les Français y joignent leur zone, renonçant donc à un certain nombre de tentations héritées de 1914-18. Une monnaie est créée le 8 juin 1948, le Deutschmark.

Blocus de Berlin : En représailles, les Soviétiques coupent (24-VI-48 - 12-V-49) l'approvisionnement de Berlin Ouest, ("*1ère crise de Berlin*") espérant ainsi faire céder les occidentaux. Les Etats-Unis organisent un immense pont aérien pendant presque un an. C'est un grand succès : Une démonstration de force exaltant le "leadership américain" et la puissance militaire des Etats-Unis. Durant presque un an 50 000 personnes dont 50% d'Allemands participent à cette prouesse de la logistique et transportent 700 t de marchandises par jour, puis 5000 puis 10 000 t, dont 2/3 de charbon pendant l'hiver 1948-49. Le coût humain, certes modeste (76 morts : 40 britanniques, 31 états-uniens, 5 allemands) scelle du prix du sang une importante

réconciliation qui marque le passage des Allemands de l'Ouest du statut de vaincus à celui d'alliés. La République Fédérale d'Allemagne est créée le 23 V 49, tandis que la République Démocratique Allemande voit le jour le 7 X 49.

Ces deux républiques ont des frontières calquées sur les zones d'occupation. L'offensive soviétique est contenue en Europe, le partage en deux blocs y souffre peu de nuances ou d'exceptions (Finlande, Yougoslavie) la guerre froide se poursuivre en Asie, où elle va sérieusement se réchauffer.

4. L'extension du Communisme en Asie : 1949-53

1	10	1949	Création de la République Populaire de Chine
25	6	1950	Début de la guerre de Corée
6	1950		Réforme Agraire en Chine
9	10	1950	Défaite française de Caobang
8	9	1951	Traité de paix avec le Japon
17	7	1953	Fin de la guerre de Corée
5	1954		Défaite de Diên Biên Phû
20	7	1954	Accords de Genève : la France abandonne l'Indochine
4	1955		Conférence de Bandoeng
	1958		Début du "Grand Bond en Avant"
7	1960		Rupture Chine-URSS

Avènement de la Chine Populaire :

Voir le cours sur le modèle chinois

Tchang Kai-chek et deux millions de nationalistes se réfugient sur l'île de Formose (Taiwan), sous la protection de la flotte états-unienne. Les Nations Unies refuseront longtemps de reconnaître la souveraineté des communistes sur le continent, et Taiwan sera considérée comme le représentant officiel de la Chine. En représailles, l'U.R.S.S. boycotte les réunions de l'O.N.U., pratiquant une "politique de la chaise vide" qu'il ne tarderont pas à regretter.

C'est une bonne nouvelle pour l'URSS, qui signe avec la Chine populaire un "traité d'amitié" en février 1950, mais à terme un pays aussi important que la Chine, qui de plus est parvenu à la révolution marxiste-léniniste de lui-même, sans l'intervention encombrante de l'Armée Rouge, un tel pays peut-il être satellisé comme n'importe quelle démocratie populaire d'Europe centrale ? Le centre de gravité du monde communiste vient en effet de se déplacer brutalement vers l'Est. La Chine représente à elle seule 60% de la population de l'ensemble !

Par ailleurs les contentieux sont nombreux entre la Chine et l'URSS, héritière de l'Empire Russe qui avait jadis imposé ses traités inégaux, et qui durant la seconde guerre mondiale avait plus soutenu les nationalistes du Guomindang (ou Kouo-min-tang) que les communistes menés par Mao. Sous l'amabilité de surface, il y a chez les dirigeants soviétiques un certain mépris pour ces communistes asiatiques (qualifiés autrefois par Staline de "communistes de margarine").

En attendant, la révolution chinoise va assez vite faire tâche d'huile en Asie.

La guerre d'Indochine, qui oppose les Français à un maquis nationaliste (*Ho-Chi-Minh 1890-69*) d'inspiration communiste le Viêt-minh¹, prend un tour nouveau et disons le désespéré pour les Français avec l'avènement d'une Chine Communiste.

La guerre de Corée (1950-53)

¹ *Viêt Nam Doc Lap Dong Minh Hoi* : Ligue révolutionnaire pour l'indépendance du Viêt Nam, fondée par Hồ Chi Minh en mai 1941.

16	2	1948	Proclamation de la République populaire de Corée du Nord
10	5	1948	Election d'une assemblée et d'un président (Syngman Rhee) en Corée du sud
25	6	1950	Début de la guerre de Corée : attaque du Nord contre le Sud
27	6	1950	Résolution du conseil de sécurité condamnant l'agression nord coréenne
15	9	1950	Débarquement des troupes des Nations-Unies (Etats-Uniennes) à Inchon
16	10	1950	Premiers contingents de "volontaires" chinois en Corée
24	11	1950	Avance maximale des troupes de l'ONU en Corée du Nord
25	1	1951	Avancée maximale des troupes chinoises en Corée du sud
11	4	1951	Limogeage de Mac Arthur, remplacé par Ridgway en Corée
27	7	1953	Fin de la guerre de Corée : armistice de Pan Mun Jon

Mais surtout, dans l'immédiat, éclate la Guerre de Corée. Le principe de partage des anciennes possessions japonaises en Asie avait été acquis dès oct. 1944 par Staline à la conférence de Moscou (avec Churchill), à Yalta, les soviétiques annoncent qu'ils dénonceront leur pacte de non agression avec le Japon dans les trois mois suivant la capitulation de l'Allemagne. En Août 1945 donc, l'URSS attaque la Mandchourie et la Corée, ainsi que les îles d'extrême orient. Dès 1945, l'URSS avait suscité la création d'une Démocratie populaire dans la zone d'occupation qu'ils avaient acquise dans le Nord de la Corée, ancienne colonie japonaise. En effet les vainqueurs avaient partagé la Corée, à l'instar de l'Allemagne de part et d'autre d'une ligne suivant le 38°N. Les élections organisées dans les deux Corées donnent au sud (mai 48) un régime nationaliste, et au nord (juin 48) un régime communiste (Sud : Syngman Rhee ; Nord : Kim Il Sung)

Les deux occupants américains et soviétiques ayant évacué le pays, les deux Corées se livrent à un certain nombre de gesticulations agressives. ("*la chaise vide*" : février 1950) Au même moment les soviétiques sont absents des Nations-Unies pour protester contre le maintien de Taiwan comme représentant officiel de la Chine.

1er acte : l'attaque nord coréenne (juin-juillet 1950) :

25 VI 50 : attaque nordiste : ce sont les Nord Coréens qui attaquent :
 le 28 juin : prise de Séoul
 le 3 juillet : Inchon

En quelques semaines ils sont maîtres de la plus grande partie de la péninsule, hors la petite enclave de Fusan (*Pusan*), plus grande ville du Sud de la Corée du Sud, face au Japon.

L'absence de l'URSS de l'ONU l'empêche d'opposer un veto à l'envoi d'une force multinationale destinée à défendre la Corée du Sud. cette décision est prise par l'ONU le 7 juillet 1950. Ce sont bien sûr les Etats-Uniens qui font l'essentiel d'une armée qui compte quelques soldats d'autres pays, et en particulier un bataillon français. Le premier débarquement de "marines" venus du Japon voisin, sous les ordres du général Mac Arthur se fait à Fusan le 31 VII 1950

2ème acte : la contre offensive des Nations Unies (juillet - novembre 1950) :

La contre offensive commence en fait en août par un débarquement à Inchon, puis au nord-est du pays, et se poursuivra à partir de septembre par Séoul. En octobre la Corée du sud est libérée. Les Etats-Unis obtiennent une résolution leur permettant de poursuivre l'offensive au nord : Pyongyang est prise. (X 50). Wonsan : En novembre, la Corée du nord est presque complètement conquise.

15 Août 1950 Débarquement des Nations Unies à Inchon, Séoul est reprise quelques jours après

Octobre 1950 : La Corée du sud est libérée, le même mois la capitale du Nord, Pyongyang est prise par les Etats-uniens.

3ème acte : l'attaque chinoise (novembre 1950-janvier 1951)

26 novembre 1950 : offensive chinoise
janvier 1951 : les Chinois prennent Séoul

Coup de théâtre ! La Chine attaque, en utilisant des centaines de milliers de "volontaires", venus "spontanément" aider leurs frères communistes de Corée du Nord. Pyongyang est reprise, puis Séoul en janvier 1951. Panique dans le camp occidental.

4ème acte : contre attaque de Ridgway et enlèvement (janvier 1951-juillet 1953)

21 janvier 1951 : début de la contre offensive de Ridgway
mars 1951 : les troupes de l'ONU reprennent Séoul
avril 1951 : Mac Arthur est limogé
mai 1951, Chinois et nord coréens sont repoussés au delà du 38° N

C'est le général Ridgway ("*Ridgway la Peste*") qui est chargé de la contre offensive qui permet de reprendre Séoul en mars 51. Mac Arthur propose l'usage de la bombe atomique sur la Chine du Nord. Il est limogé. En mai 1951, les nord Coréens et les Chinois sont repoussés au nord du 38°N

Désormais la guerre s'enterre, c'est 14-18, les jets en plus! En juillet 51 des pourparlers commencent, malgré la poursuite d'une guerre qui a pris cf. ("*M.A.S.H.*") des aspects de guerre de position.

Le bilan de la guerre de Corée : 1950-1953			
1945	1946	1947	1948
Pertes occidentales	env. 560 000	Coréens du sud	520 000 dont 373000 civils
		Etats-uniens	34 000
		Autres alliés	103 000 blessés 3000 dont 288 Français
Pertes communistes	env. 1 000 000	Coréens du Nord	env. 800 000 dont 500 000 civils
		Chinois	200 000

Après quelques dernières offensives nordistes échouées en 1953, **l'armistice** est signé dans un petit village de la ligne de front le 27 juillet 1953 (**Pan Mun Jon**). Le bilan de cette guerre qui a aboutit à une sorte

de Match nul sanglant (on est revenu pratiquement aux frontières de 1949) est très lourd.

Presque deux millions de morts : plus d'un million pour les Nord Coréens et les Chinois, plus de 500 000 pour les Sud Coréens. Plus de 30 000 pour les Etats-uniens et plus de 3000 pour les autres alliés de l'ONU dont 288 soldats français.

Le bilan de la guerre de Corée est très important : un match nul sanglant, on l'a vu.

Les conséquences de la guerre de Corée

Conséquences sur les plans stratégique et militaire : cette guerre marque le refus de la part des deux grandes puissances, de s'engager dans un conflit direct et d'utiliser leurs armes les plus puissantes : les bombes atomiques : l'URSS ne participe pas ouvertement (il y aurait eu

toutefois des pilotes soviétiques, on parle de plusieurs centaines, mais déployés en couverture à plus de 20 km du front et revêtus d'uniformes chinois ou coréens, il y aurait eu également plusieurs attaques américaines d'aéroports en Chine et en URSS, près de Vladivostok) au conflit et Mac Arthur est écarté des postes de décision. A cette date les Etats-Unis avaient considérablement augmenté leur arsenal nucléaire : ils disposent début 1951 de 260 bombardiers stratégiques, et de 400 bombes A. Par ailleurs, la bombe H, dont la mise au point a commencé début 1950, devient opérationnelle à partir de 1952.

C'est toute la philosophie d'emploi de la guerre qui est remise en cause par l'existence de l'arsenal nucléaire :

Clausewitz disait que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens; pour la première fois dans l'Histoire de l'humanité, cela cesse d'être tout à fait exact : les partisans de la défaite totale de l'adversaire doivent s'effacer devant la réalité de l'enjeu et des risques. Cela aboutit à une sorte de politique de l'équilibre de la terreur entre les deux grands, qui n'est pas exempte d'un certain cynisme : on se bat par intermédiaires. Ce sont les prémices de la "coexistence pacifique dont Staline lui-même a l'intuition au soir de sa vie. (*Mort Staline : III* 53).

Conséquences sur le plan diplomatique : c'est surtout, pour les camp occidental, **une période de resserrement des liens** autour des E.U., et le succès de la doctrine du "containment" qui consiste à ("*Théorie de dominos*") essayer de contenir partout l'extension du communisme. L'Europe connaît même une psychose de l'agression, beaucoup se demandant si l'armée est-allemande n'est pas capable de suivre l'exemple nord coréen, épaulée au besoin par l'Armée Rouge. En 1954, Eisenhower utilisera le terme de théorie des dominos¹ (en pensant à l'Indochine), ce qui explique leur aide à la France : leur aide correspondant cette année là au trois quart des dépenses militaires françaises dans ce pays, ce qui n'empêchera pas la défaite de Dien Bien Phu (mai 1954) et aboutira à un engagement américain direct aux conséquences incalculables.

Ils suscitent la création de pactes militaires régionaux (que nous étudierons ultérieurement) : on parle de la "pactomanie" américaine :

Cette guerre marque également l'achèvement du rapprochement avec les **anciens vaincus allemands et japonais**. Le Japon en particulier est la base arrière occidentale du corps expéditionnaire de l'ONU. En septembre 1951, il signe avec les puissances occidentales (l'URSS refuse) un traité de paix. L'occupation états-unienne cesse. (*San Francisco : IX 51*)

Conséquences économiques : Elles sont très importantes : c'est le redémarrage général de l'économie occidentale (entre autre Japon et R.F.A.). Une idée de l'effort américain : entre 1950 et 1953, le budget militaire des Etats-Unis passe de 23 à 50 Md \$, c'est à dire de 6,5% à 13% du PNB. Les troupes augmentent considérablement, de 1,4 M à 3,6 M.

IV. Les deux blocs jusqu'en 1962

1. L'évolution du bloc de l'Est de 1953 à 1962

Le pacte de Varsovie

5	3	1953	Mort de Staline
7	9	1953	N. Khrouchtchev est nommé 1er secrétaire du P.C.U.S.
7	5	1960	Khrouchtchev accède à la présidence de l'URSS

¹ On parle aussi des "pommes pourries".

Les alliances militaires à l'Est : Pacte de Varsovie 1955

Un système d'alliance bilatérales se transforme en 1955 en vaste système d'alliance au commandement unifié placé sous les ordres du gouvernement soviétique. L'Armée Rouge, à ce titre est massivement présente dans les pays de la ligne de Front, face aux forces concurrentes de l'OTAN, mais également prête à intervenir en cas de troubles mettant en difficulté les gouvernements communistes de ces pays.

On peut s'étonner que le pacte de Varsovie ne soit né que 6 ans après l'O.T.A.N. Sans doute l'armée rouge de 1949, après ses avancées successives, ne sentait-elle pas menacée au point de susciter immédiatement un système d'alliance avec des pays encore peu sûrs idéologiquement. Le besoin s'en fera sentir par la suite.

Rappel sur les modifications intervenues à la mort de Staline. Les démocraties populaires ont pu croire qu'elle pourrait y gagner plus d'autonomies, elles vont vite déchanter.

Les révoltes dans les pays de l'Est

La mise au pas du bloc de l'est ne se fait pas sans difficultés. De nombreuses révoltes éclateront qui seront réprimées par la force.

17	6	1953	Emeutes à Berlin Est
14	5	1955	Création du Pacte de Varsovie (URSS Tchécoslovaquie Pologne Bulgarie Hongrie Roumanie Albanie)
14	2	1956	XXème Congrès du PCUS : début de la "déstalinisation" (14-25 février.)
28	6	1956	Emeutes sanglantes à Poznan en Pologne
19	10	1956	Gomulka reprend en main le P.O.U.P., visite surprise de Khrouchtchev
1	11	1956	Imre Nagy proclame la neutralité de la Hongrie et son retrait du pacte de Varsovie
4	11	1956	Ecrasement de l'insurrection hongroise par les soviétiques (4-12 nov.)

Le bloc de l'est rentre donc dans une période de turbulences, marquées par des révoltes et des répressions sanglantes qui montrent le peu de popularité dont jouissent les régimes de l'Est.

En Allemagne de l'Est : juin 1953

En 1953, une révolte ouvrière est matée à Berlin Est (17 VI 53). L'Armée du peuple tire sur le peuple.

En 1956, la Hongrie et la Pologne tentent de prendre du champ.

Le traité de paix signé enfin en mai 1955 entre l'Autriche (au prix de la neutralisation de celle-ci) et les 4 alliés donne de l'espoir à ses voisins.

En **Pologne**, suite à des émeutes en juin à Poznan, les dirigeants communistes parviennent à éviter l'intervention soviétique. Ils limitent les dégâts. Ils appellent au pouvoir un ancien dirigeant limogé par les procès staliniens (Gomulka) qui jouit encore d'une certaine crédibilité auprès de la population.

En **Hongrie** c'est une révolte qui affecte toute la Nation jusqu'au plus haut niveau de l'Etat (*Imre Nagy*). Le pays tente de proclamer sa neutralité. Puis il se révolte (*Insurrection. : 23 X 56*), cette tentative est matée dans le sang par l'Armée Rouge elle-même (*4-8 XI 56*). Bilan : des milliers de morts et 200 000 réfugiés hongrois qui quittent le pays. L'Occident ne réagit pas ; il est vrai que la France et le Royaume-Uni sont englués au même moment dans une intervention militaire en Egypte (*Suez : 29 X-6 XI 56*).

La rupture avec la Chine et l'Albanie (1960-61)

Rappel sur cette rupture

2. Le bloc de l'Ouest : 1949-62

Les alliances

Jusque là, les Etats-Unis n'avaient jamais adhéré à des alliances militaires en temps de paix. La menace communiste, et en particulier la menace nucléaire les ont fait évoluer sur ce point. La première alliance, l'O.T.A.N. concernera l'Europe.

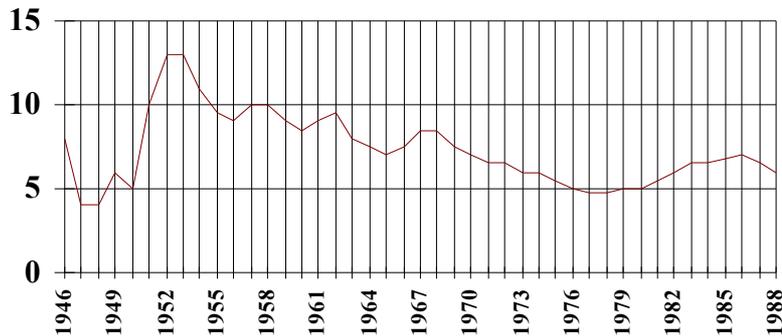
14	12	1953	Foster Dulles annonce une révision de la politique étrangère US si la C.E.D. n'est pas ratifiée
8	1954	Rejet de la C.E.D. par la France	
8	9	1954	Création de l'O.T.A.S.E. : Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Australie, Nouvelle Zélande, Philippines, Pakistan, Thaïlande
23	10	1954	Union de l'Europe Occidentale, la R.F.A. se réarme et adhère à l'OTAN
9	5	1955	Entrée de la R.F.A. dans l'OTAN
26	10	1955	Proclamation à Saïgon de la République du Viêt Nam (Ngô Dinh Diem président)
8	6	1959	La France refuse le stockage d'armes atomiques sur son territoire
14	12	1960	L'O.E.C.E. devient l'O.C.D.E.
5	12	1962	l'OTAN se dote de l'arme nucléaire
21	12	1962	Accords de Nassau : Les Etats-Unis fournissent des fusées Polaris au Royaume-Uni
23	6	1963	Voyage triomphal de Kennedy en Europe et à Berlin (ich bin ein Berliner)

Le pacte de l'Atlantique et l'O.T.A.N.

Après avoir commencé à lutter contre le communisme par l'arme économique, les Etats-Unis, à cause du blocus de Berlin, s'engagent plus avant : le 4 avril 1949, ils signent avec les pays de l'Europe de l'ouest le pacte de l'Atlantique (12 pays en tout), pour la première fois dans son histoire, les E.U. rompent avec une tradition séculaire d'isolationnisme en signant leur première alliance militaire en temps de paix. Ce pacte se transforme aussitôt en alliance militaire sous le nom d'OTAN après l'intervention militaire en Corée.

Le commandement intégré de cette organisation (S.H.A.P.E. : supreme headquarter for the allied powers in europe : à Rocquencourt) est alors confié au général Eisenhower, héros du débarquement de Normandie. Les Etats-Unis, tentés un moment par une stratégie du "refoulement" se calmeront après l'explosion des premières bombes atomiques soviétiques (1949 pour la bombe A et 1953 pour la bombe H). Mais la guerre de Corée les pousse à "muscler" l'organisation : 4000 avions, 50 divisions, et des forces navales importantes. En Europe, l'OTAN éprouve vite le besoin d'une armée allemande reconstituée et puissante (situation et poids démographique de l'Allemagne obligent), ce qui pose des problèmes à certains alliés, en particulier la France.

Part des dépenses de défense nationale aux Etats-Unis en pourcentage du P.I.B.



C'est dans ce contexte que R. Pleven propose en mai 1950 (plan Pleven) la création d'une Communauté Européenne de Défense dont le but serait de réarmer l'Allemagne tout en diluant ses forces dans une armée commune. Après avoir été laborieusement accepté par les Alliés et notamment les Allemands, ce projet est adopté en mai 1952, mais enterré par les Français eux-mêmes lorsque l'Assemblée Nationale refuse la ratification en août 1954. Les Américains imposent alors un réarmement pur et simple de l'Allemagne au sein de l'Otan.

Cela explique leur passivité lors des mouvements populaires anticommunistes qui agitent le blocs de l'est après 1953.

L'O.T.A.N. est essentiellement une alliance défensive. Les doctrines de l'alliance n'envisagent aucun plan d'attaque des pays de l'Est, et toutes ses manoeuvres auront toujours comme thème une défense face à une agression venue de l'Est. Il est vrai que même si les Etats-Unis jouent un rôle de "leader" de l'alliance, il s'agit tout de même de l'association de pays libres et démocratiques, assez sourcilleux de leur indépendance (nous le verront en particulier pour la France). Même en ce qui concerne les uniformes et les matériels, l'O.T.A.N. n'est jamais parvenu à l'uniformité, comme le fera le pacte de Varsovie.

Les Etats-Unis complètent leur dispositif par d'autres alliances régionales dans le contexte en particulier de la guerre de Corée :

Les autres traités d'alliances régionales

Dans le contexte de la guerre de Corée, les Etats-Unis vont également créer des systèmes d'alliances dans le Pacifique et en Asie

A.N.Z.U.S. en 1951

L'O.T.A.S.E. en 1954 (Laos, Cambodge, Viêt Nam du sud, Corée du Sud, Philippines, Malaisie...).

Par ailleurs, les Etats-Unis encouragent le Royaume-Uni dans la construction du **Pacte de Bagdad**¹ avec les alliés de l'Occident au Moyen Orient² (1955) : Turquie, Iran, Pakistan, Irak, contre Egypte de Nasser alliée avec l'URSS. Le Pacte de Bagdad devient en 1959 le C.E.N.T.O.³

¹ février 1955 : Turquie et l'Irak, puis 1955 : Royaume-Uni, Iran, Pakistan et 1957 : Etats-Unis.

² Moyen-Orient : ensemble constitué de l'ouest de l'Asie, des rives de la Méditerranée à l'Iran. Le Proche-Orient (le "Levant") est donc inclu dans le Moyen-Orient.

³ C.E.N.T.O. : CENTral Treaty Organisation

3. Le sommet de la guerre froide 1960-62

7	1960	Rupture Chine-URSS
26	4	1961 Rupture des relations diplomatiques entre l'URSS et l'Albanie
12	8	1961 Construction du mur de Berlin (nuit du 12 au 13 août)
17	10	1961 Congrès du PCUS consacrant la rupture avec la Chine
12	1961	Rupture de l'Albanie avec l'URSS
2	9	1962 "renforcement" de l'aide soviétique à Cuba

Khrouchtchev et Kennedy : deux "colombes"?

Nikita Sergueievitch Khrouchtchev 1894-1971 : Ukrainien, Prolétaire, arrivé au pouvoir à la mort de Staline, s'impose comme dirigeant de l'URSS. C'est un caractère enjoué et gouailleur, mais également emporté, comme lorsqu'il sortira sa chaussure à l'ONU, il est surnommé à l'époque "Mr "No"" par les états-uniens.

John Fitzgerald Kennedy (1917-1963), grand bourgeois catholiques irlandais, fils et petit fils de politicien du Massachusetts, il incarne l'Amérique démocrate, progressiste, intellectuelle. C'est une bête des media, utilisant au mieux sa photogénie et celle de sa femme Jacqueline. Il est élu sur un programme novateur : l'intégration des minorités, la conquête de l'espace, programme résumé dans la formule de "nouvelle frontière"

En fait cette accession au pouvoir de deux "colombes" va être suivie dans les faits par les plus fortes tensions de l'après guerre. En 1960, c'est l'affaire de l'avion U2, abattu au dessus de l'URSS, N. Khrouchtchev en profite pour faire échouer une conférence réunie à Paris.

La nouvelle crise de Berlin

En 1961, c'est la relance de la crise en Allemagne. Khrouchtchev menace de signer un traité de paix séparé avec la R.D.A. si Berlin n'est pas neutralisé. Kennedy refuse et le gouvernement Est Allemand fait édifier un mur autour de Berlin Ouest dans la nuit du 12 au 13 août 1961, coupant ainsi la voie de la fuite pour des milliers d'Allemand de l'Est qui fuyaient leur pays. Kennedy se rend alors à Berlin (le 27 juin 1963) et au côté du maire de la ville (W. Brandt) il lance son fameux : "ich bin ein Berliner".

Cuba et la crise des fusées.

Cuba : des maquis "barbudos" à la "Baie des cochons" : 1956-1961

2	12	1956	Débarquement de Castro à Cuba, début de la résistance dans la Sierra Maestra
1	1	1959	Fuite de Batista de la Havane
8	1	1959	Entrée de Fidel Castro à la Havane
5	1959		Début de la réforme agraire à Cuba
13	2	1960	Accord économique entre Cuba et l'URSS
29	6	1960	Cuba nationalise les raffineries de pétrole
3	7	1960	Cuba nationalise l'ensemble des biens états-uniens
20	10	1960	Embargo total sur le commerce avec Cuba
3	1	1961	Rupture des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba
16	4	1961	"Baie des cochons" : tentative de débarquement (16-20 avril) anticastriste à Cuba

Cette grande île des Antilles était depuis 1898 un **semi-protectorat** des Etats-Unis dans les Caraïbes. Protégée par les Etats-Unis depuis la guerre hispano américaine de 1898, Cuba était en fait sous le contrôle de son puissant voisin : 90% des mines, 100 % du raffinage du pétrole, 80% du tabac et 40% du sucre étaient contrôlés par des intérêts états-uniens. Par ailleurs les

Etats-Unis disposaient (et disposent encore) au terme d'un accord de "bon voisinage" de l'imposante base militaire de Guantanamo.

Le régime du général Batista était particulièrement corrompu et La Havane servait de base arrière à la pègre états-unienne et de lieu de défoulement et d'encanaillement pour la bourgeoisie des Etats-Unis.

Fidel Castro (1926-...) et Ernesto "Che" Guevara (1926-67) recrutent des volontaires à Miami et débarquent à Cuba en nov. 56. Ils gagnent la Sierra Maestra avec une douzaine d'hommes. Ils commencent une série de coups de mains (attaques de postes isolés) et de coups de pubs (*enlèvement de J.M. Fangio*). Après bien des péripéties, leurs troupes s'emparent de La Havane en janvier 1959. Commence alors une série d'événements et de malentendus qui vont aboutir au divorce avec les Etats-Unis et au rapprochement avec l'URSS.

La réforme agraire (V 59); la nationalisation des biens américains (Castro avait proposé qu'ils soient indemnisés sur la base des déclarations fiscales des propriétaires !), entraînent la rupture des relations diplomatiques (I 61); puis l'opération de la Baie des cochons (IV 61) : un débarquement raté de 1500 anticastristes recrutés, armés, entraînés et transportés par les Etats-Unis.

La Crise des fusées :

14	2	1962	Exclusion de Cuba de l'OEA
2	9	1962	"renforcement" de l'aide soviétique à Cuba
11	9	1962	Moscou met en garde Washington contre toute attaque contre Cuba
13	9	1962	Les Etats-Unis mettent en garde Moscou contre l'installation d'armes offensives à Cuba
22	10	1962	Crise des fusées à Cuba (22-31 oct.)
25	10	1962	Les bateaux soviétiques en route pour Cuba font demi-tour
28	10	1962	Khrouchtchev annonce le démantèlement des armes offensives installées à Cuba
30	10	1962	Ultime échange de lettres entre Castro et Khrouchtchev

En octobre 1962, les Etats-Uniens s'aperçoivent que les soviétiques ont installé à Cuba des fusées porteuses de têtes nucléaires. Celles-ci ne peuvent être dirigées que contre le territoire des Etats-Unis tous proches. Kennedy joue la fermeté : il organise le blocus de l'île (encore en vigueur en 1994) et menace l'Union Soviétique d'une attaque nucléaire si les fusées ne sont pas immédiatement démantelées.

Le monde se découvre brutalement au bord de la guerre mondiale tant redoutée. Khrouchtchev décide de retirer les fusées. Les Etats-Unis acceptent l'indépendance de Cuba qui ne survivra maintenant que grâce au commerce avec l'URSS.

On a eu très peur ; **on "s'est regardé dans le blanc des yeux"** pendant une semaine, comme le dit un responsable états-unien. La crise débouchera sur la détente.

Un dialogue s'engage entre les deux grands maintenant qu'on mesure les risques encourus

On clôt la crise de Berlin (janvier 1963)

On installe un télétype entre la maison blanche et le Kremlin (téléphone rouge) (juin 1963)

Ce nouvel équilibre qui se met en place à la fin de la crise des fusées va dominer le monde pendant une bonne vingtaine d'années, pendant lesquelles les deux grands n'envisagent plus sérieusement un affrontement direct qui serait trop coûteux : c'est **l'équilibre de la terreur et la détente**.

Les deux principaux protagonistes disparaîtront assez rapidement de la scène : Kennedy est assassiné le 22 novembre 1963, tandis que Khrouchtchev est écarté du pouvoir par une révolution de palais en octobre 1964. Qu'ils aient été contraints à des concessions, mécontentant les ultras de leur camp respectif explique peut-être leurs disparitions respectives.

V. De nouveaux rapports de force : De la coexistence pacifique à la détente : 1962-1973 : Equilibre des puissances et conflits périphériques

1. L'équilibre des puissances de 1962 à 1973.

Les négociations sur les armements

29	7	1963	Rejet par la France du traité de Moscou sur les essais nucléaires
31	7	1963	Rejet par la Chine du traité de Moscou
5	8	1963	Traité de Moscou sur les essais nucléaires souterrains, interdisant les essais nucléaires dans l'atmosphère
1	7	1968	Traité de non prolifération des armes nucléaires, sans la France
19	11	1969	Début des négociations S.A.L.T.
26	5	1972	Accords S.A.L.T. 1 lors du voyage de Nixon à Moscou (strategic arms limitation talks)

Estimation des forces stratégiques en 1972		
	Etats-Unis :	U.R.S.S. : vecteurs
	vecteurs	
I.C.B.M. Intercontinental Missils	1054	1528
S.L.B.M. Submarine Launched Missils	656	682
Bombardiers	321	140
Total charges	5746	2492

Ces chiffres, fournis par les Etats-Unis, n'ont jamais été démentis par l'U.R.S.S.

La crise de Cuba a un effet stabilisateur. Mise en place du téléphone rouge en juin 1963.

Au même moment, les conférences sur le désarmement nucléaire qui traînaient depuis des années à Genève aboutissent : en août de la même année 1963 est signé le premier traité sur les essais nucléaires interdisant les essais autres que souterrains.

Le 1er juillet 1968, c'est le traité de non prolifération des armes nucléaires qui est signé. A noter que la France et la Chine refusent de signer. C'est la **détente** qui est ainsi lancée. A noter qu'elle satisfait les soviétiques, dirigés par Leonid Brejnev depuis 1964, qui voient ainsi leur positions, acquises depuis 1945 en quelques sortes reconnues. Mais les Etats-Unis aussi qui pensent s'épuiser dans leur rôle de gendarme du monde. A noter que ce traité signé par un président démocrate (Johnson) est repris sans problème par le républicain Nixon et son secrétaire d'état aux affaires étrangères (Kissinger). C'est le moment où les EU en ont assez de la guerre du Viêt Nam.

Un autre facteur a pu jouer aux Etats-Unis qui est la pression du lobby agro alimentaire. L'URSS se révèle en effet dans les années 1970 le plus gros importateurs de céréales, tandis que les Etats-Unis sont le principal vendeur.

S.A.L.T. 1 : 1971 (*Strategic Arms Limitation Talks*) : sur les armes stratégiques à moyenne portée. Ces accords portent sur les A.B.M. (*antimissils balistic missils*) qui ont pour objet de riposter en cas d'attaque nucléaire. Ils limitent le nombre de vecteurs. C'est une limitation quantitative donc, mais la course qualitative va se poursuivre.

Ces accords ont une portée économique : désormais l'URSS est autorisée à acheter de grandes quantités de blé aux Etats-Unis

Mais la détente n'empêche pas les affrontements de continuer. On parle des « conflits périphériques » pour désigner ces crises. La plus importante est la guerre du Viêt Nam.

Les crises dans le bloc de l'Ouest

Les interventions américaines sont nombreuses dans les années soixante :

Il s'agit pour les Etats-Unis d'affirmer leur hégémonie dans leur zone d'influence. Ils le font parfois avec brutalité dans les régions qu'ils dominent sans partage, en particulier l'Amérique latine et l'Asie du Sud Est :

Chute de Goulart (Joao Goulart, Président du Brésil, renversé en 1964 par une junte militaire)

Renversement de Ben Bella (renversé en 1965 par un coup d'Etat dirigé par Boumedienne)

Intervention directe en République dominicaine

Liquidation en 1965 du parti communiste indonésien (au moins 500 000 morts)

Le renversement de N'Krumah (1966), au Ghana.

Mais la plus importante de ces interventions américaine, la plus lourde de conséquences demeure la guerre du Viêt Nam.

Les vellétés françaises. L'époque est marquée par les vellétés françaises sous de Gaulle. Une fois réglée la question algérienne, celui-ci joue un rôle de plus en plus indépendant (voyage en URSS, au Québec, en Amérique Latine...). Surtout il reconnaît en 1964 la Chine Populaire, retire la France du commandement intégré de l'OTAN en 1966, entraînant ainsi le retrait des soldats états-uniens du territoire français, et condamne en août de la même année l'intervention américaine au Viêt Nam (discours de Phnom Penh),

Ruptures à l'Est

C'est la rupture consommée entre l'U.R.S.S. et la Chine et l'Albanie. La situation ne fait que s'envenimer, avec en particulier des incidents militaires sur la plus longue frontière terrestre du monde (*Ossouri, 1969*).

Le tournant de l'année 1968

C'est une année de contestation à l'est comme à l'ouest. Le printemps de Prague montre la contestation au sein du monde communiste et de la part de dirigeants communistes eux même. (Dubcek). En Occident on conteste dans à peu près tous les pays : en France, aux Etats-Unis, En Italie, au Japon, en Allemagne, au Mexique. Dans cette contestation sont condamnés la guerre du Viêt Nam, la civilisation de consommation, mais aussi le communisme. La génération contestataire se cherche d'autres modèles, dans le Tiers Monde : on redécouvre les cultures africaines, indiennes etc., on tente de trouver d'autres modèles socialistes ou tiers-mondistes comme Castro ou Mao.

On est à un tournant, qui voit apparaître un monde plus compliqué (multipolaire et non plus bipolaire) et s'effacer ou disparaître des dirigeants d'une autre époque (de Gaulle, Ho chi Minh...)

2. Le plus important des « conflits périphériques » : le Viêt Nam

24	10	1954	Les Etats-Unis accordent une aide au Viêt Nam du sud
26	10	1955	Proclamation à Saïgon de la République du Viêt Nam (Ngô Dinh Diem
président)			
16	12	1961	Début de l'engagement US (15 000 hommes) au Viêt Nam
2	8	1964	Escalade au Viêt Nam (bataille navale dans le golfe du Tonkin)

7	2	1965	Premiers raids aériens américains sur le Viêt Nam du Nord
8	6	1965	Première participation officielle de soldats US à des combats au Viêt Nam Ils sont 125 000 en juillet 1965
31	8	1966	Discours de Pnom-Penh : pas de solution militaire au Viêt Nam dit de Gaulle
31	1	1968	Offensive du Têt au Viêt Nam, combats à Saigon
1	4	1968	Les belligérants US et nord Viêt Namiens acceptent de discuter
10	5	1968	Première entrevue à Paris concernant le Viêt Nam
8	6	1968	Nixon décide le retrait de 25 000 hommes du Viêt Nam
18	1	1969	Ouverture de la conférence élargie sur le Viêt Nam à Paris
16	9	1969	Nouveau retrait US du Viêt Nam (35 000 hommes)
30	3	1972	Début d'une grande offensive communiste au sud Viêt Nam
18	12	1972	Raids massifs de B52 sur Hanoi et Haïphong
30	12	1972	reprise des négociations de Paris sur le Viêt Nam
27	1	1973	Accord de Paris sur le Viêt Nam
29	3	1973	Départ des derniers américains du Viêt Nam
30	4	1975	Chute de Saigon, rebaptisée Ho Chi Minh Ville

Les conflits du Moyen Orient sont importants durant les années 1962-1973 (guerre des 6 jours) en 1967 et guerre du Kippour en 1973. Mais le grand conflit des années soixante est la guerre du Viêt Nam.

La réunification prévue par les accords de Genève de 1954 n'a pas eu lieu.

Les Etats-Unis soutiennent au Viêt Nam du Sud un régime anticommuniste et dictatorial, tandis que le Viêt Nam du Nord connaît un régime communiste. Au sud les communistes entretiennent un F.N.L. qui rassemble tous les opposants et qui fait à partir de 1961 une lutte armée maquisarde.

Soldats Etats-uniens au Viêt Nam		Les Etats-Uniens s'engagent progressivement dans un conflit qui ne dit pas son nom Le secrétaire d'Etat à la défense, Robert MacNamara met au point la doctrine de la "réponse flexible" (<i>flexible response</i>) ; un corps expéditionnaire de plus de plus important va être engagé.
	Nam	
juin 1962	5 576	Ils utilisent contre le Viêt Cong tous les moyens : bombardements massifs du Viêt Nam du Nord, bombardements au Napalm, au défoliant, aux bombes antipersonnelles. En vain. En 1966, le corps expéditionnaire est porté à 500 000 hommes.
1963	16 000	
1964	40 000	
juillet 1965	275 000	
Décembre	443 000	
juin 1966	542 000	

Cette guerre va avoir un effet dévastateur sur le Viêt Nam certes, mais aussi sur le modèle américain : elle est vécue "en direct" par l'Amérique (**the "TV-War"**), les protestations se multiplient en particulier dans les campus (année 1968 par exemple). Le recrutement des soldats est très injuste, il permet à de nombreux jeunes issus de milieux favorisés d'échapper au "draft", tandis que les soldats sont des prolétaires et souvent des minorités. De 1964 à 1972, les sondages montrent que le Viêt Nam est la première préoccupation des citoyens états-uniens.

Aujourd'hui encore on demande des comptes aux jeunes gens de cette génération : que faisiez-vous alors (Clinton, Quayle, etc.). Nixon tire les leçons de cette situation. En 1971 il normalise les relations avec la Chine (voir plus loin la doctrine Nixon), ce qui est aussi un moyen d'embêter les soviétiques et il engage des négociations qui aboutissent en 1973 (accords de Paris) au retrait des troupes US. En 1975 (avril) le sud Viêt Nam tombe. Toute l'Indochine en fait devient communiste.

La guerre du Viêt Nam est le plus long conflit de l'Histoire des Etats-Unis (8 ans). Ce n'est pas le plus sanglant, mais c'est le premier où les Etats-Unis n'atteignent pas leur objectif. On peut donc parler de défaite. Cela a été durement ressenti par la première puissance mondiale.

Bilan humain de la guerre du Viêt Nam (1965-1973)	
Soldats du Nord	1 000 000
Soldats du Sud	250 000
Soldats états-uniens	57 000 (plus 60 000 suicides au retour)
Victimes civiles	500 000

Plus deux pays voisins entraînés dans la guerre : Laos et surtout Cambodge dont le calvaire commence vraiment en 1974 avec l'arrivée des Khmers rouges au pouvoir et le début d'un véritable massacre (sans doute pire que le Rwanda).

3. Doctrine Brejnev, doctrine Nixon

Le « printemps de Prague » et la « doctrine Brejnev ».

3	1	1968	Dubcek arrive au pouvoir en Tchécoslovaquie
3	1968		Début du "Printemps de Prague"
6	4	1968	Programme du PCT : "la voie tchécoslovaque du socialisme"
27	6	1968	Manifeste des "deux mille mots" pour la démocratie en Tchécoslovaquie
29	7	1968	Entrevue soviéto - tchécoslovaque, à la frontière
20	8	1968	Ecrasement du "Printemps de Prague" (20-21 août)
28	8	1968	Les dirigeants tchécoslovaques adjurent leurs compatriotes de ne pas résister
16	1	1969	Suicide de Ian Palach
17	4	1969	Dubcek remplacé par Husak : la normalisation commence

En Tchécoslovaquie, un gouvernement communiste tente de s'engager dans la voie de réformes. Il s'agit d'ouvrir une « voie tchécoslovaque » vers le communisme. Après quelques hésitations, l'U.R.S.S. va choisir la fermeté. En Août, différentes armées du pacte de Varsovie envahissent le territoire tchécoslovaque, mettant ainsi fin au « printemps de Prague ».

Pour justifier cette intervention, Brejnev invente la « *doctrine Brejnev* » : quand il y a le feu à la maison du voisin, on ne se pose pas de question, tout le monde intervient. Cette doctrine justifiera la poursuite de la mainmise sur l'Europe de l'Est, jusqu'à la fin des années 1980.

La doctrine Nixon

Le couple formé par Nixon et son secrétaire d'Etat Henry Kissinger, sans doute le plus brillant de l'après guerre, va élaborer une nouvelle doctrine états-unienne en matière de politique extérieure.

Cette politique est marquée par le réalisme, comme le dit Nixon lui même, c'est à dire la prise en compte de certaines réalités :

- La renaissance de l'Europe et du Japon, nouveaux concurrents économiques
- L'autonomie croissante des Etats nés de la décolonisation
- La rupture de l'unité du monde communiste
- La fin de la supériorité nucléaire absolue des Etats-Unis
- La volonté des Etats-Unis, depuis le Viêt Nam, de se désengager.

Ces constats vont avoir des conséquences importantes :

Poursuite de la détente avec l'Union Soviétique.

Surtout le choc qu'est la reconnaissance de la Chine populaire, afin d'isoler l'Union Soviétique.

9	7	1971	Visite secrète de H Kissinger en Chine (9-13 juill.)
25	10	1971	La Chine populaire retourne à l'ONU et récupère son siège au conseil de sécurité
21	2	1972	Visite de Nixon en Chine (21-28 février)
25	9	1972	Rétablissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Japon

Un désengagement relatif, les grandes interventions comme celle du Viêt Nam ne sont plus de mode, mais les Etats-Unis multiplient, directement ou indirectement des interventions ponctuelles, d'autant plus vigoureuses qu'ils estiment que leurs intérêts vitaux sont en jeu, comme en Amérique latine par exemple.

Les Etats-Unis et surtout la C.I.A. est durant ces années derrière toute une série d'interventions, en particulier dans le Tiers Monde :

Ils installent des régimes dictatoriaux : les régimes de Mobutu, de Marcos, des Colonels (1967-1974) et surtout ils provoquent la chute de Allende au Chili et son remplacement par Pinochet (1973).

Cet interventionnisme rendra l'indignation états-unienne peu crédible dans l'affaire tchécoslovaque en 1968.

Dans ce contexte même la guerre des six jours en 1967 est interprétée par beaucoup comme un affrontement Est-Ouest.

Chapitre 3 : Le Tiers-Monde : indépendances, contestation de l'ordre mondial, diversification

1. 1945 : un monde colonial ébranlé par la guerre

14	8	1941	Charte de l'Atlantique signée par Churchill et Roosevelt
30	1	1944	Conférence de Brazzaville (30 jan-8 fév)

Rappel de l'existence des grands empires coloniaux hérités du XIXème siècle.

La plupart des Etats d'Europe, même certains petits pays comme la Belgique, possèdent un Empire colonial, parfois immense (Royaume-Uni, France...) et souvent ancien (Espagne, Portugal...).

Ces Empires couvrent une grande partie de l'Asie, et presque toute l'Afrique.

Les Européens en sont très fiers, mais certains commencent déjà à comprendre que le temps des colonies est bien fini, et ce, en grande partie à cause de la guerre.

En effet, le conflit, qui s'est déroulé en Europe essentiellement, a considérablement affecté le prestige des colonisateurs, surtout lorsque ceux-ci ont été durablement battus (France, Pays-Bas, Belgique, Italie, Japon) ou affaiblis (Royaume-Uni).

Cette guerre, par ailleurs, s'est faite au nom de la liberté contre l'oppression nazie. Les peuples colonisés ont été sollicités pour participer à la défense, voire à la libération de la métropole. Des promesses ont été faites. Il est tentant de ne pas les respecter, mais dangereux.

Les deux principaux vainqueurs du conflit, les Etats-Unis et l'URSS sont pour des raisons différentes, opposés à toute forme de colonisation.

Il ne faut pas, enfin, sous estimer l'ancienneté des revendications d'indépendances, des mouvements existaient, parfois depuis longtemps (révolte d'Abd El Krim au Maroc, Bourguiba en Tunisie, Gandhi en Inde, etc.). La guerre va servir de prétexte et de détonateur. Le mouvement, finalement, au regard de l'histoire, sera assez remarquablement rapide : une vingtaine d'année, l'Asie prenant un peu d'avance sur l'Afrique.

2. La "vague" asiatique (1946-54)

Dates et circonstances de l'indépendance de la plupart des colonies asiatiques			
Date	Pays	Métropole	Circonstances
1946	Syrie-Liban	France	pacifiques
1946	Philippines	Etats-Unis	pacifiques
1947	Indes : Union indienne, Pakistan	Royaume-Uni	pacifiques, puis guerre civile et partition
1947-48	Palestine	Royaume-Uni	Troubles, puis guerres
1948	Birmanie-Ceylan	Royaume-Uni	pacifiques
1945-49	Indonésie	Pays-Bas	Guerre d'indépendance
1953	Laos, Cambodge	France	Pacifique
1945-54	Indochine : Viêt Nam, Comptoirs des Indes	France	Guerre d'indépendance
1957	Malaisie	Royaume-Uni	pacifiques
1975	Timor	Portugal	puis invasion par Indonésie
1997	Hong Kong	Royaume-Uni	Rétrocessions à la
1999	Macao	Portugal	Chine populaire

Pourquoi l'Asie précède-t-elle l'Afrique ? Ces pays ont un riche passé, et parfois même un passé de grandes puissances (Inde). Le nationalisme y est donc un sentiment ancré depuis des siècles et renforcé par la pratique d'une langue et d'une culture écrites voire d'une religion nationale. Par ailleurs on s'est beaucoup battu en Asie, qui a ainsi subi le choc de la guerre et les bouleversements qui s'ensuivent. Les Japonais par exemple ont excité partout où ils le pouvaient le sentiment anti européen, et ont tout simplement montré par l'exemple que les Européens ne sont pas

invincibles. Les Britanniques et les Etats-uniens ont multiplié quant à eux les promesses pour se conserver le temps du conflit la coopération et la docilités de leurs colonies. En Asie enfin plus encore qu'en Afrique (Maghreb excepté) se sont constituées des élites formées à l'école occidentale qui exigent que s'appliquent chez elles les principes démocratiques de l'occident.

17	8	1945	Soukarno annonce l'indépendance de l'Indonésie
2	9	1945	Ho Chi Minh proclame l'indépendance du Viêt Nam
4	7	1946	Indépendance des Philippines
19	12	1946	Coup de force Viêt Namien à Hanoi : début de la guerre d'Indochine
12	1946		Les derniers soldats français quittent le Liban et la Syrie
15	8	1947	Indépendance de l'Inde et du Pakistan
14	5	1948	Création de l'Etat d'Israël et première guerre israélo-arabe
28	12	1949	Indépendance effective de l'Indonésie
21	7	1954	Accords de Genève : la France abandonne l'Indochine
17	4	1955	Conférence de Bandoeng (17-24 avril)
29	11	1975	Indépendance de Timor, intervention militaire indonésienne

Remarquer ici l'attitude diverse et hésitantes des métropoles. Les Britanniques inaugurent en Inde une politique pragmatique qu'ils auront à peu près partout, et qui consiste à donner assez rapidement l'indépendance aux colonies, surtout quand il est clair que l'on ne pourra pas l'empêcher. Les Français ont une attitude moins cohérente : guerre au Viêt Nam, indépendance progressive du Cambodge et surtout du Laos, rétrocession sans état d'âme des comptoirs à l'Inde.

3. La conférence de Bandung

Cette conférence se réunit alors que presque toute l'Asie est maintenant indépendante (manque la Malaisie, en gros).

La conférence de Bandung rassemble 29 Etats : en particulier l'Inde, la Chine et l'Indonésie, puissante invitante, mais aussi le Pakistan... ainsi que quatre Etats en lutte pour leur indépendance, qui représentent 55% de la population mondiale.

Les Etats-Unis, l'Union Soviétique et les puissances coloniales ne sont pas invités.

Elle est organisée par le président indonésien Sukarno, mais trois fortes personnalités la dominent :

L'Egyptien Gamal Abdel Nasser.

L'Indien Nehru

Le Chinois Zhou Enlai.

Elle aura un retentissement considérable : le "*coup de tonnerre de Bandung*" (Senghor dixit)

Ce coup de tonnerre n'est par fortuit, il est le fruit d'une diplomatie en particulier indienne, qui date de 1949. et d'un mouvement neutraliste pendant la guerre de Corée, dont l'Inde prit la tête.

Les principes de Bandung sont rassemblés dans la déclaration finale du 24 avril. Ils sont un compromis entre les thèses des personnalités indiennes, chinoises, pakistanaises, mais s'inspirent surtout de la charte des Nations Unies : sont affirmés :

Respect des pays issus de la décolonisation, légitimité de l'ONU

les principes d'intégrité et de souveraineté nationale des Etats participants, ainsi que le principe de non agression et de non ingérence. Par ailleurs, les pays présents affirment adhérer aux principes des Nations Unies, ils adhéreront en masse à l'ONU, et s'en serviront comme levier politique.

Soutien de la poursuite du mouvement de décolonisation, en Afrique

Condamnation générale de tout colonialisme (y compris l'impérialisme soviétique), l'appel à la décolonisation de l'Afrique.

En filigrane : le non alignement

Bandung est aussi l'acte de naissance du mouvement des non alignés que nous reverrons.

D'autres documents enfin ont trait à la coopération, à la culture, aux droits de l'homme, à la condamnation du racisme.

4. La "vague" africaine (1954-75)

Dates et circonstances de l'indépendance de la plupart des colonies africaines			
Date	Pays	Métropole	Circonstances
1936	Egypte	Royaume-Uni	pacifiques
1951	Libye	Italie	libération organisée par l'ONU
1956	Soudan Maroc, Tunisie	Royaume-Uni France	pacifiques
1957	Ghana	Royaume-Uni	pacifiques
1958	Guinée	France	pacifiques
1960	Les pays d'A.O.F. (Sénégal, Mali, Niger, Côte d'Ivoire...) et d'A.E.F. (Tchad, Centrafrique, Gabon, Congo, Cameroun...) et Madagascar	France	pacifiques
1960	Congo Belge (Zaïre)	Belgique	pacifiques, puis guerre civile
1960	Nigeria, Somalie	Royaume-Uni Italie	pacifiques par l'ONU
1961	Sierra Leone, Tanzanie	Royaume-Uni	pacifiques
1954-1962	Algérie	France	Une longue guerre coloniale
1962	Rwanda, Burundi, Ouganda	Belgique, Royaume-Uni	pacifiques, puis troubles
1963	Kenya, Zanzibar	Royaume-Uni	pacifiques, puis troubles
1964	Malawi, Zambie	Royaume-Uni	pacifiques
1965	Gambie, Rhodésie du sud	Royaume-Uni	pacifiques
1966	Botswana, Lesotho	Royaume-Uni	pacifiques
1968	Maurice, Swaziland Guinée espagnole	Royaume-Uni Espagne	pacifiques
1974	Guinée Bissau	Portugal	guerre d'indépendance
1975	Angola, Mozambique,	Portugal	guerre d'indépendance, puis guerre civile
1975	Comores	France	pacifiques
1976	Seychelles	France	pacifiques
1977	Djibouti	France	pacifiques
1980	Zimbabwe	Royaume-Uni	pacifiques, puis troubles
1990	Namibie	Afrique du Sud	troubles

Après Bandoung et du fait des guerres coloniales asiatiques et nord africaine, les Français et les Britanniques ont une approche assez commune, en particulier en ce qui concerne l'Afrique Noire : on lâche tout le plus vite possible, d'autant que certains signes peuvent laisser présager des guerres coloniales là aussi très difficiles : insurrection malgache en 1947, révolte des Mau-Mau en 1953, troubles au Congo belge...

Le cas français est intéressant : il y a une sorte de consensus : les gouvernements successifs, mais aussi l'opinion, publique sont assez favorables à la décolonisation de régions qui n'ont jamais fait l'objet d'un attachement passionnel et où ne se trouvent pas de colonies de peuplement

blanc. Il y a par ailleurs dans ces pays des leaders modérés qui participent depuis des décennies à la vie politique française (Houphouët Boigny qui depuis 1946 est député de l'Assemblée nationale au sein du Rassemblement Démocratique Africain, filiale de l'U.D.S.R. qui évitera la dérive vers le communisme de ce nationalisme modéré, Senghor...). La volonté de faire les choses en douceur fera le reste : loi cadre de G. Defferre en 1956, communauté proposée par de Gaulle en 1958 et refusée par la seule Guinée (Sekou Touré). En 1960 ne reste que l'Algérie (1962) et Djibouti (1976)

5 Les dernières colonies

Les Espagnols, mais surtout les Portugais vont s'accrocher en Afrique jusqu'aux années 1970. En Angola et au Mozambique cela se traduira par des guerres coloniales longues et coûteuses pour le Portugal, et qui aboutiront en 1974 à la chute du gouvernement Salazar du fait même de l'armée. En 1975 ces colonies sont libres. La guerre y continuera sous forme de guerre civile, alimentée de l'extérieur par les antagonismes entre blocs (interventions cubaines et sud africaines.)

Les Espagnols se débarrassent du Sahara Occidental en 1976, depuis il a été annexé par le Maroc qui y fait face à une guérilla sahraoui.

A la fin des années 70, le monde est donc entièrement décolonisé, à l'exception des micro colonies antillaises, pacifiques ou de l'océan Indien, que la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni vont pour la plupart émanciper, créant ainsi, notamment dans le Pacifique, des dizaines de micro états, peuplés parfois de quelques dizaines de milliers voire de quelques

milliers de personnes (Nauru), ce qui pose le problème de leur capacité à survivre. Le cas français est intéressant, avec la persistance des DOM et des T.O.M., ces derniers étant susceptibles, telle la Nouvelle Calédonie, d'évoluer vers l'indépendance. Mais l'indépendantisme semble avoir perdu une part de son attrait auprès des populations locales, qui refusent parfois cette indépendance comme Mayotte qui a décidé en 1976, par référendum, de rester française, au grand déplaisir des autres Comores.

En 1990, l'Afrique du Sud met fin, après plusieurs années de condamnation par l'O.N.U. au mandat qui lui avait été confié en 1919 sur la Namibie, l'ancien sud-ouest Africain allemand.

En 1997, après de longues négociations, la Chine recouvre sa souveraineté sur la colonie britannique de Hong Kong, avant celle de Macao, rétrocédée par le Portugal en 1999.

6. Les lendemains difficiles

Contrairement à ce que certains avaient pu croire, la décolonisation n'a pas résolu, par magie, tous les problèmes des pays du Tiers-Monde :

L'économie demeure faible, l'agriculture est traditionnelle, voire archaïque, l'industrie inexistante ou dans l'enfance. Le départ de nombreux européens va même souvent contribuer à désorganiser l'économie, tandis que la puissance coloniale n'est plus là pour assurer certains investissements, voire la défense, désormais confiée à une armée nationale dont le budget est souvent disproportionné aux moyens du pays.

La transition démographique entre dans sa phase de forte croissance. C'est l'explosion de la population, est souvent l'exode rural et l'explosion urbaine. Assez vite, la masse la plus jeune de la population (l'âge médian est autour de 18 ans !) ne se rappellera plus de la période coloniale et demandera des comptes aux nouveaux dirigeants.

Les frontières issues de la colonisation sont conservées, c'est un des principes acquis à la conférence de Bandoung, et lors de la fondation de l'OUA en 1963. Le remettre en cause ouvrirait la boîte de Pandore.

Hélas ces frontières sont souvent absurdes et tranchent sans respect des véritables limites, notamment ethniques. Il n'y a pas, ou presque, d'Etats nations en Afrique. Les lendemains de la décolonisation vont coïncider avec des luttes ethniques (exemple du conflit du Biafra au Nigeria, où l'ethnie Ibo, partagée entre Nigeria et Cameroun, réclame son indépendance. Soumis à un blocus, les Ibos seront réprimés, il y aura un million de morts. (1967-1970)

Plus largement, les pays décolonisés n'ont pas les moyens d'une réelle indépendance, ils vont rester très souvent dans l'orbite de l'ancienne métropole, ou se choisir un mentor parmi les deux superpuissances de l'époque : les Etats-Unis et l'URSS.

Pourtant, un mouvement de non alignement est né, des suites de la conférence de Bandoung.

7. L'émergence du Tiers Monde de Bandung au dialogue Nord-Sud

Bandung, c'est l'affirmation politique de l'existence du Tiers Monde. Le principe de non alignement, qui y est présent, n'y est pas encore nommé, ni organisé.

Le principe de non-alignement naît quant à lui en 1956 lors de la rencontre de Brioni en Yougoslavie entre Tito, Nasser et Nehru. Mais les trois hommes ne se font pas en fait la même idée du non-alignement. Pour Tito, il s'agit d'un neutralisme de principe en Est et Ouest. Pour Nehru, d'un pacifisme non violent, pour Nasser d'un neutralisme actif, habile à jouer des divisions entre les blocs.

On peut résumer les notions de non-alignement et de Tiers-mondisme en quelques mots : il s'agit d'abord du refus de tomber de la sujétion aux métropoles à un alignement sur des blocs, mais c'est aussi, pour certains au moins, le projet de former un troisième bloc.

Ces ambiguïtés ne seront jamais levées et expliquent l'insuccès final du non-alignement en particulier aussi à cause de l'antagonisme de dirigeants cherchant à confisquer à leur compte le non-alignement, dirigeants n'ayant pas l'envergure des fondateurs

Bandung	avril 1955	29 Etats	55% humanité
Entrevue de Brioni en 1956 (Tito, Nasser, Nehru)			
Belgrade	sept 1961	25 Etats	

Renoncent à créer des alliances militaires entre eux, refusent des bases occidentales ou soviétiques sur leur sol. Définissent un concept de neutralité. Mais en fait, tous les pays non alignés ne sont pas neutres dans la guerre froide, loin de là, la Yougoslavie, Cuba, le Viêtnam sont clairement dans le camp soviétique.

A Belgrade se crée le groupe des 77. Ils profitent de leur nombre pour imposer à l'ONU un certain nombre de décision. Par exemple la création de la CNUCED en 1964

Le Caire	oct 1964	47 Etats	
1967			

Lusaka	sept 1970	53 Etats	
Alger	sept 1973	75 Etats	2/3 humanité

La hausse du pétrole en 1973-74 peut être interprétée comme une volonté de certains pays du 1/3 Monde de rééquilibrer l'économie mondiale.

1976

La Havane	sept 1979		
-----------	-----------	--	--

Les années 1970 ont vu en fait l'échec du non alignement politique, et a montré la division des pays du Tiers-Monde. L'alignement de fait, et les tendances centrifuges (ligue arabe, OUA, OEA, trilatérale), ont raison du rêve non aligné qui restera à l'état d'Utopie.

1989 Belgrade

1992 : Djakarta. Les non alignés prennent acte de la disparition du bloc soviétique et de l'occidentalisation du monde.

1995 : Carthagène 111

1998 ?

2001 Téhéran

2004 Durban

Aujourd'hui 131 pays.

C'est maintenant un club, dont le but est de peser, de temps en temps, sur les organisations internationales.

La diversité du Tiers-monde, aujourd'hui, n'est pas tant politique qu'économique : pays émergents, NPI, PMA...

Chapitre 3 bis La question du Proche et du Moyen Orient

Introduction : Qu'est-ce que le Proche et le Moyen Orient ?

Le terme est d'origine anglo-saxonne (Middle East), il diffère sensiblement du terme plus français de Proche Orient. La différence est d'abord de perspective. Les Français sont historiquement plus impliqués dans la zone bordière de la Méditerranée, où notre pays a géré, entre les deux guerres la Syrie et le Liban. Les anglo-saxons, quant à eux, sont depuis longtemps intéressés au développement, notamment pétrolier, de la zone un peu plus lointaine de l'Arabie, de l'Irak, de l'Iran. Impliqués également au Proche orient (Egypte, Canal de Suez, Palestine), ils n'en ont pas moins donné à l'ensemble le nom de Moyen Orient, qui s'est imposé depuis dans le monde, grâce à la puissance de leur presse.

Pourquoi cette région.

Depuis maintenant un demi siècle, cette région, comme les Balkans auparavant, est un véritable noeud, où se retrouvent tous les conflits de l'époque. On peut y distinguer plusieurs phases : une phase pendant laquelle le Moyen-Orient, en Palestine surtout, voit se solder, au profit des Israéliens, à la fois la Seconde Guerre Mondiale, mais aussi la colonisation. Une seconde phase, où les conflits de la région s'inscrivent dans la logique Est-Ouest. Une dernière phase, enfin, toujours en cours, qui voit des affrontements de caractère plus nettement nationaliste et surtout religieux, dans une perspective toujours remise en cause, de règlement des conflits.

I. Les conflits du Moyen-Orient : de 1945 à 1962

Fin de la guerre, fin des mandats¹

"Gelée" pendant des siècles par la domination ottomane puis par les mandats internationaux, cette région redevient après 1945 un lieu d'affrontements et de tensions

Il faut à propos de cette région éviter les simplifications abusives : on ne peut interpréter ces conflits uniquement sous l'angle des rapports Est-Ouest, de la décolonisation ou encore des problèmes religieux ou nationalistes. C'est un peu de tout cela à la fois

C'est pourquoi cette question apparaîtra un peu comme un "feuilleton" tout au long de ce cours.

1. les origines historiques du conflit.

-1720		Migration du clan d'Abraham
-950		Construction du premier Temple de Jérusalem par Salomon
-586		Destruction du Temple, déportation des Juifs à Babylone
30		Martyre de Jésus Christ
66		Grande révolte juive
70		Prise de Jérusalem et destruction du Temple (70-71)
1897		Premier congrès sioniste à Bâle : T Herzl réclame la création d'un foyer juif en Palestine
11	1917	Déclaration Balfour promettant la création d'un foyer juif en Palestine
10	8	1920 Traité de Sévres : la Turquie perd la Syrie, le Liban, l'Irak, la Palestine et des possessions européennes
29	11	1947 Approbation par l'ONU du partage de la Palestine (33 pour, 13 contre, 10 abst)
14	5	1948 Création de l'Etat d'Israël et première guerre israélo-arabe

Le Moyen-Orient n'est pas une région comme les autres. C'est la région où est née l'écriture, et donc l'Histoire : chacun des protagonistes du drame se réclame d'une légitimité

¹ Pages 228-229

historique pluri millénaire. Il faut pour comprendre les problèmes de la région , remonter très loin en arrière. C'est en fait un enchevêtrement de problèmes :

La Diaspora juive

Les Juifs sont à l'origine un des peuples nomades de la région (leurs pérégrinations sont largement racontées dans la Bible, du désert en Mésopotamie puis en Egypte, puis en terre promise (lors de l'exode d'Egypte) c'est à dire en Palestine, puis exil en Babylone puis retour en terre promise.

Sous la domination romaine, une trentaine d'année après la mort du Christ, c'est à dire vers la fin du 1er siècle, les Romains, après la révolte et la chute de Massada, dispersent les juifs dans tous les coins de l'Empire. C'est le début de la "diaspora" qui concerne encore aujourd'hui plus des trois quarts du peuple d'Israël. Durant la diaspora, d'ailleurs, les Juifs ont subi bien des avatars et se sont séparés en branches bien distinctes que l'on peut schématiser de la manière suivante : les Ashkénazes, ou Juifs d'Europe, très nombreux autrefois en Pologne, en Russie, en Allemagne, en France, parlant souvent un mélange d'hébreu et d'allemand appelé le Yiddish, certains de ces Juifs ont fuit l'Empire Russe au siècle dernier et ont fondé la puissante communauté juive des Etats-Unis

Ce sont eux qui vont lancer le mouvement sioniste . Ce sont aussi eux qui vont subir la Shoah.

Il y a aussi les "Juifs d'Orient" ou Sépharades, qui vivent dans les pays musulmans. Certains d'ailleurs sont les descendants des Juifs chassés d'Espagne, en même temps que les musulmans andalous en 1492. S'ils se dirigèrent vers les pays musulmans, c'est parce que leur sort y était meilleur que dans les pays chrétiens. Dans l'Empire Ottoman, en particulier, les Juifs ont un statut qui permet à beaucoup une véritable réussite sociale, voire politique (exemple de la communauté juive de Salonique).

Naissance du Sionisme

A la fin du XIXème siècle naît dans la diaspora le Sionisme ("montée") c'est à dire un mouvement qui prône le retour en Palestine alors occupée par les Turcs. Certains s'y installent d'ailleurs déjà rejoignant sans beaucoup s'y mêler une petite communauté issue des rares juifs non déportés par les Romains. Le Sionisme va devenir un mouvement puissant parmi la diaspora européenne. En 1917, il reçoit un appui de taille de la part du gouvernement Balfour¹ : (2 XI 1917) britannique. Par la déclaration Balfour, les britanniques s'engagent à créer en Palestine un "foyer national de peuplement juif". C'est une déclaration très importante, même s'il faut la relativiser par le contexte : on est en guerre, et les promesses sont à l'époque un moyen puissant de s'attirer des sympathies (en particulier de la part de la puissante communauté juive des Etats-Unis et d'Angleterre : la déclaration est adressées à Lord Rothschild). Il faut savoir qu'au même moment, les britanniques font des promesses analogues aux dirigeant arabes qu'ils ont entraînés, grâce entre autre à Laurence, dans la guerre contre les Turcs.

En 1919, les territoires de Palestine sont placés par la S.D.N. sous mandat britannique. Le Foyer Juif se développe, même s'il ne dépasse pas quelques centaines de milliers de personnes. Au début les contacts avec les Palestiniens sont plutôt bons, car les Juifs, venus pour cultiver la terre, amènent du savoir-faire, des capitaux, du travail et des débouchés. Il y a à l'époque un véritable rapprochement sinon entre les deux peuples, du moins entre certains individus, qui sera brisé net en 1948. Ces Juifs sionistes mettent en place des structures originales de peuplement, sur le modèle des Kolkhozes : les Kibboutz, véritables lieux

¹ « Le gouvernement de sa Majesté envisage favorablement l'établissement en Palestine d'un foyer national pour le peuple juif. »

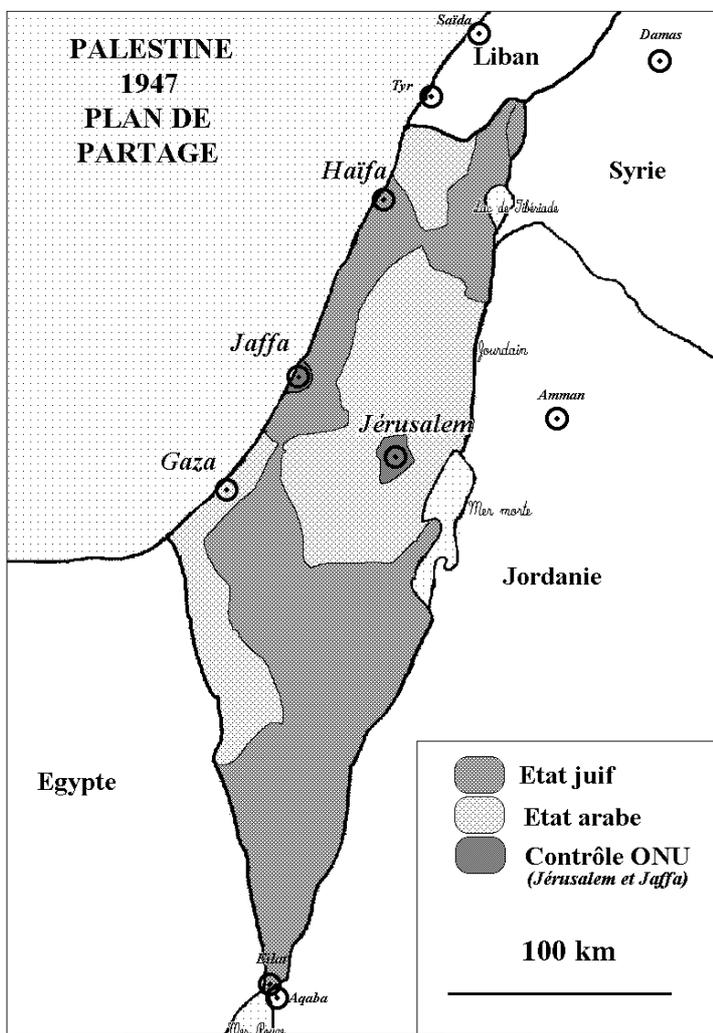
d'intégration de Juifs venus de tous les coins du Monde, où on ressuscite littéralement l'Hébreu, langue morte depuis des siècles.

En 1939, les Juifs de Palestine sont 445 000 (30 % de la population)
 En 1946, ils sont 608 000

Pendant la deuxième guerre mondiale, les Anglais utiliseront aussi bien, dans leur lutte contre Rommel et les Italiens, des soldats Juifs (tel M. Begin) que des soldats Arabes regroupés dans la célèbre "légion arabe"¹ constituée essentiellement de Bédouins Jordaniens.

2. La naissance d'Israël et les premières guerres israélo-arabes.

29	11	1947	Approbation par l'ONU du partage de la Palestine (33 pour, 13 contre, 10 abst)
14	5	1948	Création de l'Etat d'Israël et première guerre israélo-arabe
26	7	1956	Nationalisation du Canal de Suez
29	10	1956	Expédition de Suez et 2ème guerre israélo-arabe (29 oct.- 6 nov.)



A la fin de la Seconde Guerre Mondiale, les Juifs réclament la création d'un Etat en Palestine (programme de Biltmore : 11 mai 1942). Il faut dire que l'immigration juive y est devenue intense, grossie en effet du flot des rescapés de l'Holocauste. Les Arabes aussi réclament la création d'un Etat. Les Anglais se trouvent bien embarrassés. Pressés par les Américains de respecter le droit des peuples à disposer d'eux même, ils se trouvent confronté sur le terrain à un double terrorisme (Kong David Hôtel : 110 morts britanniques en juill. 46), et chez eux à une intense campagne de presse favorable aux Juifs. Après avoir tenté un moment de "geler" les rapports de force en bloquant l'immigration juive (*Exodus*) ils décident d'abandonner le règlement du problème à l'ONU. Celle-ci élabore en 1947 un plan de partage de la Palestine en deux Etats : Un Etat juif courant du Neguev au sud à la côte Nord et au mont Golan au NE. Et un Etat Palestinien séparé en trois parties : la Galilée au Nord (à la frontière du Liban), la Cisjordanie à l'Est, autour de

Jérusalem confiée à l'ONU, la bande de Gaza au SW et une bande le long de la frontière égyptienne. Ce plan favorise les Juifs qui obtiennent 55% du territoire, d'un seul tenant, pour moins d'un tiers de la population, tandis que les Arabes n'obtiennent que 45% divisés en trois parties. La ville de Jérusalem est confiée à l'ONU. Aucune des deux parties n'accepte réellement ce découpage entre deux Etats- peu viables. Les mois qui précèdent la fin du mandat britannique

¹ commandée par Glubb Pacha (1897-1986) aristocrate britannique naturalisé jordanien en 1946.

sont marqués par une montée de la tension. Les terroristes juifs en particulier multiplient les massacres¹ qui poussent à la fuite environ 300 000 arabes palestiniens.

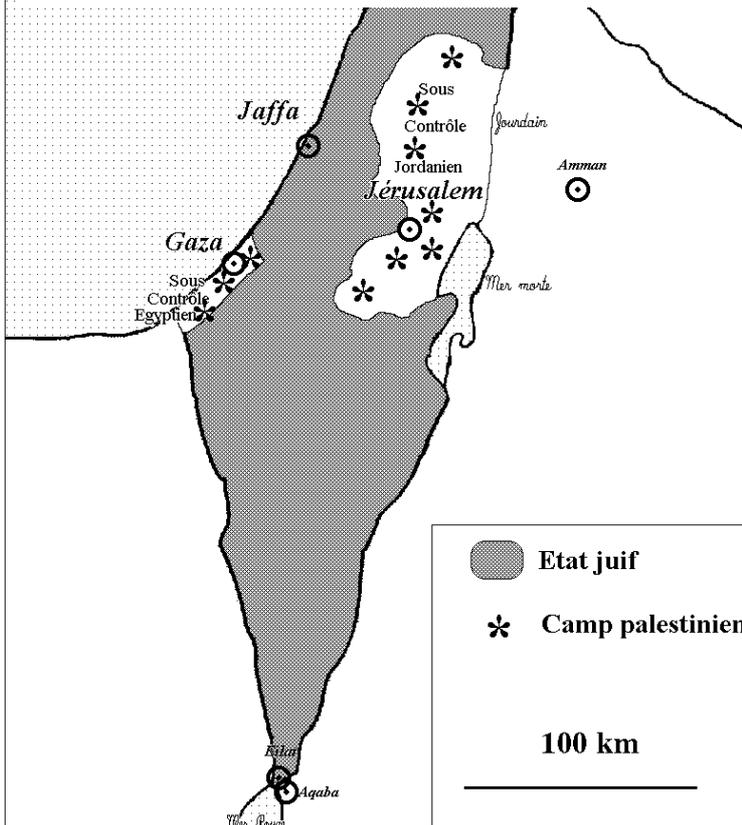
	Superficie (km ²)	Population	Dont Juifs
Etat juif	14 100 (55%)	963 000	500 000 (52%)
Etat arabe	11 500 (45%)	814 000	10 000 (1%)
Total			29 %

La naissance de l'Etat d'Israël (Israël est le premier fils d'Abraham, ancêtre commun de tous les Juifs) le 14 mai 1948 coïncide avec une attaque générale de tous les pays arabes de la région contre cet état, et le déclenchement de la

première guerre Israélo arabe. Ce sont les Israélien qui gagnent. Ils annexent la Galilée et un couloir de vallées à travers la Cisjordanie jusqu'à Jérusalem Ouest (**en tout 78% de la Palestine**), tandis que les Jordaniens mettent la main sur la Cisjordanie et les Egyptiens sur la bande de Gaza.

La diaspora Palestinienne commence, **800 000** Palestiniens vont se réfugier dans divers pays arabes, en particulier la Jordanie. **175 000** restent. Pendant ce temps, l'immigration juive compte **700 000** personnes, essentiellement des jeunes actifs, entre 1948 et 1951.

L'Union Soviétique, favorable au départ à l'Etat d'Israël, va prendre fait et cause pour les Arabes, en s'appuyant sur l'Egypte nasserienne, donnant au conflit une dimension Est-Ouest. Cette position



va s'exprimer lors de l'expédition de Suez, en 1956.

Désormais, le nationalisme arabe, nourri autrefois des sentiments anti ottomans, va désormais s'alimenter à un anti sionisme farouche. Cela même si les dirigeants arabes sont bien divers et souvent opposés les uns aux autres, et même aussi s'ils ont en fait bien peu de compassion pour les Palestiniens, qui ne trouveront pas toujours, en exil, la sympathie dont les pays d'accueil se targuent.

3. La renaissance du nationalisme arabe, l'affaire de Suez

Le nationalisme arabe n'est pas né en 1948 de la défaite contre les Israéliens. La première guerre mondiale (pour ne pas remonter plus loin) et la lutte contre les Turcs fut une grande page du nationalisme arabe. Mais la création de l'Etat d'Israël, viscéralement refusé par les pays voisins, ainsi que les humiliantes défaites qui vont se succéder, vont contribuer à cimenter à nouveau des peuples pourtant historiquement divisés.

23	7	1952	Coup d'Etat militaire en Egypte, qui renverse la monarchie
14	11	1954	Le général Néguib est renversé par une junte (dont Nasser)

¹ Der Yassine, Nasir ed-Der

18	7	1956	Naissance du mouvement des non alignés à Brioni : Tito, Nasser et Nehru
19	7	1956	Refus des Etats-Unis de financer la construction du barrage d'Assouan en Egypte
26	7	1956	Nationalisation du Canal de Suez
29	10	1956	Expédition de Suez et 2ème guerre israëlo-arabe (29 oct.- 6 nov.)
28	10	1957	Accord de coopération entre la Syrie et l'URSS
14	7	1958	Renversement de la monarchie en Irak et fin du pacte de Bagdad
7	1	1959	Accord économique entre l'Irak et l'URSS

Les enjeux du nationalisme arabe après 1945. Cela a toujours été une région d'enjeu, par sa situation d'abord entre Orient et Occident, et depuis un siècle par ses ressources pétrolières. Dès les années 20, les luttes d'influences entre grandes puissances se jouaient sur fond de rivalités pétrolières notamment entre britanniques (B.P., Shell) et Etats-uniens (Aramco). L'indépendance relative dont jouit l'Egypte pendant l'entre deux guerres, le poids que lui confère sa population, de loin la plus nombreuse de la région, sa situation sur le canal de Suez, et au coeur du monde arabe entre Maghreb et Machrek, le prestige de son antique civilisation, vont faire tout naturellement de ce pays le lieu de fondation en 1945 de la ligue arabe, et l'endroit où pourront s'exprimer librement, dès cette époque, tous les nationalismes arabes (Algériens, etc.) ; mais la défaite de 1948 va précipiter la chute, en 1952 (juill.) de la monarchie (Farouk) au profit d'un groupe de jeunes officiers nationalistes, dont Gamal Abdel Nasser qui prendra le pouvoir en février 1954.

En 1956, Nasser nationalise le canal de Suez, précipitant ainsi une intervention franco britannico israélienne. Les Britanniques comptent défendre leurs intérêts financiers, les Français frapper une base arrière du nationalisme algérien, tandis que les Israéliens y voient la possibilité de repousser le danger égyptien de l'autre côté du canal et de prendre ainsi le contrôle du Sinaï. Soviétiques et Etats-uniens mettront un terme à cette intervention, dont nous reparlerons.

Depuis les années 50 la possession du pétrole fait de certains de ces pays de véritables rentiers organisés à l'intérieur d'un cartel (O.P.E.P.) au sein duquel les pays arabes forment un groupe (O.P.A.E.P.) redonnant à l'enjeu pétrolier son caractère stratégique et politique.

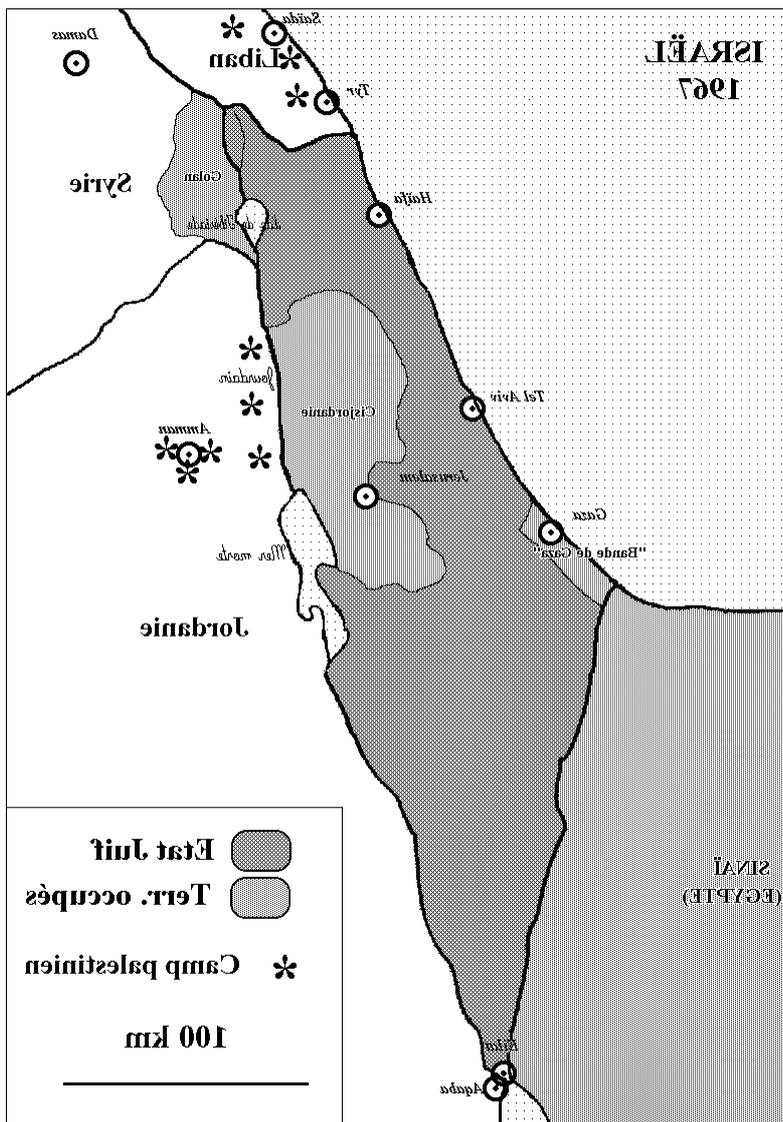
II. Le Moyen Orient dans la Guerre Froide 1962-1973

28	5	1964	Création de l'O.L.P. à Jérusalem (28 mai-2 juin)
5	6	1967	Guerre des six jours : troisième guerre israëlo-arabe (5-10 juin)
22	11	1967	Résolution 242 de l'ONU prévoyant le retrait d'Israël des territoires occupés en échange de la reconnaissance de tous les Etats de la région
1	2	1969	Yasser Arafat est nommé président de l'O.L.P.
17	9	1970	"septembre noir" : attaque des camps palestiniens par l'armée jordanienne, après la destruction d'avions occidentaux : une partie des Palestiniens se réfugie au Liban
5	9	1972	Massacre d'athlètes israéliens par des terroristes palestiniens aux J.O. de Munich
6	10	1973	Guerre du Kippour : quatrième guerre israëlo-arabe (6-22 oct.)
28	11	1973	Reconnaissance par la ligue arabe de l'O.L.P. comme seul représentant du peuple palestinien

Nous avons laissé la région à l'issue de l'intervention de Suez. Les 10 années qui suivent voient la région se figer dans une course aux armements et l'installation d'une doctrine d'affrontement Est-Ouest, chacune des puissances armant puissamment un camp. C'est ainsi que les soviétiques soutiennent militairement l'Egypte et la Syrie et leur fournissent leurs armements les plus récents tandis que les Israéliens bénéficient du soutien inconditionnel des Etats-Unis. Au printemps 1967 la tension monte, et Israël et l'Egypte se livrent à diverses provocations.

1. La guerre des six jours : juin 1967

C'est Israël qui prendra l'initiative de cette troisième guerre Israélo arabe qui ne durera que six jours et qui verra s'affronter les israéliens d'un côté et de l'autre les Egyptiens, les Syriens et les Jordaniens :



Une bataille aérienne donne aux Israéliens le contrôle des airs dès le premier jour. Les jours suivants donneront lieu à deux grandes batailles de blindés, (les plus grandes depuis Koursk) dans le Golan au Nord et surtout le Sinaï au sud. La déroute de ces armées arabes, impressionnantes sur le papier, mais peu motivées et très mal commandées, est totale (20 000 morts contre 760 et plus de 70% du matériel perdu). Les combats les plus durs auront lieux contre l'armée jordanienne, pour le contrôle de la Cisjordanie et surtout de Jérusalem, qui est le théâtre de combats au corps à corps.

La victoire permet à Israël de prendre le contrôle d'une partie du Golan, de la totalité du Sinaï jusqu'au canal de Suez, de la Cisjordanie et de Jérusalem. L'euphorie de la victoire passée, les Israéliens vont vite se rendre compte qu'il va leur falloir maintenant "gérer" des "territoires occupés" où est restée une assez nombreuse

population palestinienne : Gaza, la Cisjordanie, Jérusalem. Ces territoires verront l'implantation de colonies juives, mais ne resteront jamais sûrs pour l'occupant.

En effet, les Palestiniens deviennent enfin acteur de leur histoire. L'Organisation de Libération de la Palestine, créée et installée à Jérusalem depuis 1964, se déplace avec le flux des réfugiés, vers la Jordanie. En 1969, c'est Yasser Arafat qui prend la tête de l'O.L.P..

Les Palestiniens deviennent plus nombreux que les Jordaniens. Le roi Hussein envoie son armée contre leurs camps, provoquant en 1970 les massacres de "septembre noir."

L'O.L.P. s'engage dans une politique de terrorisme : détournements d'avions, attentats, et surtout enlèvement et massacre des athlètes israéliens lors des J.O. de Munich en 1972.

2. La guerre du Kippour : octobre 1973

En 1973, c'est l'Egypte du Président Sadate qui prend l'initiative de la guerre, suivie de la Syrie, tandis que la Jordanie reste prudemment à l'écart. Il faut dire que les Jordaniens sont désormais submergés par les réfugiés palestiniens, qui déstabilisent fortement le petit royaume, celui-ci réagit brutalement, par exemple en septembre 1970 (septembre noir), en attaquant des camps de réfugiés. L'offensive égyptienne est au départ couronnée de succès, car les Egyptiens réussissent à traverser le canal et à progresser dans le Sinaï. En revanche les Syriens sont assez

vite battus. Les Israéliens parviendront ensuite à reprendre le dessus au sud mais sont heureux de voir arriver le cessez le feu. Pour la première fois la victoire a été difficile et les Israéliens les plus lucides se rendent compte qu'ils ne pourront pas éternellement gagner. Par ailleurs, pour la première fois, les deux grandes puissances ont été largement engagées dans un soutien matériel aux belligérants.

Lien sur la guerre du Kippour :

<http://www.net4war.com/history4war/dossiers/kippour73/kippour01.htm>

3. La "détente" au Moyen-Orient : 1973-1979

18	1	1974	Accord entre Israël et Egypte le long du canal de Suez
13	11	1974	Yasser Arafat est reçu à l'ONU, l'O.L.P. reçoit le statut d'observateur, et le peuple palestinien se voit reconnaître par l'assemblée générale le droit "à la souveraineté et à l'indépendance nationale"
13	4	1975	Début de la guerre civile à Beyrouth
5	6	1975	Réouverture du canal de Suez
17	9	1978	Accords de Camp David
1	2	1979	Proclamation de la république islamique en Iran
26	3	1979	Traité de paix entre l'Egypte et Israël (Washington)
4	11	1979	Prise en otage du personnel de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran (4 nov 79-21 janv 1981)

La guerre du Kippour va paradoxalement aboutir à des négociations fructueuses, peut-être parce qu'elle a permis à l'Egypte de faire assez bonne figure et de sauver la face, par rapport aux conflits précédents. L'Egypte tire également les leçons de son alliance malheureuse avec l'U.R.S.S. Celle-ci en effet n'a pas voulu aider Syriens et Egyptiens durant la guerre du Kippour. L'Egypte se rapproche alors des Etats-Unis : les années 1973-1979 voient le développement de négociations dominées par la diplomatie américaine (...)

En 1978, sont signés les accords de camp David, suivis en mars 1979 par la signature du premier traité de paix entre Israël et un voisin arabe. L'Egypte récupère le Sinaï.

Le Moyen-Orient connaît bien d'autres troubles dans ces années 1970 : l'éclatement de la crise libanaise et de la révolution iranienne.

La prise en otage de 70 personnes (dont 63 états-uniens) dans l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran va coûter cher à Carter, battu lors de l'élection présidentielle de 1980, par Ronald Reagan, réputé plus énergique.

III. Le Moyen Orient après la révolution iranienne : 1979-1999

1. De la guerre du Liban à la première guerre du golfe (1980-1988)

13	4	1975	Début de la guerre civile à Beyrouth au Liban
10	5	1976	Intervention syrienne au Liban
1	2	1979	Proclamation de la république islamique en Iran
4	11	1979	Prise en otage du personnel de l'ambassade des Etats-Unis à Téhéran en Iran
23	9	1980	L'Irak attaque l'Iran
6	10	1981	Assassinat du président Sadate par des Islamistes
6	6	1982	Opération israélienne : "Paix en Galilée" au Liban : Arafat est contraint à quitter Beyrouth pour Tunis
14	9	1982	Assassinat du président libanais Béchir Gemayel, à l'instigation des Syriens
16	9	1982	Massacre de Palestiniens à Sabra et Chatila, par des milices chrétiennes protégées par Israël (16-17 sept), en Israël, d'immenses manifestations réclament la guerre de cette guerre
20	8	1988	Fin de la guerre Iran-Irak

La situation dans la région va contribuer à faire évoluer la situation en Israël.

La guerre du Liban (1975-...)

D'abord, le Liban explose sous la tension qui règne entre ses diverses communautés, mais aussi et peut-être surtout du fait des pressions externes : syriennes, israéliennes et palestiniennes. Une guerre civile commence qui va voir s'affronter les chrétiens et les musulmans, mais aussi des factions à l'intérieur des différentes communautés

La révolution iranienne (1979) et la première guerre du Golfe (1980-1988)

La révolution iranienne inquiète les pays arabes modérés.

Les malheurs des Etats-Unis dans ce pays donnent aux islamistes chiites iraniens un grand prestige, et poussent les islamistes sunnites à la surenchère.

L'Irak laïc de Saddam Hussein va tenter de profiter de la situation en envahissant le sud de l'Iran, riche en pétrole et peuplé d'une minorité arabe. Une longue guerre commence, où l'Irak sera surarmé par les puissances mondiales : Etats-Unis, U.R.S.S. et France notamment.

La montée en puissance de l'Irak inquiète Israël qui détruit en 1981 une centrale nucléaire irakienne de construction française.

1. Les conflits israélo-arabes de 1980 à 1990

26	2	1980	Rétablissement des relations diplomatiques entre Israël et l'Egypte
6	6	1982	Opération israélienne : "Paix en Galilée" au Liban : Arafat est contraint à quitter Beyrouth pour Tunis
7	12	1987	Début de l'intifada
13	12	1988	Reconnaissance par l'O.L.P. du droit à l'existence d'Israël et renoncement au terrorisme

En 1982, les Israéliens mènent une opération militaire de grande ampleur au Liban. Les objectifs sont officiellement de démanteler des bases palestiniennes au Liban. Mais Israël s'engue dans une opération militaire à la Viêt Namienne, dans un pays qui non seulement ne lui a pas déclaré la guerre mais est lui-même depuis 1975 déchiré par une guerre civile entre Chrétiens, Sunnites, Chiites, Druzes... et Syriens. L'armée israélienne tolérera des massacres de civils palestiniens par ses supplétifs chrétiens, ce qui soulèvera une grande émotion dans le monde et notamment en Israël où naît le mouvement "la paix maintenant".

Les Palestiniens, contraints à l'exil, vont bientôt relancer habilement le conflit sur un autre terrain, les territoires occupés eux-mêmes ou dès 1987, des enfants sont chargés de mener contre Tsahal une "guerre des pierres" (**intifada**). Cette guérilla urbaine entre des enfants armés de pierre et de jeunes soldats surarmés va inévitablement faire, sur des mois, des années, plusieurs centaines de morts. Les résultats sont accablants pour Israël, l'Intifada contribue à mobiliser la population palestinienne, tout en dégradant lentement et sûrement l'image d'Israël auprès de ses plus fidèles alliés. Tsahal même est démoralisée, voilà une guerre qu'elle a bien du mal à mener.

De plus en plus d'Israéliens espèrent désormais une paix, avec leurs ennemis les plus irréductibles, les Palestiniens eux-mêmes.

3. La seconde guerre du Golfe (1990-1991) et ses conséquences : le début du "processus de paix" (1991-1993)

La guerre du golfe en 1990-91 est déterminante.

2	8	1990	Invasion du Koweït par l'Irak, réaction immédiate des Etats-Unis
---	---	------	--

17	1	1991	Opération "tempête du désert" : intervention militaire alliée contre l'Irak (jusqu'au 28 fév)
24	2	1991	Début des opérations militaires terrestres contre l'Irak
30	10	1991	Conférence de paix israélo arabe, à Madrid, sous le parrainage des Etats-Unis et de l'URSS, et avec la participation de l'O.L.P., des Israéliens, des Jordaniens et des Syriens
13	9	1993	Accord de Washington sur l'autonomie des territoires occupés par Israël en Palestine, concrétisation des négociations secrètes menées à Oslo depuis le début de l'année

Le tyran irakien, encouragé par son alliance, aussi bien avec l'Occident qu'avec les Soviétiques dans les années 80 (guerre contre l'Iran), se permet d'attaquer le Koweït durant l'été 1990.

La détermination états-unienne est forte et immédiate à obliger Saddam Hussein à rendre le Koweït. Celui-ci est en effet un des principaux fournisseurs de pétrole des Etats-Unis et possède des réserves considérables. Il s'agit aussi pour les Etats-Unis de rester crédibles en tant qu'alliés des autres pétromonarchies de la région, et en particulier de l'Arabie Saoudite toute proche.

Les Etats-Unis, au nom des Nations Unies, montent une coalition d'une quinzaine de pays, dont le Royaume-Uni et la France, pour reprendre le Koweït. Ils envoient pas moins de 500 000 hommes et un déploiement de matériel proprement considérable.

Après un automne de négociations durant lequel Saddam Hussein se trompe sur la détermination des Etats-Unis, l'attaque vient, massive, à partir du 17 décembre 1991. L'Irak, vaincu, doit évacuer le Koweït.

Malgré l'attaque de missile irakiens, les Israéliens acceptent de ne pas bouger, pour ne pas mettre les Etats-Unis en difficulté par rapport à leurs alliés arabes. C'est bien la première fois que l'on voit Israël ne pas répliquer à une attaque arabe. Alors que l'U.R.S.S. se meurt, les Etats-Unis profitent de leur hégémonie diplomatique et militaire pour tenter d'imposer une solution négociée au Moyen-Orient.

Les Palestiniens semblent un temps disqualifiés par le soutien qu'ils ont apporté aux chefs irakiens Saddam Hussein. Mais on se rend désormais compte qu'il est impossible d'arriver à une solution négociée sans eux, et en particulier sans leur chef historique Yasser Arafat. En 1993, sous l'autorité du président américain Clinton (cf. Carter en 1976) et après un retour des travaillistes au pouvoir en Israël, les Israéliens signent un premier accord avec les Palestiniens de l'O.L.P., accordant à cette organisation le contrôle de territoires : Gaza et un certain nombre de villes de Cisjordanie. Ces accords déplaisent fortement aux extrémistes des deux bords : islamistes du Hamas et colons juifs ultra orthodoxes, dont un membre assassina le premier ministre Rabin en novembre 1995. Voir *infra*

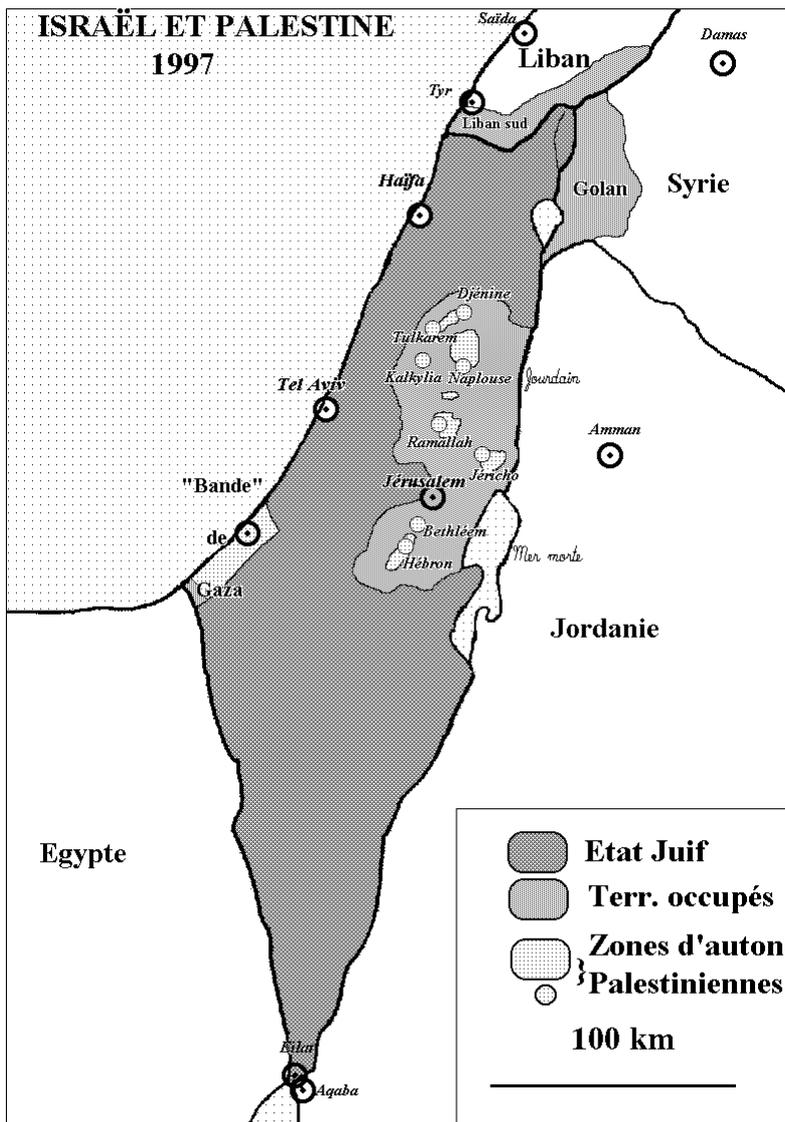
Conclusion : Le Moyen-Orient Aujourd'hui

Apaisement et tensions au Moyen-Orient 1993-1999

13	9	1993	Accord de Washington sur l'autonomie des territoires occupés par Israël en Palestine, concrétisant les négociations secrètes menées à Oslo depuis le début de l'année.
25	2	1994	Un extrémiste juif massacre 29 musulmans dans le caveau des patriarches à Hebron
4	5	1994	L'O.L.P. obtient la gestion de Gaza et Jéricho
5	7	1994	Visite "historique" de Arafat à Jéricho
24	9	1995	Accords de Taba : Extension de l'autonomie palestinienne à la Cisjordanie (accord signé ensuite à Washington par Arafat et Rabin) : les Palestiniens obtiennent 7 nouvelles villes en Cisjordanie
4	11	1995	Assassinat du premier ministre israélien , Itzhak Rabin, par un extrémiste juif, à Tel Aviv
10	4	1996	Déclenchement de l'opération "raisins de la colère" par les Israéliens au Liban, en réaction aux tirs de roquettes du Hezbollah
15	4	1996	Un bombardement israélien sur un camp de l'ONU fait des dizaines de morts civils au Liban

29	5	1996	Victoire du Likoud lors des élections à la Knesset, Benyamin Nétanyahou est le nouveau premier ministre, en remplacement du travailliste Shimon Pérès
29	5	1996	Victoire du Likoud lors des élections à la Knesset, Benyamin Nétanyahou est le nouveau premier ministre, en remplacement du travailliste Shimon Pérès
1	1997		Accord entre Palestiniens et Israéliens sur la ville d'Hebron
27	2	1997	Israël décide de construire 6500 logements réservés aux Juifs aux portes de Jérusalem Est
6	11	1997	Echec de pourparlers israélo-palestiniens à Washington
23	2	1998	Koffi Annan désamorce une crise entre l'Irak et les Etats-Unis
16	12	1998	Attaque surprise des forces états-uniennes et britanniques contre l'Irak

La guerre du Golfe a eu pour conséquences de relancer la diplomatie au Moyen-Orient. Pour la première fois de leur histoire, les Israéliens ont accepté de recevoir des coups sans en rendre, pour sauvegarder la cohésion de l'alliance arabe autour des Etats-Unis.



Bush, puis Clinton relancent les discussions, qui aboutissent en 1993 aux accords de Washington sur l'autonomie de certains territoires occupés : Gaza, et certaines villes de Cisjordanie.

Cependant les extrémistes des deux camps ne veulent entendre parler de paix. Les islamistes multiplient les attentats sanglants contre Israël, plaçant la toute nouvelle police et l'autorité palestinienne dans une position intenable. De leur côté des extrémistes juifs multiplient les provocations : massacre en 1994 de 29 musulmans dans le caveau des patriarches à Hebron, et assassinat du premier ministre Rabin en novembre 1995.

Dans le contexte des élections législatives de 1996, le nouveau premier ministre Shimon Pérès intervient militairement dans le Sud Liban (opération "raisins de la colère") pour frapper les bases du mouvement islamiste Hamas. Mais les bombardements israéliens tuent des dizaines de

civils libanais dans un camp de l'O.N.U.

Cela n'empêche pas les Israéliens d'élire en mai 1995 un premier ministre de droite, Benyamin Nétanyahou, qui se propose de stopper le processus de paix, multipliant les implantations de colonies juives dans les territoires occupés et refusant toute négociation sur Jérusalem.

Il faut dire que la chute de l'U.R.S.S. a relancé spectaculairement l'immigration juive en Israël. C'est par centaines de milliers que les Juifs russes arrivent, redonnant aux dirigeants israéliens le sentiment qu'il est possible de gagner contre les Arabes la bataille démographique.

Population de l'Etat d'Israël en 1995			
Arabes	A		8 62 000 %
Juifs	J	d'Europe et d'Amérique	1 869 000 ,9 %
Juifs	J	du Proche et Moyen-Orient	8 43 000 ,8 %
Juifs	J	d'Afrique	8 52 000 ,9 %
Juifs	J	de l'ex U.R.S.S.	9 31 000 ,4 %

Chapitre 4 : L'Europe de 1945 à nos jours (10 heures)

I. L'Europe de l'Ouest en construction jusqu'à la fin des années 1980 (2 ou 3 heures)

Introduction

L'Europe est une idée ancienne. Elle resurgit des tréfonds de la Seconde Guerre Mondiale.

Victor Hugo
Aristide Briand

Hitler

Le Bénélux

1. Le contexte de la Guerre Froide

Luxembourg, à Londres	9	1944	Fondation du Benelux, union douanière entre la Belgique, les Pays-Bas, et le
	19	9	Discours de Churchill en faveur des Etats-Unis d'Europe
Benelux)	17	3	Traité de Bruxelles : alliance militaire occidentale (France, Royaume-Uni,
pays) : future OCDE	16	4	1948 Création de l'OECE : Organisation Européenne de Coopération Economique (16
"Conseil de l'Europe" (mai 1949)	7	5	1948 Congrès de la Haye ou "congrès de l'Europe", qui mènera à la création du
	28	1	1949 Création du conseil de l'Europe
	4	4	1949 Traité de Washington : Pacte Atlantique : création de l'OTAN
	5	5	1949 Création du Conseil de l'Europe
se fera par des réalisations concrètes, créant d'abord une solidarité de fait".	9	5	1950 Plan Schuman sur l'Europe, proposant le pool charbon acier (CECA) : "l'Europe

Avant même la guerre froide, un certain nombre d'initiative, ou

Le contexte du plan Marshall, mais aussi un certain nombre d'initiatives, parfois spontanées (comme le mouvement des villes jumelées : 1946 Orléans-Dundee, 1950 : Montbéliard-Ludwigsburg).

Il s'agit par exemple de la fondation du Benelux.

Churchill, par ailleurs, craignant le retrait des Etats-Unis, ne cesse de militer pour la création des Etats-Unis d'Europe.

Le Plan Marshall va accélérer le mouvement : création de l'OECE, puis du Conseil de l'Europe.

L'OECE va faciliter l'intégration des économies européennes, mais est freinée par les exigences anglaises à ménager des privilèges aux pays membres du Commonwealth, et donc extra européens.

2. La fondation de la communauté économique européenne (1950-1957 : CEE)

Fondation

19	9	1946	Discours de Churchill en faveur des Etats-Unis d'Europe
1	1	1948	Création du Bénélux, union douanière entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas
18	4	1951	Création de la CECA : Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier
25	3	1957	Traité de Rome : création de la CEE (Communauté économique Européenne) et de EURATOM
21	7	1959	Formation de l'AELE
14	1	1961	Création de la Politique Agricole Commune (PAC), et du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole (FEOGA)
	1	1968	Réalisation de l'Union douanière par les 6 pays de la CEE
1	1	1973	Adhésion du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark à la CEE
28	2	1975	Accords de Lomé (Lomé I) entre la CEE et 35 pays ACP
13	3	1979	Mise en place par la CEE du Système monétaire européen (SME)
7	6	1979	Première élection au suffrage universel du parlement européen, Simone veil en est élue présidente
	10	1979	Accords de Lomé II entre la CEE et des pays ACP
1	1	1981	Adhésion de la Grèce à la CEE
1	1	1986	Adhésion de l'Espagne et du Portugal à la CEE
7	2	1992	Signature du traité de Maastricht par les différents pays concernés, il entrera en vigueur au 1er janvier 1993, l'Union Européenne (U.E.) remplaçant alors la CEE, il prévoit aussi l'Union économique et monétaire
1	1	1993	Entrée en vigueur du Grand Marché Unique Européen et de l'Union européenne
1	1	1994	Entrée en vigueur de l'EEE : espace économique européen, entre les 12 de l'UE et les 5 de l'AELE
1	1	1995	Adhésion à l'Union Européenne (UE) de l'Autriche, de la Suède et de la Finlande
31	3	1997	Début des négociations en vue de l'adhésion de nouveaux pays dans l'U.E. : Chypre, Estonie, Hongrie, Pologne, Slovaquie, République tchèque
30	3	1998	Début du processus d'élargissement de l'UE à des pays d'Europe Centrale
1	1	1999	Entrée en vigueur de l'"Euro", monnaie commune de onze pays de l'UE

La CECA

La C.E.C.A. Communauté européenne du charbon et de l'acier. Proposé par le français Robert Schumann, accepté rapidement par Adenauer, l'Italie, le Benelux. Le Royaume-Uni, dont la sidérurgie est encore puissante et relativement épargnée par la guerre, décline l'offre d'adhésion.

Elle est chapeautée par une haute autorité située à Luxembourg. Elle est une réussite économique, mais le but avoué des fondateurs était aussi clairement politique : associer les économies européennes autour de ces produits vitaux pour rendre impossible la guerre.

L'échec de la CED

La guerre de Corée pousse à partir de 1950 les Etats-Unis à solliciter de leurs alliés européens une plus grande mobilisation et intégration militaire. Leur vœu est de réarmer l'Allemagne au sein de l'OTAN, créé en 1950. Les Français (Pléven, 1952) proposent et imposent à leurs alliés ce projet visant à diluer le réarmement de l'Allemagne dans des unités communes. C'est accepté en mai 1952, mais...

Ce sont les Français eux-mêmes qui refusent de ratifier le traité en août 1954. Le réarmement de l'Allemagne se fera sous contrôle américain, dans le cadre de l'OTAN

Désormais les Etats-Unis se désintéressent de la construction européenne.

Le projet rebondit sur le plan économique (l'Europe des marchands). Porté par de nouveaux acteurs (Spaak...)

Le Traité de Rome

En mars 1957, les 6 pays de la CECA fondent la CEE, qui reprend la CECA, et y ajoutent le marché commun et Euratom.

Les Britanniques refusent également d'y entrer.

3. La réussite économique et les premières candidatures

La construction européenne dans les années 1960 porte avant tout le nom de « marché commun ». Si pour ses promoteurs la perspective politique est évidente, pour les populations il s'agit essentiellement d'une œuvre économique : la suppression progressive (de 1957 à 1968) de l'ensemble des barrières douanières à l'intérieur et de leur harmonisation à l'extérieur. C'est également une priorité donnée à l'approvisionnement agricole de l'Europe, et la fondation de la PAC, qui va vite absorber une part énorme du budget.

Dès les années 1960 également s'affrontent deux conceptions des institutions, une conception étatique, défendue par la France, dans la logique du gaullisme (1962 : « plan Fouchet ») et une conception plus fédéraliste, défendue par le Benelux et l'Italie. Ce conflit est résolu en janvier 1966 par le compromis de Luxembourg, qui distingue les décisions pour lesquelles l'unanimité des Etats est requise d'autres décisions, moins vitales, où l'on vote à la majorité. Cela inaugure une diplomatie des compromis qui s'est poursuivie jusqu'aujourd'hui.

L'échec de la candidature britannique

Le Royaume-Uni est blackboulé par la France à deux reprises, en 1962 et 1967.

4. Les premiers élargissements

Les élargissements successifs

Le jeu du Royaume-Uni et l'élargissement de 1972

La démocratisation de l'Europe du Sud et les élargissements de 1981 et 1986

A douze, la Communauté économique européenne n'a pas vraiment changé de nature, même si les décisions sont devenues un peu plus difficiles à prendre et si le poids du couple franco-allemand s'est réduit, tout en restant prépondérant.

Les difficultés et l'euro-pessimisme

Un certain nombre de difficultés et de divergences, qui existaient en fait depuis le début, s'accroissent. Le Royaume-Uni de Mme Thatcher pose avec acuité, à partir de 1979, la question du montant des contributions de chaque Etat membre. « I want my money back » dit la première ministre britannique, indignée que la contribution de son pays serve essentiellement à financer des subventions agricoles qui choquent son libéralisme.

La crise économique met à rude épreuve la construction économique de l'Europe, et par voie de conséquence, sa construction politique également.

Face à la crise, les pays mènent des politiques contradictoires, voire carrément opposées comme la France socialiste et le Royaume-Uni conservateurs.

Les « couples » Giscard-Schmidt, puis Mitterrand-Kohl tentent de faire avancer la construction politique. Le français Jacques Delors, président de la commission européenne (198-198) également. C'est l'élection du parlement au suffrage universel (1979), l'adoption de l'ECU, l'adoption de l'acte unique (1986), qui préparent les avancées ultérieures...

A la fin des années 1980, la CEE demeure un espace attractif, mais ses institutions politiques demeurent faibles.

Une commission dont les membres sont nommés par les Etats, un Parlement sans réel pouvoir, des sommets tous les 6 mois, très lourds, où se prennent les décisions essentielles. Surtout, une bureaucratie, et un « déficit démocratique » qui nourrissent l'Europessimisme.

II. Le temps des démocraties populaires (4 ou 5 heures)

1. La prise du pouvoir par les communistes

Au début, une réelle popularité

Dans les pays de l'Europe centrale, le prestige des communistes est réel en 1945, même si la plupart de ces pays ne connaissent pas, avant la guerre de parti communiste puissant. Le rôle joué par ceux-ci dans la résistance nationale, les sacrifices consentis par l'Armée Rouge alimentent une réelle popularité. En Yougoslavie et en Albanie, les partis communistes ont littéralement libéré le pays sous l'autorité du Maréchal Tito et d'Enver Hodja.

Dans ces deux pays, les partis communistes sont assez puissants pour gouverner seuls. Ailleurs (Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie), ils doivent entrer dans des alliances politiques (union nationale, front national...) pour participer aux gouvernements de l'après guerre, issus d'élections encore relativement libres.

C'est Wladislas Gomulka en Pologne, Klement Gottwald en Tchécoslovaquie. Ils prônent des « démocraties populaires » qu'ils envisagent encore comme un compromis, mais aussi un passage entre démocratie occidentale et le régime communiste qu'ils souhaitent.

Les mesures économiques soutenues par les communistes, mais aussi par d'autres partis politiques comme les socialistes ou les partis paysans, agrariens, rencontrent un assez large consensus : partage des terres (Pologne, Albanie, Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie) et même nationalisation des usines. Toute une classe de possédants disparaît ainsi, souvent des testée par la population, et nourrit l'émigration vers l'Ouest. Dans certains pays, en outre, ces possédants appartenaient à la minorité allemande, alors...

La prise du pouvoir

Le plan Marshall va servir de révélateur et de catalyseur. Les soviétiques imposent son refus aux démocraties populaires, même les pays ruinés (Pologne) qui en auraient eu le plus besoin. Les dirigeants communistes, après la doctrine Jdanov, sont appelés à rompre leur « alliance » avec les autres forces politiques. Les autres partis politiques sont écartés du pouvoir de manière diverses, puis dissous ou assimilés au PC. En Tchécoslovaquie, c'est le coup de force de février 1948. Le président Benes, qui refuse une nouvelle constitution proposée par les communistes, décide de quitter le pouvoir, il laisse ainsi le champ libre à Gottwald et ses milices qui le prennent.

La mise au pas des communistes nationaux

Un phénomène logique, qui s'était déjà déroulé en Russie après la Révolution apparaît alors : la mise au pas des communistes nationaux. Beaucoup d'entre eux étaient en effet des idéalistes sincères, et refusent la main-mise de Moscou. Ils sont écartés du pouvoir, voire traqués et exécutés (procès Slansky en Tchécoslovaquie, où les communistes au pouvoir ne dédaignent pas d'utiliser l'antisémitisme).

Un pays échappe à cette normalisation, la Yougoslavie de Tito. Fort de son indépendance militaire, de sa popularité, le dirigeant yougoslave refuse de s'aligner sur Moscou. Il est en juin 1948, condamné par le Kominform, et son pays est expulsé de l'organisation. L'accusation de « titisme » va alors dans les pays de l'Est s'ajouter à celles de nationalistes, bourgeois, ou sionistes.

La stalinisation progresse aussi : culte de la personnalité du leader soviétique, et de ses épigones locaux.

2. Les régimes de l'Est : des régimes autoritaires.

Des dictatures

La notion de démocratie populaire. C'est un régime qui se présente comme un intermédiaire entre la démocratie « bourgeoise », honnie, et le régime soviétique, présenté comme plus avancé sur la voie du communisme.

C'est le peuple qui est la source de toute légitimité. Pas l'addition des individus et de leur liberté, mais une notion supérieure, qui permet d'écraser l'individu.

Les partis communistes deviennent, presque partout, des partis uniques (avec des nuances, comme la survivance d'un parti paysan satellisé en Pologne). Les syndicats sont inféodés au PC. Les élections de viennent des comédies de consultation démocratique.

La police est renforcée, et doublée de polices politiques extrêmement efficaces (STASI en RDA, Securitate en Roumanie...).

L'économie

Une économie dirigée et planifiée sur le modèle soviétique. Il y a plusieurs objectifs :

- 1. Créer là où elle était faible une industrie puissante (Roumanie, Pologne...)
- 2. Créer un prolétariat puissant, là où il n'existait pas, et donc une base populaire du régime (cela va par exemple bien marcher avec les mineurs de charbon roumains).
- 3. Mettre au pas des régions : Cracovie, par exemple, littéralement encerclée par Nowa Huta.
- Répondre aux besoins de l'économie soviétique, en matière d'industrie de base, d'armement, mais aussi de biens de consommation, les pays de l'Est étant souvent plus avancés dans ce domaine. (on verra le COMECON)

La collectivisation avance, les anciens propriétaires ont été expropriés, voire exilés, à partir des années 1950, les régimes essaient également de collectiviser les terres. Cela ne pose pas trop de problèmes avec les anciens domaines, souvent immenses, de l'aristocratie hongroise ou prussienne. En revanche, cela se heurte à des résistances très fortes (comme en Ukraine dans

les années 1920) de la part des petits paysans. La Pologne, pour cette raison, gardera une structure agricole fondée essentiellement sur la petite paysannerie.

Le contrôle social

Le sport, les associations de jeunesse, le Parti Communiste, conçu comme un « club » d'apparatchiks se partageant un certain nombre de privilèges.

Cela étant, il y a des avancées, telles que l'encadrement médical, l'allongement de la durée des études (analogues, en fait, à ce qui se passe dans les démocraties de l'Ouest, mais qui ici sont mises au crédit du régime communiste). L'absence de chômage, les infrastructures collectives (vacances, garde d'enfants, égalité homme/femmes) donnent à ces régimes, dans certains pays ou catégories de la population, une réelle légitimité.

Les démocraties populaires importent donc certains aspects de la « culture » soviétique, comme la glorification (symbolique) des travailleurs, et le culte des décorations.

Des forces de résistances

Certaines fractions de la société constituent des rôles de résistance. On l'a vu pour la paysannerie. C'est également vrai de l'Eglise, catholique en Pologne, protestante en RDA, orthodoxe en Roumanie.

Les artistes, flattés par le pouvoir, qui développe des excroissances locales du « réalisme socialistes », constituent ça et là des pôles de résistances, qui s'exprimeront durant les intermèdes de liberté (printemps de Budapest et de Prague).

3. La mainmise soviétique

La déstalinisation

Même Staline comprenait qu'il était difficile d'instaurer dans les démocraties populaires (même si certains y songeaient) le type de dictature qui régnait en Russie soviétique. La tradition (quelquefois démocratique) de ces pays s'y opposait.

Sa mort et la déstalinisation qui s'ensuit représente pour ces pays un espoir, vite déçu, les mouvements allemands (1953), puis Polonais et Hongrois (1956) sont vite réprimés, même si les morts, parfois nombreux (20000 en Hongrie), n'atteignent jamais l'ampleur des massacres perpétrés par les communistes en URSS même (des millions de morts dans les années 1930).

Le Comecon

Créé en 1949, le CAEM, conseil d'assistance économique mutuelle (ou COMECON en anglais) tente de faire pièce à l'OECE, puis à la CEE. Il permet aux démocraties populaires d'harmoniser leurs productions (suivant les lourdes procédures de la planification), de bénéficier à bas prix des livraisons de matières premières soviétiques (charbon, pétrole, gaz...), mais ils doivent en échange orienter la plus grande partie de leur production industrielle, notamment de qualité, vers l'URSS. Jusqu'aux années 1980, le commerce de chaque république populaire est à près de 50% tournée vers l'URSS, une grande part du reste allant vers les autres pays de l'Est.

A certains égards, le COMECON apparaîtra comme un véritable moyen de pillage organisé au profit de l'URSS.

Le pacte de Varsovie

Développé à partir de 1955, il s'agit de créer une alliance face à l'Ouest, mais aussi une force de police interne au bloc de l'Est. Il est largement dominé par l'URSS.

4. Certains pays affirment leur indépendance

Trois pays se distinguent, pour des raisons bien différentes.

La Yougoslavie

Nous en avons déjà parlé. Elle reste en dehors du CAEM et du pacte de Varsovie. Excommuniée dès 1948 par Staline, elle conservera des liens originaux avec l'Ouest et affirmera une voie nationale vers le socialisme, axée sur l'autogestion des travailleurs, et une planification moins rigide. Honni par les soviétiques, la Yougoslavie présente pour certains intellectuels ou syndicalistes de l'Ouest une véritable séduction.

L'Albanie

L'Albanie d'Enver Hodja rompt avec l'URSS en 1961, elle refuse, elle la déstalinisation. Elle se rapproche alors de la Chine populaire. Sa chance : elle n'a pas de frontière avec un pays membre du pacte de Varsovie.

La Roumanie

Nicolas Ceausescu, arrivé au pouvoir en 1965, essaie de jouer un rôle particulier (un peu comme la France à l'ouest). Il s'oppose à une planification commune au sein du CAEM, il noue des liens avec des pays de l'Ouest (en particulier la France de de Gaulle), il dénonce les intercentions en Tchécoslovaquie. Mais il installe lui-même une dictature personnelle à partir des années 1970.

Une particularité de ces dirigeants de l'Est : ils vieillissent mal.

5. L'effondrement économique des années 1970 et la libération des années 1980

Ce sont les années qui voient le plus nettement le décrochage économique des pays de l'Ouest par rapport à l'Europe de l'Ouest (dont la communauté européenne est un bon exemple).

Mauvaises conditions de travail, médiocrité de la production, pénuries persistantes exaspèrent la population. Contrairement aux Russes et aux Ukrainiens, les Européens de l'Est savent que ces conditions de vie ne sont pas une fatalité .

La contestation se développe, en Roumanie, Hongrie, Tchécoslovaquie, et surtout en Pologne. Dans ce dernier pays, les grandes grèves de 1980, à Gdansk, voient la création d'un syndicat indépendant, Solidarnosc. La bénédiction de l'église, et le soutien d'un pape polonais vont créer une forte pression sur le pouvoir communiste polonais.

L'arrivée au pouvoir de Gorbatchev va permettre la libération de tous ces pays. Il effectue des voyages dans ceux-ci, et son message est bien entendu.

Les libérations se feront suivant divers modèles :

Pologne et Hongrie :

Le pouvoir évolue durant les années 1980, vers le pluralisme politique. Les élections libres de 1989 amènent au pouvoir des gouvernements non communistes.

RDA et Tchécoslovaquie

L'année 1989 voit des manifestations monstres. Le pouvoir communiste, qui ne peut plus attendre d'aide de la part des soviétiques, va céder face à la rue.

Roumanie et Bulgarie

Là le changement est plus brutal : une révolution de palais qui destitue le président Jikov en novembre 1989 en Bulgarie, et une révolution populaire qui liquide Ceausescu en Roumanie. Dans les deux cas, les services secrets soviétiques ont joué un rôle. Les régimes mis en place resteront autoritaires.

En Albanie et en Yougoslavie la chute du communisme aboutit au chaos, au nationalisme, à la mafia, à la guerre.

III. Les enjeux européens depuis 1989 (2 ou 3 heures)

1. Une Europe enfin réunifiée

L'aspiration à l'unité

Notre continent a été coupé en deux durant plus de 40 ans. Il est aujourd'hui difficile d'imaginer ce qu'était ce rideau de fer, « à deux étapes de tour de France de Strasbourg », qui déchirait le continuum européen. Un seul modèle s'impose aujourd'hui : sur le plan économique, c'est l'économie de marché, sur le plan politique, c'est la démocratie pluraliste. L'Union Européenne, et l'OTAN représentent pour les états de l'Est un modèle, un objectif, une garantie. Ils n'auront de cesse que d'intégrer ces structures, pour bénéficier du marché de l'Ouest, accélérer leur croissance, consolider la démocratie, se garantir d'un retour possible de l'impérialisme, qui s'il n'est plus soviétique, redevient russe. Les Etats-Unis, sur le plan militaire, constituent d'ailleurs pour eux une garantie autrement crédible que l'Europe de l'Ouest.

La voie vers l'économie de marché

Comme les pays issus de l'URSS, les anciennes démocraties populaires ont connu durant les années 1990 une profonde et difficile mutation économique. Il faut sortir, très brutalement, d'une économie collectivisée et planifiée, pour aller vers une économie de marché. Le contexte économique, juste après la 1^{ère} guerre du golfe, n'est d'ailleurs pas très favorable. La croissance, dans les pays de l'Ouest eux-mêmes, marque le pas. Les difficultés rencontrées par l'Allemagne pour intégrer, malgré des efforts financiers gigantesques, l'Allemagne de l'Est, considérée pourtant comme l'économie la plus performante du COMECON, donnent une idée de la difficulté rencontrée par d'autres pays.

Les productions s'effondrent, face à la concurrence des produits de l'Est et du Sud (Chine...) moins chers et de meilleure qualité. La demande interne, la libération du crédit, l'effondrement des monnaies nationales entraînent une inflation sévère. La disparition d'entreprises entières (des millions d'emplois en quelques mois !), l'apparition du chômage, notamment des femmes sont des réalités difficiles auxquelles les populations ne s'attendaient pas obligatoirement. De nouveaux riches se pavent, tandis que des pans entiers de la population plongent dans le dénuement. L'école du capitalisme est rude.

Cependant, ces pays renoueront avec une croissance soutenue à partir de 1992 (Pologne, République Tchèque), ou 1994 (Hongrie, Slovaquie). La Roumanie et la Bulgarie connaissent un chaos économique et une croissance en dents de scie. Ils ne sont pas encore, en 2005, sur la voie d'une croissance durable.

2. La guerre, à nouveau, en Europe

Le communisme avait comme « gelé » les antagonismes nationaux qui dataient pour beaucoup, de plusieurs siècles. La libération va les révéler, dans toute leur vigueur. Les minorités redeviennent des enjeux : Allemands (qui n'auront de cesse de rejoindre la mère patrie par centaines de milliers), Hongrie de Slovaquie, Roumanie, Serbie), Roms, qui vont très vite trouver le chemin de l'Europe de l'Ouest.

La Tchécoslovaquie va ainsi imploser tranquillement en 1993.

La Yougoslavie va se déchirer.

Juin 1991 : indépendance de la Slovénie et de la Croatie

1992 : indépendance en Bosnie Herzégovine

Le gouvernement serbe, dirigé par l'ancien communiste Milosevic, refuse cette évolution. Celui-ci, quand il ne peut empêcher l'indépendance, tente de garder le contrôle de certaines régions des nouveaux Etats, d'y concentrer les minorités serbes et d'y éliminer les non serbes, par l'expulsion, la fuite, les viols, les massacres. C'est le rêve du maintien d'une grande Serbie. Des haines accumulées depuis des générations vont se déchaîner, entre Serbes, Croates, « Musulmans », Albanais.

L'impuissance de l'Europe

Nous avons vécu jusque là sous la protection du parapluie américain, dans un conflit, la guerre froide, qui avait ses règles propres. Nous redécouvrons avec les guerres de Yougoslavie un conflit plus proches des affrontements du XIXème et du début du XXème siècle (les guerres balkaniques). Face au cynisme des dirigeants locaux, notamment serbes, l'Europe montre son inefficacité militaire, sa division, sa lenteur. La plupart des pays européens participeront à des missions de l'ONU sur le terrain qui vont s'avérer redoutablement inefficaces. C'est l'intervention de l'OTAN, et donc essentiellement des américains, à partir de 1995, qui va permettre de mettre un terme au conflit, après une guerre civile qui aura fait des centaines de milliers de morts. Il est temps pour l'Europe de se doter d'une véritable force militaire.

3. La relance de la construction européenne

La relance de la construction des institutions

En 1990, des négociations sont lancées, encore une fois à l'initiative du couple franco-allemand, pour relancer l'approfondissement des institutions européennes : la défense, la monnaie commune, la liberté de circulation et le contrôle migratoire sont au programme. C'est le traité de Maastricht, qui entre en vigueur en 1993 (1^{er} janvier). Mais pour la première fois, on voit apparaître une opposition, un europessimisme fort, y compris dans des pays traditionnellement très pro-européens comme la France (référendum de 1992, gagné de justesse par le oui). Les « souverainistes » comme on dit en Europe, font recette. Le thème de l'Europe,

responsable de tous les problèmes, largement démagogiques, a du succès à droite comme à gauche.

Les acquis de Maastricht

Symbolique mais important : le changement de nom : la communauté économique européenne (CEE) devient l'Union Européenne (UE).

La monnaie commune est lancée, son nom sera le plus simple possible : euro. Tous les pays n'acceptent pas de la rejoindre, seuls 12 satisferont au pacte de stabilité (ou « critères de Maastricht ») (inflation, dette...). Le Royaume-Uni, le Danemark, la Suède refusent de joindre la zone euro. C'est également le développement de l'Europe à plusieurs vitesses, de la théorie des cercles concentriques ou de l'Europe à géométrie variable.

L'Euro est disponible en monnaie sonnante et trébuchante le 1^{er} janvier 2002.

Maastricht voit également le lancement de la PESC : politique extérieure de sécurité commune, embryon de construction diplomatique et militaire.

L'eurosepticisme

Perte de souveraineté des Etats, « déficit démocratique » des institutions européennes, insuffisante prise en compte du social, discipline rude des critères de convergences monétaires... Les raisons sont nombreuses de voir se développer partout en Europe une réaction contre la construction, aussi bien auprès des nationalistes et souverainistes à droite que du côté des partis de gauche ou d'extrême gauche traditionnels. Ce clivage traverse maintenant toute l'Europe, redessinant les contours politiques du continent. On verra qu'il touche également les nouveaux pays membres (même ceux de 2004) qu'on pourrait penser plus euroenthousiastes.

4. Les nouveaux élargissements et le problème des limites géographiques de l'Europe

L'élargissement de 2004 (1^{er} mai 2004) est l'aboutissement de négociations menées dès la libération des pays de l'Est. On a finalement pris son temps, même si ces pays avaient pour beaucoup de puissants « parrains » à l'ouest.

10 nouveaux pays intègrent l'Union en 2004 : Estonie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Tchéquie, Slovaquie, Hongrie, Slovaquie, Malte, Chypre (partie grecque).

Presque tous (8) sont d'anciens pays de l'Est, issus même pour beaucoup (6) de l'éclatement d'un Etat. C'est en gros ceux dont la libération s'est déroulée de la manière la plus pacifique et dont les institutions ont trouvé le plus rapidement une stabilité démocratique analogue à celle de l'Europe de l'Est. La rapidité du processus fait penser à l'Espagne d'après 1975.

D'autres pays suivent un processus plus long, mais sont programmés pour une adhésion en 2007 : Roumanie, Bulgarie, Croatie...

Cet élargissement de l'Europe vers l'Est pose bien des problèmes :

- Celui de l'intégration d'économie fortement marquée par la pauvreté et les structures étatiques héritées de l'époque communiste.
- Celui du contrôle des frontières orientales, moins maîtrisées et lieu de passage de tous les trafics : immigration clandestine, trafic de femmes, trafics de drogue, tabac, etc.
- Celui des rapports avec la Russie et son glacis (« étranger proche » disent les Russes) de la Biélorussie et de l'Ukraine, elles-mêmes partagées entre les liens historiques avec le voisin russe et l'appel de l'Ouest.

- Celui de l'homogénéité de l'Union, et du maintien de son modèle social, face à des pays de moindre protection sociale.
- Celui des limites finales, comme le montre la question turque :

La question de l'adhésion de la Turquie

C'est comme un vieux problèmes, une vieille histoire de famille, dont on doit parler depuis des années, mais dont on ne parle pas, jusqu'au jour où il faut bien finir par le faire.

C'est depuis le tout début, ou presque, de la construction européenne, que les Turcs demandent leur adhésion.

Alliés très fidèles de l'OTAN, membres assidus du conseil de l'Europe depuis sa fondation, seul grand Etat musulman laïc, allié d'Israël, ancienne superpuissance européenne, la Turquie se sent légitimée à demander son adhésion à l'Union.

Un certain nombre de difficultés existent :

- Une pratique politique peu démocratique, un Etat dominé par l'armée : la Turquie est une oligarchie militaire, même si la pluralité de l'opinion et l'expression libre sont devenues des réalités.
- Le respect de minorités, arméniennes et grecques autrefois, kurdes aujourd'hui.
- Une économie en essor mais également en retard, qui pose d'autant plus de problèmes que la population turque devrait assez bientôt dépasser celle de l'Allemagne, le plus peuplé des pays d'Europe.

Mais ce n'est qu'une partie du problème. L'adhésion turque pose en effet crûment la question de l'identité (chrétienne, laïque, ethnique, géographique) de l'Europe. Les oppositions à son adhésion ont donc des motifs très divers, et les raisons réelles, peu avouables (racisme) peuvent être camouflées par des raisons plus respectables.

Cela étant, la question turque resurgit donc à un moment critique, et risque de dénaturer l'autre débat, qui est celui de la Constitution.

5. Le projet de Constitution européenne

Une convention européenne de 106 membres, présidée par l'ancien président français Valéry Giscard d'Estaing, a travaillé durant environ deux ans, avant de présenter un projet de constitution le 18 juillet 2003.

Celui-ci est le fruit de longues tractations et est donc un compromis entre les différences tendances qui se partagent aujourd'hui l'Europe.

Une devise : « unie dans la diversité » (rappelle un peu le e pluribus unum des Etats-Unis)

Elle remplace par un texte unique tous les traités signés depuis 1957.

Les attributions du parlement européen se fortifient. 732 députés (au lieu de 626), avec de nouveaux pouvoirs, notamment dans le contrôle des décisions de la commission.

Une commission européenne dont le nombre de membre va devenir fixe.

Création de deux postes importants : un président de l'Union européenne, élu par le Conseil des chefs d'Etat à la majorité qualifiée, un ministre des affaires étrangères, désigné par le conseil (ministres des Etats).

Le champ des décisions de l'Union, à la majorité et non à l'unanimité, s'étend.

Le problème de la politique étrangère

Nouvelle organisation

Politiques communes
Politique étrangère et de sécurité
Coopération policière et judiciaire

Institutions

Renforcement du Parlement européen

SECONDE PARTIE : La France de 1945 à nos jours

Chapitre 1 : Bilans et mémoires de la Seconde Guerre Mondiale (4 ou 5 heures)

I. Bilan et mémoires de la seconde guerre mondiale

I. L'ardeur et la nécessité (1944-47)

L'ardeur et la nécessité (J.P. Rioux)

Le gouvernement qui s'impose de facto à la libération, et qui a pris pour nom le G.P.R.F. (gouvernement provisoire de la république française) n'a aucune légitimité démocratique. Le gouvernement légal (sinon légitime) est celui de Philippe Pétain, il s'est replié en Allemagne dans les bagages de l'armée nazie. Le G.P.R.F. est issu du Conseil National de la Résistance et rassemble des membres des principaux mouvements de la Résistance. Sa force, c'est qu'il rassemble, derrière le Général de Gaulle, absolument toutes les composantes de la Résistance : Communistes, Socialistes, Gaullistes, France Libre, Résistance Intérieure. Il en a bien besoin, car il est guère reconnu par les alliés, et en particulier les Etats-Unis, qui envisagent tout simplement de réserver le même sort à la France qu'à l'Allemagne, c'est à dire de traiter le pays en territoire occupé. A ce Gouvernement revient donc une lourde tâche.

1. Les tâches du gouvernement provisoire

La tâche est triple : terminer la guerre, rétablir l'autorité de l'Etat, en menant en particulier l'épuration, et enfin entamer le redressement national.

a : Gagner la guerre

Fin 1944, toute la France n'est pas libérée. Les Allemands tiennent encore deux poches au nord et au sud de l'Alsace (en revanche Strasbourg est prise à Noël) ainsi que des villes côtières (Dunkerque, Lorient, Saint-Nazaire, La Rochelle, Royan¹).

La France doit absolument, comme le disait de Gaulle dès 1940, "être présente à la victoire". Mais ses 300 000 hommes, débarqués avec les Alliés, et qui sont essentiellement des coloniaux, sont épuisés. Ils se sont battus partout, depuis l'Afrique jusqu'à l'Italie, depuis la Provence et la Normandie jusqu'à l'Alsace. Le G.P.R.F. rappelle donc aux Français que l'ordre de mobilisation de 1939 est toujours valable. De nombreux F.F.I. sont donc incorporés à la libération, malgré le peu d'enthousiasme des Américains (c'est ainsi qu'on relance dès septembre 1944 une industrie d'armement qui en mai 45 est capable d'équiper une division par mois). Il s'agit pour le G.P.R.F., non seulement d'étoffer l'armée française (tout en la réformant) dans un contexte politique où on sait que la force des nations se mesurera en nombre de division. Il s'agit aussi pour ces jeunes gens (20 ans en moyenne) de poursuivre à visage découvert une lutte entamée dans l'ombre. Ce sont au total 130 000 hommes sur les 400 000 peut-être que comptaient les divers maquis F.F.I. à la libération, qui seront incorporés réellement et dirigés vers le front, où ils participeront à la victoire contre l'Allemagne et ensuite à la renaissance de l'Armée française. Lors de la Victoire, la France a une armée de 1,3 M d'hommes, avec un énorme contingent de 38 500 officiers. L'épuration sera clémente avec elle : seulement 700 officiers rayés des listes, tandis que les milliers d'officiers F.F.I., jamais vraiment acceptés repartiront pour la plupart vers la vie civile. De Gaulle aura réussi à faire renaître une armée

¹ Royan ne sera reprise, au prix d'une difficile bataille, que fin avril 1945 !

crédible sur le plan militaire, mais pas à réformer celle-ci après les errements du passé. Cela explique sans doute un certain comportement de l'Armée dans les guerres coloniales qui vont commencer.

b : Rétablir l'autorité de l'Etat.

Depuis la séance du 10 juillet 1940, la république a été "suspendue" en France. Depuis on a vécu dans le régime de l'Etat Français institué par Vichy.

Contre les Américains qui sont réticents, et pour éviter que le pays ne sombre dans l'anarchie ou dans une révolution bolchevique, de Gaulle a pour priorité de rétablir l'autorité de l'Etat. C'est ainsi qu'au fur et à mesure que le territoire se libère il remplace les préfets de Vichy par des commissaires de la République désignés à l'avance. Quand les Américains arrivent, ils trouvent en place ces hommes qui jouissent de l'obéissance de la résistance et de la population. Ils ne peuvent donc mettre en place ce que Roosevelt avait prévu : l'A.M.G.O.T. Mais de Gaulle s'agite également auprès des Alliés : du côté soviétique pas grand chose à espérer : Staline se désintéresse assez de la question, et n'est pas près de risquer de déplaire, pour l'instant, à l'allié états-unien. En revanche les Britanniques, qui ont pratiqué l'homme depuis 1940, reconnaissent dès juin 1944 le G.P.R.F. Il faudra attendre septembre 1944 pour que les Américains, se rendant compte que la pression gaullienne a du répondant en France même, décident d'abandonner leur idée d'un gouvernement militaire et reconnaissent le G.P.R.F. En octobre, les alliés reconnaissent enfin officiellement le gouvernement provisoire : "*Le gouvernement français est satisfait qu'on l'appelle enfin par son nom*" dira le général de Gaulle. De Gaulle ne sera toutefois pas invité à Yalta, ce qu'il n'avalera jamais.

A son retour de Yalta, Roosevelt propose de rencontrer de Gaulle à Alger, mais celui-ci refuse fièrement : en se félicitant "d'apprendre que le président Roosevelt projetait de visiter un port français" mais en ajoutant que "beaucoup d'affaires exigeaient sa présence à Paris..." Il faudra d'ailleurs à Churchill beaucoup d'opiniâtreté pour obtenir des alliés que la France obtienne un statut d'occupant dans l'Allemagne vaincue.

L'année suivante sera encore chargée de malentendus : le refus des troupes françaises d'évacuer Strasbourg lors de la contre offensive allemande de Noël 44, l'occupation de Stuttgart... et en mai 45 l'invasion du val d'Aoste et du Piémont qui pousse Truman à suspendre les livraisons d'armes et de munitions au gouvernement français.

Toujours est-il qu'en un an, et malgré les humiliations subies par son chef, la France a obtenu une véritable réinsertion à son rang de grande puissance : zones d'occupation en Allemagne, et surtout place de membre permanent au conseil de sécurité de l'ONU. C'est à Churchill que nous devons cela, plus encore qu'au général de Gaulle, même si son opiniâtreté a joué un rôle.

c : à l'intérieur : épurer

Il y a eu d'abord une épuration spontanée, et donc illégale. A l'époque, on en grossira les chiffres. Des enquêtes historiques sérieuses permettent d'en dessiner les contours : 10 000 exécutions sommaires selon les estimations.

Bilan au 31 décembre 1948 : sur une peu plus de 160 000 dossiers :

Non lieu ou acquittement :	73 500	(45%)
Dégradation nationale	40 000	(25%)
Prison ou réclusion	26 000	(16 %)
Travaux forcés	13000	(8%)
Mort	7000	(4 %)

dont 4400 par contumace, et 767 exécutions)

Tous ces chiffres, y compris ceux de l'épuration officielle, sont encore discutés par les historiens sérieux.

Nul doute que la relative modestie de l'épuration sommaire est à mettre au crédit du rétablissement rapide de l'autorité de l'Etat. Toutefois, les chiffres plus que modestes de l'épuration légale laisseront à certains un goût amer.

Le maréchal Pétain, quant à lui, est jugé et condamné à mort par la Haute Cour en août 1945. De Gaulle le gracie, il est transféré à l'île d'Yeu, où il mourra en juillet 1951.

d. Redresser la France

Pertes de la France en 1939-1945

	Militaires		
1939-1940	123000		
Prisonniers tués en Allemagne	45000		
Malgré Nous		31000	
FFL	11700		
FFI	8000		
Collabos engagés		2000	
1944-1945	43000		
Fusillés	25000		
Déportés	27000		
	315700	282700	33000
		Civils	
Déportés raciaux	83000		
Requis morts en Allemagne	40000		
Bombardements	67000		
Pertes collatérales	58000		
Exécutés à la Libération		10000	
Massacrés par les Allemands	6000		
	264000	254000	10000
	579700		

L'état physique et moral de la France en 1945 :

Le bilan de la guerre :

170 000 morts dans les combats.

40 000 morts parmi les prisonniers de guerre.

160 000 déportés dont 76 000 raciaux (dont 11 000 enfants).

40 000 décès parmi les travailleurs forcés.

40 000 décès parmi les "malgré nous".

150 000 victimes civiles des bombardements ou de massacres

Soit au total environ 550 000 morts, mais si on compte le déficit des naissances, les départs... la perte de population est de 1,45 M par rapport à 1938.

Le bilan matériel :

9000 ponts

115 grandes gares sur 300

5 locomotives sur 6
 2 wagons sur 3
 60 000 usines détruites ou déplacées.
 74 départements touchés (13 en 1914-1918)
 25% du capital immobilier est détruit ou endommagé.

La région la plus touchée est la Normandie : 52 000 morts, et des villes détruites (Caen 73%, St Lô : 77%, Rouen 50%, Le Havre : 82%)

L'indice de la production industrielle est à 38% du niveau de 1938 et 29% de celui de 1929. L'agriculture est touchée (3 M d'ha en friches) et les rendements ont chuté de 1/3. Le rationnement est encore et toujours à l'ordre du jour.

Ration de pain	Avant guerre	500g
	oct. 44-nov 45	350g
	nov. 45-déc 45	libre
	déc. 45-mai 47	300g
	mai 47-sept 47	250g
	sept 47-avr 48	200g
	avr. 48-automne49	250 g
	automne 49 : fin du rationnement	

On a faim : 900 calories par jour et par adulte lors de la libération de Paris. On troque, on jardine. Jusqu'à la récolte de 1946, la situation est carrément difficile. Le marché noir continue

2. Reconstruction et nationalisations

C'est un phénomène international qui a encore plus d'ampleur au Royaume-Uni.

Charbonnages	décembre 1944
Renault	Janvier 1945
Gnome et Rhône (S.N.E.C.M.A.)	Mai 1945
Transports aériens (Air France)	Juin 1945
B.d.F., C.L., S.G., B.N.P...)	décembre 1945
Assurances	avril 1946
Gaz et électricité (E.D.F.-G.D.F.)	avril 1946

La planification : création en décembre 1945 du commissariat général au plan confié à Jean Monnet.

Cette vague de nationalisation est la plus importante que la France ait connue. Elle s'explique par le poids du parti communiste, qui par conviction est partisan d'une intervention forte de l'Etat dans l'économie. Mais c'est aussi le triomphe de Keynes, dont les méthodes ont fait leurs preuves jusqu'aux Etats-Unis en crise puis en guerre.

Les secteurs nationalisés dessinent les priorités de la reconstruction : l'énergie, les transports, et les finances. On pourrait ajouter aussi des secteurs moins concentrés, mais vitaux : l'agriculture, et le bâtiment.

3. La renaissance de la vie politique

La guerre a brisé les structures des partis politiques français : la mobilisation, la défaite, l'emprisonnement, la déportation, ou l'exil, la clandestinité, ont laminé les appareils. Plus grave, la notion même de parti a été remise en question, pour des raisons différentes, à la fois par Vichy et par la Résistance.

Toutefois, à mesure que s'avance la libération totale du pays, renaissent certains des partis de l'avant guerre et s'estompe le rêve qu'on caressait certains de créer un "grand parti de la résistance" (le général de Gaulle ne voulant pas, par exemple apparaître comme un chef de parti).

Elections législatives du 21 octobre 1945

Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
P.C.F.	5 011 000	26,1 %	159
S.F.I.O.	4 711 000	24,6 %	146
Radicaux et U.D.S.R.	1 725 000	10,4 %	71
M.R.P.	4 937 000	25,8 %	150
Droite	2 785 000	14,5 %	60

Référendum du 21 octobre 1945

Voulez-vous que l'Assemblée élue ce jour soit une Assemblée Constituante ?	OUI 96 %	NON 4 %
Approuvez-vous l'organisation provisoire des pouvoirs publics indiquée dans le projet qui vous est soumis ?	OUI 66 %	NON 34 %

Les premières élections générales sont les élections aux assemblées nationales constituantes, d'octobre 45, puis après l'échec de la première constitution, de juin 46. Elles nous permettent de dresser un véritable portrait des rapports de forces politiques à la Libération.

L'élection d'octobre 1945 est double ; en effet, en même temps qu'ils votaient pour les législatives, les électeurs (et électrices) répondent à un référendum leur demandant si ils désirent que l'on garde les institutions de la IIIème République ou s'il faut en changer. 96 % décident de changer de république. L'assemblée nationale élue sera donc constituante.

Ce sont les trois formations les plus engagées dans la résistance qui tiennent pour l'instant le haut du pavé. Deux sont d'anciens partis de gauche "rénovés" par la Résistance, la troisième est une formation authentiquement nouvelle, issue de la composante chrétienne de la Résistance.

Le parti communiste tout d'abord, qui s'appuie sur des organisations de masses non encore tout à fait désarmées : le "Front National", les milices patriotiques... Il s'intitule lui-même le parti des fusillés et revendique 75 000 martyrs. Son chef, Maurice Thorez, retour de Russie, et d'autres dirigeants (François Billoux à la Santé et Charles Tillon à l'Air), font partie du G.P.R.F.

Le P.C.F. a par ailleurs auprès des intellectuels ou des artistes un prestige immense. Les existentialistes, comme Sartre, sans s'engager toujours, en seront des "compagnons de route."

La S.F.I.O. C'est le seul grand parti de la troisième république qui ait survécu aussi bien à la Résistance. Son chef, Léon Blum, revient de camp de concentration. La S.F.I.O., sous un discours volontiers marxiste, est en fait, depuis le congrès de Tours, un mouvement réformiste. Son chef, Blum voudrait le faire évoluer vers un parti travailliste (c'est à dire social démocrate) à la française, mais les militants lui font assez rapidement retrouver les réflexes de la vieille S.F.I.O., en écartant, par réflexe anticlérical, les militants chrétiens qui auraient pu le rejoindre, donnant ainsi toutes ses chances à un mouvement naissant, le M.R.P.

Le **Mouvement républicain Populaire** est un nouveau parti, né en novembre 1944, il est issu de la résistance chrétienne. A ce titre il est assez proche de la DC et du C.D.U. Ses chefs, Georges Bideault et Robert Schuman, seront parmi les plus grands artisans de la construction européenne.

Le succès du M.R.P. peut s'expliquer de diverses manières : le rayonnement de personnalités de (*Edmond Michelet*) la résistance, la volonté de certains électeurs de ne pas voter à gauche, sans non plus voter à droite, et sans doute aussi le vote d'un nouvel électorat : les femmes. Dans la décolonisation, ce parti aura constamment une attitude favorable au lobby colonial, bien représenté en son sein par des intérêts industriels et par l'église.

La droite, discréditée par la collaboration, et les **radicaux**, tenus pour responsables du naufrage de la troisième république sont laminés aux élections.

Le président du conseil, le général de Gaulle, voudrait imposer des institutions nouvelles où le pouvoir exécutif serait fort, afin d'éviter à l'avenir les faiblesses de l'entre-deux-guerres. Le même jour, le 21 octobre 1945, les français refusent massivement (96 %) le retour à la troisième république et élisent à la proportionnelle intégrale une assemblée constituante dont la tâche, en 7 mois, de poser les bases d'une nouvelle république. Mais voilà , cette assemblée voit le triomphe de trois partis, et le général de Gaulle n'arrivera pas à imposer ses vues.

Pour la première fois dans l'Histoire de France, deux partis "marxistes" ont la majorité absolue, mais les socialistes ne veulent pas d'une alliance avec les seuls communistes dont ils redoutent la puissance et les visées? c'est ainsi que se met en place le **tripartisme**, jusqu'à quand ?

Les rapports avec le président du conseil se dégradent, d'abord sur la nomination de ministres communistes, De Gaulle refuse aux communistes tout accès aux portefeuilles des Affaires étrangères, de la Défense et de l'Intérieur, on arrivera toutefois à un compromis (Tillon à l'Armement, Marcel Paul au Travail...). Le second point de rupture sera le vote des crédits militaires que les communistes et certains socialistes voudraient réduire, mais l'essentiel sera d'une part le partage des pouvoirs entre le Président du conseil et l'assemblée constituante et ce partage dans la prochaine constitution.

"*Veut-on un gouvernement qui gouverne ou bien une Assemblée omnipotente déléguant un gouvernement pour accomplir ses volontés ?*" demande le général.

Devant l'impossibilité de se mettre d'accord avec l'assemblée, tenu délibérément à l'écart des travaux de cette dernière, le général redoute le retour d'un système où l'assemblée serait prépondérante. Dans l'espoir de créer un choc dans l'opinion, et d'être rappelé, il démissionne le 20 janvier 1946. C'est le début de sa "traversée du désert"

II. Les mémoires de la Seconde Guerre Mondiale. **« Un passé qui ne passe pas »**

Qu'est-ce que la mémoire : une « présence du passé dans le présent ». La mémoire est donc une construction. Il y a la mémoire individuelle, fragile souvent, le témoignage, et il y a la mémoire collective, qui n'est pas une somme, mais une construction sociale, où l'enseignement de l'histoire, les commémorations, outre les mémoires individuelles, jouent un rôle important.

1. Deuil et déchirements 1945-1954

Deuils et célébrations

Les deux premières années après la libération, les célébrations sont extrêmement nombreuses : cérémonie au mont Valérien le 11 novembre 1945, par exemple, où 15 dépouilles sont enterrées.

Cela fait penser aux nombreuses cérémonies de 1919.

Ces célébrations peuvent se comprendre de diverses manières : il y a d'abord l'hommage naturel donné aux camarades tombés par les survivants, et par ceux qui reviennent juste de déportation. Il y a ainsi une foule de plaques commémoratives placées sur des maisons, sur des petits monuments, souvent à travers la campagne.

Il y a également, de la part du pouvoir politique, la volonté de forger l'image d'une France résistance, c'est le « résistancialisme ». Toute l'époque célèbre la France résistante, unie contre l'occupant.

ATTENTION : il ne faut pas aujourd'hui verser dans un excès inverse. Il y a un mythe de la Résistance en France, cela ne signifie pas que la Résistance ait été un mythe. Cela ne veut pas dire que 40 000 000 de Français ont été des collaborateurs.

La diversité des mémoires particulières

Les Prisonniers de guerre. Nombreux (1,8 millions, dont 1,5 entrent après la victoire), les prisonniers de guerre se sont vu voler cinq ans de leur jeunesse. Ce sont des perdants, malgré la victoire, leur retour, en bandes molletières et casque bourguignon, les fait paraître d'un autre âge.

Les déportés de la Résistance. Couverts d'honneur, mais ils ne se reconnaissent pas toujours dans les cérémonies qui les honorent.

Les travailleurs obligatoires (STO).

Les Malgré Nous

Terminons par les déportés raciaux. Ceux qui reviennent sont si peu nombreux...

Les Juifs. Dans toutes ces célébrations, et déjà ces commémorations, il y a la volonté de ne pas distinguer entre Français. Les sort des Juifs, dont un petit nombre revient des camps (environ 4 000 sur 76 000 déportés), mêlés au flot des déportés pour faits de Résistance, des prisonniers de guerre, des travailleurs forcés, n'est pas reconnu dans sa spécificité.

Les Tziganes. Que sait-on de la mémoire de la seconde guerre mondiale chez les Tziganes ? Quelles commémorations, quels monuments ? Une culture essentiellement orale, une mémoire de la tragédie intégrée mais fermée sur elle-même. Le travail de mémoire et d'histoire a-t-il aujourd'hui seulement commencé ?

En 1959, le film *Nuit et Brouillard*, d'Alain Resnais, mêle sans distinction tous les types de déportation.

Mémoire gaullienne, mémoire communiste

2. Le temps du refoulement 1954-1969

FINIR CE CHAPITRE

Chapitre II : la Quatrième république

I. Du tripartisme à la troisième force 1946-52

1. Le tripartisme et les nouvelles institutions

Naissance du tripartisme

Les Communistes profitent du départ du général de Gaulle pour proposer aux socialistes un gouvernement de gauche excluant le M.R.P., possibilité que rendait possible la majorité absolue que ces partis avaient à l'époque à la fois dans le pays et à l'Assemblée. Les socialistes refusent, et le M.R.P. est associé au gouvernement (il accepte d'y entrer sur la foi d'un rapport militaire affirmant que les Etats-Unis interviendraient en France en cas de mise en place d'un gouvernement à dominante communiste), selon un système qu'on nomme le "tripartisme" (charte du tripartisme : 23 janvier 1946). Le Président du conseil est le socialiste Félix Bouin. Il distribue les portefeuilles aux partis, charge à eux de nommer les ministres. C'est bien un régime des partis qui s'installe.

C'est plus un pacte de non agression entre 3 formations politiques aux buts bien divers, qu'un véritable programme de gouvernement.

L'échec du premier projet : 5 mai 1946

Référendum sur la constitution :		
5 mai 1946		
	% exprimés	% Inscrits
POUR	47 %	
CONTRE.	53 %	

Un premier texte, concocté par les socialistes et les communistes est proposé aux Français le 5 mai 1946. Il prévoit entre autre une assemblée unique ayant la plupart des pouvoirs : élection du Président de la République, nomination du Président du Conseil, censure, et même en cas de

dissolution de l'Assemblée par le Président de la république, la nécessité pour le gouvernement de démissionner et de remettre ses pouvoirs au président de l'Assemblée. Le M.R.P., craint une mainmise communiste sur cette assemblée et la transformation de la France, le plus légalement du monde, en démocratie populaire ; il s'y oppose, et est suivi par une majorité d'électeurs lors du référendum du 5 mai 1946.

Elections législatives du 2 juin 1946			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
P.C.F.	5 243 000	26,4 %	153
S.F.I.O.	4 234 000	21,3 %	128
R.G.R.	2 203 000	11,1 %	52
M.R.P.	5 614 000	28,2 %	166
Droite	2 586 000	13 %	87

Une nouvelle constituante est élue en juin 1946.

Les rapports de force entre les grands partis ne sont pas bouleversés, mais le M.R.P. passe devant le P.C.F., récoltant ainsi à droite les fruits de son anticommunisme et de la victoire du non au référendum. Les trois partis vont maintenant arriver à un compromis, refusé

par de Gaulle (*Discours de Bayeux : juin 46*).

L'adoption de la Constitution, le 13 octobre 1946

On ne peut pas dire que l'adhésion au régime est massive.

Référendum sur la constitution :		
13 octobre 1946		
	% exprimés	% Inscrits
POUR	53 %	36 %
CONTRE.	47 %	

Les Institutions

Une Assemblée Nationale, élue pour 5 ans au suffrage universel direct. Elle fixe elle-même la durée de ses sessions, est maître de son ordre du jour,

de son règlement, vote seule la loi, et ne peut déléguer ce droit (donc pas de décrets-lois), elle investit (confiance) ou renverse (censure) le gouvernement.

Le Conseil de la République remplace l'ancien Sénat. Il ne donne que des avis sur les lois, auxquels l'Assemblée peut passer outre, si elle revote. La désignation au conseil de la République est complexe : désignation d'un tiers des membres par les partis dominants à l'Assemblée Nationale, élection des deux autres tiers par un collège comprenant députés, conseillers généraux, "grands électeurs". En 1948, on reviendra au système de la troisième : élection par les conseillers généraux et municipaux. Au total les pouvoirs du Conseil de la République sont très faibles.

Le Président de la République. Il a plus de pouvoirs qu'il y paraît de prime abord. Il est élu par le Congrès, réunissant les deux chambres, pour 7 ans, ce qui lui accorde une assez grande indépendance. Il désigne le Président du Conseil, ce qui lui laissera une certaine initiative, dans un régime où n'existe pas de grands leaders, mais toute une gamme de personnalités. Vincent Auriol, mais aussi René Coty sauront en jouer.

Le Président du Conseil. Responsable devant l'Assemblée, c'est le véritable chef de l'exécutif. Il est investit par l'Assemblée avant même d'avoir formé son cabinet. Jusqu'en 1954, il devra aussi faire approuver son gouvernement (on parle de "double investiture"). Le gouvernement est en outre continuellement soumis au contrôle du parlement : discussion des projets en commission ou en séance, interpellations, votes, nombreux amendements.

Le gouvernement ne peut dissoudre que dans des cas assez improbables : après au moins 18 mois de législature, si il y eu durant les derniers 18 mois deux crises ministérielles avec vote d'une majorité absolue des députés contre le gouvernement, et si le gouvernement qui dissous est en pales depuis au moins 15 jours. Enfin le gouvernement qui dissous doit être placé sous la présidence de l'Assemblée nationale (jusqu'en 1954).

En fait le régime de la IVème république est encore plus parlementaire, et monocaméral que celui de la IIIème république pourtant honni à la libération par les citoyens.

Ce régime, conçu pour une situation politique dominée par trois grands partis bien structurés, va sombrer dans l'instabilité lorsque ces partis vont perdre leur mainmise sur le paysage politique français : de janvier 1947 à juin 1958, la Quatrième République connaîtra 25 gouvernements successifs, d'une durée comprise entre deux jours, pour le plus court et 16 mois pour le plus long (Guy Mollet : juin 1956 - mai 1957), et nous ne parlons pas des cabinets morts-nés.

2. Une politique coloniale incohérente

Janvier 1944 : la conférence de Brazzaville, en pleine guerre avait suscité de nombreux espoirs, en particulier parmi les élites indigènes. Sans vraiment parler d'indépendance, la France libre annonçait que la France libérée n'emploierait jamais la force contre un autre peuple.

Les faits vont très vite démentir ces beaux principes, à propos de la plus belle des colonies,

a : l'Algérie :

En mars 44 est proposé en effet un **nouveau statut pour l'Algérie**, qui prévoit deux collèges dont un élu par les indigènes. Or, les nationalistes, qui existaient déjà avant la guerre

redressent la tête et s'unissent. Ils profitent de la fin de la guerre dans laquelle le peuple algérien a fourni un effort considérable. Le mouvement nationaliste algérien comprend en effet trois composantes :

Le M.T.L.D. (parti du peuple algérien) de Messali Hadj¹ ; c'est un parti moderniste, socialisant et ouvrier.

Le nationalisme des élites de Ferhat Abbas, qui après avoir réclamé en vain pendant des années la nationalité française pour les Algériens, devient un fervent nationaliste.

Le nationalisme musulman des **Ulémas** : "l'Islam est ma religion, l'Arabe est ma langue, l'Algérie est ma patrie". Ces mouvements, naguère assez proche du colonisateur, amorcent, sous la pression de l'islamisme égyptien, un glissement vers le nationalisme arabe.

Ces trois composantes se retrouvent en 1944 sous le thème d'une **Algérie autonome fédérée à une République française rénovée**. Programme modéré certes, mais qui scandalise déjà les colons.

L'insurrection de Sétif va leur fournir le prétexte de ne rien faire qui donne quelque pouvoir aux indigènes. Elle se déclenche le 8 mai 1945, et est marquée par une répression féroce et aveugle du côté européen : environ 100 morts européens et de 6000 à 8000 indigènes.

Cette insurrection rend le dialogue impossible en Algérie

Le nationalisme algérien, écrasé à Sétif, perd tout espoir de dialogue avec la France et le nouveau statut est vidé de son sens

2 chambres de 60 membres

une est élue par 464 000 colons et 58 000 assimilés. Les femmes votent

l'autre est élue par 1 400 000 indigènes mâles.

La fraude électorale est pratiquée à grande échelle pour remplir la chambre indigène de personnages favorables à la France.

De 1945 à 1946, des dizaines de députés d'Outre mer, dont un certain nombre d'indigènes, participent à la discussion sur la nouvelle constitution, qui verra la naissance de l'Union Française, appelée à remplacer l'Empire. Il y a là sans doute une occasion historique de faire évoluer l'Empire, comme sauront un peu mieux le faire les Britanniques. Mais ni le tripartisme, ni la troisième force ne saisiront cette occasion.

Cette Union Française n'est en effet ni un Empire, ni une Fédération, ni un Self government à l'anglaise. Elle ne prévoit ni l'émancipation, ni l'indépendance des peuples, elle fige arbitrairement la situation et sera vite discréditée et dépassée, par les incohérences du gouvernement et par les politiques suivies par d'autres pays (Pays-Bas, Etats-Unis et surtout Royaume-Uni)

L'Empire craque : il craque d'abord dans ces colonies essentielles que sont l'Algérie et l'Indochine, mais il craque aussi au Maroc, en Tunisie, à Madagascar...

b : en Indochine :

Les Japonais se sont débarrassés des mars 1945 de l'administration française. Les accords entre alliés (conférence de Potsdam) ne prévoient d'ailleurs pas le retour des Français, mais le partage de l'Indochine entre les Britanniques au sud du 17°N et les Chinois au nord. Bao

¹ M.T.L.D. : mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques (1946) ; Ahmed Messali Hadj : 1898-1974

Dai au sud et Ho chi Minh au nord déclarent l'indépendance du pays, tandis que le prince Sihanouk fait de même au Cambodge.

La France avait dans un premier temps négocié et accepté formellement (accords Ho chi Minh-Sainteny en mars 1946) l'éventualité de l'indépendance.

Mais l'amiral d'Argenlieu, outrepassant sans doute son mandat, et s'opposant d'ailleurs sur ce point avec un général Leclerc (il a repris pied au sud avec la 2ème D.B.) plus conciliant, se décide à entrer dans une confrontation militaire. C'est chose faite avec en nov. 1946 le bombardement par la flotte de la ville côtière de Haiphong (6000 morts). Ce sont les grands intérêts coloniaux et l'armée elle-même qui ont poussé ainsi un gouvernement plutôt indécis à l'affrontement. C'est une guerre longue et coûteuse qui commence.

c : au Maroc et en Tunisie :

Le statut de protectorat rend les choses bien différentes :

Au Maroc, les nationalistes sont rassemblés au sein de l'Istiqlal dirigé par Abd el Krim¹. Dès 1944 ont lieu des affrontements. L'évolution du Sultan vers le Nationalisme arabe, et la volonté du gouvernement français d'empêcher un conflit permettront les négociations d'aboutir à l'indépendance en 1956.

En Tunisie, le nationalisme est représenté surtout par un parti progressiste : le Néo Destour, dirigé par un personnage d'une grande autorité : Habib Bourguiba². Son mouvement s'appuie sur les classes laborieuses de villes, et sur l'U.G.T.T. qui organise des grèves.

Les nationalismes du Maghreb se retrouvent à partir de janvier 1948 au Caire (Abd el Krim, Bourguiba, Allal el Fassi) et s'appuient sur la ligue arabe et sur la charte des nations unies pour faire avancer leurs idées.

d : à Madagascar :

A Madagascar, une insurrection commence en mars 1947 ; un peu sur le mode de Sétif. 550 européens sont tués. Les colons et le gouvernement veulent en profiter pour éliminer les indépendantistes, même modérés, du Mouvement démocratique de la Révolution malgache (M.D.R.M.) qui avaient gagné les élections de 1946. Un corps expéditionnaire de 18 000 hommes est envoyé. La répression fera officiellement 89 000 victimes. c'est à dire beaucoup plus.

En fait on peut se demander si la république française a une politique coloniale.

3. La fin du tripartisme et la naissance de la troisième force : la "terrible année 1947" (de Gaulle)

La coexistence devient de plus en plus difficile entre les différentes composantes du tripartisme :

¹ 1882-1963, issu du Maroc espagnol, chef de la guerre du Rif (1921-1926), réfugié au Caire en 1947.

² né en 1903

Elections législatives du 10 novembre 1946

Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
P.C.F.	5 505 000	21,9 %	165
S.F.I.O.	3 434 000	17,8 %	91
R.G.R.	2 136 000	11,1 %	54
M.R.P.	4 989 000	25,9 %	158
Droite	2 487 000	12,9 %	76

Il y a le problème colonial que l'on vient de voir, où s'exprime des sensibilités bien différentes.

Il y a le problème de la dégradation des rapports entre les alliés et de la naissance de la guerre froide. Il est certain que la France doit choisir son camp, en particulier à l'occasion du Plan Marshall

Il y a tout simplement la renaissance des clivages sociaux politiques entre socialistes, communistes et démocrates chrétiens. La situation se normalisant, les clivages traditionnels réapparaissent, d'autant plus que la situation économique ne s'améliore guère.

Au même moment, et en partie à cause de cette analyse. Le général de Gaulle lance en avril 1947 son R.P.F. (rassemblement du Peuple Français) (à Strasbourg). Il a pour but de réformer l'Etat et la constitution.

Il obtient très rapidement un très grand nombre de militants, devenant ainsi le premier véritable parti de masse de la droite française : 810 000 demandes d'adhésion au 1er mai 1947, ce qui fera dire à Malraux : "le R.P.F. c'est le métro" (on y trouve tout le monde)

Au élections municipales de l'automne 1947, le R.P.F. fait un tabac, en particulier au détriment du M.R.P. Il obtient 38% des voix, donnant ainsi à ses promoteurs l'impression (l'illusion ?) que le pouvoir est à portée de main. Il prend un certain nombre de grandes villes (Strasbourg, Bordeaux, Rennes) et il domine le conseil de Paris. De Gaulle invite l'Assemblée Nationale à se dissoudre, mais elle se garde bien de le faire et les futures élections législatives sont bien loin.

En attendant, le tripartisme vit ses derniers jours...

Dès le début 1947, le président du conseil socialiste : Ramadier était convaincu qu'il ne pouvait plus gérer la France avec les communistes, et cela à cause de leur opposition sur l'Indochine, mais aussi à cause de leur refus croissant de cautionner la politique économique du pays. Il prend prétexte de leur refus de voter la confiance sur ce point, pour les renvoyer le 5 mai 1947. Le plan Marshall, la naissance du Kominform en septembre (les délégués communistes français et italiens s'y font critiquer pour leur collaboration avec les ennemis de classe), et les grèves de l'automne rendront ce divorce définitif.

Les grèves insurrectionnelles de 1947 : elles commencent à l'automne et se poursuivront en hiver. Il s'agit au départ de protester contre les difficultés d'approvisionnement qui voient le rationnement s'aggraver et le marché noir reflourir. Les grèves, partant des bastions C.G.T. du secteur public, font tâche d'huile dans la métallurgie, les banques, les transports... Ces grèves sont très souvent spontanées, la C.G.T. suit...

En automne, les élections municipales poussent le gouvernement à se recadrer à droite, le tripartisme est bien mort et on commence donc à parler de troisième force. Robert Schuman un M.R.P. remplace le socialiste Ramadier. (en novembre)

La situation sociale se dégrade alors : les grèves dégénèrent ça et là en émeutes insurrectionnelles. Il y a des blessés, des morts. Le 3 décembre un train déraille, dans le nord, après le sabotage d'une voie ferrée : 21 morts. Le ministre de l'intérieur est alors le socialiste Jules Moch.

Le gouvernement réagit fortement : rappel des réservistes, utilisation massive des forces de l'ordre et de l'armée. Renvoi des meneurs (dans les mines du nord). Ces grèves marquent bien le divorce entre les communistes et le pouvoir, et leur entrée durable dans l'opposition. Elles marquent aussi la naissance officielle d'un anticommunisme viscéral et peut-être caricatural,

d'une peur des rouges. Elle va aussi déboucher sur l'explosion de la C.G.T., avec la naissance en 1948 de la CGT-FO.

4. Le chemin de WashInhton : la France dans la guerre froide.

C'est le "choix de l'Amérique" : .

1947 : plan Marshall : la France profite de l'aide américaine en nature : charbon, pétrole, farine... Le plan Marshall coïncide donc avec la fin des restrictions. En France ce sont près de 3 Md \$ dont plus de 2 à titre gratuit ; au total 20% de l'aide états-unienne en Europe.

L'évolution de la situation en Europe de l'Est va achever cette évolution : c'est ainsi que le coup de Prague pousse la France à fonder en mars 1948 le pacte de Bruxelles avec les Britanniques et le Bénélux : au total 9 divisions, qui préfigurent l'OTAN.

Entre-temps la France abandonne toute ses prétentions sur la Sarre.

Avril 1948 : l'O.E.C.E.

L'affaire de Berlin en 48-49 verra la France participer à la fondation du traité de l'Atlantique Nord et de l'OTAN.

C'est aussi le choix de l'Europe :

Fondation de la C.E.C.A.

Tentative de la C.E.D.

5. Les succès économiques

En 1947 est lancé le premier plan, mis en oeuvre par Jean Monnet et qui profitera en plein de l'aide américaine.

Il définit des priorités dans l'oeuvre de reconstruction : 8 secteurs de base sont choisis :

Le Charbon

L'Electricité

Les Carburants

L'Acier

Le Ciment

Les Transports

Les Engrais

Les Tracteurs

Les méthodes sont nouvelles et sont caractéristiques de Jean Monnet, c'est en effet la concertation qui prévaut, entre Etat, entreprises et syndicats. L'Etat propose, oriente, et subventionne les secteurs prioritaires. Sa part dans les investissements approche 50 %

Les résultats sont impressionnants : l'année 1949 voit l'économie française atteindre le niveau de 1938 et 1952 l'année 1929. Ensuite l'envolée continue durablement ; la France est lancée dans une des plus belles périodes de croissance de son histoire que l'on appelle les trente glorieuses (1945-1975).

Les industries les plus performantes : l'énergie, et les transports. Mais la construction ne progresse pas assez malgré la pression démographique, l'exode rural, l'immigration. Par ailleurs les structures de l'économie demeurent assez archaïque : paternalisme, petite taille des entreprises. Autre réserve, la persistance de l'inflation, véritable "mal français", qui profite à un

certain nombre de corporations (comme les commerçants) mais qui ne permet pas une croissance vraiment saine, et qui vole les salariés d'une part de leur pouvoir d'achat.

6. La fin de la troisième force

La pression des communistes à gauche et des gaullistes à droite rend l'avenir politique de la troisième force bien aléatoire, en particulier l'échéance législative de 1951.

Pour faire face à cette échéance douloureuse, les partis aux pouvoirs élaborent une extraordinaire loi électorale : la loi des "apparentements". Henri Queuille fait passer cette loi en mai 1951 : le scrutin proportionnel n'est pas remis en cause, mais plusieurs listes peuvent se déclarer, avant le scrutin "apparentées". Dans ce cas, si elles obtiennent ensemble la majorité des voix, elles obtiennent la totalité des sièges de la circonscription, à se répartir entre elles à la plus forte moyenne.

Or seules les partis de la troisième force sont susceptibles de s'apparenter. En effet le parti communiste est puissant mais isolé, par ailleurs la loi exclut de son cadre les départements où il risquerait d'obtenir la majorité absolue à lui tout seul : Seine, et Seine et Oise.

Par ailleurs le R.P.F. est aussi visé, il doit en effet soit s'apparenter et ainsi collaborer avec le régime de partis honni par de Gaulle, ou refuser de s'apparenter et perdre ainsi de nombreux sièges.

Elections législatives du 17 juin 1951			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
P.C.F.	4 911 000	25,7 %	101
S.F.I.O.	2 745 000	14,4 %	106
R.G.R.	1 888 000	9,9 %	99
M.R.P.	2 370 000	12,4 %	88
Droite	2 657 000	13,9 %	99
R.P.F.	4 125 000	21,6 %	117

Donc la loi doit permettre à des partis fortement discrédité de conserver le pouvoir et au régime de se perpétuer. Pour ce qui concerne le M.R.P. et les radicaux l'enjeu est encore plus important, c'est la survie.

La chambre élue correspond en partie seulement aux espoirs de la troisième force : des formations battues en voix se maintiennent en sièges. Mais le déclin est toutefois bien là.

Gaullistes et communistes ne sont pas laminés et on a une chambre "hexagonale".

La troisième force va exploser sur la question scolaire, vieux point de discorde entre les catholiques du M.R.P. et les laïcs socialistes et radicaux. La loi Barangé¹, préparée par un M.R.P. avec la complicité du R.P.F. commence à semer la zizanie, en janvier les socialistes font tomber le Président du Conseil U.D.S.R. Pleven, il est remplacé par un radical Edgar Faure, qui tombe à son tour 40 jours plus tard. Le Président Auriol décide alors, pour la première fois depuis la libération, de faire appel à un homme de droite.

En mars 1952, lors de la "journée des dupes" (les radicaux ont voté Pinay en pensant qu'il ne passerait pas...) Pinay est investi par une coalition hétéroclite de radicaux, U.D.S.R., M.R.P., modérés, et 27 transfuges (dont Frédéric-Dupont) du R.P.F., qui ont transgressé les ordres du général et sont "allés à la soupe".

C'est d'ailleurs, on peut le noter, un cas de figure rappelant étrangement la IIIème République que ce renversement d'alliance en cours de législature, au centre duquel les radicaux jouent un rôle essentiel.

II. De Pinay à Mendès : 1952-1955

¹ 10 septembre 1951.

1. Pinay ou le retour de la droite

Ou plus précisément du centre droit, si on prend en compte l'ensemble des forces de la

"Toute méthode qui conduirait à une opposition systématique, stérile et impopulaire, dans l'attente d'une inévitable catastrophe, nous paraît sans issue. Il nous semble difficile de tout subordonner à une conception fataliste de l'histoire, alors que nous sommes chaque jour aux prises avec des réalités concrètes."

Lettre publique des 27 transfuges du R.P.F.

coalition. Toujours est-il que la personnalité du nouveau président du Conseil est clairement à droite. L'homme rassure les milieux d'affaire. C'est un tenant de l'orthodoxie financière et entre autre de la défense du franc. Il lance une campagne psychologique tendant à ramener la confiance en notre monnaie : il prône l'équilibre budgétaire et tente d'enrayer la fuite des capitaux. Il profite aussi d'une conjoncture

internationale de baisse

des prix qui va se traduire par une stabilisation momentanée mais trompeuse du franc. Toujours est-il que naîtra le mythe Pinay d'un nouveau Poincaré. toujours est-il que son bilan est moins flatteur : il a récompensé, par l'amnistie fiscale, tout ceux qui avaient fait fuir leurs capitaux, leur permettant ainsi de toucher en France les dividendes de leur spéculation contre le franc. Il a voulu relancer la confiance par un grand emprunt (l'emprunt Pinay) bénéficiant d'une fiscalité avantageuse pour les héritages, mais indexé sur l'or, ce qui coûtera cher lorsque ce métal commencera à flamber dans les années 60. Cette politique, favorable aux milieux d'affaires, sera donc coûteuse pour la collectivité. Enfin, ses coupes budgétaires ont surtout concerné les investissements (réduits d'un tiers) ce qui est gênant pour l'avenir.

"On peut camper sur une position en attendant la soupe ; mais on ne peut remporter de victoire sans combattre. Ceux qui ne voulaient pas combattre sont allés à la soupe."

Paroles du général de Gaulle à propos des 27 transfuges

En politique intérieure, la période Pinay (mars-déc 1952) et les deux cabinets suivants : Mayer (jan-juin 1953) et Laniel ((juin 53-juin 54) sont marqués par la déliquescence du mouvement gaulliste et la lutte contre les communistes.

Les gaullistes en effet enregistre la trahison des 27 comme un échec grave. Cela compromet surtout la dynamique de prise du pouvoir concoctée par le général, qui voit ainsi perdurer le régime honni. Il dissout le mouvement en mai 53. Les députés gaullistes fidèles vont se rassembler dans l'Union Républicaine d'Action Sociale (U.R.A.S.) en attendant de meilleurs jours.

Le gouvernement s'en prend aux communistes, qui durant cette période s'agitent beaucoup contre les guerres de Corée et d'Indochine. C'est par exemple la ridicule affaire des pigeons qui voit l'arrestation de Jacques Duclos en 1952.

Sur le plan social, c'est la rigueur, le gouvernement accepte d'indexer le S.M.I.C. sur la hausse des prix, parce qu'il pense que l'inflation a été jugulée. En revanche il s'attaque à la fonction publique, en particulier au régime de retraite des cheminots. Ceux-ci déclenchent une vague de grèves qui culminent à l'été 1953 avec 4 millions de grévistes, le pays est paralysé et le gouvernement doit reculer.

2. L'aventurisme colonial en Afrique du nord et en Indochine

C'est la lutte à outrance contre les nationalistes dans les colonies, la politique de la troisième force sur ce point est poursuivie et amplifiée. Surtout on a l'impression que le lobby colonial : armée, colons... a pratiquement "carte blanche" et multiplie les provocations irresponsables.

Au Maroc et en Tunisie, par exemple, les autorités françaises arrivent à s'aliéner des interlocuteurs pourtant modérés. Au Maroc, par exemple, le résident français dépose le sultan Mohammed V, qui refuse de condamner l'Istiqlâl. Il donne ainsi au vieux souverain une

légitimité qui permettra à la monarchie de franchir le cap de la décolonisation. En Tunisie, on arrête encore une fois le pourtant conciliant Bourguiba.

Dans ces deux pays, la France saura désavouer ces initiatives, par les voix d'Edgar Faure et François Mitterrand, préparant ainsi une attitude plus conciliante qui sera celle de P.M.F.

En Indochine, la création de la Chine populaire en 1949 change complètement les données militaires : désormais la France est en position défensive. La guerre de Corée a par ailleurs transformé le conflit indochinois en enjeu Est-Ouest, poussant ainsi les états-unis à aider puissamment l'effort de guerre français. L'opinion publique française, quant à elle, se désintéresse d'un conflit où ne sont engagés que des professionnels : légion, troupes coloniales (ce qui aura d'ailleurs de lourdes conséquences. Seul peut-être le P.C.F. mène une campagne active contre ce conflit.

Dien Bien Phû : forces en présence		
	Côté Viet	Côté français
Coolies	75000	
Combattants	35000	10800 (40% légionnaires)

Le Président du conseil Laniel (Joseph) choisit en 1953 une tactique aventureuse qui vise à couper le Viêt-minh de ses bases arrières dans la cuvette de Dien-Bien-Phu. Ce choix va s'avérer assez vite catastrophique, car les Viêt-

minh, contrairement à toute attente, arrivent à acheminer du matériel lourd autour de la cuvette et lancent l'assaut fin avril 1954. Après une résistance acharnée (57 jours de combats), et faute d'un appui massif des Etats-Unis, les défenseurs de Dien-Bien-Phu se rendent le 7 mai 1954. C'est une défaite humiliante, qui sonne le glas de la présence française dans la région.

Bilan approximatif du conflit :

Côté français :	46 000 Indochinois
	20 000 soldats français
	15 000 soldats africains
	11 000 légionnaires
	soit 92 000 hommes environ
Côté Viêt-minh :	400 000 à 500 000 hommes

En attendant, le gouvernement chute. C'est le début de l'expérience P.M.F.

3. L'"expérience" Mendès France

17 juin 1954-5 février 1955

Une expérience de moins d'un an. Pourquoi parler d'expérience ? Sans doute parce que cette parenthèse montre ce qu'aurait pu être la IVème République, si on avait rompu avec des pratiques de la troisième.

Pierre Mendès France (1907-1952) est un avocat brillant, issu de la bourgeoisie juive parisienne. Il s'est engagé très tôt dans l'antifascisme dans les années 1930 et est en 1936 un des plus jeunes députés de France. C'est à ce titre qu'il tente de rejoindre l'Afrique du nord en 1940 et qu'il est un des accusés du procès de Riom. Incarcéré par Vichy, il réussit à s'évader. A la libération il est ministre de l'économie nationale. Radical, il est animé d'un solide anticommunisme, mais il a aussi des ennemis à droite, voire à l'extrême droite où on lui reproche ses origines (Mendès lolo) et ses positions contre la poursuite des guerres coloniales.

Toutes les conceptions politiques de P.M.F. sont contenues dans son discours d'investiture du 17 juin 1954 : le Président du conseil doit être le véritable patron de l'exécutif. Il

doit ainsi pouvoir choisir ses ministres : le gouvernement P.M.F. sera le seul de la IVème dont les portefeuilles n'ont pas été distribués par les Partis. Par ailleurs il doit proposer à l'assemblée un véritable contrat de gouvernement : pour lui, ce sera la solution de la crise indochinoise et le problème de la C.E.D. Enfin il doit disposer d'une vraie majorité : P.M.F. refuse de décompter les voix du P.C.F. parmi celles qui approuvent sa politique, même si ce parti vote pour son investiture (pour faciliter l'accession de l'Indochine à l'indépendance).

P.M.F., c'est un style de gouvernement qui tranche avec les pratiques antérieures : souci de pédagogie (allocutions radiodiffusées "au coin du feu"), refus des calculs politiques, volonté de modernisme et de réforme, même au prix de l'impopularité (lutte contre les bouilleurs de crus, distribution de lait dans les écoles). On a pu parler le "mendésisme" pour désigner cette expérience.

Dès le 20 juillet, le problème indochinois est réglé : les accords de Genève sont signés.

Le 31 juillet, P.M.F. se rend à Carthage, en Tunisie, il y annonce l'autonomie prochaine de ce protectorat, ainsi que de celui du Maroc. Ce discours vite célèbre engage une évolution qui met fin dans l'immédiat aux violences dans ces protectorats, et surtout qui prépare une indépendance qui sera acquise dès 1956.

Le problème de la C.E.D. est soumis à l'assemblée lors d'un vote le 30 août. La C.E.D. est repoussée par une majorité hétéroclite composée de communistes, de gaullistes et de quelques membres de partis au pouvoir.

A la Toussaint 1954 éclate en Algérie un nouveau conflit, sur lequel le gouvernement P.M.F. sera vite divisé.

En février 1954, P.M.F. se voit refuser la confiance de l'Assemblée, précisément à cause de l'Algérie. Contre lui, une coalition de ses vieux ennemis communistes, gaullistes, de ceux qui lui reprochent d'avoir cédé l'Indochine (alors qu'il avait été désigné pour cela), et de ceux qui lui reprochent de ne pas avoir défendu le projet de C.E.D. (M.R.P. et S.F.I.O. notamment).

III. La chute de la IV^{ème} République : 1955-1958

1. Les débuts de la guerre d'Algérie

1	11	1954	Début de la guerre d'Algérie
25	1	1955	Jacques Soustelle Gouverneur général en Algérie
2	4	1955	Etat d'urgence en Algérie
24	8	1955	Rappel de réservistes en Algérie

La Toussaint Rouge

1er novembre 1954 : 70 attentats, 8 morts.

Tout le monde n'a pas conscience à l'époque que commence une des guerres de décolonisation les plus dure de l'après guerre. Pourquoi ?

La situation sociale et ethnique de l'Algérie en 1954 :

Il y a en Algérie une dizaine de millions d'habitants :

1 million sont des Français d'Algérie. 80% sont nés en Algérie. On les appelle parfois les Européens, ou encore les Pieds Noirs. Ils sont d'origine diverses : on y trouve bien sûr des "français de souche", venus des différentes provinces de l'hexagone, soit par aventurisme, soit sous la pression d'événements : exils politiques par exemple, ou encore à la suite de la perte de l'Alsace et la Lorraine. Mais beaucoup de Pieds Noirs sont en fait d'origine espagnoles (soit d'Andalousie, soit des Baléares) ou italienne. Un grand nombre enfin sont les Juifs Sépharades qui ont obtenu au début du siècle la nationalité française mais qui sont en fait dans le pays depuis 1492. Les Pieds Noirs ne forment donc pas ethniquement un groupe homogène. C'est à la limite l'exil de 1962 qui les rapprochera. Ils ne forment pas non plus un groupe social homogène : on y rencontre finalement peu de grands colons (peut-être 20 000), les plus grands propriétaires vivant d'ailleurs plutôt en France. La plupart sont des petits fonctionnaires ou artisans. Ils forment d'ailleurs un électorat plutôt à gauche (socialiste, voire communiste), ce qui explique la difficulté de la S.F.I.O., et même du P.C.F. au début à se démarquer d'une politique coloniale en Algérie. Même s'ils sont de conditions modestes, ces "Européens" bénéficient en effet d'un statut privilégié par rapport aux "Indigènes" et bien peu sont favorables à une évolution de la situation.

8,4 Millions sont les "Indigènes" : ils sont aussi très divers : l'Algérie n'a jamais, dans son histoire précédent la colonisation, formé un ensemble cohérent. Ethniquement on peut distinguer les Kabyles des Arabes, ou des Berbères... Socialement aussi règne la diversité : il y a encore 8 millions d'"Indigènes" qui vivent en plein XX^{ème} siècle à la campagne, avec une économie qui n'a pas beaucoup évolué depuis le moyen âge : élevage ovin, agriculture céréalière de subsistance, exploitation de la forêt, chasse... Ils connaissent une explosion démographique intense, mais ne peuvent guère espérer voir leur situation s'améliorer. 1 million vivent en ville. Ils sont associés à l'économie des Européens, mais tiennent en général une place inférieure. Une élite (diplômés, fonctionnaires...) a commencé à lever, mais elle se heurte au refus des Européens de lui donner une véritable égalité. C'est dans ces milieux que va naître le nationalisme algérien. Il est intéressant qu'il soit né parmi ceux dont la volonté d'intégration a été déçue (voir le parcours de Ferhat Abbas).

Les activistes de 54 (on les appelle les "fils de la Toussaint") sont les héritiers du M.T.L.D. (mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques), à l'origine des émeutes de 1945 à Sétif. Ils sont en cette année 1954 sous le choc de la conférence de Genève, qui a vu la France contrainte d'accorder son indépendance à l'Indochine, tandis que les négociations ont commencé avec les voisins tunisiens et marocains. Les résultats des bombes de 1954 sont faibles sur le plan militaire, mais l'action frappe par sa coordination (70 attentats simultanés) et par

l'ambition de la revendication : fondation d'un F.L.N. (Front National de Libération) qui prétend négocier l'indépendance du pays avec le gouvernement français.

Très vite, la France contrôle la situation sur le terrain, le ministre de l'intérieur, François Mitterrand, organise une répression et un démantèlement des maigres réseaux du F.L.N. Toutefois le gouvernement P.M.F. reconnaît dès cette époque la nécessité de réformes en profondeur et nomme à cet effet le gaulliste Jacques Soustelle comme gouverneur général de l'Algérie. Celui-ci, mal accueilli par les colons, décide la pacification, mais aussi la modernisation économique et l'application loyale du statut de 1947. A cette époque, ce plan semble avoir une chance raisonnable d'aboutir.

Mais le F.L.N. voit le danger et vise à empêcher tout dialogue entre les masses musulmanes et les Européens. En août 1955, il lance un soulèvement dans le Constantinois qui se termine par une centaine de morts européens. Les Européens lancent alors de sanglantes ratonades, tuant à leur tour un millier d'Arabes.

Le dialogue est désormais impossible.

2. Le malaise politique

Ce malaise a plusieurs causes

Il y a les **effets des mutations économiques et sociales** : les trente glorieuses, l'exode rural, la naissance de nouvelles classes (moyennes) mais aussi l'effacement d'une certaine réalité rurale. Tout cela alimentera profondément le malaise des artisans qui se traduit en 1956 par la poussée poujadiste.

Il y a les **effets politiques et économiques de la guerre d'Algérie**

Les conséquences économiques :

Un gonflement des dépenses militaires : 30% en 1956, puis 15% en 1957. L'industrie française ne peut fournir : cela entraîne importations, et inflation, tandis que l'appareil de production souffre de l'absence de 400 000 à 500 000 hommes. Résultat : hausse des salaires et des prix. Par ailleurs l'expédition de Suez donne lieu à un embargo du pétrole du Moyen Orient, il faut en acheter plus cher, au Venezuela par exemple et même le rationner. Pendant ce temps, le déficit budgétaire file et les derniers gouvernements de la IVème république sont contraints de sabrer, en particulier dans les dépenses sociales, accroissant le mécontentement dans le pays.

Conséquences politiques :

Elections législatives du 2 janvier 1956			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
P.C.F.	5 503 000	25,8 %	147
S.F.I.O.	3 366 000	15,8 %	89
Radicaux et U.D.S.R.	3 050 000	14,3 %	73
M.R.P.	2 407 000	11,3 %	71
Droite	3 573 000	16,8 %	100
Gaullistes	928 000	4,4 %	17
Poujadistes	2 484 000	11,6 %	54

Il y a un divorce profond entre l'opinion publique en métropole qui ne supporte pas de voir les jeunes français aller défendre une colonie, alors que la décolonisation l'emporte dans le monde entier. Les Français voudraient goûter aux joies de la société de consommation qui s'affirme en cette fin des années 50. Mais la population européenne d'Algérie refuse toute évolution du statut des indigènes, tout comme elle refuse l'indépendance, et pressent avec angoisse son abandon ; elle est prête à tout, y compris à des alliances avec l'extrême droite.

Les élections de 1956 ont vu une poussée des extrêmes : les poujadistes ont obtenu un nombre de sièges important, et certains sont tenus par des personnalités d'extrême droite comme le jeune Jean-Marie Le Pen qui entame sa carrière politique. A gauche, c'est le P.C.F. qui a

profité le plus du mécontentement des Français. Les Gaullistes quant à eux semblent en panne, et bien peu de Français imaginent au début 1958 un retour au pouvoir du général (13% selon un sondage en jan 1958). Les conséquences politiques en sont la paralysie progressive des gouvernements, personne ne semble avoir la volonté ou la possibilité de sortir de la crise algérienne ; l'exemple du gouvernement Mollet le montrera à partir de 1956.

3. L'enlissement en Algérie

L'engrenage

6	2	1956	Guy Mollet se rend en Algérie
9	2	1956	Robert Lacoste ministre-résident en Algérie
12	3	1956	Pouvoirs spéciaux en Algérie
22	10	1956	Interception de l'avion de Ben Bella

Les élections de janvier 1956 ont porté au pouvoir un "Front républicain" décidé semble-t-il à terminer cette "guerre imbécile". Le Président du conseil Guy Mollet (S.F.I.O.) se rend lui-même à Alger en février pour remplacer Soustelle par un libéral, le général Catroux. Il est accueilli par des tomates lancées par les Algérois. IL remplace Catroux par le socialiste R. Lacoste et fait machine arrière, prenant en compte l'angoisse des colons européens. Son programme : Cessez-le-feu, élections, négociations. Cela exige une répression du F.L.N., Préalable à des discussions avec les musulmans. L'Assemblée Nationale (communistes compris) vote les pouvoirs spéciaux en Algérie en mars 1956.

Cette politique divise la gauche : P.M.F. quitte le gouvernement en mai 56, et Alain Savary, ministre de la Tunisie et du Maroc, en octobre 1956, lors du détournement d'avion de Ben Bella, qui rend d'ailleurs impossible toute négociation avec le F.L.N.

L'escalade militaire :

7	1	1957	Début de la bataille d'Alger
21	6	1957	Disparition de Maurice Audin en Algérie
15	9	1957	Achèvement de la "ligne Morice" en Algérie
7	10	1957	Albert Camus prix Nobel de Littérature
31	1	1958	Vote de la loi-cadre sur l'Algérie
8	2	1958	Bombardement par la France du village tunisien de Sakhiet-Sidi-Youssef
17	2	1958	Les Etats-Unis proposent leurs bons offices dans l'affaire algérienne

Sur place c'est l'escalade militaire : les troupes sont portées de 200 000 à 400 000 et on fait appel désormais au contingent, c'est à dire aux appelés dont la durée de service va progressivement être portée à 27 mois.

Le gouverneur Lacoste laisse l'armée agir à sa guise. Celle-ci tente de couper le F.L.N. de ses sanctuaires en Tunisie et au Maroc : on construit la ligne Morice à travers le désert et le djebel. En ville, on confie au général Massu et à ses parachutistes le soin de pacifier la Casbah. En octobre 1956, l'intervention de Suez est justifiée du côté français, par la nécessité de frapper un allié du nationalisme algérien.

Sur le plan militaire, les succès de l'armée sont indéniables, et on n'a jamais risqué en Algérie un scénario comparable à Dien Bien Phu.

Mais les succès militaires ne suffisent pas : l'expédition de Suez le montre : Suez et Port-Saïd sont prises, les Israéliens prennent tout le Sinaï, mais les Français, les Britanniques et les Israéliens sont contraints de se retirer sous la pression des deux Grands.

En Algérie, l'armée se rend assez vite coupable de tortures, ce qui soulève la réprobation de quelques intellectuels français, et d'une partie de la presse pourtant muselée par la censure. C'est surtout à l'étranger, et en particulier chez nos alliés que la réprobation est massive, surtout

après le bombardement du village tunisien de Sakhiet-Sidi-Youssef (69 morts, dont 21 enfants). Les Etats-Unis proposent alors leur "médiation" à la France, signe que le conflit "s'internationalise" et ne peut plus passer aux yeux de l'opinion publique mondiale comme un affaire intérieure française.

4. La crise de mai 1958

31	1	1958	Vote de la loi-cadre sur l'Algérie
8	2	1958	Bombardement par la France du village tunisien de Sakhiet-Sidi-Youssef
17	2	1958	Les Etats-Unis proposent leurs bons offices dans l'affaire algérienne
15	4	1958	Chute du président du conseil Felix Gaillard
13	5	1958	Plimlin Président du conseil
13	5	1958	Emeutes insurrectionnelles à Alger et création du "Comité de Salut Public", de Gaulle appelé au pouvoir
15	5	1958	Le général Salan fait appel au général de Gaulle
19	5	1958	Conférence de presse du général de Gaulle
28	5	1958	Démission du président du conseil Pflimlin Manifestation antifasciste à Paris
2	6	1958	Président du Conseil, de Gaulle obtient les pleins pouvoirs
4	6	1958	Voyage de de Gaulle à Alger (4-7 juin) : "je vous ai compris"

Le 13 mai est le jour où le M.R.P. Pierre Pflimlin doit se présenter devant l'Assemblée Nationale pour obtenir son investiture. A Alger, des organisations européennes ont appelé à une manifestation pour protester contre l'assassinat de militaires français prisonniers du F.L.N. La manifestation dégénère, en particulier grâce à la passivité complice des autorités militaires. Le gouvernement général est pris et les insurgés fondent un "comité de salut public" dans lequel arrive à se glisser quelques gaullistes. Le général Salan se retrouve à la tête de ce comité, et, poussé par Massu et Delbecq, lance un appel au général de Gaulle le 15 mai 1958.

Le gouvernement de Paris hésite, il ne peut envoyer d'émissaires en Algérie et se méfie de l'armée dont les officiers généraux et les colonels penchent vers les émeutiers d'Alger. La Police n'est guère sûre non plus, noyauté par l'extrême droite et les gaullistes.

Ce comité de salut public prévoit une opération militaire de prise de pouvoir en France (opération résurrection prévue pour la nuit du 27-28 mai... La Corse tombe dans leurs mains le 24 mai).

Le général de Gaulle sort alors de sa réserve :

Le 15 mai, il se dit "prêt à assumer les pouvoirs de la République."

Il semble alors manifester des sympathies pour les émeutiers.

Le 19 mai, il rappelle son respect de la légalité et rejette toute idée de dictature.

Les négociations commencent alors entre de Gaulle et les dignitaires de la IVème République, en particulier le Président Coty. Du côté des partis politiques, G. Mollet à gauche, et A. Pinay à droite se rallient assez vite à l'idée d'un gouvernement de Gaulle.

Le 27 mai il fait savoir qu'il a entamé "le processus régulier nécessaire à l'établissement d'un gouvernement républicain."

Cette déclaration, peu fondée en fait, va débloquent la situation : les militaires insurgés ajournent leurs projets de prise de pouvoir en France et la guerre civile est évitée. La population, qui croit que tout est décidé, manifeste sa satisfaction. Le gouvernement Plimlin, lâché de toutes part, démissionne dans la nuit du 27 au 28.

On peut dire que la IVème République se saborde :

Le 1er juin 329 députés contre 250 (communistes, mendésistes, une partie des socialistes) votent l'investiture du général.

Le 2 juin, le nouveau gouvernement obtient les pleins pouvoirs pour 6 mois.

Le 3 juin, par 351 voix contre 161 (communistes, mendésistes) et 70 abstentions (socialistes), le général obtient le droit de réviser la constitution.

L'opposition à cette décision est insignifiante : la IVème république disparaît sans gloire et sans regret.

Le 4 juin, de Gaulle se rend à Alger où il lance son fameux "je vous ai compris".
Mais qui a-t-il compris ?

Chapitre II : LA CINQUIEME REPUBLIQUE

I. Les nouvelles institutions et la fin de la guerre d'Algérie (1958-62)

La France en 1958 est un pays engagé dans une guerre coloniale coûteuse, et qui se dote de nouvelles institutions. Ce sont les deux problèmes qui vont marquer les débuts de la Cinquième République.

C'est une très large coalition qui a porté le général au pouvoir, pour sauver la république, en lui accordant le droit de changer les institutions.

"Messieurs, nous sommes au grand complet, il ne manque que MM. Thorez, Poujade et Ferhat Abbas !" lance le nouveau Président du Conseil lors de son premier conseil des ministres. En effet le gouvernement compte des socialistes (Mollet), des radicaux, des M.R.P. (Pflimlin), un député africain (F Ouphouët Boigny), des Indépendants, des modérés (Pinay) et finalement assez peu de gaullistes (Debré, Malraux).

1. La mise en place de la Vème République

	2	6	1958	Président du Conseil, de Gaulle obtient les pleins pouvoirs
	9	12	1958	Jacques Chaban-Delmas Président de l'Assemblée Nationale
	21	12	1958	de Gaulle élu président de la République et de la Communauté avec 77,5% des voix
	12	9	1962	De Gaulle annonce un référendum sur l'élection du Président de la République au suffrage universel
	28	10	1962	Référendum sur l'élection du Président de la République au Suffrage Universel : 62,25 % de oui

a : élaboration et adoption

Un groupe de juristes rédige, autour de M. Debré ("père de la constitution") la nouvelle constitution. Debré avait déjà dans la résistance, réfléchi à une nouvelle constitution. Il s'entoure de juristes constitutionnels confirmés, et s'inspire des grandes lignes gaullistes (discours de Bayeux en 1946). Mais le socialiste G. Mollet participe aussi activement aux travaux.

Les institutions de la Vème République vont bénéficier d'une adhésion dont la IVème avait été privée : seuls le P.C.F., les Poujadistes (en déclin) et quelques personnalités isolées de la gauche (P.M.F., Mitterrand, aile gauche de la S.F.I.O. qui fait scission et fonde le P.S.A.) et de l'extrême gauche sont nettement contre. La S.F.I.O., les Radicaux, le M.R.P. et bien sûr les Gaullistes appellent à voter OUI lors du référendum du 28 septembre 1958.

Les résultats sont sans appel : 79,25% de OUI. La IVème république bénéficie dès sa naissance d'un soutien incontestable de l'ensemble de la population. Les opposants sont laminés.

Issue de quelques idées simples, elles sont aussi le fruit du compromis entre le général et ceux des hommes de la IVème République qui ont favorisé son arrivée au pouvoirs en 1958 (Mollet, Pflimlin).

Le général insiste sur une séparation des pouvoirs qui permette à l'exécutif et en particulier au Président d'avoir une certaine autonomie.

Mollet et Pflimlin combattent pour le maintien d'un système où le gouvernement serait responsable devant l'Assemblée.

Les institutions de 1958 sont un compromis entre ces deux conceptions, et on dit souvent que la France a un régime semi-présidentiel (ou semi parlementaire), c'est la pratique qui fera pencher notre république tantôt vers un certain présidentielisme, tantôt vers plus de parlementarisme.

b : le pouvoir exécutif :

Le **Président de la République** n'est plus élu par le Parlement, mais par un collège de 80 000 grands électeurs, assez proche de celui qui élit les Sénateurs.

N'émanant plus du Parlement, il a également des pouvoirs accrus :

Il nomme le Premier Ministre (qui n'est plus Président du Conseil) et les ministres (sur proposition du Premier Ministre).

Il peut dissoudre l'Assemblée Nationale, sans autre obligation que de consulter les Présidents de deux chambres et le premier ministre.

Il peut recourir au référendum pour tout problème concernant l'organisation des pouvoirs publics (c'est à dire la constitution). cela fait du Président un interlocuteur privilégié des citoyens, qui peut passer au dessus des chambres pour trancher un problème.

Il peut, grâce à l'article 16, obtenir des pouvoirs exceptionnels, si l'indépendance de la nation, les institutions de la République ou l'intégrité du territoire sont menacées.

c : le pouvoir législatif :

Il perd en pouvoir ce que gagne l'exécutif.

Elections législatives du 23 novembre 1958 (1er tour)			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	356 000	1,8 %	0
P.C.F.	3 870 000	18,9 %	10
S.F.I.O.	3 176 000	15,5 %	40
Radicaux, centre gauche	1 710 000	8,3 %	37
M.R.P.	2 408 000	11,7 %	57
Droite	4 717 000	23,1 %	132
U.N.R.	3 589 000	17,5 %	189
Ext. Droite	664 000	3,2 %	0

L'**Assemblée Nationale** est élue pour 5 ans au scrutin uninominal à deux tours. Cela favorise les majorités claires.

Les députés sont confinés à un rôle législatif : ils votent les lois, le budget. Les interpellations sont supprimées, la motion de censure ne peut aboutir (ou une question de confiance être rejetée) que si elle est votée par une majorité absolue de députés (les abstentions sont comptées comme des votes favorables au gouvernement).

L'Assemblée Nationale enfin n'est maîtresse ni des dates de ses sessions, ni de son ordre du jour, fixé par le gouvernement.

Le Sénat (retrouve son nom de la IIIème République) est élu par un collège de grands électeurs. Les sénateurs sont élus pour 9 ans, et renouvelés par Tiers tous les trois ans. Son rôle est restreint : il confirme les lois votées par l'Assemblée Nationale. En cas de désaccord entre les deux chambres, les textes sont soumis à des navettes et à un travail dans des commissions "mixtes". Si le désaccord persiste, le dernier mot appartient à l'Assemblée Nationale.

d : le Pouvoir Judiciaire :

Titre VII Le Conseil Constitutionnel
Art. 56. -

Le Conseil Constitutionnel comprend neuf membres, dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable. Le Conseil Constitutionnel se renouvelle par tiers tous les trois ans. Trois des membres sont nommés par le Président de la République, trois par le Président de l'Assemblée Nationale, trois par le Président du Sénat.

En sus des neuf membres prévus ci-dessus, font de droit partie à vie du Conseil Constitutionnel les anciens Présidents de la République.

Le Président est nommé par le Président de la République. Il a voix prépondérante en cas de partage.

La Vème République crée une institution nouvelle, sur le modèle de la Cour Suprême des Etats-Unis : c'est le **Conseil Constitutionnel**. Il est formé de neuf membres nommés pour neuf ans et renouvelables par Tiers tous les trois ans par les trois premiers personnages de l'Etat : le Président de la République, le Président du Sénat et le Président de l'Assemblée Nationale. Son rôle se cantonne au domaine constitutionnel : il est le

gardien de la constitution, et vérifie la conformité des lois à celle-ci. Son action, assez limitée au départ, est devenue de plus en plus importante dans la pratique. Aujourd'hui il est considérable, même si il n'atteint pas l'ampleur de celui de la Cour Suprême.

e : le général impose une pratique présidentielle des nouvelles institutions.

C'est ce que montre en 1962 l'épisode de l'adoption de la première modification importante de la Constitution : l'élection du Président au Suffrage Universel Direct.

De Gaulle, pour renforcer encore le pouvoir du Président, propose qu'il soit élu

Référendum du 28 octobre 1962		
Approuvez-vous l'élection du Président de la République au Suffrage Universel ?	OUI 62%	NON 38%

désormais au suffrage universel direct. Il formule cette proposition peu après le dénouement de la crise algérienne, et l'échec de la plus dangereuse tentative d'assassinat menée contre lui : l'attentat du Petit Clamart (22 août 1962).

Elections législatives du 18 novembre 1962 (1er tour)			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	450 000	2,4 %	0
P.C.F.	3 992 000	21,7%	41
S.F.I.O.	2 320 000	12,6 %	66
Radicaux, centre gauche	1 384 000	7,5 %	45
M.R.P.	1 635 000	8,9 %	36
Droite	2 541 000	14 %	48
U.N.R.-U.D.T.	5 847 000	31,9 %	233
Ext. Droite	160 000	0,9 %	0

L'Assemblée Nationale, encore dominée par des non gaullistes, vote alors une motion de censure. Le Président la dissout. Les deux élections lui donnent raison : le référendum constitutionnel est un succès, tandis que les élections législatives donnent une large majorité aux gaullistes.

2. Le dénouement de la guerre d'Algérie

4	6	1958	Voyage de de Gaulle à Alger (4-7 juin) : "je vous ai compris"
23	10	1958	De Gaulle propose la "paix des braves"
16	9	1959	Proposition par de Gaulle d'une autodétermination de l'Algérie
24	1	1960	Semaine des barricades à Alger (24 jan-1er fév)
2	2	1960	L'Assemblée vote les pleins pouvoirs au gouvernement pour un an
13	2	1960	Bombe A française : première explosion dans le Sahara algérien
3	3	1960	"Tournée des popotes" du général de Gaulle en Algérie (3-7 mars)
14	6	1960	Discours de de Gaulle sur sa politique algérienne
25	6	1960	Entretiens de Melun avec le F.L.N. (25-29 juin)
5	9	1960	Conférence de presse du général de Gaulle sur l'Algérie
4	11	1960	De Gaulle annonce à la T.V. l'Algérie algérienne et annonce un référendum sur l'autodétermination
8	1	1961	Référendum sur l'autodétermination de l'Algérie : 75% de oui
22	4	1961	Tentative de Putsch des généraux à Alger (22-25 avr) : de Gaulle prend les pleins pouvoirs
17	10	1961	La répression d'une manifestation musulmane à Paris fait au moins cent morts
8	2	1962	La répression d'une manifestation anti O.A.S. fait 8 morts au métro Charonne
13	2	1962	Immense manifestation pour l'enterrement au Père Lachaise des victimes de Charonne
18	3	1962	Accords d'Evian accordant l'indépendance à l'Algérie : cessez-le-feu le 19 mars
26	3	1962	Répression d'une manifestation "Pied Noire" rue d'Isly à Alger : 46 morts
8	4	1962	Référendum sur les accords d'Evian : 90% de oui
5	1962		Terreur en Algérie
1	7	1962	Indépendance effective de l'Algérie
22	8	1962	Attentat manqué du Petit Clamart contre le Général de Gaulle

Le général de Gaulle était-il convaincu dès son arrivée au pouvoir que la seule solution de la crise algérienne était dans l'indépendance ? C'est ce qu'il affirme dans ses *mémoires d'espoir*, même si le sentiment qui prévaut en 1958 est une certaine hésitation.

La fin de l'affaire algérienne est une tragédie : en effet tout est écrit, en fait dès le début, mais on s'achemine vers le dénouement.

On a parlé, à propos du général de Gaulle dans l'affaire algérienne d'un **gouvernement de la parole** ; en effet, chacun des changements de cap de sa politique algérienne est annoncé par un discours, fait lors d'une réunion publique, d'une visite en Algérie, ou d'une conférence de presse.

Dans une première étape (juin 58-sept 59), de Gaulle tente de **relancer le processus d'intégration des Musulmans** qui avait échoué auparavant, tout en donnant des gages aux Européens que l'on assure du soutien de la France. On ne propose ainsi au F.L.N. que la "Paix des braves" (oct. 58), somme toute une reddition honorable, tandis que le "plan de Constantine" prévoit le développement économique de l'Algérie. Le F.L.N. réplique en créant au Caire le G.P.R.A.

La seconde étape (sept 59-nov 60). De Gaulle prend acte de son échec de l'année précédente et commence à **parler d'autodétermination** (discours du 16 sept 59). Une fois obtenu le cessez-le-feu, les habitants d'Algérie se verraient proposées trois solutions : la sécession, la francisation ou une Algérie gouvernée par les Algériens mais liée à la France.

De Gaulle propose alors de négocier avec le F.L.N. Ce qui est fait, sans succès à Melun en juin 1960. Cette étape voit le début de la radicalisation des partisans de l'Algérie Française, en France (Bideault) et en Algérie.

La troisième étape, la plus longue et la plus difficile est **la route vers l'indépendance** (nov. 1960-mars 1962). Lors d'une conférence de presse en nov. 1960, de Gaulle parle pour la première fois d'une "République Algérienne" et annonce un référendum sur l'autodétermination.

Celui-ci, en janvier 1961, donne 75% de OUI. Pour la première fois, les musulmans ont pu voter à égalité avec les Européens.

Certains d'entre eux songent durant l'hiver 1960-61 à passer à l'action terroriste. Ils tentent, alliés à la partie radicale de l'armée, un putsch en avril 1961, qui sera déjoué par le général, disposant des pouvoirs octroyés par l'article 16 et de l'appui des appelés du contingent, qui refusent d'obéir aux putschistes. A la suite de ce Putsch raté, est fondée l'O.A.S. (organisation armée secrète) qui va se lancer dans le terrorisme à grande échelle (commandos delta).

Ce putsch raté va accélérer le dénouement, désormais les Européens d'Algérie savent qu'ils ont été abandonnés, tandis que les Français de métropole font corps derrière le général. Les négociations s'engagent avec le G.P.R.A. à Evian à partir de mai 1961.

Ce **dénouement** se fera **dans la plus grande confusion** : alors que l'indépendance se discute (en particulier à propos du Sahara...) l'O.A.S. multiplie les attentats et les destructions pour "rendre aux Algériens l'Algérie dans l'Etat où les Français l'avaient trouvée en 1830."

Les Algériens eux-mêmes multiplient les règlements de compte.

Le 18 mars 1962 est conclu un cessez-le-feu, applicable le lendemain. L'Algérie est indépendante, et le retour de 1 M d'Européens commence, dans l'improvisation et le désordre.

Bilan approximatif de la Guerre d'Algérie

Difficile de faire un tel bilan, il est ici arrêté au mois de juin 1962 et ne tient qu'imparfaitement compte des massacres et règlements de compte qui ont suivi l'indépendance de l'Algérie (massacres de 50 000 harkis probablement, et de quelques centaines de Pieds Noirs à Oran notamment en juillet 1962)

Morts français :	25 000 militaires (dont 3500 musulmans) 3500 civils (90 % par le F.L.N., 10 % par l'O.A.S.)
Morts algériens	150 000 combattants 150 000 civils (dont 95 % du fait du F.L.N. ou d'autres organisations indépendantistes)

Ces chiffres sont extrêmement controversés.

Il faut ajouter à ce bilan celui du rapatriement de près de 1 000 000 de Français d'Algérie, dans la plus grande improvisation, durant l'été 1962, et de près de 150 000 harkis (que leurs officiers avaient parfois reçu l'ordre d'abandonner).

Bilan financier : environ 50 Md de FRF de l'époque.

RUPTURE MAJEURE PAR RAPPORT A L'ANCIEN COURS !!!

II. L'évolution de la vie politique et des institutions depuis 1962.

1. Une politique étrangère marquée par une volonté d'indépendance

Fin de la décolonisation

Achèvement de la construction de la force de dissuasion

Retrait français du commandement intégré de l'OTAN (1966)

Prétention à un magistère moral et un contrepoids aux Etats-Unis et à l'Union soviétique

Voyages dans le tiers-monde, au Canada, en URSS.

2. Mais une implication majeure dans la construction européenne

Alors que le général peut sembler réticent par rapport à celle-ci. Il refuse deux fois l'élargissement au Royaume-Uni. Mais ses successeurs se rallient, par conviction ou par opportunisme.

3. Les évolutions dans les rapports politiques.

De 1958 à 1981, pas d'alternance, et une droite souveraine, mais une longue remontée de la gauche non communiste.

<i>DATE</i>	<i>Président</i>	<i>Evolution des institutions</i>	<i>Assemblée</i>	
1958	De Gaulle 1		Election d'une assemblée de droite	DROITE
1962		Référendum sur l'élection du PR au suffrage universel direct	Dissolution et élection d'une assemblée de droite	
1965	De Gaulle 2			
1967			Election d'une assemblée de droite	
1968			Dissolution et élection d'une assemblée de droite	
1969	Démission de de Gaulle, élection de Pompidou	Référendum raté sur la décentralisation		
1973			Election d'une assemblée de droite	
1974	Décès de Pompidou, élection de Giscard d'Estaing			
1978			Election d'une assemblée de droite	
1981	Election de Mitterrand 1	PREMIERE ALTERNANCE	Dissolution et élection d'une assemblée de gauche	
1986		PREMIERE COHABITATION	Election d'une assemblée de droite	DROITE
1988	Election de Mitterrand 2		Dissolution et élection d'une assemblée de gauche	GAUCHE
1993		SECONDE COHABITATION	Election d'une assemblée de droite	DROITE
1993	Election de Jacques Chirac 1			

<i>DATE</i>	<i>Président</i>	<i>Evolution des institutions</i>	<i>Assemblée</i>	
1997		TROISIEME COHABITATION	Dissolution ratée : élection d'une assemblée de gauche	GAUCHE
2000		Référendum sur le quinquennat		
2002	Election de Jacques Chirac 2		Election d'une assemblée de droite	DROITE

Période marquée par :

Crise et refondation du mouvement socialiste.

Déclin historique du mouvement communiste.

Laminage du centre et des radicaux

Balance entre une droite gaulliste, démocrate chrétienne et libérale

Résurgence de l'extrême droite.

4. L'évolution de la pratique des institutions

5. Les réformes sociales et économiques

3. La politique extérieure

Décolonisation "en douceur" de l'Afrique Noire

Celle-ci avait été préparée par la loi-cadre Defferre. de 1956. De Gaulle s'engage dès 1958 dans la poursuite de cette politique. Pour diverses raisons les choses vont ici se passer plus facilement, entre un petit nombre d'acteurs : autorités françaises d'une part, élites africaines fortement francisées et disposant d'une forte influence sur leurs concitoyens d'autre part.

Le texte même de la Constitution de 1958 permet l'évolution vers l'indépendance : à l'Union Française est substituée la Communauté Française, qui offre un certain degré d'autonomie aux colonies. Toutes les colonies (sauf la Guinée) approuvent par référendum (le 28 septembre 1958) mais la Communauté Française va elle même être remise en cause au bout de deux ans grâce à une formule d'association permettant à un pays devenant indépendant de rester membre de la communauté. En 1960 tous les pays membres de la Communauté optent pour ce statut et deviennent indépendants, adhèrent à l'ONU, etc.

La fin de la guerre d'Algérie, ainsi que la décolonisation de l'Afrique Noire vont donner au général de Gaulle une extraordinaire popularité dans le Tiers Monde. Sa doctrine du maintien d'un équilibre entre les deux blocs, son attitude critique envers l'allié états-unien le pousseront par exemple à condamner la politique d'annexion israélienne et à se rapprocher des Etats arabes.

La France et l'Atlantique

Les Etats-Unis concevaient l'organisation de l'alliance en Europe comme un "leadership" états-unien. Se pose après la crise des fusées la question de la décision en matière de commandement : les Etats-Unis abandonnent alors la doctrine de représailles massive pour celle de riposte flexible (MacNamara) qui transformerait en cas d'affrontement l'Europe en champ de bataille entre deux supergrands enclins à éviter un affrontement direct. Cela laisserait aux alliés européens des Etats-Unis bien peu de marge de manoeuvre. Ils refusent dès octobre 1958 la proposition française d'un directoire tripartite de l'alliance et la demande d'un droit de veto sur l'usage par les Etats-Unis de l'arme nucléaire. Se pose aussi la place de la force de frappe française dans le dispositif allié. Les Etats-Unis pensent qu'il ne peut y avoir "qu'un doigt sur la détente" et proposent l'intégration de l'arme française (comme l'arme britannique) dans le dispositif de l'OTAN, sous contrôle militaire des Etats-Unis.

Dès 1963, de Gaulle refuse les diverses propositions des Etats-Unis qui vont dans ce sens. De même, la France refuse de paraphraser les premiers traités sur les expériences nucléaires.

Le départ du commandement de l'OTAN est précédé en fait par des étapes qui voient la France prendre ses distances : retrait de la flotte française de Méditerranée du dispositif allié dès 1959, retrait de la flotte de l'Atlantique en juin 1963, refus de participer à diverses manoeuvres.

Surtout, **la France décide en février 1966 de se retirer du commandement intégré. En 12 mois, les français quittent les instances militaires de l'OTAN tandis que les troupes alliées basées sur le territoire national sont invitées à la quitter.** Cette décision est vivement critiquée par les alliés. Mais le général a l'occasion d'affirmer la fidélité de la France à l'Alliance atlantique.

Le 1er septembre 1966, enfin, par le discours de Phnom Penh, de Gaulle condamne sans détour l'intervention états-unienne au Vietnam.

La France et les Anglo-Saxons

Les Etats-Unis ne sont pas seuls à être l'objet de la volonté d'indépendance française sous de Gaulle.

Le Royaume-Uni, qui demandait enfin son adhésion à la C.E.E., voit sa demande refusée deux fois, à cause du *veto* français (janvier 1963, et 1967).

Québec libre.

La France et l'U.R.S.S.

La France et le Monde

L'indépendance de la diplomatie française : la Chine, l'URSS, le Québec

La France reconnaît la République populaire de Chine dès janvier 1964.

La politique européenne

4. La montée de l'opposition : 1965-1967

Election Présidentielle de 1965 (1er tour le 5 décembre)		
Candidats	Suffrages	% exprimés
Mitterrand	7 659 000	32,2 %
Lecanuet	3 767 000	15,9 %
De Gaulle	10 387 000	43,7 %
Tixier-Vignancourt	1 254 000	5,3 %
Marcilhacy	413 000	1,7 %
Barbu	278 000	1,2 %
(2ème tour le 18 décembre)		
Mitterrand	10 554 000	45,5 %
De Gaulle	12 644 000	54,5 %

Malgré la large victoire de novembre 1962, les gaullistes doivent pour gouverner s'allier avec une nouvelle et petite formation de la droite libérale, les Républicains Indépendants du jeune Valéry Giscard d'Estaing, qui entre au gouvernement au poste de ministre de l'économie et des finances.

L'année 1965 voit se concrétiser la remontée de l'opposition, à gauche, au centre, et même à l'extrême droite. Tixier-Vignancourt parvient à obtenir plus de 5 % des voix, il recueille une part des voix des "Pieds-Noirs", souvent violemment anti gaullistes et nostalgique de l'Algérie Française. Il appelle à voter pour Mitterrand au second tour.

Lecanuet, issu du M.R.P. défunt, fait une campagne à l'américaine. Sa relative jeunesse plait à une fraction "moderne" de l'électorat. C'est la renaissance du

centrisme.

Elections législatives du 5 mars 1967 (1er tour)			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	507 000	2,3 %	3
P.C.F.	5 030 000	22,5%	73
F.G.D.S.	4 207 000	18,8 %	116
Centre démocrate	2 864 000	12,8 %	41
Divers Droite	1 136 000	5,1 %	44
UD Vème République	8 454 000	37,8 %	200
Ext. Droite	195 000	0,9 %	0

Mitterrand enfin, a su s'imposer comme candidat unique de l'opposition de gauche, même si les communistes le détestent (déjà) et s'il personifie la quatrième république. Son score du premier tour, la mise en ballottage du Président sortant, qui pensait être réélu dès le premier tour, sont une véritable surprise.

Les élections législatives de mars 1967 sont très serrées. Il faut attendre tard, la nuit du second tour, pour que la majorité sortante soit assurée d'être reconduite, avec quelques sièges d'avance, et l'appoint de plus en plus nécessaire des Républicains Indépendants d'un V. Giscard

d'Estaing qui n'apporte qu'un soutien critique (le "oui, mais...").

"La France s'ennuie", annonce un éditorial du *Monde* au début de 1968. Le pays est prospère, mais des secteurs entiers de l'économie connaissent des restructurations difficiles. Le style de gouvernement lasse. Il n'y a pas de dialogue, mais un autoritarisme de moins en moins bien supporté. La personnalisation du pouvoir est également remise en cause.

Cette lassitude va trouver à s'exprimer bruyamment durant la crise de mai.

5. Mai 1968 en France

La crise étudiante

Il faut replacer le mouvement de mai 1968 dans le contexte global de contestation que connaît le monde à la fin des années soixante. C'est en Tchécoslovaquie le Printemps de Prague, et aux Etats-Unis, voire en Europe, le refus de la guerre du Vietnam. La France gaullienne se croyait à l'écart de cette contestation, le général ayant en son temps vivement condamné l'engagement états-unien.

Dans notre pays, la crise aura certes un tour politique, mais dès le départ aussi apparaîtra comme une remise en cause de la société.

Le mouvement commence dès mars, dans l'université toute nouvelle de Nanterre. Ce sont à l'origine des revendications matérielles qui motivent les étudiants contestataires. Le

nombre d'étudiants a en effet explosé en quelques années, et les efforts faits pour accueillir ces nouvelles cohortes sont très insuffisants (ce problème s'est d'ailleurs amplifié depuis...).

Les nouvelles générations d'étudiants proviennent d'ailleurs de plus en plus de classes sociales plus diversifiées, et en particulier des classes moyennes, voire modestes habituées à la contestation.

L'université de Nanterre, implantée en plein champs, peuplée d'étudiants aux origines souvent modestes, et proposant des enseignements traditionnellement très politisés comme la sociologie, sera le détonateur d'une crise qui se répand fin avril, début mai dans les facultés plus prestigieuses du centre de Paris (Sorbonne).

Les étudiants les plus politisés, en particulier les Trotskistes et surtout les Maoistes, fourniront les cadres d'un mouvement largement spontané.

La maladresse du gouvernement face à ce qui pour certains est un monome, et pour d'autres une tentative de coup d'état bolchévique, va attiser la révolte, et alimenter un courant de sympathie de la population pour les étudiants.

Vite, Mai 68 apparaît comme la révolte de ce qui est neuf contre ce qui est vieux, une querelle des modernes contre les anciens qui n'épargne personne. Il est caractéristique de voir ainsi attaqué les enseignants les plus anciens (on chahute des doyens, des mandarins) et remis en cause les cadres établis de la société : l'Eglise, l'Armée, la Famille. La gauche traditionnelle : S.F.I.O. et surtout le P.C.F. sont autant remis en cause que le Gaullisme.

Mai 1968 n'a pas été une tentative de révolution initiée par les communistes comme le pouvoir réussira à le faire croire à la frange la plus traditionnelle de son électorat. Au contraire, le P.C.F. et ses organes de transmission, tels que la C.G.T. après un mouvement de flottement (George Séguy qualifiant Daniel Cohn-Bendit de "Juif Allemand") ont été des alliés objectifs du pouvoir, en refusant l'aventurisme et en transposant la contestation dans un mouvement social plus traditionnel.

La crise sociale

En effet, à la mi-mai, de grandes grèves se déclenchent à travers tout le pays : 20 millions de grévistes le 20 mai. C'est le plus grand mouvement de grève depuis 1947, mais il se déroule dans une ambiance qui rappelle plutôt les grèves festives de 1936. Là encore, à côté de revendications très traditionnelles sur le temps de travail, les salaires... les grévistes remettent en cause plus profondément les relations dans l'entreprise, les abus des petits chefs, voire le sens du travail ou les notions d'épanouissement.

L'opposition de gauche ne saura pas vraiment gérer la crise de Mai. Ses cadres, Duclos, Mitterrand, Defferre, voire Mendès France, apparaissent aussi contestés que les chefs de la majorité. Voudraient-ils profiter de la vacance du pouvoir qu'ils apparaîtraient comme des putschistes en puissance. La venue de certains leaders (Mitterrand, P.M.F.) lors d'une réunion gauchiste au stade Charléty est une catastrophe, sifflés par la foule, ils sont accusés par le pouvoir de menées subversives.

La crise politique

Pourtant, au plus haut sommet de l'Etat, le pouvoir vacille. Tandis que certains ministres ont pratiquement disparu, Georges Pompidou, un des rares à garder son sang froid durant toute la crise, tente de dédramatiser la situation. Il s'efforce d'empêcher toute effusion de sang durant les quelques nuits chaudes du quartier latin. Cela donnera *a posteriori* l'idée que la jeunesse et le pouvoir ont "joué" la révolution, comme un psychodrame. En fait, la situation aurait très bien pu dégénérer. Dans le même temps, il négocie avec les centrales ouvrières des accords signés à Grenelle le 27 mai.

Elections législatives du 23 juin 1968 (1er tour)			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	874 000	3,9 %	0
P.C.F.	4 435 000	20 %	34
F.G.D.S.	3 654 000	16,5 %	57
Centre Démocrate	2 290 000	10,3 %	33
Droite	1 192 000	5,3 %	65
U.D.R. - R.I.	9 664 000	43,6 %	294
Ext. Droite	29 000	0,1 %	0

Le général de Gaulle passe par plusieurs phases. Il sous estime le mouvement dans un premier temps (il maintient un voyage en Roumanie), puis songe à démissionner. Il s'envole enfin, en secret, le 29 mai, pour rencontrer en Allemagne les dirigeants de l'Armée.

Il reprend la situation en main le 30 mai, en achevant la banalisation du mouvement commencée par Pompidou sur le plan syndical. De Gaulle en effet, en annonçant (à la radio...) la dissolution de l'Assemblée Nationale, lance tous les partis politiques dans une campagne

électorale qui va dissiper le mirage de mai.

Dès le 30 mai, en effet, une manifestation monstre de soutien au général descend les Champs Elysées, et trois semaines après, la France, qui a eu peur d'un mouvement dont elle craignait surtout le caractère anarchique, donne une majorité "introuvable" aux gaullistes.

6. Le départ du général : 1968-1969

Triomphe pour les gaullistes, les élections de juin, sont surtout un triomphe pour le premier ministre Georges Pompidou. Très logiquement, de Gaulle s'en sépare, tout en lui promettant un grand avenir.

Tirant les conclusions de la crise de Mai, de Gaulle tente en 1968-1969 une politique de réformes (participation, universités, décentralisation... *cf. infra*)

Mais peut-on faire des réformes avec une majorité si conservatrice, élue sur le thème de la peur ?

La personne même du général est enfin de plus en plus contestée, pas seulement chez les soixante-huitards ("la chienlit, c'est lui", dit une affiche), mais de plus en plus au sein de la majorité. On s'inquiète de l'âge du général, et les appétits de pouvoir s'aiguisent (chez Pompidou, Chaban-Delmas, Giscard d'Estaing...). De Gaulle, à qui on demande s'il a peur du vide que créerait son départ, répond qu'il a peur du "trop plein".

Le référendum annoncé au début de 1969, et au succès duquel le général avait assujéti son maintien au pouvoir, porte sur la réforme des institutions : le Sénat, et les Collectivités Locales. Mais il se transforme en plébiscite, pour ou contre la personne du général, et son maintien au pouvoir. Aux opposants traditionnels : communistes, socialistes, voire extrême droite, rapatriés, vont s'ajouter les notables de droite qui pensent que le temps est venu de passer la main, et centristes défenseurs du Sénat. Giscard refuse par exemple d'appeler à voter oui.

Le 27 avril 1969, le référendum donne 53,2% de non. Le général de Gaulle démissionne. Il mourra le 9 novembre 1970.

7. Bilan des années gaulliennes

Il s'agit ici de présenter un bilan de l'action des gouvernements des premiers ministres successifs de de Gaulle : Michel Debré (janvier 1959 - avril 1962), Georges Pompidou (avril 1962 - juillet 1968) ; Maurice Couve de Murville (juillet 1968 - avril 1969).

Malgré la crise de Mai et son dénouement, beaucoup de Français ont gardé des années gaulliennes le souvenir d'une période positive. Il est vrai que le décès assez rapide du général, en novembre 1971, puis les débuts de la Crise en 1973 donnent de cette période de croissance une image de stabilité et de prospérité. Pour certains traditionalistes, les années soixante, sont, avant

les mutations de mœurs qui ont provoqué ou suivi mai 1968, la dernière époque ou règne une certaine morale. Enfin, la stature internationale du général avait donné à la France, en particulier face aux Anglo-Saxons, une audience qu'elle ne retrouvera jamais.

L'œuvre économique :

Dès la fin 1958, c'est l'adoption du plan Pinay-Rueff : dévaluation et création d'un franc lourd (un nouveau franc = cent anciens francs), cette mesure, d'ordre surtout psychologique, fut accompagnée de réformes profondes (abaissement des droits de douane, convertibilité totale, libération des changes avec les pays de l'O.E.C.E.) qui permit l'entrée de l'économie française dans la compétition européenne (le marché commun étant en train de se construire). A la fin de la décennie, les stocks d'or reconstitués de la Banque de France atteignent la somme de 5,5 Md \$.

Ces réalisations s'accompagnent d'une croissance et d'une modernisation dont bénéficient de nombreux Français. Ceux-ci se lancent dans les délices d'une société de consommation dont ils peuvent enfin jouir, dégagés des soucis de la Guerre d'Algérie. La France, pendant cette période, rattrape et dépasse assez largement le Royaume-Uni, elle s'installe en quatrième position des puissances économiques occidentales. Mais certaines catégories sociales en pâtissent. On ferme les mines ou les usines non rentables, l'exode rural s'accélère. Les années soixante connaissent des mouvements sociaux, qui expliquent la montée continue de l'opposition.

L'échec moral et social

Sous de Gaulle, la médiocrité de la vie politique intérieure de la France contraste avec la volonté de grandeur de la politique étrangère. L'effort économique donne l'impression d'une France toute entière livrée aux "affaires" et à la consommation. Pompidou est le symbole de cette facette du Gaullisme. Le Canard Enchaîné donne, semaine après semaine des nouvelles de "la Cour". "La Vème République vit ainsi Louis-Philippe prospérer sous l'ombre de Louis XIV" (Mourre). Ce décalage entre la modernisation matérielle du pays, et l'incapacité volontaire ou non des dirigeants de prendre en compte les évolutions profondes de la société sont sans doute la cause essentielle de mai 1968. Seule œuvre législative marquant un progrès dans le domaine des mœurs : la loi Neuwirth légalisant (dans des conditions assez restrictives) la contraception en 1967.

On aurait pu attendre du Général, qui avait un certain mépris des Français ("les Français sont des veaux !") des réformes qui élève le niveau moral de la Nation.

C'est tardivement que de Gaulle se rend compte de la nécessité de ces réformes. Il relance l'idée de "participation" lancée à l'époque du R.P.F.

Participation des ouvriers dans l'entreprise, des étudiants dans l'Université, des citoyens dans les Régions. Dans l'entreprise, cette réforme, volet social de la doctrine gaullienne, eut si longtemps des applications tellement limitées qu'on pouvait la qualifier d'alibi social.

De même, la réforme des Universités, menées par Edgar Faure après Mai, vient-elle un peu tard. La réforme des institutions enfin, fut proposées sous forme de référendum en 1969. Mais ce référendum devenant par la volonté de de Gaulle lui-même un plébiscite, le Non à de Gaulle signifié par les électeurs en 1969 repoussa aux calendes grecques des réformes nécessaires : on attendra 1982 pour voir l'amorce d'une véritable décentralisation, tandis que la réforme si nécessaire du Sénat n'a toujours pas été effectuée.

II. La France de 1969 à 1981

Après une campagne très terne, qui voit s'affronter au second tour un centriste et un gaulliste ("bonnet blanc et blanc bonnet", dit Jacques Duclos), Georges Pompidou devient, le 15 juin 1969, le second président de la Vème République.

1. Les forces politiques en présence : 1969-1973

Election Présidentielle de 1969		
(1er tour le 1er juin)		
Candidats	Suffrages	% exprimés
Krivine	236 000	1,1 %
Rocard	814 000	2,8 %
Duclos	4780 000	21,5 %
Defferre	1 128 000	5,1 %
Poher	5 201 000	23,4 %
Pompidou	9 761 000	43,4 %
Ducatel	285 000	1,3 %
(2ème tour le 15 juin)		
Poher	7 871 000	42,4 %
Pompidou	10 668 000	57,6 %

La recomposition de la Gauche

Rarement la gauche s'est portée aussi mal qu'en 1969. Le Parti Communiste conserve ses positions, mais la gauche socialiste est laminée. Le candidat de la S.F.I.O., Gaston Defferre, fait à peine plus de voix que les candidats d'extrême gauche, Krivine et Rocard, soit 5 % des voix, il faut remonter avant la première guerre mondiale pour voir la S.F.I.O. aussi bas !

En juillet 1969, la S.F.I.O. se saborde, remplacée par le Parti Socialiste (P.S.).

La mort de la F.G.D.S. d'une part, l'échec de Poher en 1969 d'autre part, et enfin le laminage par le mode de scrutin des petites formations centristes vont pousser à une réorganisation au centre.

Droite et gaullisme

A droite, les gaullistes se sont rassemblés en juin 1967 dans un mouvement l'U.D.R., aux origines assez diverses, mais dont Pompidou parviendra à maintenir l'unité malgré la mort du général, l'abondance des ambitions personnelles, et l'existence de lignes politiques divergentes : une aile "sociale" incarnée par Chaban-Delmas, et une aile conservatrice (Messmer, Chirac...).

Le Centre

Les radicaux se divisent, la majorité se rapprochent du Centre Démocrate de Lecanuet, tandis que d'autres se rapprochent du P.S. et fondent le M.R.G. (mouvement des radicaux de gauche) en 1971.

Le Centre tente de s'organiser après l'aventure électorale de Poher. Une alliance, le mouvement réformateur, est formée en 1971, entre radicaux "valoisien" de J.J. Servan Schreiber, centristes de Jean Lecanuet, et d'autres petites formations. Rejetant la "bipolarisation" issue du mode de scrutin, ils se présentent aux élections législatives de 1973.

Valéry Giscard d'Estaing tire profit de l'élection de Georges Pompidou. Il revient au gouvernement au poste de ministre de l'Economie et des Finances. Il attend son heure et prépare une O.P.A. sur la droite modérée et le Centre.

2. Le mandat de G. Pompidou : 1969-1974

Pompidou (1911-1974) est un pragmatique. Il n'est pas issu de la résistance mais des milieux d'affaire. Il possède en outre une solide formation littéraire (Ulm, agrégation de grammaire...). Il est ferru de modernisme, au point de meubler l'Elysée en art contemporain et de

préparer la construction du musée d'art contemporain, qui, inauguré après sa mort sur le plateau de Beaubourg, portera son nom. C'est aussi un adepte de l'automobile ("les Français aiment la bagnole", dit-il). On lui doit le lancement du réseau autoroutier et nombre de voies rapides. Paris a ainsi évité de peu une voie rive gauche, mais pas la voie rive droite.

Son obsession est la prospérité économique, et il s'intéresse moins que de Gaulle aux affaires étrangères, dans ce domaine c'est la réconciliation avec les Etats-Unis, et les Britanniques. Il dévalue le Franc pour rendre les entreprises compétitives et lance un certain nombre de projets industriels. Il ouvre le pays aux investissements étrangers et prépare l'ouverture de la C.E.E. au Royaume-Uni, à l'Irlande et au Danemark (1er janvier 1973).

Sous son mandat, le taux de croissance battra des records et sera le plus élevé de tous les pays développés, ce qui a généré par la suite une véritable nostalgie des années Pompidou, dont M. Balladur, un de ses principaux conseillers, tentera plus tard de profiter.

Sur le plan social on distingue le début du mandat : entre 1969 et 1972, en effet, le 1er ministre est Jacques Chaban-Delmas. Gaulliste issu du radicalisme, il propose une "nouvelle société", remplace le S.M.I.G. par le S.M.I.C., développe les conventions collectives, inaugure une politique de concertation avec les syndicats, ouvre son gouvernement aux centristes...

Cette politique ne plait pas à l'ensemble de la majorité. Chaban-Delmas est remplacé par le fidèle Pierre Messmer en juillet 1972.

3. La recomposition politique à gauche et à droite entre 1973 et 1974

A gauche : le programme commun de gouvernement.

Elections législatives du 4 mars 1973 (1er tour)			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	782 000	3,3 %	0
P.C.F.	5 064 000	21,3 %	73
U.G.D.S.	4 900 000	20,7 %	102
"Réformateurs"	2 967 000	12,5 %	30
Droites	1 459 000	6,1 %	13
U.R.P.	8 243 000	34,7 %	272

Le nouveau Parti Socialiste a pris un virage décisif lors de son congrès d'Epinais, en 1971. Il est en effet rejoint par François Mitterrand. Celui-ci va "gauchir" les positions du parti. En effet, le P.S. propose à ses alliés M.R.G., mais surtout au P.C.F. une alliance politique, le "Programme Commun de Gouvernement" (27 juin 1972).

Cette alliance permet aux deux formations de faire assez bonne figure lors des élections législatives de 1973. On constate surtout une remontée des socialistes. La tactique définie par Mitterrand, qui est de

s'allier avec les communistes pour prendre le pouvoir et finalement les dominer, commence à porter ses fruits.

A droite : la fin des barons du gaullisme.

La mort de Georges Pompidou, s'il elle était attendue, donne lieu à une surprise politique. L'héritier gaulliste "officiel" de Pompidou, c'est à dire Jacques Chaban-Delmas, est battu par un jeune loup, V.G.E. Celui-ci a obtenu le ralliement d'une partie du mouvement gaulliste, dirigée par le jeune Jacques Chirac, qui lance son appel des 43 (ministres et parlementaires gaullistes) en faveur de Giscard. Ce que craignent en effet ces gaullistes, ce sont les tendances sociales démocrates qu'incarne à leurs yeux Jacques Chaban-Delmas.

Election Présidentielle de 1974 (1er tour le 5 mai)		
Candidats	Suffrages	% exprimés
Laguiller	591 000	2,4 %
Krivine	93 000	0,4 %
Mitterrand	10 863 000	43,4 %
Dumont	336 000	1,3 %
Giscard d'Estaing	8 254 000	32,9 %
Chaban-Delmas	3 646 000	14,6 %
Royer	809 000	3,2 %
Le Pen	189 000	0,8 %
4 divers	276 000	1,1 %
(2ème tour le 19 mai)		
Mitterrand	12 738 000	49,3 %
Giscard d'Estaing	13 082 000	50,7 %

Au premier tour V.G.E. écarte largement J Chaban-Delmas (33% contre 15%) tandis que Mitterrand arrive en tête : 43%

Au second tour, après un débat télévisé où V.G.E. a réussi à étiqueter Mitterrand comme homme du passé, la victoire est serrée : 50,7% contre 49,3%, soit moins de 400 000 voix d'écart.

Autres enseignements de ce scrutin

L'élection présidentielle de 1974 voit la naissance politique de l'écologie, représentée par un scientifique, René Dumont, qui, à l'aide de la seule campagne officielle, parvient à obtenir plus de 1 % des voix.

Jean-Marie le Pen, enfin, ancien député poujadiste, fondateur en octobre 1972 du Front National, un parti d'extrême droite, obtient un score plus modeste, mais il prend date, et son parti

progressera par la suite.

4. Les réformes du septennat de V.G.E.

Un changement de style ?

Lors de son discours d'entrée en fonction, V.G.E. commet l'exploit de ne citer ni Pompidou ni même de Gaulle.

"de ce jour date une ère nouvelle de la politique française, celle du rajeunissement et du changement de la France."

Toute une série de gestes symbolisent une volonté de rajeunissement : descente des Champs Elysées à pied, refus de porter le collier de grand-croix de la légion d'honneur, port du veston au lieu de la jacquette...

Le choix de J. Chirac (42 ans...) comme premier ministre apparaît à beaucoup comme un remerciement de son ralliement (d'aucuns diront sa trahison).

Mais il y a en fait très peu de ministre U.D.R. (4 sur 15) dans le gouvernement, pour la plupart des personnalités de second plan confinées dans des postes secondaires. On trouve surtout des fidèles de V.G.E. (Poniatowski, très antigauilliste, à l'Intérieur ; Bonnet, d'Ornano...) des réformateurs (Lecanuet à la Justice ; Jean-Jacques Servan-Schreiber aux Réformes ; F Giroud à la Condition Féminine) , et des "techniciens (Fourcade, Veil, Haby...).

En fait le nouveau président ne dispose pas d'une vrai majorité dans une assemblée nationale élue en 1973 et largement gaulliste. Il compte sur son jeune premier ministre pour être

tranquille de ce côté là. Or Chirac est loin de faire l'unanimité dans son camp, où les "barons" historiques du gaullisme n'ont pas digéré sa trahison. Il va dès 1974, réussir pourtant son O.P.A. sur le mouvement, avec la complicité de fidèles de Pompidou (Garaud, Juillet) et d'hommes d'appareil (Pasqua). En décembre, il se fait élire président d'un mouvement qui prendra en 1976 le nom de RPR.

De réelles réformes

De fait, V.G.E. va mener une véritable politique de réformes notamment de société, au grand dam des gaullistes et même du premier ministre.

Dans le domaine des **media** :

Eclatement de l'ORTF en sept sociétés concurrentes (jan 1975)

Dans le domaine des **Institutions** :

Saisine du Conseil Constitutionnel par 60 députés ou 60 sénateurs, renforçant considérablement le rôle de cette institution. (oct 1974)

Droit de vote à partir de 18 ans (au lieu de 21) c'est une réforme courageuse, car elle va créer 2,4 M de nouveaux électeurs votant majoritairement à gauche. (juin 1974)

Dans le domaine des **moeurs** :

Nouveau statut rendant plus aisée la pratique de la contraception.

Divorce par consentement mutuel.

Loi Veil sur l'Interruption Volontaire de Grossesse (I.V.G.) légalisant l'avortement, réforme demandée depuis des années par les femmes, mais donnant lieu à un vif débat parlementaire, la loi ne passant qu'avec l'appui unanime de la gauche. (jan 1975)

C'est pourquoi celui-ci démissionne-t-il le 25 août 1976.

Il est remplacé alors par celui que V.G.E. appelle "le meilleur économiste de France", Raymond Barre¹, qui restera au pouvoir jusqu'en 1981.

L'année 1977 voit la gauche gagner les municipales, tandis qu'à Paris, Chirac emporte la mairie devant le très giscardien d'Ornano.

Giscard comprend alors que le RPR est une machine de guerre destinée à remporter l'élection présidentielle de 1981. Il fonde début 1978 l'U.D.F., rassemblement des partis qui le soutiennent.

Elections législatives du 12 mars 1978 (1er tour)			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	953 000	3,3 %	0
P.C.F.	5 870 000	20,6 %	86
P.S.	6 451 000	22,6 %	104
M.R.G.	604 000	2,1 %	10
Ecologistes	621 000	2,1 %	0
Divers droite	1 478 000	5,2 %	13
U.D.F.	6 129 000	21,5 %	122
R.P.R.	6 462 000	22,6 %	154

Le 6 décembre 1978, Chirac lance son appel de Cochin, où il était soigné à la suite d'un accident d'automobile. Il refuse la politique de supranationalité prônée par V.G.E. en matière européenne.

Les élections législatives de 1978 confirment la montée de l'opposition de gauche, après le succès aux municipales en 1977. Pourtant divisés (le programme commun a volé en éclat quelques mois auparavant), socialistes et communistes progressent et manquent de peu la majorité absolue au

premier tour. La majorité est sauvée par le découpage électoral, qui la favorise, ainsi que par l'amplification "naturelle", la prime au vainqueur qu'offre le système majoritaire à deux tours.

¹ Saint-Denis de la Réunion, 1924.

Au sein de chaque bloc, les mutations sont très intéressantes : à gauche le P.S. confirme qu'il a doublé le P.C.F. tandis qu'à droite les gaullistes du R.P.R. repassent devant la formation du président l'U.D.F.

Au total, quatre partis "se tiennent" autour de 20 à 25%, on parle de "bande des quatre".

Bilan économique du septennat et causes de la défaite de 1981

Il y a bien sûr un actif et un passif. Outre les réformes déjà vues, on peut distinguer :

A l'actif : une véritable modernisation : le développement de l'énergie nucléaire, la mise en place d'un réseau de télécommunication de pointe, Airbus, Ariane, le T.G.V. ; mais aussi le maintien de la croissance et même d'un certain niveau de vie.

Au passif, la croissance du chômage qui passe de 400 000 environ en 1974 à plus de 1 600 000 en 1980. L'inflation également, qui malgré les efforts de R Barre, reste supérieure à celle des autres pays industrialisés, et qui lors du second choc pétrolier va approcher les 14% (1980).

Election Présidentielle de 1981 (1er tour le 26 avril)		
Candidats	Suffrages	% exprimés
Laguiller	668 000	2,21 %
Bouchardeau	321 000	1,1 %
Marchais	4 457 000	15,3 %
Mitterrand	7 506 000	25,8%
Crépeau	643 000	2,2 %
Lalonde	1 126 000	3,8 %
Giscard d'Estaing	8 222 000	28,3 %
Chirac	5 226 000	18 %
Debré	482 000	1,7 %
Garaud	387 000	1,3 %
(2ème tour le 10 mai)		
Mitterrand	15 542 000	52,2 %
Giscard d'Estaing	14 219 000	47,8 %

En 1980, la popularité du premier ministre atteint des abîmes, entraînant dans sa chute celle du président, qui souffre par ailleurs de défauts de communication ("son problème, ce sera le peuple," avait dit de lui de Gaulle), d'image, et des affaires. (Boulin, diamants).

Il aura tout fait pour résoudre son problème d'image : tenues "décontractées", allocutions au coin du feu, dîner dans des familles modestes, réception d'éboueurs maliens à l'Elysée, visite dans des prisons. Mais ces efforts, peut-être sincères, de la part de quelqu'un "né coiffé", sans doute calculés, passe en fait mal auprès d'une population qui voit assez bien la manœuvre.

Autres raisons de la défaite de Giscard : le report des voix du RPR sera très mauvais en 1981, on estime qu'environ 1 million de voix gaullistes manqueront à V.G.E., alors que le total des voix de

droite au premier tour reste supérieur à celui des voix de gauche. Par ailleurs, l'évolution du rapport de force entre P.C.F. et P.S. est déterminante. Avec à peine 15% des voix, le P.C.F. n'est plus en mesure d'imposer ses conditions au P.S. Il doit appeler sans réserve à voter Mitterrand, sous peine de se saborder politiquement. Par ailleurs, son score ne fait plus peur à bien des électeurs modérés, qui peuvent voter sans crainte pour un socialiste qui n'apparaît certes pas comme un otage des communiste

III. La France de F. Mitterrand (1981-95)

1. La rupture (1981-84)

L'élection de F. Mitterrand se fait sur un programme et grâce à une alliance avec le P.C.F. C'est un programme de "rupture avec le capitalisme" qui se traduit dans l'immédiat par la formation d'un nouveau gouvernement, par la dissolution de l'Assemblée Nationale. Les élections de juin donnent, grâce à un système majoritaire taillé sur mesure pour les gaullistes, une majorité absolue en sièges au seul P.S. Le P.C.F. confirme son score médiocre de la présidentielle et perd une quarantaine de sièges.

Elections législatives du 14 juin 1981 (1er tour)			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	335 000	1,3 %	0
P.C.F.	4 066 000	16,1 %	44
P.S. + M.R.G.	9 432 000	37,5 %	285
Div. Gauche	183 000	0,7 %	0
Ecologistes	272 000	1,1 %	0
Divers droite	705 000	2,8 %	11
U.D.F.	4 827 000	19,2 %	63
R.P.R.	5 231 000	20,8 %	88
Ext. Droite	90 000	0,4 %	0

Ralite, Fitterman, le Pors,
4 ministres communistes entrent au
gouvernement.

L'alternance politique

Le nouveau gouvernement va accomplir un certain nombre de ses promesses électorales :

Usinor-Sacilor, C.I.C., P.U.K.,
Dassault, 26 X 81

Nationalisations de cinq groupes industriels, deux compagnies financières et trente six banques.

Augmentation des salaires pour

pratiquer une politique de relance.

Diminution à 39 heures de la durée hebdomadaire du travail. 13 I 82

Retraite à 60 ans.

Cinquième semaine de congés payés.

Impôt sur les grandes fortunes (110 000 foyers fiscaux).

Représentation plus grande des syndicats dans l'entreprise. loi Auroux

Suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat. 29 VII 81

Abolition de la peine de mort. 18 IX 81

Loi Defferre (III 82) : Décentralisation d'une grande partie des pouvoirs détenus par l'Etat aux collectivités locales (région, département, communes)

On a comparé cet ensemble de mesures et de lois avec les accords Matignon, les ordonnances de la Libération et les accords de Grenelle.

L'échec économique

Cette politique aboutit à des résultats controversés : c'est un échec économique : La relance de la consommation se traduit par une dégradation grave du commerce extérieur au moment où les autres pays industrialisés mènent une politique de rigueur. Les faillites de petites entreprises se multiplient, le chômage s'accroît, les capitaux s'enfuient, le Franc plonge, l'inflation croît. Cet échec se traduit par une débâcle aux élections municipales de 1983.

Parallèlement, l'échec de la gauche se traduit par une montée du Front National de Jean-Marie le Pen. Cette ascension commence lors des municipales de 1983, mais s'amplifie lors des européennes de 1984 (10% au F.N. contre 12 % au P.C.F. par exemple).

En 1984, la controverse va prendre de l'ampleur dans un domaine où on ne s'y attendait plus : l'Ecole. La volonté du gouvernement (loi Savary) de revenir sur les privilèges accordés de longue date à l'enseignement privé relance une "guerre scolaire" endormie depuis des lustres entre les partisans de la "laïque" et ceux de l'école "libre". Les premiers mois de 1984 sont marqués par ce débat qui fait apparaître le gouvernement comme archaïque dans une société qui a pris l'habitude de voir dans l'existence de deux systèmes scolaires une possibilité de choix. 24 VI 84 manifestation monstre . Le 12 juillet, Mauroy démissionne, le 17, un nouveau gouvernement est formé auquel les communistes refusent d'appartenir. Laurent Fabius

2. La "conversion" ? (1984-93)

La conversion des socialiste : 1984-1986

Au gouvernement Fabius va s'attacher l'image d'un revirement opéré en fait dès 1983 par P. Mauroy et P. Bérégovoy. Conversion des socialistes à l'économie de marché ou simple "Realpolitik" ? Toujours est-il que la rigueur est à l'ordre du jour. Le but en est de sauver la situation économique et de rétablir la situation politique avant les législatives de 86 ou au moins la présidentielle de 88.

Elections législatives de mars 1986			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	413 000	1,5 %	0
P.C.F.	2 664 000	9,7 %	35
P.S. + M.R.G.	8 759 772	31,9 %	215
Div. Gauche	249 000	0,9 %	0
Ecologistes	341 000	1,2 %	0
Divers droite	790 000	2,9 %	0
U.D.F.+ R.P.R.	11 554 000	42 %	277
F.N.	2 694 000	9,8 %	35

Les résultats se font sentir dès 1985 avec la désinflation, la reprise économique, une reprise timide de l'emploi et l'envol de la bourse de Paris.

En fait, cette période est très importante pour la France. Pour la première fois dans notre pays on voit triompher au Parti Socialiste les réalistes sur les idéologues. Ce mouvement entame donc une mutation terminée depuis des années chez certains de nos voisins (en Allemagne, en Espagne, en Suède...). Des dirigeants socialistes n'ont plus honte de se déclarer "sociaux-démocrates". Plus encore, la Bourse et les milieux d'affaires n'ont plus peur

des socialistes, comme le montrera leur indifférence générale aux alternances futures (1986, 1988 puis 1993, et 1997).

Mais ces résultats n'empêcheront pas la droite de remporter les législatives de 1986. Un nouveau mode de scrutin, proportionnel, atténue sans la remettre en cause la victoire de la droite, mais permet au Front National d'entrer à l'Assemblée Nationale.

La première cohabitation 1986-1988

F. Mitterrand ne démissionne pas, mais appelle au poste de 1er ministre le chef du RPR : Jacques Chirac.

Celui-ci s'attache à pratiquer la politique ultralibérale appliquée alors aux E.U.A (R. Reagan) et au R.U. (M. Thatcher) à laquelle la droite française attribue la vertu de sauver l'économie. Il s'agit aussi au 1er ministre de convaincre les Français avant la Présidentielle de 88 tout en neutralisant le plus possible le chef de l'Etat dont les capacités manoeuvrières ne sont plus à démontrer.

Cette exquise empoignade s'appelle la "cohabitation".

La politique de privatisations (65 sociétés privatisées en 1986), dans une euphorie boursière qui avait commencé sous les socialistes, permet aux Français de découvrir les joies et les malheurs de l'actionnariat populaire. De 1 million, les actionnaires deviennent en quelques mois 6 millions. Les opérations de privatisation seront toutefois interrompues après le krach d'octobre 1987.

Sur le plan politique, le gouvernement de droite ne tarde pas à commettre des erreurs. La nécessaire réforme de l'Université, mal présentée et mal défendue par une majorité divisée, donne lieu à des manifestations étudiantes. Celles-ci sont réprimées avec une violence qui semble d'un autre âge aux jeunes générations. Il y a un mort. En Nouvelle Calédonie, des troubles indépendantistes sont traités par le gouvernement avec également un archaïsme colonial qui a un effet désastreux non seulement en France, mais dans les pays de la région.

Surtout, l'extraordinaire homme politique qu'est Mitterrand trouve dans la cohabitation avec Jacques Chirac l'occasion d'exprimer tout son talent. Les erreurs du Premier Ministre en

politique intérieure sont systématiquement exploitées par l'Elysée, tandis que le Président conserve la mainmise sur la politique extérieure, source de prestige.

C'est ainsi que François Mitterrand est facilement réélu en mai 1988.

3. 1988-93 Le second septennat de François Mitterrand : 1988-1993

Les forces politiques

Election Présidentielle de 1988 (1er tour le 24 avril)		
Candidats	Suffrages	% exprimés
Laguiller	606 000	2 %
Juquin	639 000	2,1 %
Lajoinie	2 056 000	6,8 %
Mitterrand	10 367 000	34,1 %
Waechter	1 150 000	3,8 %
Barre	5 031 849	16,5 %
Chirac	6 064 000	19,9 %
Le Pen	4 376 000	11,5 %
Divers	117 000	0,4 %
(2ème tour le 8 mai)		
Mitterrand	16 704 000	54 %
Chirac	14 219 000	46 %

L'élection présidentielle de 1988 montre une évolution sensible de l'opinion publique et des rapports de force politiques. Le président Mitterrand dissout l'Assemblée Nationale, et convoque des élections législatives en juin, comme il l'avait fait 7 ans plus tôt. Entretemps, Jacques Chirac a rétabli le scrutin majoritaire et son ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, a procédé à un découpage électoral favorable à la majorité sortante.

Mitterrand bénéficie en plein de la prime au sortant, et de sa politique de sape de l'image de son premier ministre, menée depuis deux ans. Mais cela n'est pas suffisant pour assurer aux socialistes, toujours discrédités dans l'opinion, une majorité confortable lors des législatives. Pour cela, Mitterrand lance sa politique "d'ouverture". Prenant acte de la désaffection des électeurs pour le

Elections législatives de juin 1988 (1er tour)			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	89 000	0,4 %	0
P.C.F.	2 404 000	11,3 %	27
P.S.	8 494 000	34,8 %	282
M.R.G.	272 000	1,1 %	avec P.S.
Div. Gauche	404 000	1,7 %	
Ecologistes	86 000	0,4 %	0
Divers droite	697 000	2,9 %	11
U.D.F.	4 519 000	18,5 %	129
R.P.R.	4 687 000	19,2 %	127
F.N.	2 360 000	9,7 %	1

conserve qu'un siège.

La droite traditionnelle est à nouveau divisée. Raymond Barre fait un score proche de celui de Jacques Chirac et l'U.D.F. dépasse le R.P.R. en juin. Les écologistes confirment leur ascension, mais ne font pas de percée.

L'oeuvre des socialistes : 1988-1993

C'est son vieux rival Michel Rocard, que François Mitterrand appelle comme premier premier ministre de son second mandat. Celui-ci devra composer avec une Assemblée Nationale turbulente, où sa majorité n'était pas nette, et avec l'hostilité larvée du président lui-même. La montée du Front National, en particulier lors des élections européennes, régionales et

municipales de 1989 s'ajoutent à un climat social difficile. Enfin, 6 ans après la loi de décentralisation, les affaires politico financières se multiplient et mettent en cause en particulier le P.S. Il s'agit le plus souvent d'affaires de financement de partis politiques, mais aussi quelquefois d'enrichissement personnel, ce qui va contribuer à miner pour de longues années la crédibilité de la classe politique et nourrira la progression du F.N.

L'oeuvre de Michel Rocard n'est pourtant pas négligeable dans plusieurs domaines :

solution de la crise néocalédonienne, par la concertation avec toutes les parties en présence (on parle d'une "méthode" Rocard qui tranche avec la brutalité de la "méthode" Pons)
création d'un revenu minimum d'insertion (R.M.I.) en octobre 1988, financé en partie par le rétablissement d'un impôt sur les grandes fortunes (supprimé en 1986) rebaptisé impôt de solidarité sur la fortune (I.S.G.).

création de la Contribution Sociale Généralisée (C.S.G.) en octobre 1990, qui est un impôt social, portant sur l'ensemble des revenus, et l'ensemble des citoyens. Le but en est d'accroître les ressources d'un système de soin en lourd déficit, tout en rendant plus justes les contributions des Français à ce système.

Mise en place, à la suite d'affrontements violents dans certaines banlieues, d'une politique de la ville, menée par un ministère spécifique.

Dans le domaine international, la période est marquée par la participation de la France à la guerre du golfe. Participation limitée, mais efficace, malgré l'opposition du ministre de la défense, J.P. Chevènement, qui doit démissionner.

En butte à une forte opposition au sein même du P.S., et en prévision d'un avenir politique qui lui soit plus favorable, Michel Rocard démissionne en mai 1991. Il est remplacé par Edith Cresson, première femme à accéder à ce poste.

Celle-ci va vite s'aliéner, par son "parler franc", une bonne partie de l'opinion, et se créer de solides inimitiés à l'étranger (par ses déclarations tonitruantes sur les Anglais ou les Japonais...). Elle doit aussi faire face à une campagne de dénigrement qui n'est pas dénuée de sexisme.

Cette image de marque catastrophique, ainsi que l'accumulation des affaires concernant le P.S., en particulier la désastreuse affaire du sang contaminé, mettant en cause l'ancien premier ministre Laurent Fabius, vont pousser Mitterrand à écarter E. Cresson. Les élections régionales et cantonales de 1992 annoncent en effet une débâcle législative pour 1993.

En avril 1992, donc, c'est un fidèle parmi les fidèles du président, Pierre Bérégovoy, qui devient premier ministre.

Ancien ministre de l'économie et des finances, artisan de la désinflation et de la conversion des socialistes à l'économie de marché, il rassure les milieux d'affaires. Authentique homme du peuple dans un parti peuplé de hauts fonctionnaires, il a une réelle popularité dans le pays.

C'est sous son gouvernement que les Français adoptent par référendum le traité de Maastricht (septembre 1992). Mais la campagne a été difficile et l'issue du scrutin incertaine (51% de oui). Pour la première fois, notre pays, qui est des plus européens, remet en cause la construction européenne. Plus encore, il y a eu un vrai débat, qui divise presque tous les partis politiques (sauf ceux qui ont fait de l'Europe leur bête noire : le P.C.F. et le F.N.). Ce débat se poursuit de nos jours au sein du P.S., de l'U.D.F. et du R.P.R. et porte en particulier sur la monnaie unique.

Victime d'une campagne de calomnie, ne disposant que de moins d'un an, dans le contexte de récession internationale qui a suivi la Guerre du Golfe. Pierre Bérégovoy ne peut éviter à son parti une déroute en mars 1993. Il se suicide le 1er mai de cette année.

La seconde cohabitation : 1993-1995

Elections législatives de mars 1993 (1er tour)			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	432 000	1,7 %	0
P.C.F.	2 331 000	9,2 %	25
P.S.	4 415 000	17,4 %	67
Div. Gauche	457 000	1,8 %	
Ecologistes (3 partis)	2 716 000	10,7 %	0
Divers droite	1 118 000	4,4 %	36
U.D.F.	4 731 000	18,6 %	206
R.P.R.	5 032 000	19,8 %	242
F.N.	3 153 000	12,2 %	1

Les élections législatives de 1993 sont une déroute pour le P.S. qui perd les 4/5ème de ses députés après être passé largement au dessous des 20% de suffrages. La droite rencontre un succès rare (il faut remonter aux législatives de juin 1968...). Une majorité très forte peut être source de division, c'est ce que l'avenir montrera.

Jacques Chirac, pour des raisons évidentes, ne veut pas être le premier ministre de la seconde cohabitation. C'est finalement Edouard Balladur¹ qui occupe ce poste, quitte à s'effacer devant la candidature du leader de son mouvement lors de l'élection présidentielle de 1995. Levantin, né à Smyrne, élevé dans les

mêmes écoles catholiques que le président Mitterrand, Edouard Balladur a la courtoisie un peu sèche d'un très grand bourgeois. Membre du R.P.R., il plaît à l'U.D.F., aux milieux d'affaire, s'entend bien avec le Président, et acquière assez rapidement une grande popularité auprès des couches moyennes. Ses principaux ministres :

Charles Pasqua, à l'Intérieur, tente de relancer la politique d'aménagement du territoire. Son autre préoccupation est la gestion de l'immigration et le code de la nationalité. Celui-ci est réformé par les "lois Pasqua" qui reviennent en partie sur le traditionnel "droit du sol". Désormais, les enfants d'étranger nés en France doivent faire la demande de nationalité française. Charles Pasqua, à l'occasion d'attentats islamistes sur le territoire français (1994) remet également en cause la participation de la France à l'Europe de Schengen).

Simone Veil retrouve 15 ans après son ministère des affaires sociales. La C.S.G., créée par le socialiste Michel Rocard, est élargie et relevée, tandis que le R.M.I. n'est pas remis en cause.

Depuis des années, le ministère de l'éducation nationale est un ministère à risque (comme celui de l'agriculture...). François Bayrou, centriste, tente de revenir sur la loi Falloux, au profit de l'école privée, et ranime la guerre scolaire (déc. 1993-janv. 1994), cela soude le camp laïc, et amorce une remontée de la gauche. Le projet de s "Contrats d'Insertion Professionnels" proposés aux jeunes diplômés à l'occasion d'un premier emploi et rémunérés pour un montant inférieur au S.M.I.C., met également les étudiants dans la rue au printemps 1994.

La priorité d'Edouard Balladur est l'économie. Il lance avec succès un grand emprunt, pour relancer les investissements et les grands travaux; il relance la politique de privatisation des entreprises publiques, dans un contexte boursier il est vrai peu favorable.

Ces succès et surtout les scores extraordinaires qu'il fait dans les sondages vont pousser M. Balladur à croire en un destin présidentiel. C'est ainsi qu'il trahit son "ami de trente ans" Jacques Chirac et se présente, avec la complicité de l'U.D.F. à l'élection présidentielle de 1995.

IV. Le mandat de Jacques Chirac : 1995..

1. Les débuts de la présidence de Jacques Chirac : 1995-1997

La campagne présidentielle de 1995

¹ Smyrne, 1929.

Le Président Mitterrand, dont on sait depuis des mois qu'il souffre d'un cancer de la prostate, ne brigue pas un troisième mandat. Il mourra en fait en janvier 1996. Les révélations sur l'ancienneté de sa maladie, et sur sa vie privée contribueront elles éclairer d'un jour nouveau et peu reluisant la période 1981-1995.

Election Présidentielle de 1995		
(1er tour le 23 avril)		
Candidats	Suffrages	% exprimés
Laguiller	1 616 000	5,3 %
Hue	2 632 000	8,6
Jospin	7 098 000	23,3 %
Voynet	1 011 000	3,3 %
Balladur	5 659 000	18,6 %
Chirac	6 348 000	20,8 %
de Villiers	1 443 000	4,7 %
Le Pen	4 571 000	15 %
(2ème tour le 7 mai)		
Jospin	13 793 000	47,3 %
Chirac	15 364 000	52,7 %

C'est une campagne assez extraordinaire. Les deux hommes crédités des meilleurs sondages en 1994 ne seront pas au rendez-vous. A gauche, Jacques Delors, socialiste modéré issu du christianisme social (il participa au gouvernement de Jacques Chaban-Delmas), et artisan comme président de la commission européenne du traité de Maastricht, refuse de se présenter.

A droite, Edouard Balladur ne tiendra pas la distance contre l'homme des campagnes électorales qu'est Jacques Chirac. Celui-ci peut s'appuyer sur une équipe de fidèles, et mène une campagne originale, en particulier en s'ouvrant aux préoccupations des électeurs de gauche et à celles de la jeunesse. Deux ans après le désastre de 1993, la gauche n'a pas réussi

à se crédibiliser suffisamment. Chirac, en parlant de "fracture sociale", de partage... réussit à dépasser Balladur au premier tour.

Au parti socialiste, Lionel Jospin fait mieux que ce qui était prévu, en arrivant en tête au premier tour et en faisant un score honorable au second, malgré l'appel d'Edouard Balladur à voter pour Jacques Chirac.

Liquidant le bilan des années Mitterrand, Lionel Jospin prend en main le P.S. et amorce un redressement que l'on n'attendait pas de sitôt.

Ce scrutin est également marqué par une montée des extrêmes. A l'extrême droite, J.M. le Pen continue son ascension, tandis que G. De Villiers, entre droite et extrême droite, fait un score très honorable. A gauche, A. Laguiller obtient des résultats remarquables, tandis que R. Hue semble avoir enrayé le déclin du P.C.F.

Cette montée des extrême est caractéristique de la crise morale que traverse la France en ce milieu des années 90. La crise économique continue, et le chômage augmente, tandis que la reprise s'annonce dans d'autres pays, comme les Etats-Unis. La classe politique est remise en cause par l'indépendance accrue du pouvoir judiciaire, qui, comme en Italie, n'hésite plus à mettre en examen des hommes politiques, fussent-ils puissant (les maire de Grenoble, Lyon, Angoulême, l'affairiste et ancien ministre B. Tapie...).

Le gouvernement Juppé : 1995-1997

La politique intérieure

Le choix du premier ministre est important. Alain Juppé est l'archétype du technocrate (à la Giscard ou à la Fabius). Ancien élève de l'E.N.S. et de l'E.N.A., proche du Président dont il fut un fidèle à la mairie de Paris, il est à l'époque surnommé "Amstrad" par ses proches. Ministre brillant des affaires étrangères lors de la cohabitation Mitterrand-Balladur, il mis en oeuvre la politique de fermeté de la France vis-à-vis des Serbes. Les élections municipales de 1995 lui permettent enfin de succéder à Bordeaux à un baron historique du Gaullisme : Jacques Chaban-Delmas. Mais cet appétit de pouvoir, un style personnel empreint de raideur, voire de morgue vont lui aliéner rapidement une bonne partie de l'opinion publique, dès l'automne 1995, il bat les records d'impopularité d'Edith Cresson.

Il est vrai que le gouvernement que met en place Jacques Chirac en 1995 s'éloigne très rapidement des promesses électorales du candidat, et fait la politique annoncée par M. Balladur sans avoir un réel soutien des balladuriens.

Les dossiers économiques et sociaux

A. Juppé s'attaque dès l'automne 1995 aux dossiers de la sécurité sociale et de la rigueur budgétaire. L'augmentation de la T.V.A. et des prélèvements obligatoires, mais surtout la remise en cause des systèmes de retraite des fonctionnaires, la restructuration de la S.N.C.F., la préparation de la privatisation de France Télécom déclenchent en novembre 1995 les mouvements de grève les plus importants depuis 1968. La réforme du statut des fonctionnaires est en fin de compte gelée.

La réforme la plus courageuse du gouvernement Juppé est celle de l'assurance maladie, elle se poursuit à un rythme ralenti. Un nouvel impôt est créé : le Remboursement de la Dette Sociale (R.D.S.), ainsi qu'un carnet de soin obligatoire, la nécessité d'un contrôle médicalisé des dépenses est affirmée. Mais dans ce secteur, le gouvernement se heurte à un groupe d'intérêt corporatiste extrêmement puissant, celui des médecins, pourtant base traditionnelle de la droite. C'est un appui précieux qui lui manquera lors des élections législatives anticipées de 1997.

La politique internationale

Sur le plan international, la décision du Président Chirac de reprendre (pour un nombre limité) les essais nucléaires en Polynésie Française déclenche une véritable tempête anti-française dans la région, du Japon à l'Amérique du Sud, en passant par l'Australie et la Nouvelle Zélande où l'on se souvient de l'affaire du Rainbow Warrior.

En Bosnie, la décision états-unienne de brusquer militairement la fin de la guerre en août 1995 est une reconnaissance implicite de la justesse de la position défendue par A. Juppé lorsqu'il était ministre des affaires étrangères de F. Mitterrand. Mais cet alignement des États-Uniens sur les positions françaises apparaît surtout aux yeux du monde comme la reprise en main des affaires européennes par la puissance états-unienne et la preuve de l'incapacité des Européens, Français en tête, à gérer la crise yougoslave.

La refonte de la politique de défense

D'ailleurs, et c'est un des aspects essentiels de la période, le gouvernement remet complètement en cause les doctrines militaires suivies jusque là par la France. Pour des raisons de réalisme budgétaire, la force nucléaire perd sa composante fixe, les missiles du plateau d'Albion. Des programmes coûteux d'armement sont différés, et surtout la France entame un rapprochement avec l'O.T.A.N. dont elle envisage désormais de réintégrer les structures de commandement.

Le plus spectaculaire reste la suppression du service militaire. C'est une rupture fondamentale dans l'histoire de la République. Cela enterrine l'évolution d'une armée qui est loin d'inspirer les mêmes craintes qu'en 1961. C'est une armée modernisée et professionnalisée dont la France a besoin. Mais cette suppression a pour conséquence le redéploiement des unités, c'est à dire l'abandon de certaines et la disparition de garnisons entières avec les conséquences que cela entraîne pour certaines localités de Province.

L'effet positif escompté sur l'électorat jeune est illusoire. La suppression du Service National se fait sur plusieurs années. Les dernières classes à l'effectuer n'ont aucune raison d'être satisfaites de sa disparition, tandis que les premières classes exemptées sont trop jeunes à l'époque de la décision pour en éprouver par la suite quelque gratitude que ce soit envers ceux qui l'ont prise.

2. La troisième cohabitation : 1997-...

La divine surprise de la gauche : la dissolution de 1997

Face à la perspective d'une défaite lors des législatives de 1998, et sacrifiant une des plus belles majorités que la droite ait en France, le Président Chirac dissout l'Assemblée Nationale en mars 1997. Son calcul est simple. Les sondages donnent encore une majorité à la droite devant le P.S. et le P.C.F. J. Chirac mise sur l'impréparation de ces partis, sur l'effet de surprise, et sur une remontée de sa popularité apparue dans les sondages de début d'année.

Ces calculs s'avèreront vains? La dissolution de 1997 est la plus grande erreur politique commise par un Président de la Vème République. La campagne accélère la maturation de l'électorat, et le retournement de l'opinion, appréhendé par la droite pour l'année à venir, s'effectue en quelques semaines. Lionel Jospin fait une campagne sans fautes, et sait trouver l'alliance des communistes, des radicaux, et du principal mouvement écologiste, tout en s'efforçant de ne pas faire trop de promesse à une opinion publique déçue par celles du candidat Chirac. Il a fait campagne sur les valeurs morales, sur la réforme des institutions (cumul et durée des mandats) et a imposé à son parti une représentation féminine, par un système de *quota*, qui amène à l'Assemblée la plus forte proportion de femmes de l'histoire de France.

Les résultats du second tour donnent une majorité faible mais nette aux socialistes et à leurs alliés. Pour la première fois dans l'histoire de la Vème République, un président qui a dissout l'Assemblée se voit désavoué par l'électorat.

Chapitre 3 : l'évolution économique et sociale de la France durant la IV^{ème} et la V^{ème} républiques

I. Les trente glorieuses et la crise

1. Les bases de la croissance

La reconstruction

Rappel du chapitre sur la Libération et les grandes nationalisations

Rappel du rôle de l'Etat, principal investisseur et grand orienteur de la vie économique, définissant des priorités

On peut parler d'un « New Deal » à la française. La planification et le rôle de l'Etat français est en effet plus proche du modèle keynésien que marxiste, même s'il y a dans les premières années de la libération des communistes au gouvernement.

Le plan

Après les nationalisations de 1945-1947, le premier plan, de 1947 à 1952 donne la priorité aux secteurs de base : charbon, électricité, acier, ciment, tracteurs et engrais. Le plan Marshall vient à point nommé pour donner à ce plan toute l'efficacité souhaitable.

L'ouverture sur le monde

D'une économie tournée sur la métropole et les colonies, la France doit opérer un véritable retournement et s'ouvrir au monde. Le processus est enclenché par la construction européenne (CECA, puis CEE), mais il est accéléré par de Gaulle après 1958, quand il devient clair que notre pays ne peut plus se contenter de son propre marché et d'un empire qui est en train de disparaître. C'est une révolution pour des industries qui avaient l'habitude d'opérer dans un marché assez fermé et protégé.

2. Les aspects de la croissance

Des chiffres

Durant la période des trente glorieuses, c'est à dire en fait de 1947 à 1973, la croissance annuelle de la France avoisine les 5%. Jamais dans l'histoire de France on a vu, sur une aussi longue période, une croissance aussi soutenue. La France avait en effet cette particularité de n'avoir pas connu, au contraire de pays comme le Royaume-Uni ou l'Allemagne, de décollage (*Take off*). Les trente glorieuses apparaissent donc pour notre pays comme un véritable rattrapage par rapport à nos voisins. Du coup les bouleversements, à la fois économiques et sociaux, n'en seront que plus brutaux.

La France en 1946 et 1975		
	1946	1975
Population	40 500 000	52 600 000
Personnes de plus de 14 ans poursuivant des études	650 000	4 000 000
Voitures particulières	1 000 000	15 300 000
Mortalité infantile	84,4 ‰	13,8 ‰
Espérance de vie	64,6 ans	73 ans
Niveau de vie (1938 : 100)	87	320

La consommation s'accroît considérablement. La croissance sans précédent de la population y est pour beaucoup. La France gagne plus d'habitants, de 1945 à 1975, que du milieu du VIII^{ème} siècle à 1945. La raison en est le baby boom, plus durable dans notre pays que chez nos voisins, et l'immigration. L'année 1962 est le sommet de ce phénomène, avec l'arrivée en quelques mois d'un million de « rapatriés ».

De nouveaux modes de consommation apparaissent, et en particulier l'achat à crédit, assez étranger jusque là à la mentalité française, et qui nous vient d'Amérique.

Des symboles

Quelques symboles de la croissance sous les IV^{ème} et au début de la V^{ème} république :

Les grands aménagements :

Les équipements hydroélectriques comme le barrage de Serre-Ponçon.

L'aéroport du Bourget puis Charles de Gaulle

Les opérations de prestige :

Les records de vitesse ferroviaires, par exemple celui des motrices CC de la SNCF sur la ligne de Fagnolle dans les Landes, à 331 km/h en 1955

La caravelle, puis Concorde

Des objets de la vie courante :

Les automobiles 2 CV et 4 CV, mais aussi la prestigieuse DS

Des limites

L'inflation, véritable mal français, qui atteint en moyenne 5% sur la période des trente glorieuses. Elle allège les frais des entreprises et la charge des ménages endettés, mais elle fait fondre l'épargne, crée des tensions salariales et coûte cher en terme d'importations de produits étrangers.

La modernisation fait des victimes. (on le reverra). Les agriculteurs, les artisans, les commerçants, qui avaient bien traversé la période de la guerre, sont laminés par l'évolution économique. Pierre Poujade représente une réponse politique pour certains membres de ces classes sociales.

La classe ouvrière elle-même, qui a connu son apogée durant la période, voit son importance décroître à partir des années 1960 (mines, sidérurgie...)

L'arrivée des premiers effectifs du baby boom sur le marché du travail à la même époque, et l'emploi féminin créent les premières tensions sur l'emploi.

3. La crise

Il ne s'agit ici que de rappeler, en les mettant dans la perspective française, les éléments déjà vus dans le cours sur la croissance et la crise.

La crise à la française

En France, la crise débute dès 1974, avec le choc pétrolier, car nous étions, comme d'autres pays, très tributaires de notre approvisionnement en énergie.

De 1973 à aujourd'hui, la croissance annuelle moyenne n'est plus que de 2%.

De 1973 à 1983, l'inflation se conjugue avec une stagnation de l'économie (stagflation), puis l'inflation est jugulée, mais la stagnation continue, avec des nuances selon les périodes.

L'industrie va perdre beaucoup de terrain (33% du PIB en 1970, 21 % aujourd'hui). Des secteurs comme la sidérurgie et le textile perdent la plus grande partie de leurs effectifs. C'est d'autant plus grave que ce sont les mêmes bassins industriels (Nord, Lorraine....) qui concentraient souvent les deux secteurs. Ces régions ne s'en sont pas sorties, malgré des aménagements et des encouragements de l'Etat.

Mais la crise sociale démarre plus lentement que dans d'autres pays. Un phénomène déjà observé après 1929 se reproduit. Les structures plus archaïques de notre économie, avec en particulier des PME nombreuses et paternaliste et des grandes entreprises souvent contrôlées par l'Etat, vont différer de quelques années les effets les plus sensibles. Le chômage monte plus lentement, par exemple, qu'au Royaume-Uni ou en Allemagne. Mais ce sont ces structures françaises qui vont rendre plus difficile la reprise, en particulier dans les années 1980, et la persistance, aujourd'hui, d'un chômage élevé.

Les politiques du gouvernement vont fluctuer, en particulier après 1981. A une politique de « rigueur », destinée à contrôler l'inflation (en luttant par exemple contre les déficits budgétaires), menée par Raymond Barre, succède une politique de relance keynésienne menée par Pierre Mauroy, et qui relance l'inflation et les grands déficits. Après l'échec de cette politique, les socialistes français se rallient à la « rigueur », politique menée en gros jusqu'aujourd'hui. Pour les plus libéraux, cette politique ne suffit pas, il faut également jouer sur le coût élevé du travail et le poids des prélèvements obligatoires.

Aujourd'hui, une France qui se normalise

La conversion des socialistes à l'économie de marché, après leur échec des années 82-84, puis le consensus politique réalisé sur l'objectif de l'intégration à une Europe économique symbolisée par la monnaie unique ont poussé les gouvernements successifs à gommer certaines spécificités françaises, en particulier en matière de déficit budgétaire ou de poids de l'Etat, celui-ci se débarrassant à partir de 1986 d'entreprises publiques désormais privatisées (banques, mais aussi Télécommunication, transports, énergie), et à adopter petit à petit un modèle proche de ceux de nos voisins (surtout allemands). De leur côté, les entreprises françaises se sont elles aussi européanisées, et même mondialisées pour les plus puissantes.

La France de cette fin du XXème siècle est donc une France qui rentre dans le rang, sur le plan économique ou qui, si l'on préfère, rattrape les modèles voisins.

Ce phénomène explique, sans doute, la crise morale que traverse le pays.

II. L'évolution démographique et sociale

1. Le bouleversement démographique, du Baby Boom au Papy Boom

« Baby Boom »***Exode rural***

La France de 1946 est encore presque à moitié rurale (47%). En quelques décennies, le changement dans les campagnes va être profond. Alors que la situation matérielle de celles-ci s'améliore considérablement : électrification, adduction d'eau, confort des logements, désenclavement routier, et même télévision... Elles se vident, en un mouvement d'exode rural qui culmine dans les années 1950-1960. En 1968, la France connaît le plus faible nombre de ruraux de son histoire récente. Depuis ce recensement, le nombre de ruraux se remet à croître, mais leur pourcentage continue de décroître lentement (25 % en 1996). Déracinés, comme le dit la chanson de Jean Ferrat (que la montagne est belle), les ruraux vont s'agglutiner autour des grandes villes, où les gouvernements de la IV^{ème} république ont lancé de grands programmes de logements collectifs, qui se poursuivront jusqu'au début des années 1970. Ils y trouvent tout le confort, symbolisé par le chauffage central et l'eau courante, mais aussi par l'équipement électroménager (Moulinex libère la femme), l'automobile et la télévision.

Ils y seront rejoints par les immigrés.

A partir des années 1970 (1968, loi Chalandon) la construction de logements pavillonnaires prend le dessus.

Immigration

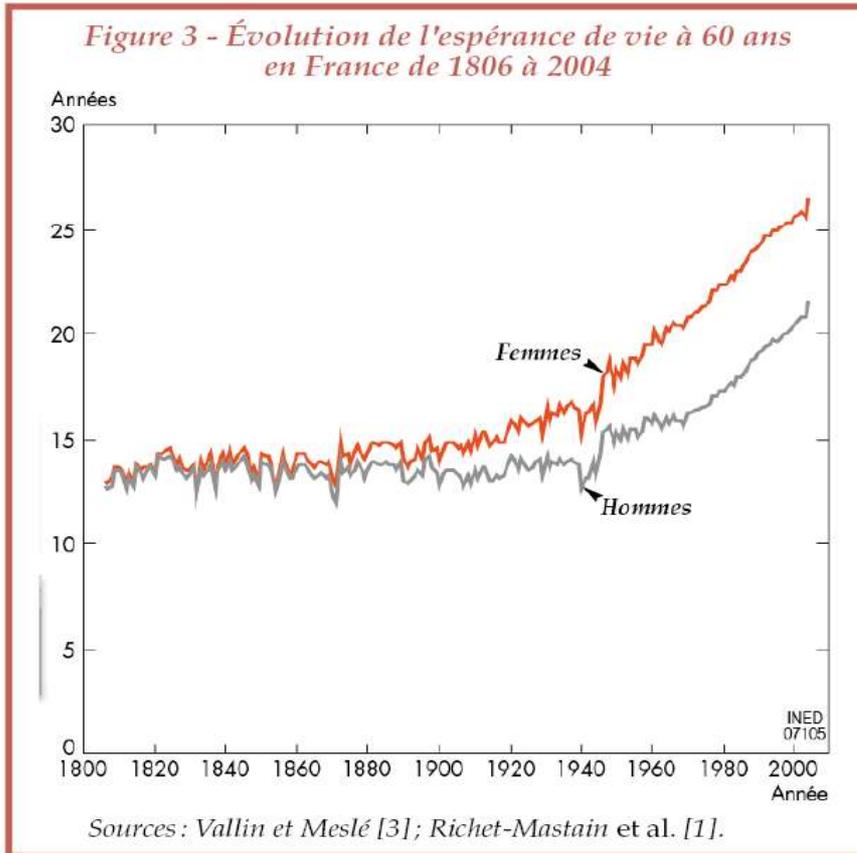
Malgré le Baby Boom, ou à cause de lui, la France manque cruellement de bras dans les années des trente glorieuses. On encourage les étrangers à venir vivre, et même fonder une famille en France. Venant d'Europe : Portugal (plus que d'Espagne ou d'Italie), ou du Maghreb (en particulier d'Algérie). Ces immigrés s'installent souvent dans des foyers, voire des logements anciens de centre-ville, ou même des « bidonvilles » périurbains. L'obtention d'un logement en H.L.M. sera pour beaucoup, dans les années 1970 ou 1980, une véritable promotion.

A partir de 1974, l'immigration légale pour le travail se tarit, du fait de la crise et de l'arrivée de nombreux jeunes français sur le marché du travail. En revanche elle fait place à une immigration familiale, dans le cadre d'une politique de regroupement familial. Celle-ci aura de nombreuses implications à court, moyen et long terme sur la démographie française.

A court terme, c'est l'installation de familles entières, en particulier dans les grands ensembles HLM, qui modifient la composition ethnique et sociale de ceux-ci. A moyen terme, c'est l'intégration, parfois difficile, d'une « seconde génération », qui découvre dès le début des années 1980, qu'elle est française de droit. A plus long terme, c'est une modification assez profonde de la composition de la population française, en particulier sur le plan religieux et culturel.

Cette immigration massive, liée à la particularité française du droit du sol et de la politique de regroupement familial, fait de la France un pays profondément original en Europe. Cet apport, en effet, en modifiant profondément la structure de la population française, fait de notre pays un modèle original d'intégration, en Europe, qui rappelle plus les pays du nouveau monde (Canada, Etats-Unis, etc.) que certains de nos voisins.

Accroissement de la durée de la vie et « Papy Boom »



Source, Population et Société, mars 2005

Les Français ont gagné depuis la guerre entre 15 ans () et près de 20 ans () d'espérance de vie.

En 2004, cette espérance de vie a franchi le cap des 80 ans (80,2), avec une différence de plus de 7 ans entre les hommes et les femmes (76,7 ans et 83,8 ans pour les femmes).

Cela place la France aux tout premiers rang des pays du monde, dépassées seulement par le Japon et quelques autres.

2. L'urbanisation

On passe de 55 % de citadins environ à la Libération à plus de 75 % aujourd'hui. En fait, les 20 millions de nouveaux français sont gagnés uniquement par les villes (dans le détail c'est un peu plus compliqué).

La reconstruction a nécessité un effort colossal, dirigé par l'Etat. Jusqu'à la fin des années 1970, ce sont les HLM qui absorbent la plupart des gains, tandis que les campagnes, mais aussi les centre villes perdent des habitants (Paris intra muros passe de 3 000 000 à 2 000 000 d'habitants !) puis les années 1970 ce sont les banlieues pavillonnaires, le « périurbain », cela continue, mais on a également depuis les années 1990 un regain des centres urbains.

3. L'évolution des mœurs

Jusqu'au début des années 1960, les Français vivent avec des valeurs morales qui sont largement celles du XIXème siècle, même si l'entre-deux-guerres avait déjà apporté son lot de changements. Dans ce domaine, l'évolution va être fulgurante.

La baisse de la pratique religieuse (dont nous reparlerons), l'exode rural, la séparation des générations, le rythme d'une vie urbaine ou périurbaine, ont rendu caduques un certains nombres de conventions et ont contribué à une rapide et profonde évolution des mœurs, en particulier dans le domaine de l'intime : sexualité, famille...

Contraception

Avortement

Evolution du mariage, du concubinage, de la famille.

Rappel de la loi Neuwirth (1967) et de la loi Veil (1975). Il y a aussi la loi sur le divorce (1975), la reconnaissance légale du concubinage, puis le PACS en 1999.

Le taux divorces/mariages était en 1970 de 7 %, de 25 % en 1980, de 40 % en 2000 (environ 100.000 divorces pour 250.000 mariages)

Un enfant sur deux naît en dehors des liens du mariage.

Quatre enfants sur 10 a des parents séparés.

Un enfant sur dix vit avec dans une famille monoparentale.

Familles recomposées

Ces chiffres étaient tout à fait marginaux jusqu'au début des années 1970.

III. L'évolution culturelle

1. la crise des pratiques religieuses

Catholiques	42 000 000	70,0%
Orthodoxes	420 000	0,7%
Orientaux	91 500	0,2%
Protestants	1 074 000	1,8%
Juifs	550 000	0,9%
Musulmans	3 000 000	5,0%
Agnostiques et athées et autres	12 864 500	21,4%
Total	47 135 500	
Total France	60 000 000	

Un catholicisme largement majoritaire mais en crise.

75 % à 80 % de Français se disent catholiques, selon les sondages. C'est d'ailleurs à peu près les pourcentages que l'on observe pour les grands sacrements (baptême, mariage...). Mais la pratique religieuse a énormément faibli. On estime que moins de 10% de Français pratiquent aujourd'hui, c'est à dire assistent régulièrement à la messe. De même on assiste à une crise des vocations qui met en terme en péril la continuité de la pratique religieuse en France.

Le concile de Vatican II (1962-1965) avait pourtant largement modernisé la religion catholique, la rapprochant d'ailleurs des autres religions chrétiennes comme le protestantisme.

Il a contribué en fait à diviser les catholiques, certains, traditionalistes ultra minoritaires mais activistes se sont détachés de l'Eglise pour rejoindre les rangs des « intégristes ».

L'essor des autres religions

Les autres religions, importées en France par l'immigration ou le rapatriement d'Algérie, comme l'Islam et le Judaïsme, ou répandues par le prosélytisme, sont en croissance dans notre pays. Cela profite même au protestantisme, présent depuis des siècles mais jusque là très minoritaire.

Difficulté à organiser l'Islam de France, très divisé, sur le modèle des autres religions. Plusieurs ministres de l'intérieur (et des cultes) s'y sont essayé sans succès : Pasqua, Chevènement... C'est assez récemment que Nicolas Sarkozy est parvenu à la création d'un conseil nationale du culte musulman (CNCM), qui a le mérite d'exister aujourd'hui en tant qu'interlocuteur du gouvernement, mais dont on peut s'interroger sur sa représentativité, et qui fait l'objet de luttes intestines sévères.

« Bricolage religieux »

La baisse de la pratique religieuse ne s'accompagne pas d'une augmentation sensible de l'athéisme ou de l'agnosticisme. Les français se déclarant incroyants sont moins d'un sur six.

En revanche on a une baisse d'influence des institutions religieuses, au profit d'une pratique individualisée ou individualiste que certains théologiens traditionnels qualifient de « bricolage religieux ». On croit à une version personnelle du christianisme, du judaïsme, de l'Islam, adaptant leurs dogmes au préoccupation ou aux commodités de chacun. C'est ainsi que le musulman s'accommode de l'alcool ou évite le jeûne, ou que le catholique accepte le divorce ou l'avortement.

Cet essor des autres religions est sans doute à mettre en rapport avec la crise morale et culturelle que traverse notre pays.

Un des aspects est aussi le développement des sectes.

2. Une société de consommation

Les Français se sont globalement enrichis depuis la guerre. Le pouvoir d'achat double de 1950 à 1970, puis progresse encore, en moyenne, de 60 % entre 1970 et 1990.

La consommation de masse augmente :

Quasi inexistantes en 1950, le réfrigérateur, le téléphone, la télévision et le lave linge sont aujourd'hui possédés par plus de 90 % des ménages.

80 % des ménages disposent d'au moins une automobile.

55 % des Français sont propriétaires, ou en accession, de leur résidence principale.

Les innovations les plus récentes : téléphone portable, ordinateur, connexions à l'internet, ne sont pas aussi répandues, mais elles se répandent à une vitesse encore jamais vue. La téléphonie mobile, par exemple, a bouleversé la vie quotidienne des français en moins de dix ans. Ces dernières innovations, d'ailleurs, sont toutes dans le domaine de la communication.

3. De nouvelles pratiques culturelles

Pratiques standardisées (mais différenciation générationnelle, par la mode : manipulation ?)

Apparition d'une « culture jeune » dans les années 1960 (Salut les Copains...) L'icône de cette époque, Jean-Philippe Smet, a aujourd'hui une soixantaine d'années.

A mettre en rapport avec l'évolution de la société et du cadre de vie des Français

Augmentation du temps de loisirs...

Essor des loisirs de masse :

Le Sport
La télévision.

4. L'accentuation des différences sociales

marginalisation